OBSERVATOIRE
DE LA CULTURE ET
DES COMMUNICATIONS
DU QUÉBEC

Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante

Édition 2008

Révisée

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Cette publication a été élaborée à l'initiative et sous la supervision de l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, de la Cinémathèque québécoise, de la Régie du cinéma, et de la Société de développement des entreprises culturelles.

Cette édition a été produite par
l'Institut de la statistique du Québec.

Les Publications du Québec en assurent la diffusion.
1500-D, boul. Charest Ouest, 1er étage
Québec (Québec)
G1N 2E5

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2008
ISBN : 978-2-551-23712-8 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-53974-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 1993

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse de
l'Institut de la statistique du Québec.

Septembre 2008

AVANT-PROPOS

Voici la publication *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante* qui remplace l'ouvrage publié auparavant sous le titre *Statistiques sur l'industrie du film*. Ce changement de nom reflète la volonté de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec de répondre concrètement à l'intérêt des utilisateurs pour des statistiques fiables sur la production télévisuelle.

Tout comme les précédentes, la présente édition ne contient que les indicateurs principaux. Ainsi, toutes les données disponibles font l'objet d'une publication séparée.

Le premier objectif de la publication demeure la présentation d'un bilan statistique de l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante au Québec, et les nombreux tableaux qu'elle contient, portant sur les cinq dernières années, permettent de suivre l'évolution de l'industrie. Quant à sa présentation, elle vise à en simplifier la consultation et à la rendre agréable et pratique. La publication présente d'abord les données relatives à la production cinématographique et télévisuelle indépendante, puis le financement de ces productions et les résultats de la distribution des films en salle. Viennent ensuite les données sur l'infrastructure cinématographique, les résultats de l'exploitation et de la diffusion des films en salle jusqu'à l'ultime étape de la vie d'un film, c'est-à-dire sa conservation. On y trouvera également des comparaisons avec l'industrie cinématographique d'autres pays. De plus, cette année, la publication présente de nouveaux tableaux offrant plus de détails sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle selon la langue, de même qu'une analyse des dépenses des ménages en services audiovisuels.

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de nombreux partenaires dont s'est entouré l'Institut de la statistique du Québec, l'instigateur et le coordonnateur du projet : la Régie du cinéma ainsi que la Cinémathèque québécoise participent à la planification du contenu et fournissent les données statistiques, tandis que la Société de développement des entreprises culturelles collabore à l'analyse et à l'interprétation des statistiques. Tous ont participé à sa rédaction à titre de rédacteur ou de corédacteur.

Les concepteurs de cet ouvrage souhaitent que les lecteurs auront autant de plaisir à le consulter qu'ils en ont eu à le réaliser.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée par :

Benoit Allaire, responsable de projet
Annie Cloutier, agente de recherche
Denis Chalifour, technicien en administration
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Sous la direction de :

Dominique Jutras, directeur
Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Jean-Pierre Gagnon, Régie du cinéma

Marielle Audet et Godi Sagou, Société de développement des entreprises culturelles

Carole Line Robert, Michel Martin et Pierre Véronneau
Cinémathèque québécoise

Claudette D'Anjou et Gabrielle Tardif, pour la mise en page
Institut de la statistique du Québec

Mireille Laforce,
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Remerciements :

Nous tenons à remercier chaleureusement l'Association des propriétaires de cinémas et ciné-parcs du Québec pour leur collaboration enthousiaste à l'enquête auprès des cinémas et ciné-parcs.

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication :

Observatoire de la culture et des communications du Québec
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2414
Télécopieur : (418) 643-4129

Photo de la couverture :

Le dernier continent

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage	x	Donnée confidentielle
n	Nombre	e	Donnée estimée
..	Donnée non disponible	r	Donnée révisée
...	N'ayant pas lieu de figurer	k	Millier
–	Néant ou zéro	M	Million
—	Donnée infime		

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 La production cinématographique 11

CHAPITRE 2 Le financement 23

CHAPITRE 3 Le classement des films 41

CHAPITRE 4 La distribution 47

CHAPITRE 5 L'infrastructure d'exploitation 59

CHAPITRE 6 Les résultats d'exploitation 69

CHAPITRE 7 Les autres marchés du film 87

CHAPITRE 8 Les dépenses des ménages 95

CHAPITRE 9 Le patrimoine cinématographique 103

CHAPITRE 10 Le cinéma dans le monde 119

CHAPITRE 11 Le crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films 125

CHAPITRE 12 Le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle 135

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1
Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2003-2007 12

Tableau 1.2
Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2006 et 2007 13

Tableau 1.3
Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 2003-2007 13

Tableau 1.4
Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2006 et 2007 13

Tableau 1.5
Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 2003-2007 14

Tableau 1.6
Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2003-2007 15

Tableau 1.7
Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2003-2007 16

Tableau 1.8
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 2003-2007 16

Tableau 1.9
Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 2003-2007 16

Tableau 1.10
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2003-2007 17

Tableau 1.11
Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2003-2007 17

Tableau 1.12
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2006 et 2007 17

Tableau 2.1
Productions cinématographiques et télévisuelles, données générales selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008 26

Tableau 2.2
Documentaires, données générales selon le format, Québec, 2005-2006 à 2007-2008 27

Tableau 2.3
Productions télévisuelles, données générales selon le genre, Québec, 2005-2006 à 2007-2008 29

Tableau 2.4
Productions télévisuelles selon le format, Québec, 2007-2008 30

Tableau 2.5
Coproductions cinématographiques et télévisuelles, données générales selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008 32

Tableau 2.6
Productions cinématographiques et télévisuelles, structure de financement selon le type de production, Québec, 2007-2008 33

Tableau 2.7
Productions cinématographiques et télévisuelles, financement public selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008 34

Tableau 2.8
Productions cinématographiques et télévisuelles, répartition du financement public selon le type de production, Québec, 2007-2008 35

Tableau 2.9
Productions cinématographiques et télévisuelles, financement fédéral et provincial selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008 35

Tableau 2.10.1
Productions cinématographiques et télévisuelles, selon la langue, Québec, 2004-2005 et 2005-2006 37

Tableau 2.10.2
Productions cinématographiques et télévisuelles, selon la langue, Québec, 2006-2007 et 2007-2008 37

Tableau 2.11
Structure de financement des productions cinématographiques et télévisuelles, selon le type de production, Québec, 2007-2008 38

Tableau 2.12
Structure de financement des productions cinématographiques et télévisuelles entièrement québécoises et coproductions, Québec, 2007-2008 39

Tableau 3.1
Nombre de films classés, Québec, 2003-2007 42

Tableau 3.2
Nombre de films classés, destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2007 43

Tableau 3.3
Nombre de films classés, destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2007 44

Tableau 3.4
Nombre de films classés, destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2007 45

Tableau 4.1
Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2003-2007 48

Tableau 4.2
Revenus bruts déclarés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2006-2007 49

Tableau 4.3
Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2007 50

Tableau 4.4
Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2007 51

Tableau 4.5
Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon le paysd'origine, Québec, 2003-2007 52

Tableau 4.6
Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la langue, Québec, 2003-2007 54

Tableau 4.7
Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la catégorie de distributeur, Québec, 2003-2007 55

Tableau 4.8
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007 56

Tableau 4.9
Nombre de nouveautés présentées dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007 56

Tableau 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 2003-2007, au 31 décembre 60

Tableau 5.2
Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils selon le réseau de cinémas, pour certaines régions administratives, Québec, 2007 61

Tableau 5.3
Répartition des établissements selon le nombre d'écrans en activité, Québec, au 31 janvier 2008 62

Tableau 5.4
Nombre annuel moyen d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 2003-2007 63

Tableau 5.5
Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2007 64

Tableau 5.6
Taux d'occupation des cinémas selon le nombre d'écrans, Québec, 2003-2007 65

Tableau 5.7
Nombre d'établissements et d'écrans, par région administrative, Québec, 2003-2007 66

Tableau 5.8
Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 2003-2007 68

Tableau 6.1
Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2007 70

Tableau 6.2
Projections selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2003-2007 72

Tableau 6.3
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2003-2007 74

Tableau 6.4
Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2003-2007 76

Tableau 6.5
Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007 77

Tableau 6.6
Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2007 79

Tableau 6.7
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2003-2007 80

Tableau 6.8
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007 81

Tableau 6.9
Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007 82

Tableau 6.10
Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007 83

Tableau 6.11
Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1er janvier 1985 au 31 décembre 2007 84

Tableau 6.12
Films à succès, en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1er janvier 1985 au 31 décembre 2007 85

Tableau 7.1
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, 2003-2007 88

Tableau 7.2
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2003-2007 88

Tableau 7.3
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2007 90

Tableau 7.4
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2007 90

Tableau 7.5
Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo, Québec, 2005 à 2007 et avril 1989 à décembre 2007 91

Tableau 7.6
Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, à l'exception des coffrets, selon l'année de production, Québec, 2007 92

Tableau 7.7
Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo à l'exception des coffrets, selon le pays d'origine et la langue, Québec, 2007 93

Tableau 7.8
Nombre de coffrets de films et de téléséries commercialisés sur support vidéo, selon l'année de production du coffret, Québec, 2004-2007 93

Tableau 8.1
Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006 96

Tableau 8.2
Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006 97

Tableau 8.3
Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, selon le revenu du ménage, Québec, 2006 98

Tableau 8.4
Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, selon le revenu du ménage, Québec, 2006 100

Tableau 8.5
Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités culturelles, selon le statut familial du répondant, Québec, 2006 101

Tableau 8.6
Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, selon le statut familial du répondant, Québec, 2006 101

Tableau 9.1
Progression des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 2002-2003 à 2006-2007 105

Tableau 9.2
Progression des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise 2002-2003 à 2006-2007 106

Tableau 9.3
Bilan de la fréquentation aux projections publiques et festivals à la Cinémathèque québécoise 2006-2007 109

Tableau 9.4
Bilan des fréquentations des autres activités de la Cinémathèque québécoise 2006-2007 114

Tableau 9.5
Nombre de films reçus au dépôt légal, Québec, 2006-2007 117

Tableau 9.6
Nombre d'éléments physiques reçus au dépôt légal selon le format, Québec 2006-2007 118

Tableau 9.7
Nombre de films reçus au dépôt légal selon le métrage, Québec 2007 118

Tableau 10.1
Production de longs métrages destinés au cinéma, 2003-2007 120

Tableau 10.2
Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc, 2003-2007 120

Tableau 10.3
Nombre d'écrans numériques de cinéma et de ciné-parc, 2005-2007 121

Tableau 10.4
Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, 2003-2007 121

Tableau 10.5
Indice de fréquentation des salles de cinéma, 2003-2007 122

Tableau 10.6
Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché, 2003-2007 122

Tableau 10.7
Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2007 123

Tableau 11.1
Productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché et le format, Québec, 2007-2008 126

Tableau 11.2
Productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché, la langue de la version originale et de doublage, Québec, 2007-2008 126

Tableau 11.3
Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché et la catégorie des productions cinématographiques et télévisuelles, Québec, 2007-2008 127

Tableau 11.4
Productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2007-2008 128

Tableau 11.5
Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2007-2008 129

Tableau 11.6
Répartition des productions cinématographiques et télévisuelles doublées selon l'année de doublage et l'année financière de la certification, Québec, de 1998 à 2008 129

Tableau 11.7
Évolution du nombre de productions doublées selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998-2007 130

Tableau 11.8
Évolution de la valeur moyenne des contrats de doublage selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998-2007 131

Tableau 11.9
Évolution du nombre de productions télévisuelles doublées selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007 132

Tableau 11.10
Valeur moyenne des contrats de doublage des productions télévisuelles selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007 133

Tableau 12.1
Productions cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année d'émission des visas, Québec, de 1999-2000 à 2007-2008 136

Tableau 12.2
Productions cinématographiques et télévisuelles selon l'année d'émission des visas et l'année de tournage, Québec, de 1999-2000 à 2007-2008 137

Tableau 12.3
Productions cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, de 1998 à 2008 137

Tableau 12.4
Productions cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, de 1998 à 2008 138

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1
Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2003-2007 12

Figure 1.2
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2003-2007 12

Figure 2.1
Valeur de la production selon le type de production, Québec, 1996-1997 à 2007-2008 25

Figure 2.2.1
Répartition du coût de production des documentaires selon le format, Québec, 2007-2008 28

Figure 2.2.2
Répartition des documentaires selon le format, Québec, 2007-2008 28

Figure 2.3.1
Répartition des productions télévisuelles selon le format, Québec, 2007-2008 30

Figure 2.3.2
Répartition du coût des productions télévisuelles selon le format, Québec, 2007-2008 30

Figure 2.4.1
Répartition des productions télévisuelles selon le genre, Québec, 2007-2008 31

Figure 2.4.2
Répartition du coût des productions télévisuelles selon le genre, Québec, 2007-2008 31

Figure 2.5
Financement de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2007-2008 36

Figure 3.1
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2007 42

Figure 3.2
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2003-2007 42

Figure 3.3
Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 2003-2007 43

Figure 3.4
Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2007 43

Figure 3.5
Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue,Québec, 2007 44

Figure 3.6
Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2007 45

Figure 3.7
Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2007 46

Figure 4.1
Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2003-2007 48

Figure 4.2
Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2005, 2006 et 2007 50

Figure 4.3
Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et les ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2007 51

Figure 4.4
Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs selon le pays d'origine, Québec, 2003-2007 52

Figure 4.5
Films mis en circulation au cours de l'année et films projetés dans les cinémas et ciné-parcs, Québec, 2003-2007 53

Figure 4.6
Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la langue, Québec, 2003-2007 54

Figure 4.7
Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de distributeurs, Québec, 2003-2007 55

Figure 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2007 60

Figure 5.2
Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils des cinémas et ciné-parcs selon le réseau, Québec, 2007 61

Figure 5.3
Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 31 janvier 2008 62

Figure 5.4
Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2007 63

Figure 5.5
Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2007 64

Figure 5.6
Nombre moyen d'écrans en activité par établissement, par région administrative, Québec, 2007 67

Figure 5.7
Nombre moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2007 67

Figure 6.1
Évolution de l'assistance, du nombre de projections et du nombre de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2007 (1985=100) 70

Figure 6.2
Assistance au cinéma, Québec, 1937-2007 71

Figure 6.3
Projections selon la langue, Québec, 2003-2007 71

Figure 6.4
Projections selon la langue et le classement, Québec, 2007 72

Figure 6.5
Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 2003-2007 73

Figure 6.6
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2007 75

Figure 6.7
Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2007 78

Figure 6.8
Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2007 78

Figure 6.9
Nombre de films présentés dans les cinémas et les ciné-parcs, selon le classement, Québec, 2007 80

Figure 6.10
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2007 81

Figure 7.1
Commerces de détail de matériel vidéo selon le caractère de l'activité et le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2007 89

Figure 7.2
Nombre d'attestations délivrées pour les films commercialisés sur support vidéo selon le pays d'origine, Québec, 2007 89

Figure 8.1
Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et l'achat d'équipement télévisuel, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006 96

Figure 8.2
Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et les autres loisirs culturels, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006 97

Figure 8.3
Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité, Québec, 1997 et 2006 98

Figure 8.4
Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le revenu du ménage, Québec, 2006 99

Figure 8.5
Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le statut familial, Québec, 2006 102

Figure 11.1
Évolution du nombre de productions doublées selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998 à 2007 130

Figure 11.2
Évolution de la valeur moyenne des contrats de doublage selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998 à 2007 131

Figure 11.3
Évolution du nombre de productions télévisuelles doublées selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007 132

Figure 11.4
Valeur moyenne des contrats de doublage des productions télévisuelles selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007 133

Figure 12.1
Moyenne de la part québécoise des devis, des dépenses de main-d'œuvre et du crédit d'impôt attribué selon l'année d'émission des visas, Québec, 1999-2000 à 2007-2008 136

Figure 12.2
Moyenne de la part québécoise des devis, des dépenses de main-d'œuvre et du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, 1998 à 2008 138

CHAPITRE 1

LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Pierre Véronneau

La rivière aux castors : les aventures de mèche blanche, Philippe Calderon

En 2007, 100 longs métrages (de 60 minutes et plus) ont été produits, soit 15 de moins que le nombre révisé de l'année précédente, qui atteint maintenant 115 titres, et 29 films destinés à une exploitation en salles ont été réalisés. On compte également 27 longs métrages destinés à la télévision et 44 dont le marché est davantage celui des circuits parallèles (marché de niche) et du DVD. Néanmoins, si on les compare à la moyenne des 10 dernières années, qui est de 29 films, 31 productions télévisuelles et 18 productions destinées aux autres fenêtres de diffusion, soit une moyenne de 77 films par année, ces résultats indiquent une tendance globale à la hausse. L'avènement de la vidéo numérique de tous formats et la possibilité d'effectuer de façon plus simple toute la postproduction ont probablement contribué fortement à l'augmentation du nombre de longs métrages dont le premier marché n'est ni la salle ni la télévision. Leur croissance s'avère d'ailleurs exponentielle malgré un certain fléchissement cette année. Si, en 2005, ceux-ci représentaient près du quart de la production, ils en approchent la moitié depuis 2006.

La production professionnelle de films destinés à une exploitation en salle de cinéma a diminué par rapport à l'année précédente. Pareillement, le nombre de téléfilms ou de documentaires de plus de 60 minutes destinés à la télédiffusion poursuit sa tendance à la baisse, le recul de l'an dernier (29 productions) se poursuivant en 2007 (27 productions). D'ailleurs, sur une décennie et d'une année à l'autre, on observe des fluctuations plus grandes du côté de la télévision que de celui des salles.

Genre

Le nombre d'œuvres de fiction a baissé : on en compte 55, soit 10 de moins que l'année précédente révisée, alors que l'on compte 37 documentaires, soit 13 de moins qu'en 2006. On aura noté une explosion en docu-fictions (7 titres), des œuvres qui mélangent documentaire et fiction, alors que l'an dernier aucune n'avait été tournée. La répartition des genres entre le documentaire et la fiction montre qu'à l'instar des années précédentes, la fiction domine toujours, mais que l'écart entre les deux genres tend à s'atténuer.

Langue

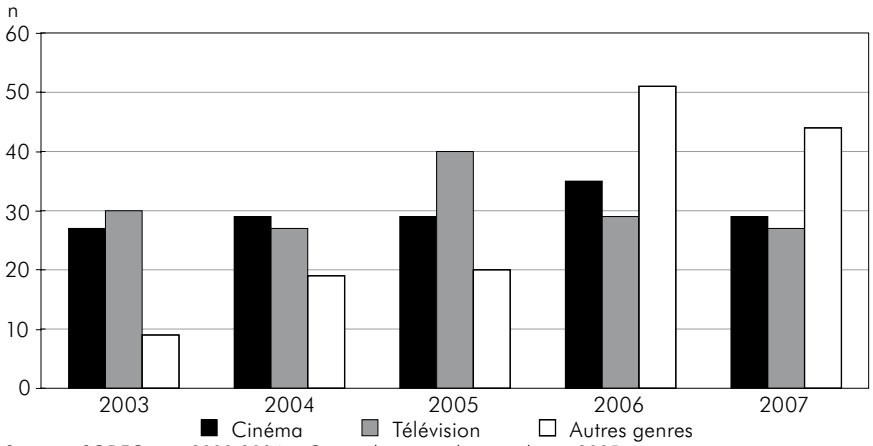
La répartition des œuvres selon la langue de production confirme la primauté du français comme langue de tournage. On observe une baisse par rapport à l'année précédente. Un peu plus de la moitié des productions sont tournées en français, soit 57 longs métrages correspondant à 57 % de la production alors que l'an dernier, on atteignait 55 %. L'anglais est utilisé sur 22 plateaux (soit 22 % des productions), alors que 21 productions (21 %) se font dans d'autres langues comportant souvent le français. L'observation faite l'an dernier de la présence d'un fort contingent de productions tournées en tout ou en partie en créole par des réalisateurs de la communauté haïtienne se vérifie à nouveau cette année, 7 films de cette catégorie ayant été tournés. De 1998 à 2007, on a tourné, annuellement, en moyenne 45 longs métrages en langue française, 23 en langue anglaise et 10 en d'autres langues. La tendance a varié à la hausse au cours des 5 dernières années concernant le français et les autres langues. Ainsi, la moyenne annuelle de 2003 à 2007 est de 53 productions tournées en français, 21, en anglais et 15, en d'autres langues.

Tableau 1.1
Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2003-2007

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
		n		
2003	27	30	9	66
2004	29	27	19	75
2005	29	40 r	20	89 r
2006	35 r	29 r	51 r	115 r
2007	29	27	44	100

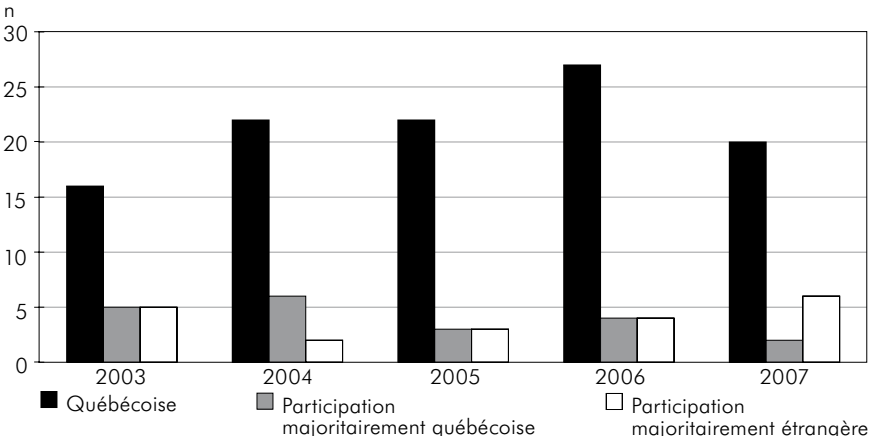
Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Figure 1.1
Nombre de longs métrages produits, selon le principal marché, Québec, 2003-2007



Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005.

Figure 1.2
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2003-2007



Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005.

Support de tournage

La révolution numérique se confirme. En effet, 78 % des tournages ont été effectués à l'aide d'équipement numérique : cette technologie a servi à 77 longs métrages, dont 34 en haute définition (HD), soit 9 de plus que le nombre révisé de 2006 (25). La pellicule photographique 35 mm connaît un autre important recul, soit 12 films tournés en 35 mm (10 de moins) et 2, en Super 35, alors que le format Super 16 a été employé dans 5 productions. On peut presque confirmer la mort du 16 mm, aucune production n'ayant à nouveau été achevée cette année dans ce format. Ainsi, 12 % des longs métrages ont été tournés sur pellicule 35 mm, un recul par rapport aux 19 % de 2006 et aux 22 % de 2005. Il faut noter que la vidéo analogique a connu un léger sursaut, malgré la désuétude du format, et que la haute définition (HD), avec sa diversité des formats, prend sa place sur tous les marchés, surtout en télévision.

Tableau 1.2
Nombre de longs métrages produits, selon le marché et le genre, Québec, 2006 et 2007

Année	Fiction	Documentaire	Docu-fiction	Animation	Autres	Total
			n			
2006	**65**[r]	**50**[r]	**–**	**–**	**–**	**115**[r]
Cinéma	31[r]	4	–	–	–	35[r]
Télévision	10[r]	19[r]	–	–	–	29[r]
Autres	24[r]	27[r]	–	–	–	51[r]
2007	**55**	**37**	**7**	**1**	**–**	**100**
Cinéma	26	3	–	–	–	29
Télévision	12	14	1	–	–	27
Autres	17	20	6	1	–	44

Source : SODEC.
Compilation : SODEC.

Tableau 1.3
Nombre de productions considérées comme le premier long métrage d'un cinéaste, selon le marché, Québec, 2003-2007

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
		n		
2003	8	8	5	21
2004	11	8	9	28
2005	8	7	11	26
2006	16[r]	12[r]	32[r]	60[r]
2007	9	7	12	28

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.4
Nombre de longs métrages produits, selon le format, le marché et le genre, Québec, 2006 et 2007

Année	Cinéma		Télévision			Autres			Total
	Fiction	Documentaire	Fiction	Documentaire	Autres	Fiction	Documentaire	Autres	
					n				
2006	**31**[r]	**4**	**10**[r]	**19**[r]	**–**	**24**[r]	**27**[r]	**–**	**115**[r]
35 mm	19[r]	–	–	1	–	2	–	–	22[r]
Super 35	2	–	–	–	–	–	–	–	2
16 mm	–	–	–	–	–	1	–	–	1
Super 16	2	2	–	–	–	–	–	–	4
HD	7	1	9[r]	2[r]	–	3	3[r]	–	25[r]
Vidéo	–	–	–	1[r]	–	–	–	–	1[r]
Numérique	1[r]	1	1[r]	15[r]	–	18[r]	24[r]	–	60[r]
2007	**26**	**3**	**12**	**14**	**1**	**17**	**20**	**7**	**100**
35 mm	11	–	–	–	1	–	–	–	12
Super 35	2	–	–	–	–	–	–	–	2
16 mm	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Super 16	5	–	–	–	–	–	–	–	5
HD	5	3	10	5	–	4	4	3	34
Vidéo	–	–	–	1	–	–	1	1	3
Numérique	3	–	2	8	–	13	15	3	44

Source : Cinémathèque québécoise

LE CINÉMA

En 2007, (année du *copyright* apparaissant au générique), 29 films destinés aux salles de cinéma commerciales ont été achevés, soit 6 titres de moins qu'en 2006, et cela équivaut au volume annuel moyen de production des 10 dernières années (29 films). Dans ce lot, on trouve 3 documentaires, 1 de moins que l'an dernier pour cette catégorie de productions. Cette continuité est en partie attribuable à la politique de la SODEC d'investir dans des projets de longs métrages documentaires. Les longs métrages entièrement ou majoritairement québécois comptent pour 76 % des films destinés aux salles alors que l'an dernier, ils en représentaient 89 %.

Après le record de l'an dernier (16 titres), la situation revient à la normale du côté des premières œuvres de nouveaux cinéastes, soit 9 films réalisés. Les premières œuvres retrouvent donc leur poids habituel et représentent 31 % des films destinés à l'exploitation en salles commerciales, comme ce fut le cas en moyenne depuis 2002.

Cette année, 13 films destinés aux salles de cinéma ont été tournés sur pellicule 35 mm (dont deux en Super 35 mm) – un recul par rapport à 2006 (21) –, ce qui représente 45 % des films destinés au cinéma alors que l'an dernier, le pourcentage était de 59 %. L'usage de la pellicule argentique Super 16 mm remonte légèrement, soit 5 titres, ce qui représente 17 % des films destinés à l'exploitation en salle tournés en Super 16, comparativement à 4 l'année précédente. Il faut rappeler que le Super 16 est uniquement un format de prise de vues au cadrage plus rectangulaire servant soit à un gonflage en 35 mm, soit à un transfert vidéo. Par ailleurs, on note

Tableau 1.5
Nombre de longs métrages produits, selon la langue, Québec, 2003-2007

Année	Français	Anglais	Autres		Total
			n		
2003	43	18	3	(français/anglais)	66
			1	(anglais/espagnol)	
			1	(français/innu/algonquin/russe)	
2004	51	13	4	(français/anglais)	75
			1	(arabe)	
			1	(arménien)	
			1	(français/russe)	
			1	(hébreu/anglais/allemand)	
			1	(portugais/espagnol)	
			1	(tibétain)	
			1	(anglais/cri)	
2005	52	22[r]	6	(français/anglais)	89[r]
			1	(français/créole)	
			1	(français/anglais/créole)	
			1	(français/anglais/hindi/kannada)	
			1	(anglais/allemand)	
			1	(anglais/espagnol/hébreu)	
			1	(anglais/espagnol)	
			1	(anglais/japonais)	
			1	(anglais/suédois)	
			1	(mandarin)	
2006	63[r]	28[r]	7	(français/anglais)	115[r]
			3	(créole)	
			2	(français/créole)	
			1	(français/anglais/portugais)	
			1	(français/espagnol)	
			1	(français/espagnol/anglais)	
			1	(français/japonais)	
			1	(français/kabyle)	
			1	(français/peul/bambara)	
			1	(espagnol)	
			1	(inuktituk)	
			1	(mandarin)	
			1	(anglais/bengali)	
			1	(anglais/espagnol)	
			1	(anglais/népalais)	
2007	57	22	3	(français/anglais)	100
			2	(créole)	
			4	(français/créole)	
			2	(français/anglais/espagnol)	
			1	(anglais/japonais)	
			1	(français/arabe)	
			1	(français/bambara)	
			1	(espagnol)	
			1	(français/anglais/bulgare)	
			1	(français/anglais/persan)	
			1	(anglais/innu/aimun)	
			1	(anglais/acholi/langhi)	
			1	(anglais/créole)	
			1	(mandarin)	

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.6
Répartition des productions entièrement québécoises et des coproductions, Québec, 2003-2007

Année	Productions québécoises	Coproductions à participation majoritairement québécoise	Coproductions à participation majoritairement étrangère	Coproductions en parts égales	Total	Principaux partenaires		Total coproduction	
	n							n	%
2003	49	8	7	2	66	France	8	17	25,8
						Grande-Bretagne	3		
						Canada (Nouveau-Brunswick)	2		
						Canada (Ontario)	2		
						Autriche	1		
						Canada (Alberta)	1		
2004	65	7	3	–	75	France	7	10	13,3
						Grande-Bretagne	4		
						Allemagne	1		
						Espagne	1		
						Israël	1		
2005	68	13[r]	7	1	89[r]	Canada (Ontario)	7	21[r]	23,6
						France	5		
						Allemagne	3		
						Suisse	2		
						Autriche	1		
						Canada (Manitoba)	1		
						Canada (Nouveau-Brunswick)	1		
						Grande-Bretagne	2		
						Japon	1		
2006	101[r]	7[r]	6[r]	1	115[r]	France	6	14[r]	12,2
						France/Belgique	1		
						France/Belgique/Luxembourg	1		
						Canada (Ontario)/Danemark	2		
						Canada (Nouveau-Brunswick)	2		
						Canada (Terre-Neuve)	1		
						États-Unis	1		
2007	81	8	9	2	100	Canada (Ontario)	9	19	19,0
						France	4		
						France/Belgique	1		
						France/Israël	1		
						Haïti	1		
						Maroc	1		
						Canada/Italie/Japon	1		
						Canada/Allemagne/France/Mali	1		

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

1 production de plus que l'an dernier du côté du numérique alors que cette technologie a servi à 11 productions (41 % des films), plus des trois quarts en HD toutefois. Une fois les étapes de postproduction complétées, le film est souvent transféré sur de la pellicule 35 mm afin de permettre son exploitation en salle. Les nouveaux procédés numériques séduisent de plus en plus les cinéastes confirmés; 9 cinéastes confirmés (dont 4 ont tourné en HD) et 4 en début de carrière (3 ont tourné en HD) y ont fait appel.

On compte 21 films tournés en français, soit 4 de moins que l'année précédente. Aussi, 5 films ont été tournés en anglais, soit 2 de moins qu'en 2006. De plus, 1 film a été tourné en anglais et en japonais et 1 autre en français et en arabe. Finalement, 1 film a été uniquement tourné en mandarin en Chine. Au total, 72 % des films ont donc été tournés en français.

Par ailleurs, 26 productions ont reçu le soutien financier de l'État québécois et sont de ce fait soumises au dépôt légal. De ce nombre, 20 sont soumises au dépôt légal, car les productions québécoises minoritaires y sont soustraites. Les films visés par le dépôt légal représentent 69 % des longs métrages destinés aux salles. De ce nombre, 3 sont des documentaires et 17 des fictions. On y compte 6 premiers longs métrages, dont 4 de langue française. Concernant les formats, 10 sont en 35 mm, dont 1 est en Super 35, 2 sont en Super 16 mm et 8 sont sur support numérique, dont 7 en HD.

Enfin, parmi les 29 films terminés en 2007, on compte 9 coproductions (1 de plus que l'année précédente), soit un total de 31 % de la production; 2 films ont été financés par des sources majoritairement québécoises,

Tableau 1.7
Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions, Québec, 2003-2007

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2003	74,2	25,8
2004	86,7	13,3
2005	76,4	23,6[r]
2006	87,8[r]	12,2[r]
2007	81,0	19,0

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.8
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés aux cinémas, Québec, 2003-2007

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	À parts égales	Total
			n			
2003	27	16	5	5	1	11
2004	30	22	6	2	–	8
2005	29	22	3	3	1	7
2006	35[r]	27[r]	4	4[r]	–	8[r]
2007	29	20	2	6	1	9

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.9
Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés au cinéma, Québec, 2003-2007

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2003	59,3	40,7
2004	73,3	26,7
2005	75,9	24,1
2006	77,1[r]	22,9[r]
2007	69,0	31,0

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.10
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2003-2007

Année	Total	Productions québécoises	Coproductions			
			À participation majoritairement québécoise	À participation majoritairement étrangère	En parts égales	Total
			n			
2003	30	25	2	2	1	5
2004	27	25	1	1	–	2
2005	40[r]	28	8[r]	4	–	12[r]
2006	29[r]	28[r]	1	–	–	1
2007	27	18	5	3	1	9

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.11
Proportion des productions entièrement québécoises et de coproductions de longs métrages destinés à la télévision, Québec, 2003-2007

Année	Productions québécoises	Coproductions
	%	
2003	83,3	16,7
2004	92,6	7,4
2005	70,0[r]	30,0[r]
2006	96,6[r]	3,4[r]
2007	66,7	33,3

Sources : SODEC pour 2003-2004 et Cinémathèque québécoise depuis 2005

Tableau 1.12
Nombre de productions entièrement québécoises et de coproductions, selon le principal marché, Québec, 2006 et 2007

Année	Cinéma	Télévision	Autres	Total
		n		
2006				
Québécoises	27[r]	28[r]	49[r]	104[r]
Coproductions	8[r]	1	2[r]	11[r]
À majorité québécoise	4	1	1[r]	6[r]
À majorité étrangère	4[r]	–	–	4[r]
À part égale	–	–	1	1
2007				
Québécoises	20	18	43	81
Coproductions	9	9	1	19
À majorité québécoise	2	5	1	8
À majorité étrangère	6	3	–	9
À part égale	1	1	–	2

Source : Cinémathèque québécoise

6 ont bénéficié d'investissements majoritairement étrangers et 1 seule coproduction est à parts égales entre le Québec et l'étranger. Mentionnons que l'année a été marquée par 4 coproductions exclusives avec la France, 2 avec plus d'un pays (dont 3 incluant la France) et 2 avec une autre province canadienne, l'Ontario, la plupart du temps grâce à un financement majoritairement québécois, et 1 avec le Maroc.

LA TÉLÉVISION

L'année 2007 a été marquée par un autre recul du côté de la télévision. On compte 27 longs métrages, soit 12 téléfilms (longs métrages de fiction destinés à la télévision) et 14 documentaires et 1 docu-fiction. La baisse est constante depuis 5 ans bien que la situation ait tendance à se tasser. Ce résultat se démarque de la moyenne des 5 dernières années, alors qu'on dénombre en moyenne 31 titres, dont 10 téléfilms et 19 documentaires.

La situation du documentaire a quand même reculé, 14 titres ayant été produits en 2007, comparativement à 19 l'année précédente et 24 en 2005. Parmi ces documentaires, 12 ont été réalisés par des entreprises de production privées, 1 a été coproduit par le bureau de Montréal de l'Office national du film du Canada (ONF) et 1 autre a été réalisé en coproduction avec un pays étranger. Les longs métrages documentaires, bien qu'ils soient rarement diffusés dans leur version longue à la télévision, ont été regroupés dans cette section puisque leur premier marché est généralement la télévision.

Parmi les œuvres destinées à la télévision, 11 ont été tournées en français (dont 8 documentaires 2 téléfilms et 1 docu-fiction), alors que 9 fictions et 1 documentaire ont été tournés en

LISTE DES TITRES ET DES RÉALISATEURS, 2007

Longs métrages destinés au cinéma

3 p'tits cochons, Les	Patrick Huard
24 mesures	Jalil Lespert
À vos marques... party!	Frédérik D'Amours
Âge des ténèbres, L'	Denys Arcand
Belle empoisonneuse, La	Richard Jutras
Bluff	Simon Olivier Fecteau; Marc-André Lavoie
Brunante, La	Fernand Dansereau
Capture, La	Carole Laure
Ce qu'il faut pour vivre	Benoît Pilon
Continental – un film sans fusil	Stéphane Lafleur
Contre toute espérance	Bernard Émond
Dernier continent, Le	Jean Lemire
Emotional Arithmetic	Paolo Barzman
Lâcheté, La	Marc Bisaillon
Ma tante Aline	Gabriel Pelletier
Nitro	Alain DesRochers
Où vas-tu Moshé?	Hassan Benjelloun
Peuple invisible, Le	Richard Desjardins; Robert Monderie
Québec sur ordonnance	Paul Arcand
Ring, Le	Anaïs Barbeau-Lavalette
Rivière aux castors : les aventures de mèche blanche, La	Philippe Calderon
Shake Hands with the Devil	Roger Spottiswoode
Silk	François Girard
Still Life	Jeffrey Blatt
Surviving my Mother	Émile Gaudreault
Toi	François Delisle
Up the Yangtze	Yung Chang
Voleurs de chevaux	Micha Wald
Walk All Over Me	Robert Cuffley

Longs métrages destinés à la télévision

Âge de passion, L'	Dany Croussette; André Melançon
Americano	Carlos Ferrand
Being Innu	Catherine Mullins
Christie's Revenge	Douglas Jackson
De l'autre côté du pays	Catherine Hébert
Decoys 2: Alien Seduction	Jeffery Scott Lando
Des nouvelles du nord	Benoit Pilon
Déshonneur des casques bleus, Le	Raymonde Provencher
Doigt dans l'œil, Le	Julien Fréchette
Durs à cuire	Guillaume Sylvestre
Faro, la reine des eaux	Salif Traoré
Femmes de la Bruckman, Les	Isaac Isitan
Homo toxicus	Carole Poliquin
Kaw	Sheldon Wilson
Lethal Obsession	Philippe Gagnon
Like Mother, Like Daughter	Robert Malenfant
My Daughter's Secret	Douglas Jackson
Paroles et liberté – Pierre Bourgault 1934-2003	Manuel Foglia
Perfect Assistant	Douglas Jackson
Profession veejay	René-Pierre Bélanger
Six Days in June	Ilan Ziv
Territories	Mary Ellen Davis
Till Lies Do Us Part	Robert Malenfant

anglais, 1 documentaire, en français et en anglais, 4, en plusieurs langues (français, anglais, espagnol, innu, acholi) et 1 fiction, en français et en bambara. Alors que l'année précédente, on comptait 13 productions télévisuelles tournées en anglais, on observe une baisse de 3 titres en 2007. La moyenne des 5 années précédentes est de 6 téléfilms et 2 documentaires tournés en anglais.

Pour sa part, le marché de la télévision compte 7 premières réalisations, soit 4 documentaires et 3 fictions. Il s'agit d'une baisse si l'on compare ce résultat à celui de 2006, alors qu'il y avait 12 premières œuvres. En pourcentage, ces 7 premières réalisations constituent 26 % de la production télévisuelle et marquent un recul après un 2006 exceptionnel où la proportion avait atteint 41 %. Les années précédentes, le pourcentage est passé de 27 % (2003) à 30 % (2004) puis à 18 % (en 2005). Les années se suivent mais ne se ressemblent pas.

On compte 16 productions ayant reçu le soutien financier de l'État québécois. De ce nombre 15 sont soumises au dépôt légal, car les coproductions québécoises minoritaires y sont soustraites. Les films visés par le dépôt légal sont répartis de la manière suivante : 12 documentaires, 2, fictions et 1 docu-fiction. De plus, 4 sont des premiers longs métrages, 9 sont en français, 2, en anglais tandis que les autres comportent une autre langue accompagnant l'anglais ou le français. Sauf 1 tournée en 35 mm et une autre en vidéo analogique, ces productions ont toutes été tournées sur support numérique, dont 6 en HD.

Cette année, la télévision compte 9 coproductions, soit 5 majoritaires, 3 minoritaires et 1 où le Québec est partenaire égal. Cela constitue une

hausse exceptionnelle par rapport à 2006, qui touche même les partenariats internationaux, auparavant plus bas.

Tous les 27 titres destinés à la télévision, sauf 2, sont tournés en vidéo numérique, alors que l'an dernier, seulement 95 % l'étaient. De ce nombre, 15 sont tournés en HD, soit 4 de plus qu'en 2006. La vidéo analogique semble presque totalement abandonnée. On peut prévoir qu'à court terme, le même sort guette la vidéo numérique qui n'est pas réalisée en HD.

LES AUTRES MARCHÉS

Bien qu'il soit moins élevé que l'an dernier, le nombre de longs métrages destinés au marché des salles non commerciales (salles parallèles, musées, etc.), au marché de la location ou de la vente directe ou à d'autres marchés spécialisés continue d'occuper une place importante. En effet, 44 productions ont été classées dans ce lot, comparativement à 51 l'année précédente, dont 17 fictions, 6 docu-fictions, 20 documentaires et 1 animation. De ce nombre, 12 sont des premières œuvres qui sont toutes, sauf 1, tournées en numérique, des standards inférieurs (miniDV) aux standards supérieurs (HD). Ce phénomène des autres marchés s'explique notamment de trois façons. Premièrement, on observe une stabilisation du nombre de films à petit budget réalisés de manière artisanale, souvent à l'aide de caméras miniDV numérique et sans le soutien des institutions publiques ou du crédit d'impôt. Viennent encore cette année une production destinée à la communauté culturelle haïtienne (7 titres) et un nombre significatif de longs métrages documentaires et de fiction qui ne connaissent pas une réelle exploitation commerciale (une semaine ou

Longs métrages destinés à la télévision *(suite)*

Too Young to Marry	Michel Poulette
Un coin du ciel	Karina Goma
Un cri au bonheur	Geneviève Allard; Paule Baillargeon; Manon Barbeau; Philippe Baylaucq; Michel Brault; Marie-Julie Dallaire; André Forcier; Chloé Leriche; Kim Nguyen; Marcel Simard; Denis Villeneuve
Voyage d'une vie	Maryse Chartrand

Longs métrages destinés aux autres marchés

3 portraits	Martin Allard
99¢ Dreams	Jason Rodi
Au pays des colons	Denys Desjardins
Au-delà de la peau	Wilfort Estimable
Cèdre penché, Le	Rafaël Ouellet
Clinicotopsie	Renaud Rouverand
Comme à Cuba	Yves Angrignon; Fernand Bélanger; Louise Dugal
De l'autre côté	Sean Marckos
Dernier envol, Le	Yves Langlois
Destinations	Claudia Bérubé
D'ici et d'ailleurs	Nada Raphaël
Dragueurs, dragués	Jean Rony Lubin
Esprits de famille	Lysanne Thibodeau
Faces	Shahin Parhami
Family Motel	Helene Klodawsky
Flow: A Tribute to the Artists of «O»	Oana Suteu
Gason Makoklen 3	Wilfort Estimable
Ice Cream	Jean Leclerc
Innocence	Luckner Dragon
Jeunes, identité et religiosité : le rôle de l'école	Anne-Josée Grégoire; Agusti Nicolau-Coll
Jonas : la quête	Jean-François Pilon
Jouer Ponette	Jeanne Crépeau
Journal d'une création	James Dormeyer
Junior	Isabelle Lavigne; Stéphane Thibault
Lendemain de la fête, Le	Stefan Miljevic
Logique du remords, La	Martin Laroche
Mémoire à la dérive	Pauline Voisard
Minushi	Tyler Gibb
Nos vies privées	Denis Côté
Obsession, L'	Jean Alix Holmand
Œil pour œil, dent pour dent	Wilfort Estimable
Ombre fragile des choses, L'	Jacques Giraldeau
Pataswèl (la baffe)	Fayolle Jean
Petit Noël canadien	Charles Barabé
Plaidoyer pour une école publique	Carmen Garcia
Plus beaux yeux du monde, Les	Pascal Courchesne; Charlotte Laurier
Recon 2022: The Mezzo Incident	Christian Viel
S & M: Short and Male	Howard Goldberg
Saisons du Suroît : une légende sym... faunique, Les	André Desrochers
Scoop, Le	Jean Alix Holmand
Si Sullivan m'était contée	Lauraine André G.
Silent Screams	Anthony Teoli
Suivre Catherine	Jeanne Crépeau
Trois rois	Katia Paradis

LISTE DES LONGS MÉTRAGES DOCUMENTAIRES[1]

Productions privées ou indépendantes

3 portraits	Martin Allard
Americano	Carlos Ferrand
Being Innu	Catherine Mullins
Clinicotopsie	Renaud Rouverand
Comme à Cuba	Yves Angrignon; Fernand Bélanger; Louise Dugal
De l'autre côté du pays	Catherine Hébert
Destinations	Claudia Bérubé
D'ici et d'ailleurs	Nada Raphaël
Dernier continent, Le	Jean Lemire
Dernier envol, Le	Yves Langlois
Déshonneur des casques bleus, Le	Raymonde Provencher
Durs à cuire	Guillaume Sylvestre
Esprits de famille	Lysanne Thibodeau
Femmes de la Bruckman, Les	Isaac Isitan
Flow: A Tribute to the Artists of «O»	Oana Suteu
Homo toxicus	Carole Poliquin
Jeunes, identité et religiosité : le rôle de l'école	Anne-Josée Grégoire; Agusti Nicolau-Coll
Jonas : la quête	Jean-François Pilon
Journal d'une création	James Dormeyer
Lendemain de la fête, Le	Stefan Miljevic
Paroles et liberté – Pierre Bourgault 1934-2003	Manuel Foglia
Plaidoyer pour une école publique	Carmen Garcia
Profession veejay	René-Pierre Bélanger
Québec sur ordonnance	Paul Arcand
S & M: Short and Male	Howard Goldberg
Six Days in June	Ilan Ziv
Territories	Mary Ellen Davis
Trois rois	Katia Paradis
Un coin du ciel	Karina Goma
Voyage d'une vie	Maryse Chartrand

Productions de l'Office national du film (ONF)

Au pays des colons	Denys Desjardins
Junior	Isabelle Lavigne; Stéphane Thibault
Peuple invisible, Le	Richard Desjardins; Robert Monderie

Coproductions entre un producteur privé et l'ONF

Des nouvelles du nord	Benoit Pilon
Family Motel	Helene Klodawsky
Mémoire à la dérive	Pauline Voisard
Ombre fragile des choses, L'	Jacques Giraldeau
Un cri au bonheur	Geneviève Allard; Paule Baillargeon; Manon Barbeau; Philippe Baylaucq; Michel Brault; Marie-Julie Dallaire; André Forcier; Chloé Leriche; Kim Nguyen; Marcel Simard; Denis Villeneuve
Up the Yangtze	Yung Chang

1. Comprend 2 docu-fictions.

moins), mais qui sont projetés, pour certains, soit sur pellicule soit en vidéo, dans une salle spécialisée et qui connaissent par la suite une diffusion sporadique et parallèle.

Parmi ces productions, toutes ont été tournées à l'aide de caméras numériques, dont 11 en HD, sauf 2 en analogique. Enfin, on compte dans ce groupe 25 productions tournées en français, 7 en anglais, 10 totalement ou partiellement en créole, 1 en espagnol et 2 en plusieurs langues.

Par ailleurs, 9 productions, soit 7 documentaires et 2 docu-fictions, ont reçu le soutien financier de l'État québécois et sont, de ce fait, soumises au dépôt légal. Parmi celles-ci, 2 sont des premiers longs métrages, 7 ont été tournées en français, 1 en français et en anglais et 1 en anglais et en créole; sauf 2 productions tournées en Betacam SP, elles ont toutes été tournées sur support numérique et 11, plus spécifiquement en HD.

LES MAISONS DE PRODUCTION

Il n'est pas aisé de déterminer le nombre de maisons de production privées québécoises qui ont travaillé à la réalisation des 100 longs métrages. Certaines vont créer une compagnie ad hoc, à numéro ou autre pour produire un film. Elles sont donc indirectement les productrices de l'œuvre. On compte une dizaine de cas de ce genre. D'autres productions indépendantes n'ont pas vraiment de société de production. Bien que parfois elles se retrouvent en coproduction avec une ou plusieurs autres compagnies québécoises ou étrangères, la majorité n'a travaillé que sur 1 production. Dans l'année, 1 entreprise a produit 4 projets (*Amazone Films*), 2 en ont produit 3 (*Cinémaginaire*, *Insctinct Films*) et 7 autres ont réalisé 2 productions (*Belimage*, *Box Film, Nihil*

Productions, Outrage Productions, Les Productions Isca, Thrill Films et Les Productions Équinoxe). Cela inclut les 7 coproductions de l'ONF avec des entreprises de production privée (6 documentaires et 1 fiction), auxquelles s'ajoutent 3 productions exclusivement de l'Office national du film du Canada.

Une année de décroissance

En 2007, la production s'inscrit sous le signe du recul par rapport à l'année précédente, autant en documentaire qu'en fiction. La glissade est plus constante en télévision qu'en films destinés aux salles de cinéma ou aux autres marchés. Toutefois, les deux dernières années représentent en soi une hausse exceptionnelle. Dans les deux cas, la présence du film destiné aux marchés secondaires explique ce phénomène. L'usage du numérique pour format de production poursuit sa lancée pendant que l'usage du HD augmente, alors qu'on observe la quasi-disparition de la vidéo analogique et du 16 mm. Enfin, on relève qu'à l'instar des productions commerciales, le volume des premières œuvres a retrouvé son pourcentage normal, autour de 28 %, alors que l'année précédente, les premiers longs métrages représentaient 52 % de la production.

CORRECTIONS DE LA LISTE DES PRODUCTIONS DE 2006

Longs métrages destinés au cinéma

Imitation	Federico Hidalgo
Steak	Quentin Dupieux

Longs métrages destinés à la télévision

Abducted	Richard Roy
Blind Trust	Louis Bolduc
Circle of Friends	Stefan Pleszczynski
Déluge : 10 ans déjà, Le	Jeff Proteau
Demons from her Past	Douglas Jackson
Framed for Murder	Douglas Jackson
Legacy of Fear	Don Terry
Life Interrupted, A	Stefan Pleszczynski
Ode to a Requiem	Donald Winkler
Thrill of the Kill	Richard Roy

Longs métrages destinés aux autres marchés

Aux descendants de Napoléon et Alice	Denis Michaud
Bianca Beauchamp: All Access	Martin Perreault
Bien mélanger	Nicolas Fonseca
Deaden	Christian Viel
Unbuckling my Bible Belt – Le Sud en tous ses états	Patricia Vergeylen-Tassinari

CORRECTIONS DE LA LISTE DES PRODUCTIONS DE 2005

Longs métrages destinés à la télévision

Ten Days to Victory	Tim Conrad

Note méthodologique

Repérer les longs métrages produits au Québec peut s'avérer une aventure aléatoire. Il est facile de déterminer les productions qui reçoivent l'aide du gouvernement du Québec ou qui circulent dans les circuits commerciaux. Cependant, les autres productions sont parfois plus difficiles à repérer. Ainsi, on peut découvrir par hasard une compagnie qui produit uniquement des œuvres tournées en anglais et destinées à la télévision payante canadienne ou américaine, ou des indépendants qui diffusent exclusivement dans des circuits parallèles. La recherche plus systématique de ces dernières productions depuis 2006 explique la hausse des titres répertoriés au cours des dernières années ainsi que les révisions statistiques que l'on a fait subir aux résultats des années antérieures récentes.

Shake Hands with the Devil,
Roger Spottiswoode

CHAPITRE 2

LE FINANCEMENT

Godi Sagou

Le ring,
Anaïs Barbeau-Lavalette,
Photo: Éric Myre

NOUVEAUTÉS

C'est avec plaisir que nous répondons à la demande formulée en diverses occasions, notamment lors de rencontres du Comité consultatif sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec, de produire des données sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle selon la langue. Toutefois, afin de respecter les règles de confidentialité, la publication des données est restreinte à deux catégories, soit « français » et « autres langues ».

Afin de ne pas surcharger cette publication, les tableaux détaillés, notamment ceux concernant les structures financières, sont présentés dans l'annexe statistique qui fait l'objet d'un cahier distinct. Nous vous invitons à le consulter pour approfondir l'analyse en fonction de vos besoins.

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

- Les tableaux présentés ici portent sur le financement de la production cinématographique et télévisuelle indépendante. Ils sont le fruit d'une compilation faite à partir de la structure de financement de chacune des productions qui ont fait appel au programme de crédits d'impôt du Québec et qui ont obtenu de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) une décision préalable favorable (DPF) rendue en vertu du Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois, aux fins de l'application des règles du crédit d'impôt remboursable. Les analyses sont réalisées à partir de la date de traitement des dossiers, laquelle ne correspond pas nécessairement à la date de la réalisation de l'œuvre. Les fluctuations annuelles de la production doivent donc être interprétées avec prudence.
- Ce sont exclusivement les entreprises indépendantes de production qui peuvent accéder à ce crédit d'impôt. Par conséquent, les données relatives au financement des productions internes des sociétés d'État, telles que la Société Radio-Canada et Télé-Québec, ainsi que des chaînes spécialisées ou des télédiffuseurs privés, tels que TVA et TQS, sont exclues.
- Les données présentées dans le présent chapitre ne tiennent pas compte des productions provenant de l'étranger qui auraient eu accès au crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou télévisuelle ou au crédit d'impôt pour le doublage. Les résultats de ces crédits d'impôt sont présentés dans les derniers chapitres de la présente publication.
- La Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises culturelles de la SODEC analyse, année après année, un volume important de projets. Un projet obtient d'abord une décision préalable favorable (DPF). En de rares occasions, cette décision peut être révisée, notamment à cause d'une modification du nombre d'épisodes d'une série ou de l'ajout d'une bonification qui occasionne une variation significative du montant du crédit d'impôt. Une fois terminée, la production doit obtenir la certification finale. À cette étape, certains projets qui ne répondent plus aux critères établis pour diverses raisons peuvent faire l'objet d'une révocation de la décision rendue préalablement.
- Certains producteurs déclarent un financement supérieur aux coûts de production de l'œuvre. Ce surfinancement met en évidence le pouvoir de négociation de quelques maisons de production qui parviennent à financer leur produit sur les marchés et à dégager un bénéfice sur ces productions. À l'occasion, il s'agit de quelques centaines de dollars ou moins; plus rarement, les sommes sont plus importantes. Nous avons ajouté, dans les principaux tableaux, une ligne où la valeur de ce surfinancement est indiquée, puisqu'il est impossible de le ventiler dans la structure de production. Nous avons procédé de cette manière, car notre principale préoccupation est de disposer de la valeur exacte des coûts de production. Enfin, il faut souligner que le surfinancement a un faible impact sur les totaux, puisqu'il constitue moins de 1 % de l'ensemble des devis de production.

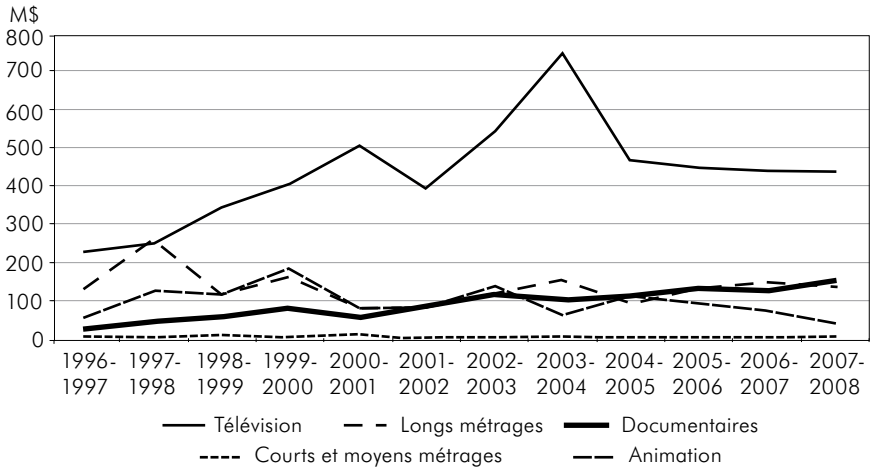
SOMMAIRE

En 2007-2008, la production cinématographique et télévisuelle compte 505 nouvelles productions ayant bénéficié du crédit d'impôt du Québec. Cette hausse du nombre de productions par rapport à 2006-2007 (439 productions) est présente dans toutes les catégories, à l'exception de l'animation.

La valeur de la production a cependant diminué, notamment à cause de la baisse du nombre de productions d'animation et de la réduction des devis moyens des longs métrages. Affichant 770 M$ en 2007-2008, la valeur de la production est inférieure à la moyenne des dix dernières années (797 M$). Afin de mieux comprendre cette diminution globale, il est indispensable d'analyser de manière distincte la production de chaque catégorie.

En 2007-2008, la valeur de production des longs métrages est à la baisse, mais reste au-dessus de la moyenne des dix dernières années. La production d'animation continue de baisser, notamment à cause de la baisse des coproductions. Malgré l'augmentation du nombre de productions télévisuelles, la valeur de la production reste stable. La catégorie « documentaire » continue sa progression et les devis augmentent encore cette année.

Figure 2.1
Valeur de la production selon le type de production, Québec, 1996-1997 à 2007-2008



Note : On constate une hausse importante des productions ayant bénéficié du crédit d'impôt en 2003-2004. Cette hausse est en partie due à l'anticipation de la baisse du taux de crédit d'impôt annoncée par le gouvernement (Discours du budget, 12 juin 2003).
Les filiales des télédiffuseurs généralistes ont eu, de juin 1998 au 31 mars 2003, un accès limité au crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. De plus, de juillet 1999 au 31 mars 2003, ces mêmes filiales ont eu plein accès au crédit d'impôt pour des productions de fiction destinées aux marchés d'exportation, et non diffusées à l'antenne des télédiffuseurs québécois avant trois ans.

Source : SODEC.

LES LONGS MÉTRAGES DE FICTION

En 2007-2008, le crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise a contribué à la production de 35 longs métrages de fiction, ainsi qu'ils sont définis aux fins du crédit d'impôt et compilés pour cette étude, soit 2 de plus qu'en 2006-2007. Le nombre de productions reste donc au-dessus de la moyenne annuelle de 29 longs métrages, relevée depuis 10 ans.

Cependant, il y a une diminution des devis moyens de production. La diminution des devis moyens, qui passent de 4,4 M$ en 2006-2007 à 3,9 M$ en 2007-2008, est due principalement à la baisse de la coproduction. C'est cette réduction des devis qui a entraîné une baisse de la valeur de la production.

En 2007-2008, la production de longs métrages totalise 137,3 M$, soit une valeur qui reste au-dessus de la moyenne des cinq et dix dernières années (132,3 M$ et 122,4 M$).

Le nombre de coproductions est à la baisse, passant de 15 en 2006-2007 à 10 en 2007-2008. Ainsi, 29 % des films ont fait l'objet d'une coproduction alors qu'on totalisait 45 % de coproductions en 2006-2007 et 35 % en 2005-2006. Mais surtout, le nombre de coproductions, où l'investissement québécois est majoritaire, se réduit à 2 œuvres cette année.

Le devis total des coproductions (voir le tableau 2.5) est passé de 84 M$ à 62 M$ de 2006-2007 à 2007-2008. En 2007-2008, le devis moyen d'une coproduction est de 6,2 M$, comparé à 3 M$ pour une production entièrement québécoise. La coproduction permet donc de produire des films aux budgets plus élevés.

Tableau 2.1
Productions cinématographiques et télévisuelles[1], données générales selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008

	Unité	Moyenne 10 ans	Moyenne 5 ans	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Longs métrages						
Nombre	n	29	31	29	33	35
Coût de production	$	122 370 624	132 267 023	131 935 731	146 514 687	137 296 958
Crédit d'impôt du Québec	$	15 117 685	17 268 578	14 185 819	17 152 859	17 008 580
Coût de production moyen	$	4 183 991	4 220 884	4 549 508	4 439 839	3 922 770
Courts et moyens métrages						
Nombre	n	12	9	5	4	11
Coût de production	$	2 940 620	1 716 164	887 912	667 036	1 743 899
Crédit d'impôt du Québec	$	332 376	227 142	99 170	77 164	224 426
Coût de production moyen	$	281 198	198 065	177 582	166 759	158 536
Documentaires						
Nombre	n	151	174	184	163	178
Coût de production	$	101 901 935	124 847 433	128 301 298	127 903 053	151 602 763
Crédit d'impôt du Québec	$	14 410 948	17 275 803	15 964 842	19 285 931	17 732 352
Coût de production moyen	$	669 540	716 408	697 290	784 681	851 701
Productions télévisuelles						
Nombre	n	244	277	296	226[r]	274
Coût de production	$	472 298 019	507 586 756	448 006 013	438 722 064[r]	437 713 607
Crédit d'impôt du Québec	$	62 067 348	64 653 717	58 552 250	52 477 656[r]	59 109 251
Coût de production moyen	$	1 996 445	1 822 263	1 513 534	1 941 248[r]	1 597 495
Animation						
Nombre	n	18	14	19	13	7
Coût de production	$	97 568 935	75 887 833	91 241 917	75 003 903	41 684 296
Crédit d'impôt du Québec	$	7 853 719	5 204 353	6 693 177	5 751 710	2 555 028
Coût de production moyen	$	5 504 481	5 343 416	4 802 206	5 769 531	5 954 899
Total						
Nombre	**n**	**453**	**506**	**533**	**439[r]**	**505**
Coût de production	**$**	**797 080 134**	**842 305 209**	**800 372 871**	**788 810 742[r]**	**770 041 523**
Crédit d'impôt du Québec	**$**	**99 782 076**	**104 629 593**	**95 495 257**	**94 745 320[r]**	**96 629 637**
Coût de production moyen	**$**	**1 759 559**	**1 663 977**	**1 501 638**	**1 796 835[r]**	**1 524 835**

1. Les résultats des exercices 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 tiennent compte respectivement de 20, 19 et 48 projets, qui ont donné lieu à des révisions de décisions préalables rendues au cours des années précédentes. Comme la règle appliquée dans le traitement des données consiste à comptabiliser l'écart entre la décision originale et la décision révisée, le projet révisé n'est pas dénombré une seconde fois.

Source : SODEC.

L'engagement des distributeurs dans le financement reflète la volonté de mettre en marché des films aux budgets plus élevés ayant un potentiel de distribution internationale. Sur la période de 2005-2006 à 2007-2008, la valeur des préventes aux distributeurs et aux télédiffuseurs québécois et étrangers est à la hausse, notamment grâce aux coproductions.

Cette année, l'utilisation des prêts dans le financement est absente des productions québécoises et a été fortement réduite dans le financement des coproductions. Enfin, l'investissement de la SODEC dans la production de longs métrages augmente (voir le tableau 2.11). Cette augmentation fait suite à l'aide annuelle de 10 M$ qui s'ajoute, depuis 2006, aux crédits gérés par la SODEC pour soutenir la production de longs métrages québécois. En février 2007, le gouvernement a annoncé la récurrence de cette aide.

LES COURTS ET MOYENS MÉTRAGES DE FICTION

Après avoir été très faible les années précédentes, en 2007-2008, le volume de production de courts et moyens métrages de fiction rejoint la moyenne des cinq dernières années.

Rappelons que pour encourager la production, le 20 février 2007, le gouvernement a autorisé l'accès à la bonification de langue française aux courts et moyens métrages de fiction, faisant passer le taux effectif de 14,58 % à 19,69 % du devis de production.

On dénombre 11 courts métrages de fiction admis en 2007-2008; le devis moyen est de 158 536 $ en 2007-2008. Le financement des courts et moyens métrages repose essentiellement sur le soutien public et principalement sur celui de la SODEC.

Malgré le petit nombre apparent de productions dans ces tableaux, il semble que la production québécoise soit tout de même dynamique, notamment pour alimenter les nouvelles fenêtres de diffusions numériques. D'autres indices, dont le nombre de courts métrages soutenus par la SODEC dans son programme régulier et dans le Programme d'aide aux jeunes créateurs, font état d'un volume croissant de productions. Les données du crédit d'impôt sont insuffisantes pour dresser un portrait complet de ce segment d'activités.

Étant donné la charge de travail associée aux exigences administratives, les honoraires de vérification comptable et les honoraires de gestion de la SODEC, les petites structures de production de courts et moyens métrages présentent rarement des demandes de crédit d'impôt à la production cinématographique et télévisuelle. De plus, l'analyse de la structure de financement indique que les producteurs de courts et moyens métrages de fiction font souvent appel, pour financer la production, aux différés. Cette forme de financement vient réduire les frais de main-d'œuvre engagés et donc la valeur potentielle du crédit d'impôt. Cette particularité diminue le rapport coût/bénéfice du crédit d'impôt pour bon nombre de ces entreprises de production.

Dans l'évaluation du volume de ces productions, il faut également rappeler que la catégorie à laquelle elles appartiennent est assez restrictive. En effet, les courts et moyens métrages d'animation et de documentaires sont compilés dans ces catégories distinctes.

Tableau 2.2
Documentaires, données générales selon le format, Québec, 2005-2006 à 2007-2008

Catégorie	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Émission unique				
Nombre	n	101	104	97
Coût de production	$	34 044 892	49 369 073	49 046 910
Crédit d'impôt du Québec	$	5 184 261	8 650 950	7 449 467
Coût de production moyen	$	337 078	474 703	505 638
Financement public	%	46,1	40,9[r]	42,8
Long métrage				
Nombre	n	4	3	3
Coût de production	$	4 523 159	1 445 148	2 093 773
Crédit d'impôt du Québec	$	299 192	255 686	418 649
Coût de production moyen	$	1 130 790	481 716	697 924
Financement public	%	24,3	51,8	81,1
Minisérie				
Nombre	n	34	17	25
Coût de production	$	30 389 413	29 985 956	27 096 764
Crédit d'impôt du Québec	$	3 052 773	4 246 273	1 740 508
Coût de production moyen	$	893 806	1 763 880	1 083 871
Financement public	%	28,0	36,3	19,4
Série				
Nombre	n	45	39	53
Coût de production	$	59 343 834	47 102 876	73 365 316
Crédit d'impôt du Québec	$	7 428 615	6 133 022	8 123 728
Coût de production moyen	$	1 318 752	1 207 766	1 384 251
Financement public	%	33,7	36,3	28,9
Total	**n**	**184**	**163**	**178**
Coût de production	**$**	**128 301 298**	**127 903 053**	**151 602 763**
Crédit d'impôt du Québec	**$**	**15 964 842**	**19 285 931**	**17 732 352**
Coût de production moyen	**$**	**697 290**	**784 681**	**851 701**
Financement public	**%**	**35,3**	**38,3[r]**	**32,2**

Source : SODEC.

LES DOCUMENTAIRES

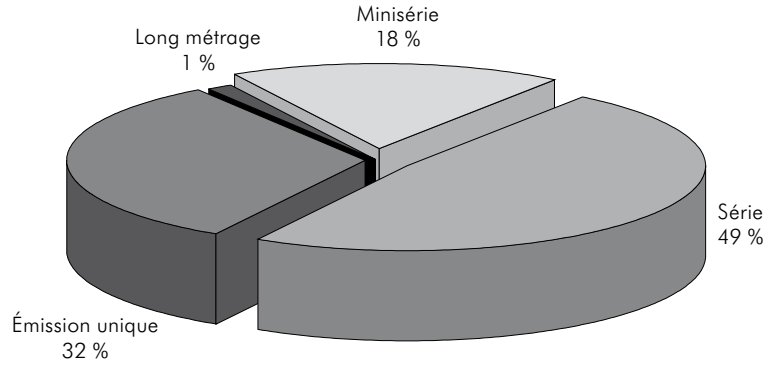
Depuis dix ans, la production de documentaire est en constante progression. Cette année encore, la production atteint un nouveau sommet, affichant une valeur totale de 151,6 M$ en 2007-2008.

Cette année, la croissance importante du volume de production est notamment due à l'augmentation de la production des séries, qui passe de 47,1 M$ à 73,4 M$, et à la hausse du nombre de coproductions, qui passe de 9 à 24 et de 23,8 M$ à 59,8 M$ de 2006-2007 à 2007-2008.

Le devis moyen continue lui aussi d'augmenter pour la quatrième année consécutive et passe de 784 681 $ à 851 701 $. Cette augmentation du devis moyen concerne toutes les catégories sauf les miniséries.

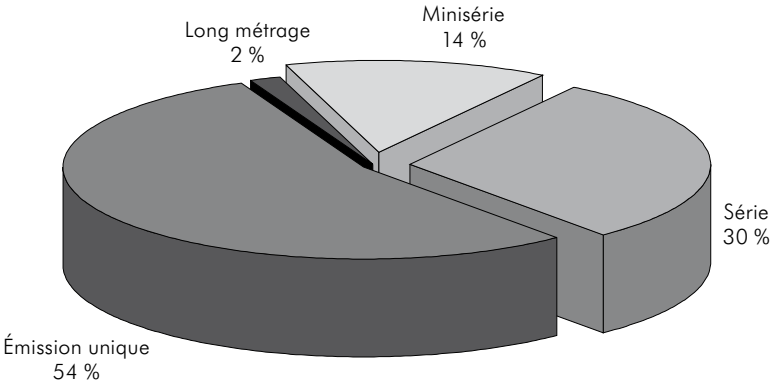
La production de documentaire sous la forme de longs métrages destinés spécifiquement aux salles est stable, affichant de trois à quatre œuvres par an. Rappelons que la SODEC avait, en 2004-2005, élargi les critères de son programme d'aide au documentaire afin de soutenir la production de ce type de documentaire.

Figure 2.2.1
Répartition du coût de production des documentaires selon le format, Québec, 2007-2008



Source : SODEC.

Figure 2.2.2
Répartition des documentaires selon le format, Québec, 2007-2008



Source : SODEC.

Le détail de la structure de financement (présenté dans l'annexe statistique) fait apparaître une différence importante entre le financement des coproductions et celui des productions entièrement québécoises. Les coproductions documentaires disposent de budgets nettement supérieurs puisqu'en 2007-2008, le devis moyen d'une coproduction est de 2,5 M$, contre 596 361 $ concernant les documentaires entièrement québécois.

Les préventes, qui sont la principale source de financement des coproductions, représentent 58 % du financement national en 2007-2008. Les documentaires entièrement québécois comptent, pour leur part, sur une participation plus importante des investisseurs (SODEC, Fonds canadien de télévision, producteurs et autres). Cette année, l'ONF a augmenté son soutien au documentaire en tant qu'investisseur, en passant de 1,8 M$ à 2,1 M$.

Tableau 2.3
Productions télévisuelles, données générales selon le genre, Québec, 2005-2006 à 2007-2008

Catégorie	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Fiction				
Nombre	n	90	74[r]	99
Coût de production	$	299 862 065	299 743 111[r]	276 090 458
Crédit d'impôt du Québec	$	38 393 903	33 330 653[r]	37 748 293
Coût de production moyen	$	3 331 801	4 050 583[r]	2 788 793
Financement public	%	39,3[r]	31,5[r]	37,1
Magazine				
Nombre	n	120	88	109
Coût de production	$	86 304 958	91 420 325[r]	101 335 919
Crédit d'impôt du Québec	$	12 031 757	12 978 279[r]	13 044 238
Coût de production moyen	$	719 208	1 038 867[r]	929 687
Financement public	%	30,7	28,7[r]	24,0
Variété				
Variété				
Nombre	n	86	64	66
Coût de production	$	61 838 990	47 558 628	60 287 229
Crédit d'impôt du Québec	$	8 126 590	6 168 724	8 316 720
Coût de production moyen	$	719 058	743 104	913 443
Financement public	%	30,3	27,2[r]	27,3
Total	**n**	**296**	**226[r]**	**274**
Coût de production	**$**	**448 006 013**	**438 722 064[r]**	**437 713 607**
Crédit d'impôt du Québec	**$**	**58 552 250**	**52 477 656[r]**	**59 109 251**
Coût de production moyen	**$**	**1 513 534**	**1 941 248[r]**	**1 597 495**
Financement public	**%**	**36,4[r]**	**30,4[r]**	**32,9**

Source : SODEC.

LES PRODUCTIONS TÉLÉVISUELLES

La valeur de la production télévisuelle en 2007-2008 se stabilise à 437,7 M$. Le nombre d'œuvres produites (274) rejoint la moyenne des cinq dernières années, qui est de 277 productions. Cette hausse par rapport à l'année précédente est notamment due à l'augmentation du nombre des œuvres de fiction, qui passe de 74 en 2006-2007 à 99 en 2007-2008, et à l'augmentation du nombre des magazines, qui passe de 88 en 2006-2007 à 109 en 2007-2008.

Malgré la hausse du nombre de productions, la baisse du devis moyen maintient la valeur de la production au même niveau que celui de l'année dernière.

Cette baisse générale du devis moyen est principalement due à la forte diminution du budget moyen des coproductions, qui passe de 5,5 M$ en 2006-2007 à 2,9 M$ en 2007-2008.

Les fictions, qui représentent près des deux tiers de la production ont, elles aussi, vu leur budget moyen diminuer, passant de 4 M$ à 2,8 M$.

En 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, on compte respectivement 296, 226 et 274 productions télévisuelles. Pour la dernière année, cela représente 87 émissions uniques, 15 mini-séries et 172 séries respectivement.

En 2007-2008, les maisons de production ont obtenu des crédits d'impôt pour 99 émissions de fiction, 109 magazines et 66 émissions de variétés, soit un total de 274 productions.

Les 99 fictions télévisuelles (voir l'annexe statistique) comprennent 49 émissions uniques, 6 miniséries et 44 séries pour lesquelles les devis moyens sont respectivement de 1,6 M$, 2,9 M$ et 4,1 M$. La production d'œuvres destinées aux marchés étrangers renforce la croissance de la production d'émissions uniques de fiction télévisuelle, qui passe de 25 à 49 œuvres de 2006-2007 à 2007-2008.

Ajoutons à cela la production de magazines, au nombre de 109, qui est en progression (voir l'annexe statistique) et qui se décline uniquement sous forme de séries. La valeur de la production de magazines est à la hausse depuis trois ans, soit 86,3 M$ en 2005-2006, 91,4 M$ en 2006-2007, et 101,3 M$ en 2007-2008.

Quant aux 66 émissions de variétés (voir l'annexe statistique), elles sont composées de 38 émissions uniques dont le devis moyen est de 347 908 $, de 9 miniséries dont le devis moyen est de 469 830 $ et de 19 séries dont le devis moyen est de 2,3 M$. La hausse des budgets a permis de retrouver le volume de production de 2005-2006, en passant de 47,6 M$ en 2006-2007 à 60,3 M$ en 2007-2008. La hausse des devis moyens est due notamment à un petit nombre d'émissions de variétés ayant un budget élevé. La place importante de ces quelques émissions de variétés à succès dans les grilles horaires semble avoir fait diminuer la demande pour d'autres productions.

Tableau 2.4

Productions télévisuelles[1] selon le format, Québec, 2007-2008

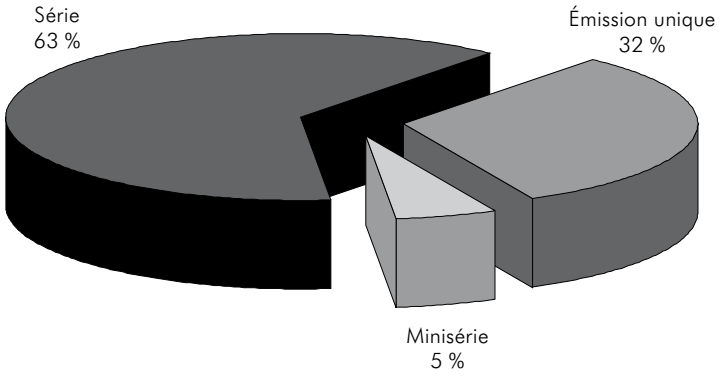
	Unité	Émission unique	Minisérie	Série
Productions	n	87	15	172
Coût de production	$	92 967 102	21 835 006	322 911 499
Coût de production moyen	$	1 068 587	1 455 667	1 877 392

1 Seules les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle sont présentes.

Source : SODEC.

Figure 2.3.1

Répartition des productions télévisuelles[1] selon le format, Québec, 2007-2008

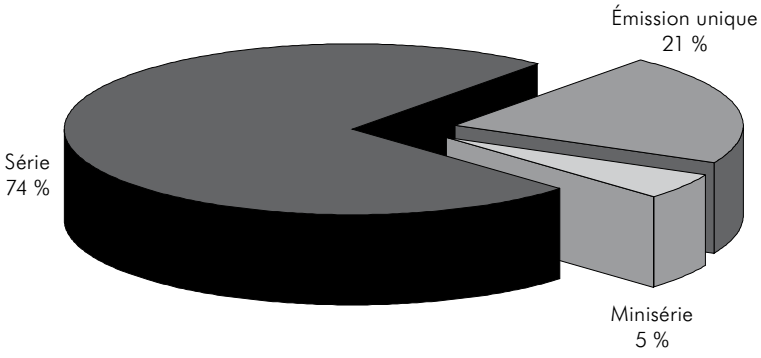


1. Seules les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle sont présentes.

Source : SODEC.

Figure 2.3.2

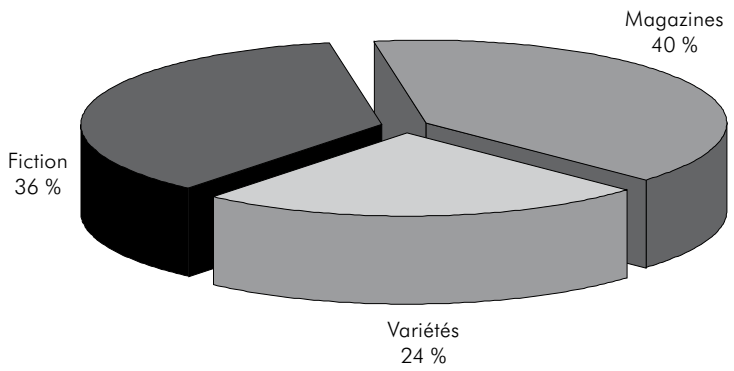
Répartition du coût des productions télévisuelles[1] selon le format, Québec, 2007-2008



1. Seules les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle sont présentes.

Source : SODEC.

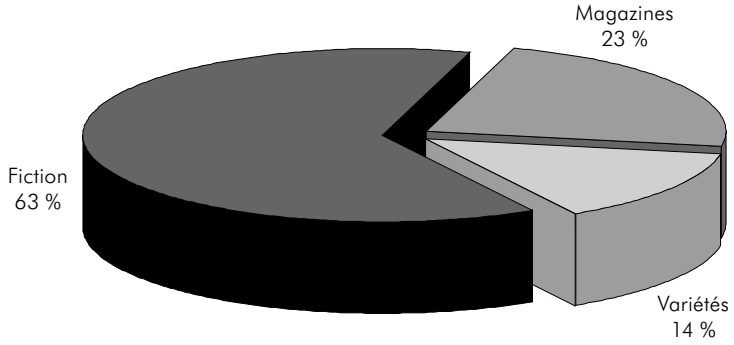
Figure 2.4.1
Répartition des productions télévisuelles[1] selon le genre, Québec, 2007-2008



1. Seules les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle sont présentes.

Source : SODEC.

Figure 2.4.2
Répartition du coût des productions télévisuelles[1] selon le genre, Québec, 2007-2008



1. Seules les catégories admissibles au crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle sont présentes.

Source : SODEC.

L'ANIMATION

La production moyenne d'animation des dix dernières années s'établit à 18 œuvres par an. Après la forte diminution des coproductions, le volume de production a fortement baissé. En 2007-2008, on observe un nouveau recul, soit 7 productions et seulement 4 coproductions. Le volume de production est fortement à la baisse, puisqu'il est passé de 91,2 M$ en 2005-2006 à 75,0 M$ en 2006-2007, puis à 41,7 M$ en 2007-2008.

Les coproductions demeurent le moteur de la production d'animation, affichant 86 % du volume de production et des devis moyens de 8,9 M$.

Le devis moyen de l'ensemble des productions d'animation reste, de loin, le plus élevé de toutes les catégories, soit près de 6 M$.

COPRODUCTION

En 2007-2008, la valeur des coproductions atteint 223,8 M$, ce qui représente 29 % de la valeur de production totale. Affichant 61 coproductions en 2007-2008, les collaborations avec l'extérieur du Québec sont plus nombreuses qu'en 2006-2007, où l'on dénombrait 55 coproductions. Malgré cela, la forte baisse des budgets des productions télévisuelles, ajoutée à la baisse des coproductions de longs métrages et d'animation, a entraîné une baisse de la valeur totale des coproductions.

Seules les coproductions documentaires sont en croissance, passant de 9 à 24 de 2006-2007 à 2007-2008 et de 23,8 M$ à 59,8 M$.

Tableau 2.5

Coproductions cinématographiques et télévisuelles, données générales selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008

	Unité	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Longs métrages				
Nombre total	n	10	15	10
Majoritairement québécois	n	4	6	2
Coût de production	$	70 978 408	84 422 707	62 058 860
Apport des coproducteurs	$	49 897 449	48 723 860	42 238 833
Coût de production moyen	$	7 097 841	5 628 180	6 205 886
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	53,8	57,6	45,2
Courts et moyens métrages				
Nombre total	n	–	–	–
Majoritairement québécois	n	–	–	–
Coût de production	$	–	–	–
Apport des coproducteurs	$	–	–	–
Coût de production moyen	$	–	–	–
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	–	–	–
Documentaires				
Nombre total	n	28	9	24
Majoritairement québécois	n	6	5	7
Coût de production	$	41 668 673	23 828 653	59 763 129
Apport des coproducteurs	$	25 634 932	12 307 171	39 515 361
Coût de production moyen	$	1 488 167	2 647 628	2 490 130
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	32,5	18,6	39,4
Productions télévisuelles				
Nombre total	n	18	23	23
Majoritairement québécoise	n	10	12	11
Coût de production	$	63 822 322	126 240 952	66 234 044
Apport des coproducteurs	$	35 719 382	73 499 973	38 878 741
Coût de production moyen	$	3 545 685	5 488 737	2 879 741
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	14,2	28,8	15,1
Animation				
Nombre total	n	13	8	4
Majoritairement québécoise	n	3	1	1
Coût de production	$	70 696 032	57 327 711	35 705 859
Apport des coproducteurs	$	45 999 853	38 249 895	24 706 071
Coût de production moyen	$	5 438 156	7 165 964	8 926 465
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	%	77,5	76,4	85,7
Nombre total	**n**	**69**	**55**	**61**
Majoritairement québécoise	**n**	**23**	**24**	**21**
Coût de production	**$**	**247 165 435**	**291 820 023**	**223 761 892**
Apport des coproducteurs	**$**	**157 251 616**	**172 780 899**	**145 339 006**
Coût de production moyen	**$**	**3 582 108**	**5 305 819**	**3 668 228**
Part du devis des coproductions dans l'ensemble des productions	**%**	**30,9**	**37,0**	**29,1**

Source : SODEC.

En 2007-2008, le devis moyen d'un long métrage entièrement québécois était de 3,0 M$, alors que celui d'une coproduction était de 6,2 M$. La même année, le devis moyen d'un documentaire entièrement québécois était de 0,6 M$ et celui d'une coproduction, de 2,5 M$. Le devis moyen d'une production télévisuelle entièrement québécoise était de 1,5 M$ et celui d'une coproduction, de 2,9 M$. Enfin, une œuvre d'animation entièrement québécoise dispose en moyenne de 2,0 M$ et une coproduction, de 8,9 M$.

L'apport des coproducteurs est toujours aussi essentiel, puisqu'il représente 65 % de la valeur des coproductions. Cette année, les coproducteurs ont apporté 38,9 M$ en production télévisuelle, 42,2 M$ en long métrage, 24,7 M$ en animation et 39,5 M$ en documentaire. La participation des coproducteurs dans l'ensemble de la production cinématographique et télévisuelle est cependant en baisse, passant de 173 M$ en 2006-2007 à 145 M$ en 2007-2008.

L'apport dans les différentes catégories est irrégulier et peut varier du simple au double d'une année à l'autre. Cette année, la contribution des coproducteurs est passée de 73,5 M$ à 38,9 M$ en productions télévisuelles et de 12,3 M$ à 39,5 M$ en documentaire.

L'animation, dont le volume de la coproduction diminue, est une catégorie particulièrement sensible à la participation des coproducteurs. La valeur des coproductions y représente plus des deux tiers de la production.

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent un résumé des structures de financement 2007-2008, en fonction des différentes catégories de production, alors que les tableaux détaillés sont présentés dans l'annexe statistique.

En 2007-2008, la SODEC a augmenté son investissement dans les productions de longs métrages. On constate une hausse des autres apports, tant publics (Conseil des arts du Canada, Conseil des arts et des lettres du Québec, etc.) que privés. Les structures de financement indiquent en revanche une diminution des investissements de Téléfilm Canada ainsi qu'une diminution de l'utilisation des prêts.

En documentaire, les préventes aux distributeurs et aux télédiffuseurs sont en croissance. Les préventes aux distributeurs étrangers et aux exportateurs ont également augmenté. Les documentaires québécois semblent donc satisfaire la demande des marchés en dehors du Québec (France, Royaume-Uni, Ontario, Allemagne, etc.).

Dans les structures de financement de productions télévisuelles, en dehors de la baisse des coproductions, on note une hausse de l'investissement des télédiffuseurs et une hausse des commandites, que l'on trouve essentiellement dans les magazines.

Tableau 2.6
Productions cinématographiques et télévisuelles, structure de financement selon le type de production, Québec, 2007-2008

	Longs métrages		Courts et moyens métrages		Documentaires		Productions télévisuelles		Animation	
	n	%	$	%	$	%	$	%	$	%
A. Investissement	72 809 357	76,0	1 039 783	59,6	34 165 937	30,5	117 315 582	28,8	3 962 635	23,3
B. Montants différés	516 778	0,5	339 092	19,4	62 330	0,1	501 416	0,12	–	–
C. Autres apports	5 046 040	5,3	361 274	20,7	28 784 312	25,7	92 297 524	22,7	5 268 739	31,0
D. Préventes	17 483 262	18,2	3 750	0,2	48 926 082	43,7	197 224 403	48,4	7 749 385	45,6
Part nationale (A-D)	**95 855 437**	**100,0**	**1 743 899**	**100,0**	**111 938 661**	**100,0**	**407 338 924**	**100,0**	**16 980 758**	**100,0**
E. Coproducteurs	42 238 833		–		39 515 361		38 878 741		24 706 071	
Financement total	**138 094 270**		**1 743 899**		**151 454 022**		**446 217 665**		**41 686 829**	

Source : SODEC.

La belle empoisonneuse,
Richard Jutras,
Photo: Yan Turcotte

Tableau 2.7

Productions cinématographiques et télévisuelles, financement public selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008

	Unité	Moyenne 10 ans	Moyenne 5 ans	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Longs métrages						
Nombre	n	29	31	29	33	35
Coût de production	$	122 370 624	132 267 023	131 935 731	146 514 687	137 296 958
Financement public total	%	44,8	50,0	42,6	48,1	50,8
Investissements publics directs[1]	%	28,1	33,1	27,8	33,5	35,4
Financement public indirect[2]	%	16,8	16,9	14,7	14,6	15,4
Courts et moyens métrages						
Nombre	n	12	9	5	4	11
Coût de production	$	2 940 620	1 716 164	887 912	667 036	1 743 899
Financement public total	%	42,2	57,8	66,8	67,0	71,3
Investissements publics directs[1]	%	19,6	28,3	26,8	39,7	40,6
Financement public indirect[2]	%	22,5	29,4	39,9	27,1	30,7
Documentaires						
Nombre	n	151	174	184	163	178
Coût de production	$	101 901 935	124 847 433	128 301 298	127 903 053	151 602 763
Financement public total	%	37,0	36,4	35,3	38,2	32,2
Investissements publics directs[1]	%	10,1	8,9	8,6	8,8	8,3
Financement public indirect[2]	%	26,8	27,5	26,6	29,4	23,9
Productions télévisuelles						
Nombre	n	244	277	296	226[r]	274
Coût de production	$	472 298 019	507 586 756	448 006 013	438 722 064[r]	437 713 607
Financement public total	%	30,4	30,6	36,3	30,4[r]	32,7
Investissements publics directs[1]	%	5,9	5,8	7,7	5,4[r]	6,0
Financement public indirect[2]	%	24,5	24,7	28,6	25,1[r]	26,7
Animation						
Nombre	n	18	14	19	13	7
Coût de production	$	97 568 935	75 887 833	91 241 917	75 003 903	41 684 296
Financement public total	%	15,2	14,2	14,3	17,1	13,7
Investissements publics directs[1]	%	1,0	0,8	0,2	0,9	0,8
Financement public indirect[2]	%	14,2	13,4	14,2	16,2	12,9
Total						
Nombre	**n**	**453**	**506**	**533**	**439[r]**	**505**
Coût de production	**$**	**797 080 134**	**842 305 209**	**800 372 871**	**788 810 742[r]**	**770 041 523**
Financement public total	**%**	**31,7**	**33,1**	**34,7**	**33,8[r]**	**34,9**
Investissements publics directs[1]	**%**	**9,3**	**10,2**	**10,3**	**10,7**	**11,5**
Financement public indirect[2]	**%**	**22,4**	**22,9**	**24,4**	**23,0[r]**	**23,4**

1. Investissements publics directs : SODEC, Téléfilm Canada, Minitraité et ONF.
2. Financement public indirect : Crédit d'impôt du Québec, crédit d'impôt du Canada, Fonds canadien de télévision (part publique), commandites publiques, autres apports publics.

Source : SODEC.

SOUTIEN PUBLIC

En 2007-2008, le soutien public global représente 35 % du coût des productions cinématographiques et télévisuelles, soit 271,8 M$. Cette part du soutien public varie d'une catégorie à l'autre. En 2007-2008, le soutien public représente :

- 51 % du devis des longs métrages;
- 71 % du devis des courts et moyens métrages;
- 32 % du devis des documentaires;
- 33 % du devis des productions télévisuelles;
- 14 % du devis de l'animation.

Tableau 2.8
Productions cinématographiques et télévisuelles, répartition du financement public selon le type de production, Québec, 2007-2008

	$	%
Longs métrages	70 169 650	25,8
Courts et moyens métrages	1 243 561	0,5
Documentaires	48 752 528	17,9
Productions télévisuelles	145 915 944	53,7
Animation	5 699 414	2,1
Total	**271 781 096**	**100,0**

Source : SODEC.

Toutefois, il faut préciser que cette évaluation de la part du soutien public est calculée sur le financement total des productions, ce qui comprend l'apport des coproducteurs étrangers. La part du soutien public, lorsqu'il est établi uniquement sur le financement national, change considérablement. Ainsi, le soutien public constitue 73 % du financement national des longs métrages de fiction, 71 % du financement national des courts et moyens métrages, 44 % du financement national des documentaires, 36 % du financement national des productions télévisuelles et 34 % du financement national de l'animation.

En production télévisuelle, les magazines et les variétés ne reçoivent pas d'aide publique directe, en dehors de celle de Téléfilm Canada. Les magazines à thèmes (voyages, gastronomie, etc.) attirent plus facilement les annonceurs publicitaires et les commandites pour le placement de produit. Ces productions sont donc essentiellement financées par les préventes des télédiffuseurs et les commandites.

Le soutien public évalué ici tient uniquement compte de l'aide à la production. Selon les catégories, d'autres aides peuvent être attribuées pour la distribution ou la diffusion en fonction des fenêtres de diffusion (salles, festivals, télévisions et marchés secondaires). Il faut donc rappeler qu'il ne

Tableau 2.9
Productions cinématographiques et télévisuelles, financement fédéral[1] et provincial[2] selon le type de production, Québec, 2005-2006 à 2007-2008

	2005-0006		2006-2007		2007-2008	
	Fédéral	Provincial	Fédéral	Provincial	Fédéral	Provincial
Longs métrages	28 581 041	27 349 330	35 607 927	34 893 372	27 580 420	42 316 730
Courts et moyens métrages	60 058	315 670	11 151	342 164	26 967	933 176
Documentaires	25 595 402[r]	18 836 452[r]	26 878 855[r]	21 877 201	26 756 788	20 206 332
Productions télévisuelles	99 771 570[r]	60 915 750	79 818 754[r]	53 745 156[r]	79 302 486	64 133 089
Animation	6 434 257	6 777 177	7 703 599	5 751 710	2 933 544	2 555 028
Total[3]	**160 442 328**	**114 194 378**	**149 390 285**	**116 609 603**	**136 600 204**	**130 144 355**

1. Financement fédéral : Téléfilm Canada, Minitraité, ONF, Fonds canadien de télévision (part publique) et crédit d'impôt du Canada.
2. Financement provincial : SODEC et crédit d'impôt du Québec.
3. Certaines contributions publiques, qui sont parfois fédérales et parfois provinciales (commandites publiques et autres apports publics), n'ont pas été réparties.

Source : SODEC.

s'agit pas du soutien public global à l'industrie cinématographique et télévisuelle, mais uniquement du soutien à la production.

Le soutien public (271,8 M$) provient d'investissements publics directs totalisant 89,4 M$ et du financement public indirect totalisant 182,4 M$. Alors que la plupart des soutiens publics indirects concernent toutes les catégories, les aides publiques directes sont plus spécifiques et ciblent uniquement certaines catégories de production.

- L'investissement public direct est constitué des sources suivantes : soutien de la SODEC, de Téléfilm Canada (y compris le minitraité) et de l'ONF.
- Le financement public indirect est composé des sources suivantes : le crédit d'impôt du Québec, le crédit d'impôt du Canada, la part publique du Fonds canadien de télévision, les commandites publiques et les autres apports publics.

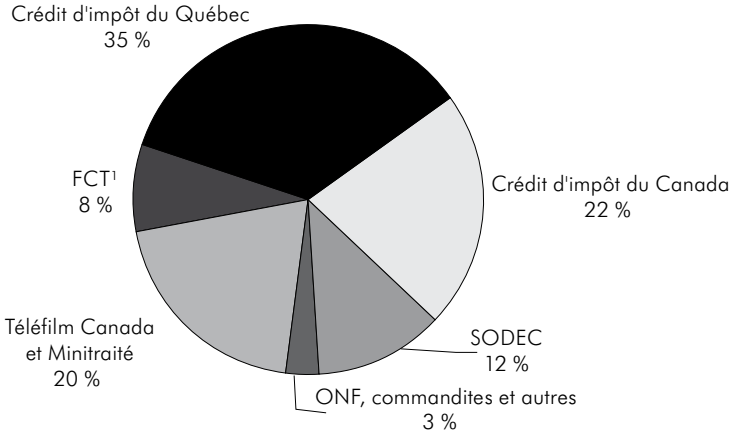
L'examen de la répartition de cet argent public indique que les sommes versées sont principalement destinées à la production télévisuelle (54 %), aux longs métrages (26 %), au documentaire (18 %), à l'animation (2 %) et enfin aux courts et moyens métrages (0,5 %).

Rappelons que le financement public est majoritairement constitué de mesures fiscales dont la somme est déterminée en fonction des dépenses de main-d'œuvre et des coûts de production.

En animation, la somme des aides fédérales est équivalente à la somme des aides du Québec.

Figure 2.5

Financement de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2007-2008



1. Le Fonds canadien de télévision est alimenté en partie par les entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) et par le gouvernement fédéral. En 2007-2008, la contribution de ce dernier équivaut à 42,1 % du Fonds.

Source : SODEC.

Concernant le long métrage, la somme du soutien public québécois, qui a augmenté cette année avec les apports supplémentaires de la SODEC, est supérieure à l'aide fédérale.

L'aide fédérale est, en revanche, plus importante en documentaire et en production télévisuelle, où le Fonds canadien de télévision joue un rôle crucial.

Pour l'année 2007-2008, la participation du gouvernement fédéral dans la production cinématographique et télévisuelle s'élève à 136,6 M$ (Téléfilm Canada, y compris le minitraité, ONF, crédit d'impôt du Canada et part publique du Fonds canadien de télévision). La participation du Québec, pour la même période, s'élève à 130,1 M$ (SODEC et crédit d'impôt du Québec).

Les bonifications spécifiques – aux effets spéciaux et à l'animation informatique, à la production régionale, à la production de film en format IMAX ainsi que la bonification à la langue française pour le long métrage, le court et moyen métrage, les émissions jeunesses et le documentaire unique – et les différentes modalités de calcul des coûts admissibles génèrent une certaine variation du taux de crédit d'impôt. Ainsi, en 2007-2008, le crédit d'impôt du Québec pour le long métrage de fiction totalise 17,0 M$ et constitue 17,7 % de la part nationale du devis; le crédit d'impôt pour le documentaire s'élève à 17,7 M$ et constitue 15,8 % du devis québécois; le crédit d'impôt pour les courts et moyens métrages s'élève à 224 426 $, soit un taux de crédit d'impôt de 12,9 %, et celui de la production télévisuelle s'élève à 59,1 M$, soit un taux de crédit d'impôt de 14,5 %. Enfin, le crédit d'impôt en animation s'élève à 2,6 M$ et constitue 15,0 % de la part nationale du devis.

Tableau 2.10.1
Productions cinématographiques et télévisuelles, selon la langue[1], Québec, 2004-2005 et 2005-2006

	2004-2005			2005-2006		
		Coût de production	Coût de production moyen		Coût de production	Coût de production moyen
	n	$		n	$	
Longs métrages						
Français	18	73 686 035	4 093 669	20	104 708 866	5 235 443
Autres langues[2]	8	18 273 235	2 284 154	9	27 226 865	3 025 207
Documentaires						
Français	117	59 599 446	509 397	139	74 248 963	534 165
Autres langues[2]	54	52 704 136	976 003	45	54 052 335	1 201 163
Productions télévisuelles						
Français	176	248 518 296	1 412 036	210	314 095 480	1 495 693
Autres langues[2]	89	216 372 619	2 431 153	86	133 910 533	1 557 099
Total						
Français	**311**	**381 803 777**	**1 227 665**	**369**	**493 053 309**	**1 336 188**
Autres langues[2]	**151**	**287 349 990**	**1 902 980**	**140**	**215 189 733**	**1 537 070**

1. Pour des raisons de confidentialité, il est impossible de publier les résultats des catégories « courts et moyens métrages » et « animation ».
2. La catégorie « autres langues » comprend toutes les productions qui ont été tournées dans une autre langue que le français et toutes les productions tournées en plusieurs langues.

Source : SODEC.

Tableau 2.10.2
Productions cinématographiques et télévisuelles, selon la langue[1], Québec, 2006-2007 et 2007-2008

	2006-2007			2007-2008		
		Coût de production	Coût de production moyen		Coût de production	Coût de production moyen
	n	$		n	$	
Longs métrages						
Français	23	84 675 920	3 681 562	23	89 354 012	3 884 957
Autres langues[2]	10	61 838 767	6 183 877	12	47 942 946	3 995 246
Documentaires						
Français	121	59 849 163	494 621	135	65 091 261	482 157
Autres langues[2]	42	68 053 890	1 620 331	43	86 511 502	2 011 895
Productions télévisuelles						
Français	161	271 150 818	1 684 167	208	299 959 998	1 442 115
Autres langues[2]	65	167 571 246	2 578 019	66	137 753 608	2 087 176
Total						
Français	**305**	**415 675 901**	**1 362 872**	**366**	**454 405 272**	**1 241 544**
Autres langues[2]	**117**	**297 463 902**	**2 542 427**	**121**	**272 208 056**	**2 249 653**

1. Pour des raisons de confidentialité, il est impossible de publier les résultats des catégories « courts et moyens métrages » et « animation ».
2. La catégorie « autres langues » comprend toutes les productions qui ont été tournées dans une autre langue que le français et toutes les productions tournées en plusieurs langues.

Source : SODEC.

LANGUE

Sur la période de 2004-2005 à 2007-2008, c'est en long métrage que l'on trouve la plus importante part de productions tournées dans une autre langue que le français[1], soit 32 % du nombre d'œuvres produites. On trouve ensuite les productions télévisuelles et les documentaires, parmi lesquels respectivement 29 % et 26 % des œuvres sont tournées dans une autre langue que le français.

Alors que les devis moyens des documentaires de langue française sont assez stables, les devis moyens des documentaires « autres langues » sont en nette augmentation. Leur devis moyen a plus que doublé de 2004-2005 à 2007-2008.

Malgré la forte diminution de la production d'animation dans une autre langue que le français, la valeur de ces productions représente toujours près du double des productions en langue française.

Concernant les longs métrages et les documentaires « autres langues », l'implication des distributeurs étrangers vient augmenter la part des préventes dans le financement.

Le nombre de productions télévisuelles « autres langues » est en baisse. Dans le financement de ces œuvres, les télédiffuseurs se positionnent plus fréquemment comme des investisseurs.

Afin de respecter les normes de confidentialité, nous avons dû restreindre notre analyse en divisant la production en deux catégories, soit « français » et « autres langues ». Le détail des structures de financement selon ces catégories est présenté dans l'annexe statistique.

1. La catégorie « autres langues » comprend toutes les productions qui ont été tournées dans une autre langue que le français et toutes les productions tournées en plusieurs langues.

Tableau 2.11
Structure de financement[1] des productions cinématographiques et télévisuelles, selon le type de production, Québec, 2007-2008

	Longs métrages		Courts et moyens métrages		Documentaires		Productions télévisuelles		Animation	
	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%
Nombre de productions (n)	35		11		178		274		7	
A. Investissement	**72 809 357**	**76,0**	**1 039 783**	**59,6**	**34 165 937**	**30,5**	**117 315 582**	**28,8**	**3 962 635**	**23,3**
SODEC	25 308 150	34,8	708 750	68,2	2 473 980	7,2	5 023 838	4,3	–	–
Téléfilm Canada	23 247 876	31,9	–	–	8 065 453	23,6	21 655 816	18,5	137 233	3,5
Minitraité	90 000	0,1	–	–	–	–	44 000	0,04	–	–
ONF	297 945	0,4	–	–	2 058 544	6,0	75 214	0,1	200 000	5,0
Investissements du producteur	4 807 109	6,6	106 607	10,3	3 030 057	8,9	9 929 730	8,5	820 374	20,7
Crédit d'impôt du Québec	17 008 580	23,4	224 426	21,6	17 732 352	51,9	59 109 251	50,4	2 555 028	64,5
Télédiffuseurs français	1 140 000	1,6	–	–	–	–	1 056 370	0,9		–
Télédiffuseurs anglais	–60 129	–0,1	–	–	285 000	0,8	18 517 092	15,8		–
Distributeurs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres investissements (fonds privés)	539 872	0,7	–	–	520 550	1,5	1 904 271	1,6	250 000	6,3
Autres investissements	429 954	0,6	–	–	–	–	–	–	–	–
B. Montants différés	**516 778**	**0,5**	**339 092**	**19,4**	**62 330**	**0,1**	**501 416**	**0,1**	**–**	**–**
Scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.	514 428	99,5	320 088	94,4	62 330	100,0	499 829	99,7	–	–
Maisons de service	2 350	0,5	19 004	5,6	–	–	1 587	0,3	–	–
C. Autres apports	**5 046 040**	**5,3**	**361 274**	**20,7**	**28 784 312**	**25,7**	**92 297 524**	**22,7**	**5 268 739**	**31,0**
Crédit d'impôt du Canada	3 817 381	75,7	26 967	7,5	10 906 881	37,9	42 547 870	46,1	1 460 857	27,7
Fonds canadien de télévision	302 180	6,0		–	13 600 735	47,3	35 580 966	38,6	2 697 040	51,2
Commandites privées	50 000	1,0	49 689	13,8	273 463	1,0	7 659 277	8,3	–	–
Commandites publiques	–	–	10 444	2,9	40 000	0,1	2 053 451	2,2	–	–
Prêts	79 274	1,6	–	–	750 000	2,6	–	–	–	–
Services de télédiffuseurs	–	–	–	–	–	–	-262 525	-0,3	–	–
Apports maisons de service	–	–	–	–	25 368	0,1	–	–	–	–
Apports fonds privés	77 000	1,5	–	–	993 499	3,5	904 120	1,0	–	–
Autres apports privés	447 705	8,9	1 200	0,3	444 957	1,5	3 387 447	3,7	900 000	17,1
Autres apports publics	272 500	5,4	272 974	75,6	1 749 408	6,1	426 918	0,5	210 842	4,0
D. Préventes	**17 483 262**	**18,2**	**3 750**	**0,2**	**48 926 082**	**43,7**	**197 224 403**	**48,4**	**7 749 385**	**45,6**
Télédiffuseurs français	75 000	0,4	3 750	100,0	21 265 330	43,5	148 274 969	75,2	3 409 654	44,0
Télédiffuseurs anglais	–	–	–	–	6 778 575	13,9	21 596 510	11,0	2 903 568	37,5
Télédiffuseurs hors Québec	644 000	3,7	–	–	1 468 000	3,0	–	–	–	–
Distributeurs	12 011 593	68,7	–	–	10 639 015	21,7	22 884 997	11,6	1 159 471	15,0
Distributeurs étrangers	4 047 726	23,2	–	–	7 714 161	15,8	4 406 927	2,2	276 692	3,6
Exportateurs	704 943	4,0	–	–	1 061 000	2,2	61 000	0,03	–	–
Part nationale (A-D)	**95 855 437**	**100,0**	**1 743 899**	**100,0**	**111 938 661**	**100,0**	**407 338 924**	**100,0**	**16 980 758**	**100,0**
E. Coproducteurs	**42 238 833**		**–**		**39 515 361**		**38 878 741**		**24 706 071**	
Coproducteurs	42 238 833		–		39 515 361		38 878 741		24 706 071	
Financement total	**138 094 270**		**1 743 899**		**151 454 022**		**446 217 665**		**41 686 829**	
Surfinancement	–797 312		–		148 740		–8 504 058		–2 533	
Coût de production total	**137 296 958**		**1 743 899**		**151 602 763**		**437 713 607**		**41 684 296**	
Coût de production moyen	3 922 770		158 536		851 700		1 597 495		5 954 899	
Crédit d'impôt du Québec	17 008 580		224 426		17 732 352		59 109 251		2 555 028	
Taux effectif du crédit d'impôt	...	17,7	...	12,9	...	15,8	...	14,5	...	15,0

1. À l'exception des productions non admissibles au Programme québécois de crédits d'impôt

Source : SODEC.

Tableau 2.12
Structure de financement[1] des productions cinématographiques et télévisuelles entièrement québécoises et coproductions, Québec, 2007-2008

	Québécoises		Coproductions		Total	
	$	%	$	%	$	%
Nombre de productions (n)	444		61		505	
A. Investissement	**199 510 214**	**36,3**	**29 783 078**	**35,7**	**229 293 293**	**36,2**
SODEC	31 549 718	15,8	1 965 000	6,6	33 514 718	14,6
Téléfilm Canada	45 423 280	22,8	7 683 098	25,8	53 106 378	23,2
Minitraité	–	–	134 000	0,4	134 000	0,1
ONF	2 356 489	1,2	275 214	0,9	2 631 703	1,1
Investissements du producteur	15 121 588	7,6	3 572 289	12,0	18 693 877	8,2
Crédit d'impôt du Québec	85 866 698	43,0	10 762 939	36,1	96 629 637	42,1
Télédiffuseurs français	2 196 370	1,1	–	–	2 196 370	1,0
Télédiffuseurs anglais	13 985 000	7,0	4 756 963	16,0	18 741 963	8,2
Distributeurs	–	–	–	–	–	–
Apports nets d'investisseurs privés (abris fiscaux)	–	–	–	–	–	–
Autres investissements (fonds privés)	2 728 861	1,4	485 832	1,6	3 214 693	1,4
Autres investissements	282 211	0,1	147 743	0,5	429 954	0,2
B. Sommes différés	**1 419 616**	**0,3**	**–**	**–**	**1 419 616**	**0,2**
Scénaristes, réalisateurs, comédiens, etc.	1 396 675	98,4	–	–	1 396 675	98,4
Maisons de service	22 941	1,6	–	–	22 941	1,6
C. Autres apports	118 155 034	**21,5**	**13 602 854**	**16,3**	**131 757 888**	**20,8**
Crédit d'impôt du Canada	51 802 639	43,8	6 957 317	51,1	58 759 956	44,6
Fonds canadien de télévision	47 778 645	40,4	4 402 276	32,4	52 180 921	39,6
Commandites privées	8 032 429	6,8	–	–	8 032 429	6,1
Commandites publiques	2 103 895	1,8	–	–	2 103 895	1,6
Prêts	750 000	0,6	79 274	0,6	829 274	0,6
Services de télédiffuseurs	–262 525	–0,2	–	–	–262 525	–0,2
Apports maisons de service	25 368	0,02	–	–	25 368	0,02
Apports fonds privés	1 924 619	1,6	50 000	0,4	1 974 619	1,5
Autres apports privés	3 375 153	2,9	1 806 157	13,3	5 181 310	3,9
Autres apports publics	2 624 812	2,2	307 830	2,3	2 932 642	2,2
D. Préventes	**231 283 913**	**42,0**	**40 102 969**	**48,0**	**271 386 882**	**42,8**
Télédiffuseurs français	168 711 835	72,9	4 316 868	10,8	173 028 703	63,8
Télédiffuseurs anglais	21 860 652	9,5	9 418 001	23,5	31 278 653	11,5
Télédiffuseurs hors Québec	1 000 800	0,4	1 111 200	2,8	2 112 000	0,8
Distributeurs	29 841 689	12,9	16 853 388	42,0	46 695 077	17,2
Distributeurs étrangers	8 757 938	3,8	7 687 569	19,2	16 445 507	6,1
Exportateurs	1 111 000	0,5	715 943	1,8	1 826 943	0,7
Part nationale (A-D)	**550 368 777**	**100,0**	**83 488 902**	**100,0**	**633 857 679**	**100,0**
E. Coproducteurs	**–**		**145 339 006**		**145 339 006**	
Coproducteurs	–		145 339 006		145 339 006	
Financement total	**550 368 777**		**228 827 908**		**779 196 685**	
Surfinancement	–4 089 146		–5 066 016		–9 155 162	
Coût de production total	**546 279 631**		**223 761 892**		**770 041 523**	
Coût de production moyen	1 230 360		3 668 228			
Crédit d'impôt du Québec	85 866 698		10 762 939		96 629 637	
Taux effectif du crédit d'impôt	...	15,6	...	12,9	...	15,2

1. À l'exception des productions non admissibles au Programme québécois de crédits d'impôt

Source : SODEC.

Bluff,
Simon Olivier Fecteau, Marc-André Lavoie

CHAPITRE 3

LE CLASSEMENT DES FILMS

Benoit Allaire et Annie Cloutier

Continental – un film sans fusil,
Stéphane Lafleur
Photo : Caroline Hayeur

Le mandat de la Régie du cinéma comprend notamment la responsabilité de classer tous les films exploités sur le marché québécois. Le classement est fait, dans un premier temps, par catégorie d'âge des spectateurs auxquels les films s'adressent et, dans un deuxième temps, selon que le film sera présenté en public ou commercialisé sur support vidéo pour visionnement privé. Par ailleurs, il faut préciser que le nombre de films classés ne correspond pas nécessairement au nombre de films sortis au Québec. En effet, une production peut être classée plus d'une fois si elle est soumise à la Régie dans une version en langue différente ou d'une durée qui varie de plus ou moins cinq minutes par rapport à toute autre version classée précédemment.

LE NOMBRE DE FILMS CLASSÉS

En 2007, 19 852 films ont été classés par la Régie du cinéma. Ce nombre correspond à une diminution de 13,0 % par rapport aux 22 829 films classés en 2006. Cette diminution de 2 977 films est majoritairement attribuable aux longs métrages, qui ont connu une baisse de 13,1 %, passant de 18 797 films en 2006 à 16 340 en 2007. Le nombre de courts métrages, quant à lui, est passé de 3 369 à 2 858 films, en baisse de 15,2 % par rapport à 2006. Finalement, les films annonces ont aussi connu une baisse, de 1,4 % en 2007, soit une diminution de 9 films, affichant un total de 654 films en 2007. Cette catégorie de film a connu une hausse annuelle moyenne du nombre de films classés sur la période 2003-2007 de 2,0 %; rappelons qu'en 2006, elle enregistrait une hausse notable de 16,3 %.

Par ailleurs, sur la période 2003-2007, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) du nombre de films classés par la Régie du cinéma est de 5,2 %. Sur la même période, ce taux est de 3,4 % relativement aux longs métrages. Quant aux courts métrages, le taux de croissance annuel moyen pour le classement des films est de 22,5 %. Précisons que cette croissance importante est due aux courts métrages destinés au visionnement privé (TCAM de 22,9 %). Enfin, ce taux est de 2,0 % concernant les films annonces. Au cours des années 2003 à 2006, on remarque une constante augmentation du nombre de films dont la Régie a effectué le classement, notamment les courts métrages qui ont connu une forte hausse sur cette période, affichant un taux de croissance annuel moyen de 38,5 %. Ainsi, la baisse de 2007 met fin à la période de croissance amorcée en 2001 quant au nombre de films classés par la Régie.

Concernant l'année 2007, seule la catégorie des courts métrages destinés à la présentation publique a connu une augmentation quant au nombre de films dont la Régie du cinéma a procédé au classement, en passant de 36 à 59 films, soit une hausse notable de 63,9 %. Toutes les autres catégories de film ont connu une baisse relativement au nombre de films classés pour l'année 2007, tant ceux destinés à la présentation publique que ceux destinés au visionnement privé. Ce sont d'ailleurs les courts métrages destinés au visionnement privé qui ont connu la plus forte baisse, soit de 16,0 %, passant de 3 333 films en 2006 à 2 799 en 2007. Cette baisse met fin à la tendance haussière amorcée en 2004, due en partie à la mise en marché en format DVD de plusieurs courts métrages produits dans les dernières années. Pour leur part, les longs métrages destinés à une présentation publique ont diminué de 3,4 %, passant de 754 films en 2006 à 728 en 2007. Ceux destinés au visionnement privé ont diminué de 13,5 %, soit 15 612 films en 2007, alors que la Régie en a classé 18 043 en 2006.

Comme dans les années précédentes, on attribue les variations du nombre de courts et de longs métrages aux films destinés au visionnement privé, puisque ceux-ci représentent la part la plus importante des deux catégories de film. Ainsi, les long métrages destinés au visionnement privé sont au nombre de 15 612 en 2007, soit 95,5 % de l'ensemble des longs métrages. Quant au nombre de courts métrages destinés au visionnement privé, il s'élève à 2 799 films en 2007, soit 97,9 % de l'ensemble des courts métrages.

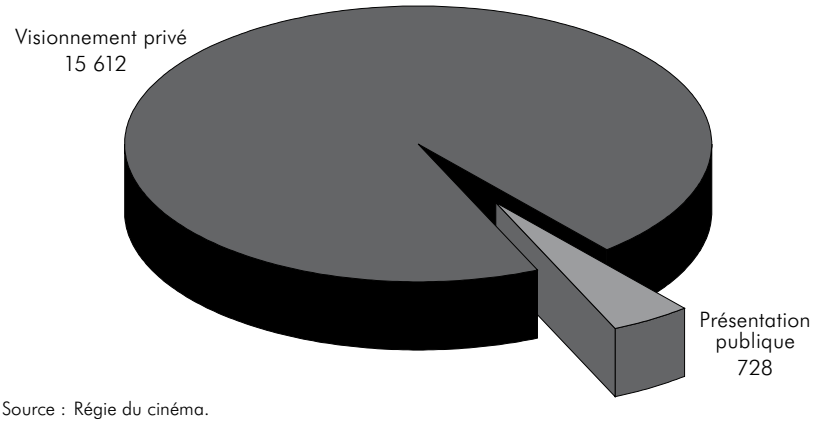
Tableau 3.1
Nombre de films classés[1], Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Longs métrages	**14 319**	**14 812**	**16 440**	**18 797**	**16 340**
Présentation publique	637	670	687	754	728
Visionnement privé	13 682	14 142	15 753	18 043	15 612
Courts métrages	**1 268**	**1 660**	**2 796**	**3 369**	**2 858**
Présentation publique	42	44	39	36	59
Visionnement privé	1 226	1 616	2 757	3 333	2 799
Films annonces	**604**	**571**	**570**	**663**	**654**
Présentation publique	604	571	570	663	654
Visionnement privé	–	–	–	–	–
Total	**16 191**	**17 043**	**19 806**	**22 829**	**19 852**

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

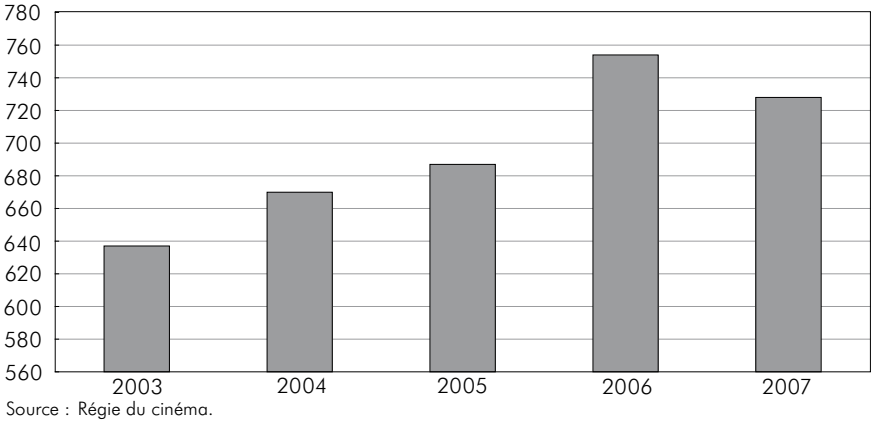
Source : Régie du cinéma.

Figure 3.1
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2007



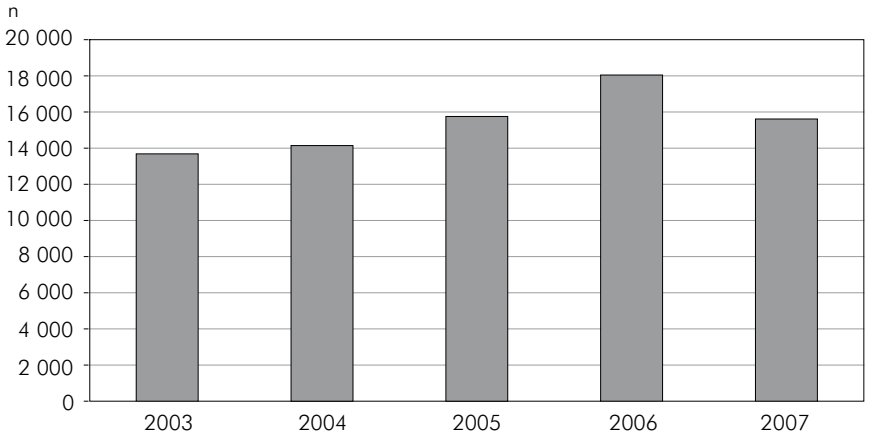
Source : Régie du cinéma.

Figure 3.2
Nombre de longs métrages classés, destinés à être présentés en public, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.

Figure 3.3
Nombre de longs métrages classés, destinés au visionnement privé, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.

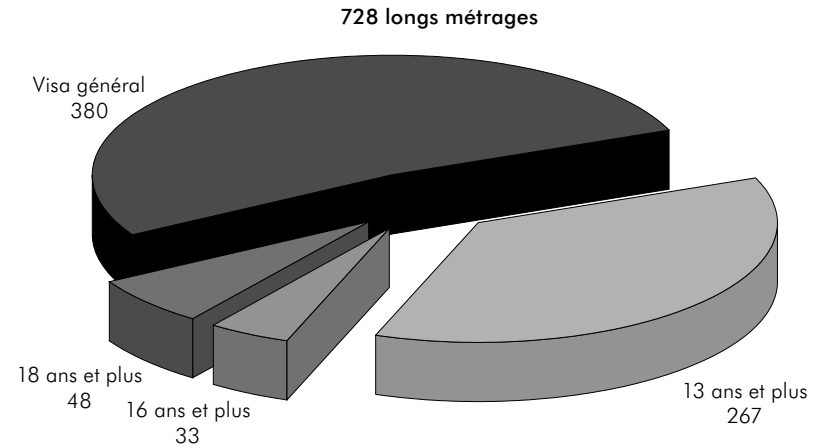
Tableau 3.2
Nombre de films classés[1], destinés à être présentés en public, selon la catégorie de classement, Québec, 2007

	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	380	52,2	57	96,6	437	55,5
13 ans et plus	267	36,7	2	3,4	269	34,2
16 ans et plus	33	4,5	–	–	33	4,2
18 ans et plus	48	6,6	–	–	48	6,1
Total	**728**	**100,0**	**59**	**100,0**	**787**	**100,0**

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.4
Longs métrages destinés à être présentés en public, selon le classement, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

LA PRÉSENTATION PUBLIQUE

Au regard du marché visé pour les films classés par la Régie, à l'exception des films annonces, 787 films étaient destinés à une présentation publique, soit 728 longs métrages et 59 courts métrages.

Relativement aux 728 longs métrages destinés à une présentation publique, 52,2 % des films ont obtenu un visa général, 36,7 % ont été classés « 13 ans et plus », 4,5 % sont dans la catégorie « 16 ans et plus » et finalement 6,6 % sont des films classés « 18 ans et plus ».

Par ailleurs, la ventilation selon la langue permet d'observer que 48,5 % des longs métrages, soit 353 films destinés à une présentation publique, étaient en français et 364 films, soit 50,0 %, étaient en anglais. Quant aux 11 films en langue étrangère, ils représentent le 1,5 % restant des films classés par la Régie en 2007.

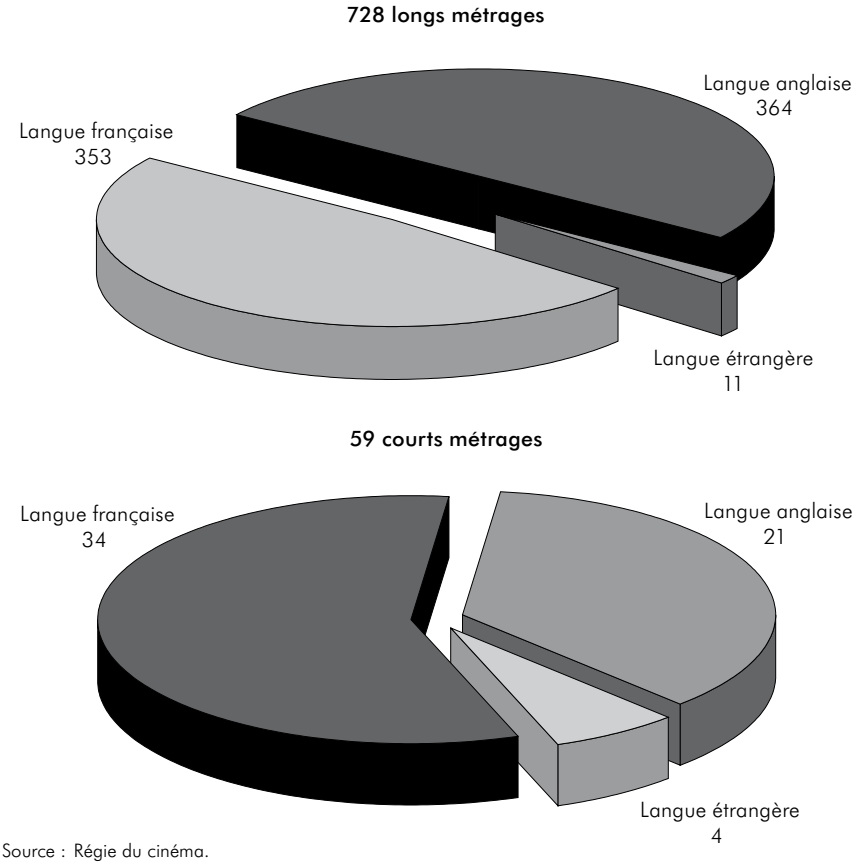
Tableau 3.3
Nombre de films classés[1], destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2007

	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Langue française	353	48,5	34	57,6	387	49,2
Langue anglaise	364	50,0	21	35,6	385	48,9
Bilingue	–	–	–	–	–	–
Langue étrangère	11	1,5	4	6,8	15	1,9
Total	**728**	**100,0**	**59**	**100,0**	**787**	**100,0**

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.5
Longs et courts métrages destinés à être présentés en public, selon la langue, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

LE VISIONNEMENT PRIVÉ

Les films commercialisés sur support vidéo destinés au visionnement privé doivent être classés par la Régie du cinéma, au même titre que les films destinés à être présentés en public.

Pour 2007, la Régie a ainsi classé 18 411 films, soit 13,9 % de moins qu'en 2006, où elle en avait classé 21 376. Les longs métrages sont au nombre de 15 612 et représentent 84,8 % de l'ensemble des films classés par la Régie et les courts métrages, au nombre de 2 799, représentent 15,2 % des films classés.

Par ailleurs, 38,4 % des longs métrages destinés au visionnement privé ont obtenu un visa général, soit 5 996 films. Aussi, 2 225 films ont été classés dans la catégorie « 13 ans et plus », représentant 14,3 % des longs métrages. De plus, 268 films, soit 1,7 % des longs métrages, ont été classés « 16 ans et plus » et 45,5 % sont dans la catégorie « 18 ans et plus », soit 7 096 films. Enfin, 27 films, soit le 0,2 % restant, ont obtenu un refus de classement.

Concernant 2007, des 15 612 longs métrages destinés au visionnement privé et classés par la Régie, 6,0 % étaient en langue française, soit 931 films, en hausse de 17,1 % par rapport à 2006 où 795 films étaient en français. Ceux en anglais ont connu une baisse de 7,6 % par rapport à 2006 et représentent, en 2007, 79,2 % des longs métrages destinés au visionnement privé, soit 12 360 films. En ce qui concerne les films bilingues, qui enregistrent en 2007 une baisse de 44,1 % par rapport à 2006, la Régie en a classé 19; ils représentent donc 0,1 % de la catégorie. Finalement, 2 302 films, représentant 14,7 % des longs métrages destinés au visionnement privé, étaient dans une langue étrangère, en baisse de 40,0 % comparativement à 2006.

Tableau 3.4

Nombre de films classés[1], destinés au visionnement privé, selon la catégorie de classement, Québec, 2007

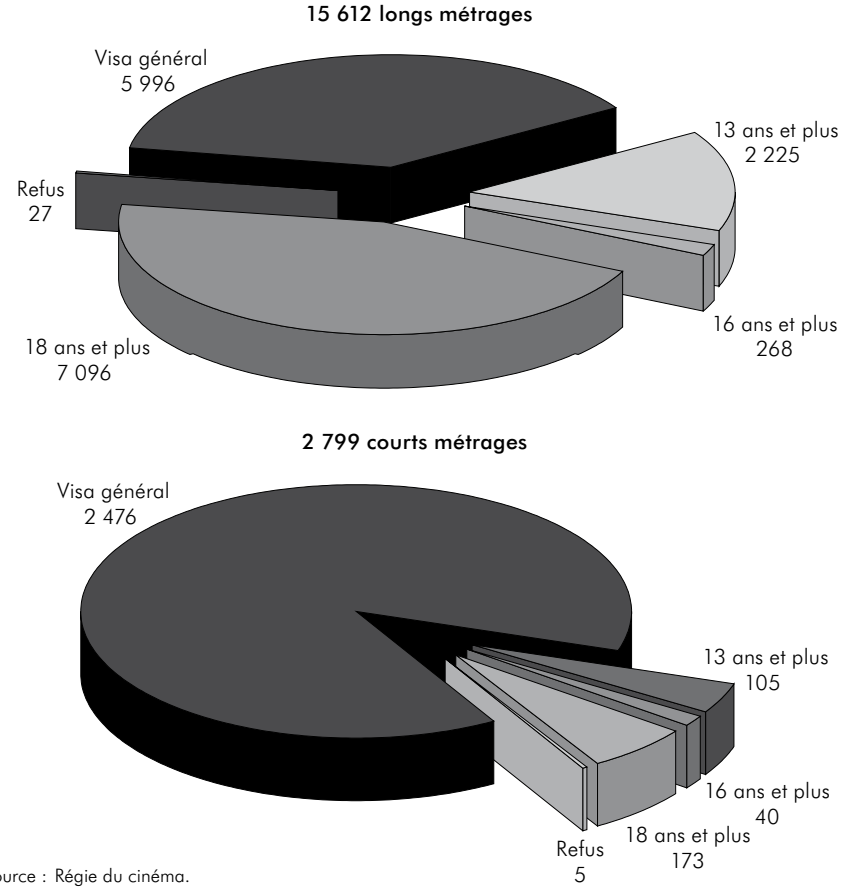
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Visa général	5 996	38,4	2 476	88,5	8 472	46,0
13 ans et plus	2 225	14,3	105	3,8	2 330	12,7
16 ans et plus	268	1,7	40	1,4	308	1,7
18 ans et plus	7 096	45,5	173	6,2	7 269	39,5
Refus	27	0,2	5	0,2	32	0,2
Total	**15 612**	**100,0**	**2 799**	**100,0**	**18 411**	**100,0**

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.6

Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon le classement, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

Tableau 3.5

Nombre de films classés[1], destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2007

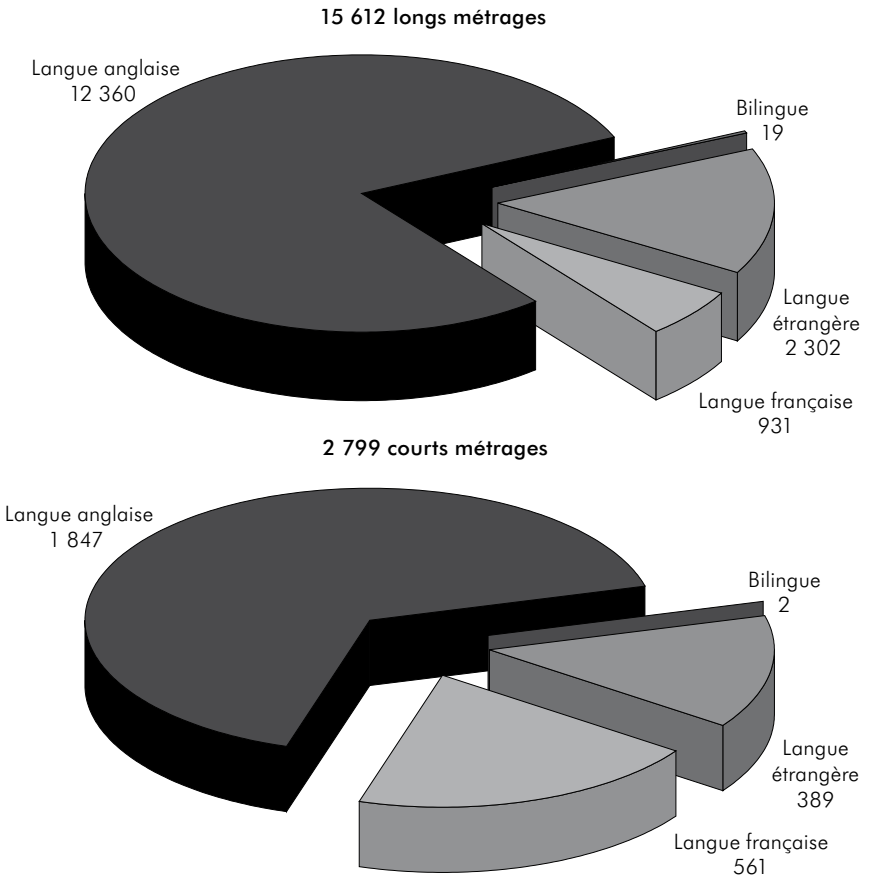
	Longs métrages		Courts métrages		Total	
	n	%	n	%	n	%
Langue française	931	6,0	561	20,0	1 492	8,1
Langue anglaise	12 360	79,2	1 847	66,0	14 207	77,2
Bilingue	19	0,1	2	0,1	21	0,1
Langue étrangère	2 302	14,7	389	13,9	2 691	14,6
Total	**15 612**	**100,0**	**2 799**	**100,0**	**18 411**	**100,0**

1. Un film peut avoir été classé plusieurs fois en fonction de la langue et du métrage.

Source : Régie du cinéma.

Figure 3.7

Longs et courts métrages destinés au visionnement privé, selon la langue, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

CHAPITRE 4

LA DISTRIBUTION

Benoit Allaire

Le Dernier continent,
Jean Lemire

Au Québec, en vertu de l'article 102 de la Loi sur le cinéma, « nul ne peut, sur une base commerciale, posséder, vendre, louer, prêter ou échanger des copies de films, à moins d'être titulaire d'un permis de distributeur ». De plus, en vertu de l'article 108 de la même Loi, « le titulaire d'un permis de distributeur doit, conformément aux règlements de la Régie, transmettre à celle-ci, au plus tard le 31 janvier de chaque année, un rapport financier pour l'année précédente ». Ce rapport doit indiquer séparément les revenus bruts réalisés au Québec et qui proviennent :

1. de la distribution de films dans un lieu de présentation de films en public;

2. de la vente, de la location, du prêt ou de l'échange de matériel à un commerçant de détail;

3. de toute autre activité de distribution dans le domaine du cinéma.

Enfin, soulignons qu'il existe au Québec deux catégories de permis de distributeur : le permis général et le permis spécial.

DISTINCTION ENTRE PERMIS GÉNÉRAL ET PERMIS SPÉCIAL DE DISTRIBUTEUR

Conformément à la Loi sur le cinéma, le permis général de distributeur est la règle et il ne peut être délivré qu'aux entreprises reconnues comme étant « québécoises » au sens de la Loi. Parallèlement aux entreprises québécoises titulaires d'un permis général de distributeur, les *majors* américains poursuivent leurs activités de distribution au Québec, en vertu d'une entente entre le ministre de la Culture et des Communications et la Motion Picture Export Association of America (MPEAA), entente intervenue en octobre 1986 et renouvelée en 1992, 1999, 2002 et 2008. Celle-ci, reconnue par la Loi sur le cinéma, prévoit la délivrance d'un permis spécial de distributeur à l'un des *majors* signataires de l'entente initiale (ou une société affiliée accréditée) pour chaque film qu'il soumet à la Régie et dont il est reconnu, selon les termes de l'entente, être le producteur ou le titulaire des droits mondiaux de distribution.

LES REVENUS BRUTS DES DISTRIBUTEURS

En 2007, les revenus bruts de l'ensemble des distributeurs s'élevaient à 593,4 M$, soit une augmentation de 13,5 % par rapport aux 535,9 M$ enregistrés en 2006 (tableau 4.1). Les revenus des distributeurs ont donc renoué avec la croissance après les épisodes baissiers de 2005 et 2006. Le taux de croissance annuelle moyen pour la période de 2003 à 2007 s'établit à 3,4 %.

Liste des sociétés membres de la MPEAA et des sociétés accréditées auprès de la Régie, 1er janvier 1987

Sociétés membres de la MPEAA	Sociétés accréditées auprès de la Régie
Buena Vista International Inc.	Buena Vista Home Video Buena Vista Pictures Distribution Inc. Distribution de films Buena Vista Canada inc.
Columbia Pictures Industries Inc. MGM/UA Communications Co.	Columbia Pictures Industries Inc. Divertissements MGM/UA du Canada inc.
Orion Pictures Corporation	Orion Pictures Distribution (Canada) Inc.
Paramount Pictures Corporation	Paramount Pictures (Canada) Inc.
Twentieth Century Fox International Corp.	Twentieth Century Fox (Canada) Ltd.
Universal International Films Inc.	MCA Divertissements sur films du Canada inc.
Warner Bros. Inc.	Warner Bros. Canada Inc. Warner Bros. Entertainment Inc.

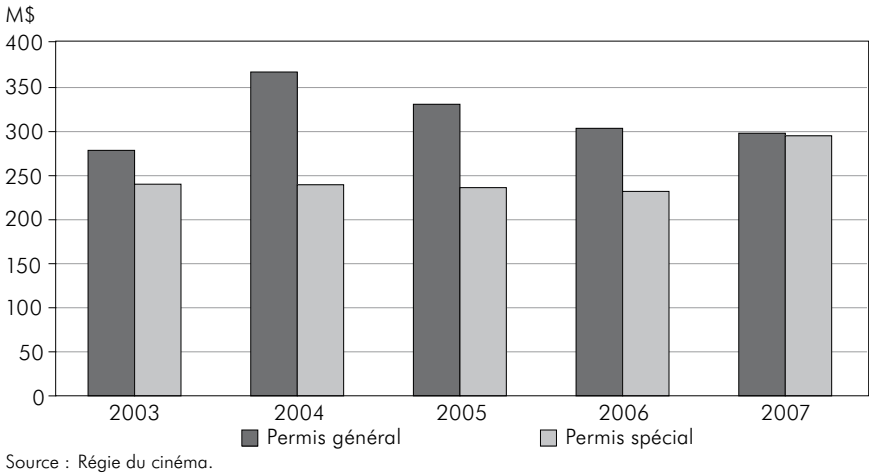
Tableau 4.1
Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2003-2007

Année	Titulaires d'un permis général[1]		Titulaires d'un permis spécial		Total	
	M$	%	M$	%	M$	%
2003	278,8	53,7	240,3	46,3	519,1	100,0
2004	367,7	60,5	239,6	39,5	607,3	100,0
2005	331,1r	58,3	236,4	41,7	567,4r	100,0
2006	303,7r	56,7	232,1	43,3	535,9r	100,0
2007	298,2	50,2	295,2	49,8	593,4	100,0

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma.

Figure 4.1
Revenus bruts des distributeurs selon la catégorie de permis, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.

Tableau 4.2

Revenus bruts déclarés par les titulaires d'un permis de distributeur délivré par la Régie du cinéma, par catégorie de permis et selon le marché, Québec, 2006-2007

Marché	Titulaires d'un permis général[1]				Titulaires d'un permis spécial				Total			
	2006		2007		2006		2007		2006		2007	
	M$	%	M$	%	M$	%	M$	%	M$	%	M$	%
Distribution pour salles et commerces vidéo	267,0[r]	87,9[r]	267,0	89,5	232,1	100,0	295,2	100,0	499,1[r]	93,1[r]	562,2	94,7
Distribution pour salles	41,1	13,5[r]	35,9	12,0	70,1	30,2	64,6	21,9	111,2[r]	20,8[r]	100,4	16,9
Distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo	225,8[r]	74,3[r]	231,1	77,5	162,0	69,8	230,6	78,1	387,9[r]	72,4[r]	461,7	77,8
Autres marchés	36,8[r]	12,1[r]	31,2	10,5	–	–	–	–	36,8[r]	6,9[r]	31,2	5,3
Total	**303,7[r]**	**100,0**	**298,2**	**100,0**	**232,1**	**100,0**	**295,2**	**100,0**	**535,9[r]**	**100,0**	**593,4**	**100,0**

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.

Source : Régie du cinéma.

Les revenus bruts des titulaires d'un permis général sont passés de 303,7 M$ en 2006 à 298,2 M$ en 2007, soit une baisse de 1,8 % ou 5,6 M$. Le taux de croissance annuel moyen des revenus bruts des titulaires d'un permis général, en ce qui concerne la période 2003-2007, est de 1,7 %, tandis que pour ce qui est des revenus bruts des titulaires d'un permis spécial, ce taux atteint 5,3 %. Les titulaires d'un permis spécial ont accru leur part de marché pour une deuxième année consécutive en gagnant 6,5 points de pourcentage, ce qui les place pratiquement à égalité avec les titulaires de permis général, affichant 49,8 % des revenus bruts. Ce résultat reflète peut-être en partie le ralentissement de l'assistance aux films québécois en 2007, mais il ne faut pas oublier que les revenus provenant des cinémas et des ciné-parcs ne représentent que 16,9 % des revenus bruts des distributeurs en 2007 (tableau 4.2). Il s'agit d'une chute notable comparativement à 2006 (20,8 %).

Lorsqu'on répartit les revenus bruts des distributeurs selon les marchés, les titulaires d'un permis spécial ont récolté 70,1 M$, en 2006, dans les salles de cinéma et 64,6 M$ en 2007; quant à la distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo, elle leur a rapporté 162,0 M$ et 230,6 M$ respectivement au cours des mêmes années (tableau 4.2). En comparaison, les distributeurs titulaires d'un permis général ont généré 41,1 M$ en 2006 et 35,9 M$ en 2007 sur le marché des salles de cinéma, soit respectivement 13,5 % et 12,0 % de leurs revenus totaux. La distribution relative au commerce de détail de matériel vidéo est toujours leur principale source de revenus, soit 231,1 M$ en 2007 et 225,8 M$ en 2006, ce qui représente respectivement 77,5 % et 74,3 % de leurs revenus totaux.

En 2007, 167 distributeurs titulaires d'un permis général (10 de plus qu'en 2006) ont déclaré des revenus à la Régie du cinéma (tableau 4.3). De ce nombre, 137 ont eu des revenus inférieurs à 1 million de dollars, 22, de 1 à 10 millions – soit le même nombre qu'en 2006 – et, enfin, 8 ont touché des revenus supérieurs à 10 millions, soit 1 de plus qu'en 2006.

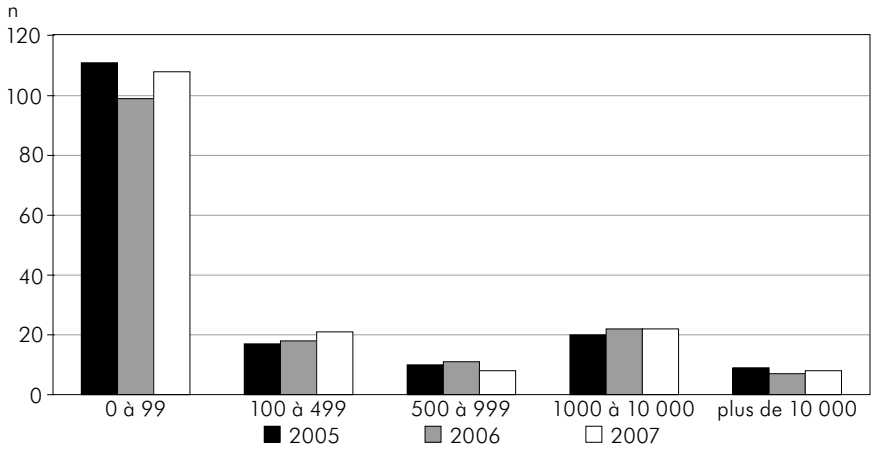
Tableau 4.3
Nombre de distributeurs[1] titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, selon le marché, Québec, 2007

Marché	Tranche de revenus (k$)					
	0-99	100-499	500-999	1 000-10 000	Plus de 10 000	Total[2]
	n					
Salles	7	2	1	2	–	12
Commerces de détail de matériel vidéo	66	12	5	9	6	98
Autres marchés	13	1	–	1	–	15
Salles et commerces de détail de matériel vidéo	6	1	–	1	–	8
Salles et autres marchés, sauf les commerces de détail de matériel vidéo	2	2	–	–	–	4
Commerces de détail de matériel vidéo et autres marchés, sauf les salles	7	1	–	3	–	11
Tous les marchés	7	2	2	6	2	19
Total	**108**	**21**	**8**	**22**	**8**	**167**

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.
2. Le nombre total de distributeurs est ici inférieur au nombre de permis généraux en vigueur parce que, dans certains cas, aucun revenu n'a été déclaré relativement à un permis en vigueur.

Source : Régie du cinéma.

Figure 4.2
Nombre de distributeurs titulaires d'un permis général, par tranche de revenus, Québec, 2005, 2006 et 2007



Source : Régie du cinéma.

LE MARCHÉ DE LA DISTRIBUTION CONCERNANT LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

Les données de l'enquête menée par l'Institut de la statistique du Québec auprès des salles de cinéma et des ciné-parcs, en collaboration avec la Régie du cinéma, permettent de segmenter les parts de marché selon les types de distributeurs.

Ainsi, en 2007, 15,9 millions de spectateurs sur un total de 24,3 millions, soit 65,4 %, ont visionné des films distribués par les titulaires d'un permis spécial (tableau 4.4). Quant aux films mis en circulation par les titulaires d'un permis général, ils représentent 34,6 % de l'assistance totale, soit 8,4 millions de spectateurs.

Les distributeurs titulaires d'un permis général ont vu leur part de ce marché gagner 1,8 point de pourcentage en 2007, puisque celle-ci était de 32,8 % en 2006. Cette hausse fait suite à une diminution de 10,2 points de pourcentage de 2005 à 2006. Les recettes étant directement proportionnelles à l'assistance, la répartition est à peu près la même, à savoir 65,8 % des recettes lorsque le film était distribué par un titulaire de permis spécial et 34,2 %, par un titulaire de permis général.

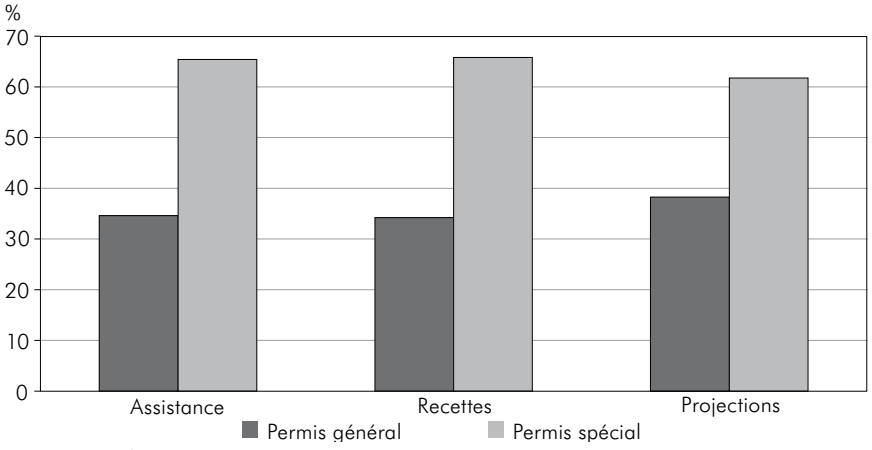
Quant au nombre de projections, qui est de 960 944 en 2007, la proportion est de 61,7 % contre 38,3 % en faveur des distributeurs titulaires d'un permis spécial.

Tableau 4.4
Résultats d'exploitation des cinémas et des ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2007

Catégories	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k$	%	n	%
Permis général	**8 399,1**	**34,6**	**56 044,8**	**34,2**	**367 754**	**38,3**
Langue française	6 714,1	79,9	43 661,9	77,9	289 985	78,9
Autres langues	1 685,0	20,1	12 382,9	22,1	77 769	21,1
Permis spécial	**15 872,9**	**65,4**	**107 822,9**	**65,8**	**593 190**	**61,7**
Langue française	10 966,6	69,1	71 341,7	66,2	417 519	70,4
Autres langues	4 906,3	30,9	36 481,2	33,8	175 671	29,6
Total	**24 272,0**	**10,0**	**163 867,7**	**100,0**	**960 944**	**100,0**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.3
Répartition de l'assistance, des recettes et des projections dans les cinémas et les ciné-parcs, selon la catégorie de permis du distributeur, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

LES COPIES DE FILMS DESTINÉES AUX CINÉMAS ET AUX CINÉ-PARCS

Pour la quatrième année consécutive, l'Observatoire de la culture et des communications du Québec présente des statistiques sur la circulation des copies de films destinées aux cinémas et aux ciné-parcs. Les statistiques de l'année 2004 à ce sujet incluaient aussi les copies destinées aux lieux polyvalents. Cela introduisait certaines distorsions lorsque le nombre de copies était mis en relation avec d'autres statistiques de l'exploitation cinématographique qui concernaient uniquement les cinémas et les ciné-parcs. Ce problème a été corrigé dans l'édition 2006.

Ces statistiques sont basées sur le nombre d'attestations délivrées par la Régie du cinéma pour chaque titre de film, selon les formats utilisés pour la diffusion publique. Seuls les films de « sexualité explicite » ont été exclus. En ce qui concerne la répartition des copies de films selon l'année, c'est la mise en circulation des copies qui a été prise en compte, ce qui signifie que, dans le cas de certains films, il est possible que des copies aient été mises en circulation pendant plus d'une année.

Ces films sont considérés comme des « nouveautés ». Il ne s'agit donc pas seulement de primeurs, puisque de nouvelles copies de certains films ayant terminé leur carrière commerciale sont parfois mises en circulation au cours de l'année de référence. Par exemple, une copie du film Citizen Kane, produit en 1941 et classé en 1969 par la Régie du cinéma, a été mise en circulation en 2005 et projetée dans un cinéma la même année. De tels cas sont cependant exceptionnels.

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE MOYEN DE COPIES PAR FILM

De 2003 à 2007, le nombre moyen de copies par film est passé de 27,8 à 25,1, soit un taux de croissance annuel moyen de – 2,5 % (tableau 4.5). Contrairement à 2006, on observe en 2007 une baisse du nombre de copies par film, celui-ci passant de 25,8 à 25,1; il s'agit d'une diminution de 2,8 %. En 2006, ce nombre avait plutôt augmenté de 3,6 %. Bien qu'il s'agisse de deux aspects de l'exploitation qui ne sont pas directement comparables, il est intéressant de noter que tout comme en 2006, la variation du nombre de copies par film est accompagnée d'une variation semblable du nombre de projections en 2007, soit une diminution de 3,9 % par rapport à 2006. (Voir le chapitre 6 pour obtenir de plus amples détails sur le nombre de projections.) Parallèlement à la diminution du nombre de projections, le nombre moyen d'écrans suit la même tendance, affichant une réduction de 2,5 % par rapport à 2006, soit 20 écrans de moins. (Voir le chapitre 5 pour obtenir de plus amples détails sur le nombre d'écrans.) Baisse du nombre de copies mises en circulation, diminution du nombre de projections, rétrécissement de l'infrastructure, diminution de l'assistance de 2,3 % : l'année 2007 reste une année au bilan négatif en ce qui concerne l'exploitation cinématographique au Québec.

LE NOMBRE MOYEN DE COPIES PAR FILM SELON LE PAYS D'ORIGINE

Le nombre moyen de copies par film varie notablement selon l'origine des films. Ainsi, en 2007, en ce qui concerne les films états-uniens, 39,3 copies par film en moyenne ont été mises en circulation, tandis qu'il y a

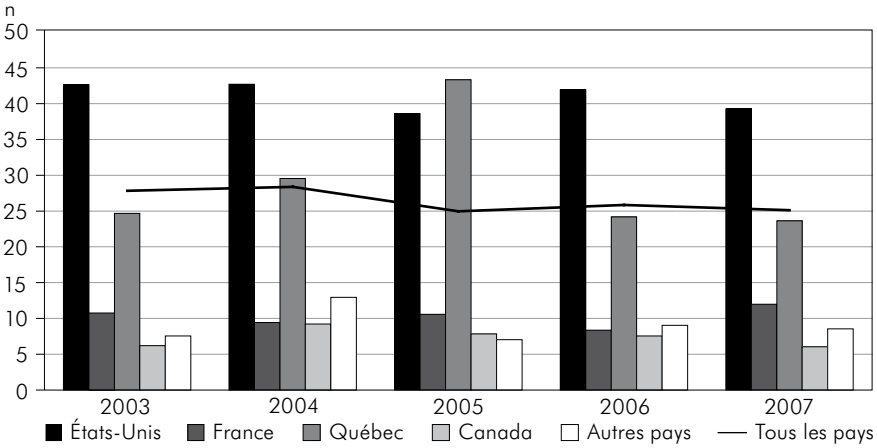
Continental – un film sans fusil,
Stéphane Lafleur
Photo : Caroline Hayeur

Tableau 4.5
Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine, Québec, 2003-2007

Pays	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
États-Unis	42,6	42,7	38,6	41,9	39,3
France	10,8	9,4	10,6	8,4	12,0
Québec	24,7	29,6	43,3	24,2	23,6
Canada[1]	6,2	9,2	7,9	7,5	6,0
Autres	7,6	12,9	7,0	9,1	8,6
Tous les pays	**27,8**	**28,4**	**24,9**	**25,8**	**25,1**

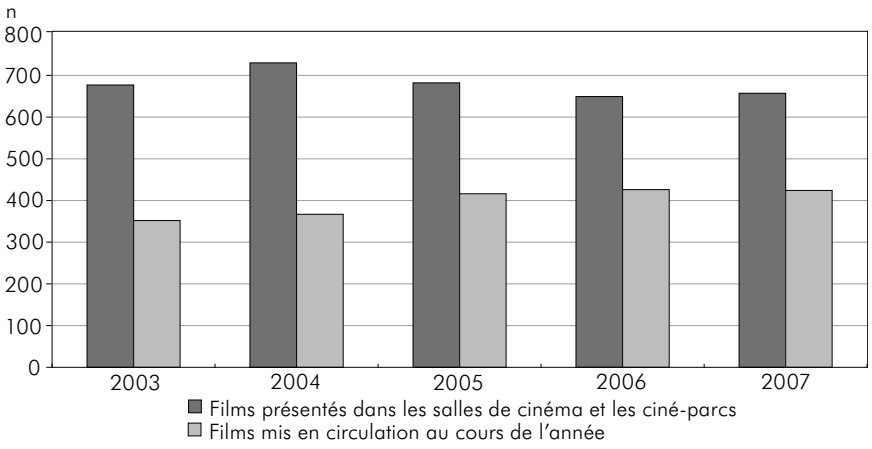
1. À l'exception du Québec.
Source : Régie du cinéma.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.4
Nombre moyen de copies par film destinées aux cinémas et ciné-parcs selon le pays d'origine, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 4.5
Films distribués au cours de l'année et films projetés dans les cinémas et ciné-parcs, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.

eu 23,6 copies par film québécois, 12,0 copies par film français, 6,0 copies par film provenant des autres provinces canadiennes et, enfin, 8,6 copies par film d'une autre origine (tableau 4.5). Rappelons que le nombre moyen de copies par film, concernant l'ensemble des films, était de 25,1 en 2007.

L'année 2007 marque donc un certain recul des productions québécoises, puisque en 2006, le nombre moyen de copies par film québécois était de 24,2. Rappelons que ce nombre a atteint le record de 43,3 copies en 2004, la seule année où ce paramètre a été supérieur à celui des films états-uniens.

Cette répartition n'est évidemment pas stable dans le temps et la comparaison des taux de croissance annuel moyens durant la période 2003-2007 révèle des mouvements importants dans l'offre de films sur le marché québécois. Le taux de croissance annuel moyen du nombre moyen de copies par film états-unien est de – 2,0 %, soit un taux semblable à celui de l'ensemble des films, qui est de – 2,5 %. Le recul des films québécois en 2007 se confirme aussi en ce qui concerne le taux de croissance du nombre moyen de copies par film, puisque celui-ci est demeuré négatif au cours de la période 2003-2007, soit – 1,1 %. Les films canadiens présentent un taux de – 0,6 %, celui des films français est de 2,7 % et celui des films d'une autre origine est de 3,1 %.

LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LES PAYS

De 2003 à 2007, 52 240 copies de films ont été mises en circulation au Québec (tableau 4.6). En 2007 seulement, ce nombre s'élevait à 10 648, tandis qu'il était de 9 791 en 2003, ce qui équivaut à un taux de croissance annuel moyen de 2,1 %. Ce taux est de 4,4 % pour la période 2002-2006.

Les films états-uniens constituent la plus grande part des copies de films mises en circulation au cours de l'année, soit 74,5 % en 2007. Il s'agit d'un recul de 2,8 points de pourcentage par rapport à 2006. Depuis 5 ans, cette part est de 75,5 % en moyenne et le taux de croissance annuel moyen du nombre de copies de films états-uniens, qui est nul, est donc inférieur à celui de l'ensemble des pays au cours de cette période.

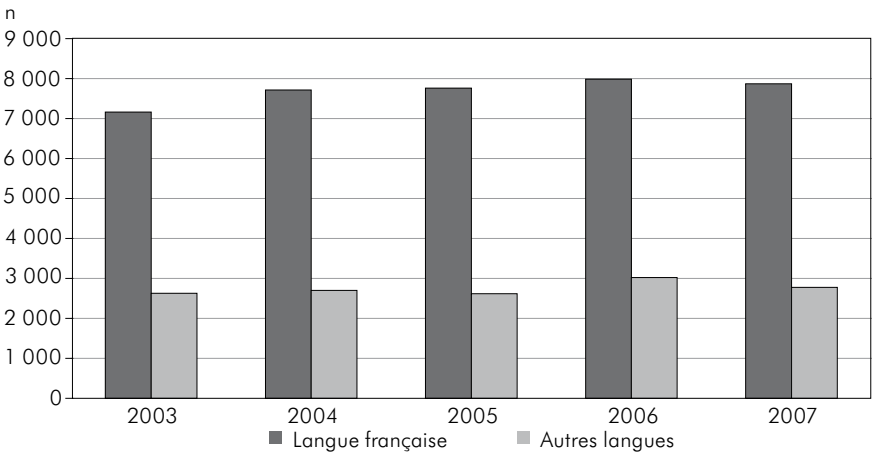
En 2007, le nombre de copies de films québécois a grimpé de 18,8 % et a poussé son taux de croissance annuel moyen à 11,4 % de 2003 à 2007. La part des productions québécoises dans le nombre total de copies est à l'avenant; elle a gagné 1,9 point de pourcentage, passant de 8,1 % à 10,0 %. Ce sont les copies de films provenant des autres provinces canadiennes qui obtiennent la plus faible part, soit 1,4 % en 2007; il s'agit d'une baisse par rapport à 2003, alors que cette part était de 1,6 %. Toutefois, le faible nombre de copies d'origine canadienne (sans le Québec) mises en circulation annuellement ne permet pas de dégager de conclusion quant à une éventuelle tendance.

Le nombre de copies de films d'origine française mises en circulation au Québec a augmenté en 2007 en atteignant un total de 707 copies. Ce nombre s'élevait à 586 copies en 2006. Leur part dans l'ensemble (6,6 %) a donc dépassé celle des 624 copies de 2005, équivalant à 6,0 %. La part des copies de toute autre origine (804 copies) est restée stable en 2006, passant de 7,7 % en 2006 à 7,6 % en 2007. Le taux de croissance supérieur de ces copies (14,9 %) en 2003-2007 est attribuable au faible nombre de copies distribuées en 2003, soit 461.

LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LA LANGUE

Le nombre de copies de films en français mises en circulation au cours de l'année a augmenté en moyenne de 2,4 % par année, de 2003 à 2007, tandis que le nombre de copies de films dans une autre langue a crû de 1,4 % par année au cours de la même période (tableau 4.6). De 2003 à 2007, l'écart s'est élargi régulièrement entre le nombre de copies en français et le nombre de copies dans une autre langue, soit 2,9 % en moyenne annuellement. Par exemple, en 2003, on comptait 7 163 copies en français et 2 628 copies dans une autre langue – un écart de 4 535 copies – tandis qu'en 2007, on en comptait respectivement 7 871 (73,2 %) et 2 777 (73,9 %), soit un écart de 5 094 copies.

Figure 4.6
Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs selon la langue, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.

Tableau 4.6
Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la langue[1], Québec, 2003-2007

Pays	2003		2004		2005		2006		2007	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	**7 929**	**81,0**	**7 601**	**73,0**	**7 453**	**71,8**	**8 508**	**77,3**	**7 929**	**74,5**
Langue française	5 605	70,7	5 319	70,0	5 318	71,4	6 036	70,9	5 599	70,6
Autres langues	2 324	29,3	2 282	30,0	2 135	28,6	2 472	29,1	2 330	29,4
France	**549**	**5,6**	**462**	**4,4**	**624**	**6,0**	**586**	**5,3**	**707**	**6,6**
Langue française	522	95,1	432	93,5	557	89,3	567	96,8	673	95,2
Autres langues	27	4,9	30	6,5	67	10,7	19	3,2	34	4,8
Québec	**691**	**7,1**	**1 182**	**11,3**	**1 343**	**12,9**	**895**	**8,1**	**1 063**	**10,0**
Langue française	649	93,9	1 166	98,6	1 327	98,8	741	82,8	1 014	95,4
Autres langues	42	6,1	16	1,4	16	1,2	154	17,2	49	4,6
Canada[2]	**161**	**1,6**	**304**	**2,9**	**212**	**2,0**	**166**	**1,5**	**145**	**1,4**
Langue française	112	69,6	218	71,7	146	68,9	100	60,2	93	64,1
Autres langues	49	30,4	86	28,3	66	31,1	66	39,8	52	35,9
Autres	**461**	**4,7**	**867**	**8,3**	**747**	**7,2**	**851**	**7,7**	**804**	**7,6**
Langue française	275	59,7	579	66,8	413	55,3	541	63,6	492	61,2
Autres langues	186	40,3	288	33,2	334	44,7	310	36,4	312	38,8
Total	**9 791**	**100,0**	**10 416**	**100,0**	**10 379**	**100,0**	**11 006**	**100,0**	**10 648**	**100,0**
Langue française	**7 163**	**73,2**	**7 714**	**74,1**	**7 761**	**74,8**	**7 985**	**72,6**	**7 871**	**73,9**
Autres langues	**2 628**	**26,8**	**2 702**	**25,9**	**2 618**	**25,2**	**3 021**	**27,4**	**2 777**	**26,1**

1. La catégorie « Autres langues » comprend les films en anglais, les films dans une autre langue que le français ou l'anglais et les films sous-titrés.
2. À l'exception du Québec.

Source : Régie du cinéma.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

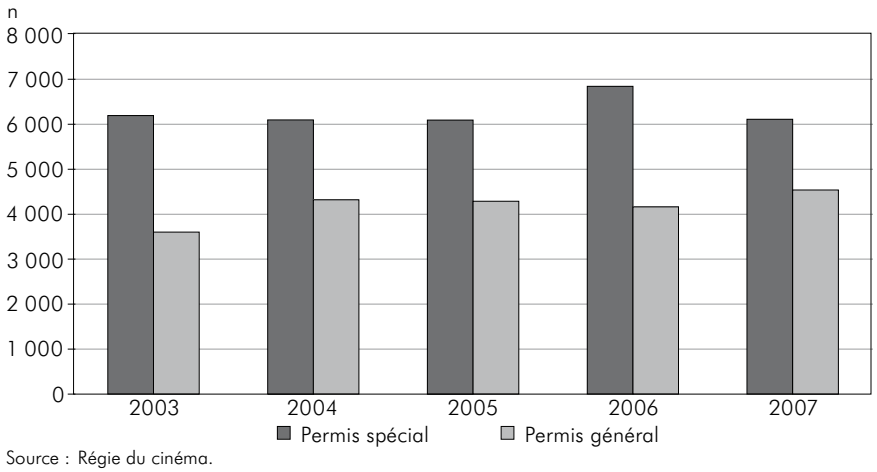
LA RÉPARTITION DES COPIES DE FILMS SELON LA CATÉGORIE DE DISTRIBUTEURS

Comme nous l'avons expliqué au début du présent chapitre, la Loi sur le cinéma encadre la distribution des films au Québec. Comme on pouvait s'y attendre, la répartition des copies de films selon la catégorie reflète cet encadrement. Ainsi, les détenteurs de permis spécial ont distribué en moyenne 59,9 % des copies de films au cours des 5 dernières années (tableau 4.7). En 2007 cependant, cette proportion était de 57,4 %, tandis qu'elle était de 63,2 % en 2003. La répartition des copies de films entre les deux catégories de distributeurs varie peu d'une année à l'autre.

Les copies de films états-uniens sont distribuées pour la plupart par les titulaires de permis spécial, soit 71,4 % en 2007 et une moyenne de 74,3 % au cours de la période 2003-2007. Il semble que l'année 2003 marque le début de nouvelles façons de faire de la part des distributeurs titulaires de permis spécial, puisque leur part dans la distribution de films états-uniens a augmenté de 7,7 points de pourcentage au cours de cette seule année et que cette hausse s'est maintenue jusqu'en 2006. L'année 2007 indique donc un certain recul de la part des détenteurs de permis spécial. Les copies de films français, québécois et canadiens ont été distribuées le plus souvent par les titulaires de permis général. Les films d'autres pays distribués par des titulaires de permis spécial sont des films provenant de pays anglo-saxons et dont les droits mondiaux de distribution ont été acquis par ces distributeurs.

Figure 4.7

Nombre de copies de films destinées aux cinémas et ciné-parcs, selon la catégorie de distributeurs, Québec, 2003-2007



Source : Régie du cinéma.

Tableau 4.7

Nombre de copies de films distribuées aux cinémas et ciné-parcs, selon le pays d'origine des films et la catégorie de distributeur[1], Québec, 2003-2007

Pays	2003		2004		2005		2006		2007	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	**7 929**	**81,0**	**7 601**	**73,0**	**7 453**	**71,8**	**8 508**	**77,3**	**7 929**	**74,5**
Permis spécial	5 973	75,3	5 583	73,5	5 679	76,2	6 454	75,9	5 665	71,4
Permis général	1 956	24,7	2 018	26,5	1 774	23,8	2 054	24,1	2 264	28,6
France	**549**	**5,6**	**462**	**4,4**	**624**	**6,0**	**586**	**5,3**	**707**	**6,6**
Permis spécial	–	–	57	12,3	89	14,3	–	–	64	9,1
Permis général	549	100,0	405	87,7	535	85,7	586	100,0	643	90,9
Québec	**691**	**7,1**	**1 182**	**11,3**	**1 343**	**12,9**	**895**	**8,1**	**1 063**	**10,0**
Permis spécial	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Permis général	691	100,0	1 182	100,0	1 343	100,0	895	100,0	1 063	100,0
Canada[2]	**161**	**1,6**	**304**	**2,9**	**212**	**2,0**	**166**	**1,5**	**145**	**1,4**
Permis spécial	–	–	–	–	38	17,9	–	–	–	–
Permis général	161	100,0	304	100,0	174	82,1	166	100,0	145	100,0
Autres	**461**	**4,7**	**867**	**8,3**	**747**	**7,2**	**851**	**7,7**	**804**	**7,6**
Permis spécial	218	47,3	457	52,7	287	38,4	388	45,6	381	47,4
Permis général	143	52,7	410	47,3	460	61,6	463	54,4	423	52,6
Total	**9 791**	**100,0**	**10 416**	**100,0**	**10 379**	**100,0**	**11 006**	**100,0**	**10 648**	**100,0**
Permis spécial	**6 191**	**63,2**	**6 097**	**58,5**	**6 093**	**58,7**	**6 842**	**62,2**	**6 110**	**57,4**
Permis général	**3 600**	**36,8**	**4 319**	**41,5**	**4 286**	**41,3**	**4 164**	**37,8**	**4 538**	**42,6**

1. Seule une entreprise québécoise peut être titulaire d'un permis général de distributeur.
2. À l'exception du Québec.

Source : Régie du cinéma.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Ce sont les films provenant d'une autre origine qui affichent les plus grandes variations dans la répartition du nombre de copies selon la catégorie de permis. Par exemple, en 2003, 52,7 % des copies de ces films étaient mises en circulation par les titulaires de permis général, tandis qu'en 2004, cette part grimpait à 47,3 %; elle a été de 61,6 % en 2005 et de 54,4 % en 2006. Dans cette catégorie, qui regroupe un petit nombre de copies de films provenant de nombreux pays, il est normal que la répartition selon la catégorie de permis de distributeur varie beaucoup, puisque les majors ont des structures de production dans plusieurs pays et qu'ils détiennent des droits mondiaux de distribution.

Tableau 4.8
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007

Pays	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
États-Unis	377	409	353	343	364
France	101	89	88	96	87
Québec	42	61	47	43	55
Canada[1]	39	41	41	33	35
Autres	118	130	153	134	116
Total	**677**	**730**	**682**	**649**	**657**

1. À l'exception du Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Tableau 4.9
Nombre de nouveautés présentées dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007

Pays	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
États-Unis	186	178	193	203	202
France	51	49	59	70	59
Québec	28	40	31	37	45
Canada[1]	26	33	27	22	24
Autres	61	67	106	94	94
Total	**352**	**367**	**416**	**426**	**424**

1. À l'exception du Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec

LA PART DES NOUVEAUTÉS DANS L'ENSEMBLE DES FILMS EN EXPLOITATION

Parmi les 677 films en exploitation dans les cinémas et les ciné-parcs au Québec en 2003, on comptait 352 nouveautés, soit 52,0 % de tous les films, tandis qu'en 2007, cette proportion s'est élevée à 64,5 %, soit 424 nouveautés parmi les 657 films en exploitation au cours de la même année (tableaux 4.8 et 4.9 et figure 4.7). Cette part de plus en plus grande des nouveautés dans l'offre cinématographique se traduit également par des taux de croissance opposés. En effet, le taux de croissance annuelle moyen de l'ensemble des titres de films en exploitation a été de – 0,7 % pour la période 2003-2007, donc une décroissance, tandis que celui des nouveautés a atteint 4,8 %.

Ce phénomène pourrait indiquer que, depuis 2003, l'industrie cinématographique arrive à maintenir sa situation en raison de la production et de la mise en circulation plus fréquente de nouveautés et, conséquemment, d'une durée de vie à l'écran écourtée, bien que cet aspect soit difficile à mesurer.

Toutefois, la légère augmentation du nombre de films en exploitation en 2007, par rapport à 2006, semble avoir contribué à ralentir cette tendance et fait passer la part des nouveautés de 65,6 % à 64,5 %. À l'exception des États-Unis (21 films de plus) et du Canada (2 films de plus), tous les pays ont vu le nombre de leurs films diminuer, la Grande-Bretagne enregistrant la plus forte baisse, soit 12 films de moins qu'en 2006. L'offre québécoise a bondi de 27,9 %, tandis que la France présentait 9 films de moins qu'en 2006 (– 9,4 %) et que le nombre de films provenant d'autres pays baissait de 6,5 %. Rappelons que l'offre globale, c'est-à-dire tous les films mis en circulation en 2007, a grimpé de 1,2 % par rapport à 2006.

Du côté des nouveautés, l'offre québécoise est passée de 37 à 45 films, soit une hausse de 21,6 % par rapport à 2006, ce qui représente une augmentation appréciable quand on constate que le nombre total de nouveautés a décru de 0,5 %. Les nouveautés françaises et états-uniennes ont

L'Âge des ténèbres,
Denys Arcand
Photo: Philippe Bossé, Jan Thijs

baissé respectivement de 0,5 % et 15,7 %, tandis que les nouveautés canadiennes ont grimpé de 9,1 % et que le nombre de nouveautés provenant des autres pays est resté identique, soit 94.

Le taux de croissance annuelle moyen global des nouveautés de 4,8 %, de 2003 à 2007, est également positif concernant tous les pays, à l'exception du Canada (– 2,0 %). Celui des films états-uniens est de 2,1 %, celui des films français, de 3,7 %, celui des films québécois, de 12,6 % et celui de l'ensemble des autres pays, de 11,4 %.

Par ailleurs, au-delà du nombre moyen de copies par titre de film, il faut souligner l'étonnante étendue de cette distribution où l'on compte pas moins de 96 films ayant une seule copie mise en circulation en 2007, tandis que 233 copies du film *Spider-Man 3* ont été diffusées la même année. Parmi ces 96 films, on remarque 29 films états-uniens, 17 films indiens, 14 films canadiens et 7 films québécois.

En 2007, les films comportant le plus grand nombre de copies sont surtout des films états-uniens, mais on remarque 2 films québécois parmi ceux qui comptent 100 copies ou plus. Il s'agit de *Nitro* (125 copies) et de *Les 3 p'tits cochons* (103 copies). Outre *Spider-Man 3*, les films pour lesquels le plus grand nombre de copies a été distribué sont *Shrek le troisième* (208 copies), *Pirates des Caraïbes : Jusqu'au bout du monde* (206 copies) et *Harry Potter et l'Ordre du Phénix* (194 copies).

Contre toute espérence,
Bernard Émond

CHAPITRE 5

L'INFRASTRUCTURE D'EXPLOITATION

Benoit Allaire et Annie Cloutier

Up the Yangtze,
Yung Chang

Alors qu'en 2006, l'infrastructure cinématographique connaissait une augmentation du nombre de cinémas, donc aussi d'écrans, mettant ainsi fin à une période de stagnation qui durait depuis 2001, l'année 2007 affiche un recul relativement au nombre de salles et de cinémas, mais contrairement à 2006, l'année 2007 affiche un regain du taux d'occupation des cinémas.

LES PERMIS D'EXPLOITATION

En vertu de la Loi sur le cinéma en vigueur au Québec, la Régie du cinéma a pour mandat de délivrer les permis d'exploitation des lieux publics de présentation de films. Il existe trois catégories de permis : salle de cinéma, ciné-parc et lieu polyvalent. Par exemple, un musée qui diffuse un film lors d'une exposition est considéré comme un lieu polyvalent selon la Régie du cinéma, et il lui faut obtenir un permis d'exploitation. Quelle que soit la nature du lieu de présentation, un permis est nécessaire pour chaque écran lorsque la projection est faite dans un lieu public.

Au 31 décembre 2007, la Régie du cinéma avait délivré 993 permis à 295 établissements pour l'année en cours, soit une moyenne de 3,4 permis par établissement. Par rapport à la même date en 2006, le nombre de cinémas a baissé de 4,5 %, passant de 132 à 126, ce qui explique en partie la diminution de 1,7 % du nombre d'établissements, passé de 300 en 2006 à 295 en 2007. Par ailleurs, on observe, pour une quatrième année consécutive, un plus grand nombre de lieux polyvalents que de cinémas. Aussi, le nombre de permis délivrés à l'ensemble des établissements a diminué de 3,6 %, passant de 1 030 en 2006 à 993 en 2007. Cette baisse s'explique par la diminution du nombre de permis destinés aux cinémas : 802 permis ont été délivrés en 2007 comparativement à 839 en 2006, ce qui représente une baisse de 4,4 %. Quant aux ciné-parcs et aux salles polyvalentes, le même nombre de permis a été délivré en 2007 qu'en 2006, soit respectivement 29 et 162.

Sur la période de 2003 à 2007, on a remarqué une augmentation du nombre de permis par cinéma, qui était de 5,9 permis en moyenne en 2003 et qui est passé à 6,4 permis par cinéma en 2007, soit la même moyenne qu'en 2006. Pour la même période, on dénombre environ 2 permis par ciné-parc et 1 par lieu polyvalent. Par ailleurs, sur la période de 2003 à 2007, le nombre d'établissements a augmenté de 0,4 % en moyenne annuellement. La croissance est due exclusivement à l'augmentation annuelle moyenne des lieux polyvalents (3,3 %), puisque le nombre de

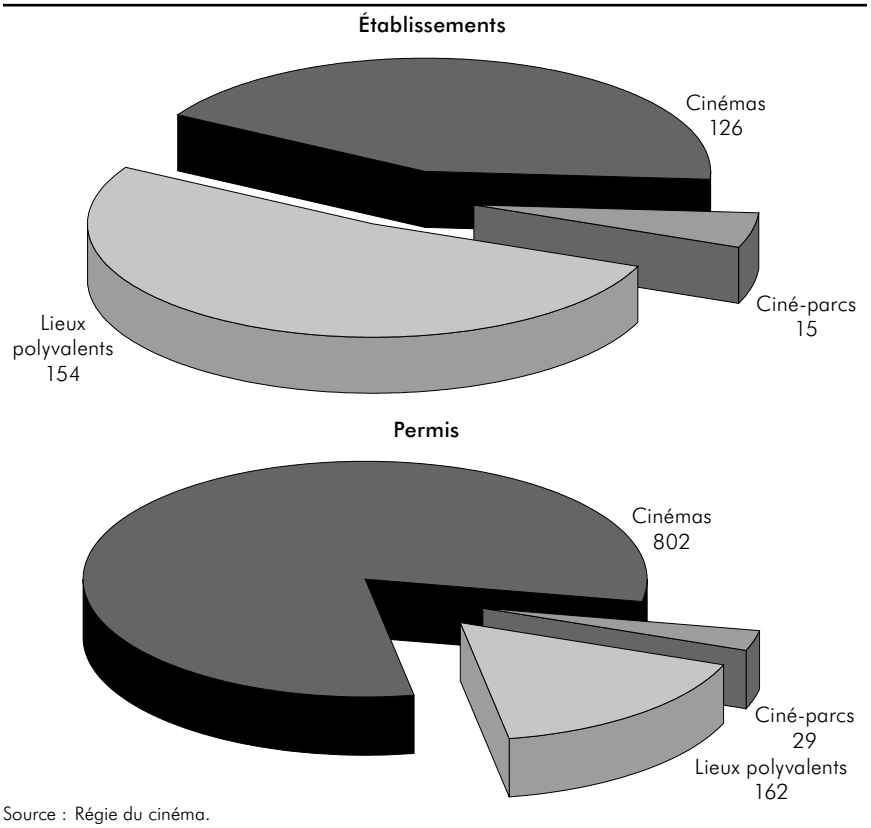
cinémas et de ciné-parcs a connu une baisse annuelle moyenne de 2,2 % et 3,1 % respectivement. Pendant ce temps, le nombre de permis est resté stable étant donné les baisses annuelles moyennes de 0,5 % des permis destinés aux cinémas et une diminution de 5,9 % de ceux délivrés aux ciné-parcs. Par contre, les permis délivrés aux lieux polyvalents ont, quant à eux, augmenté de 3,9 % annuellement sur la période de 2003 à 2007.

Tableau 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 2003-2007, au 31 décembre

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Établissements	**290**	**296**	**288**	**300**	**295**
Cinémas	138	135	129	132	126
Ciné-parcs	17	17	17	15	15
Lieux polyvalents	135	144	142	153	154
Permis	**994**	**1 006**	**1 001**	**1 030**	**993**
Cinémas	818	818	819	839	802
Ciné-parcs	37	37	34	29	29
Lieux polyvalents	139	151	148	162	162

Source : Régie du cinéma.

Figure 5.1
Nombre d'établissements et de permis selon la catégorie d'établissement, Québec, 31 décembre 2007



Source : Régie du cinéma.

Note : La suite du présent ouvrage ne retiendra plus les lieux d'exploitation polyvalents, puisque leur activité principale n'est pas la présentation de films en public. Ainsi, à moins d'avis contraire, seuls les cinémas et les ciné-parcs seront pris en compte.

LES PROPRIÉTAIRES D'ÉTABLISSEMENTS

L'acquisition des cinémas Famous Players par Cinéplex, en 2005, a radicalement modifié le portrait de la propriété des établissements cinématographiques, au point qu'il n'était plus possible de procéder à une simple mise à jour de nos données concernant les propriétaires de cinémas et de ciné-parcs. Tout comme dans l'édition 2007 de Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, au lieu de regrouper les établissements selon leur propriétaire, nous l'avons fait selon leur appartenance ou leur participation à un réseau. Ces regroupements ont l'avantage de mieux décrire la réalité des cinémas indépendants tout en montrant l'importance de la chaîne Cinéplex au Québec. Évidemment, les comparaisons avec les données des années antérieures sont impossibles.

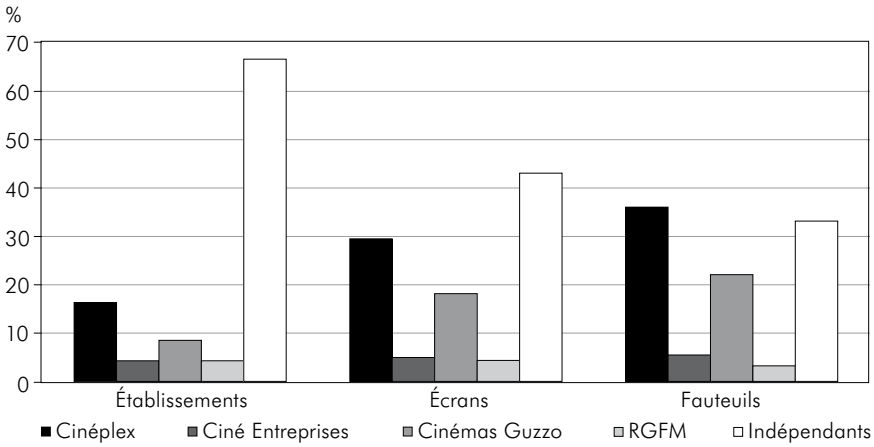
À titre illustratif, mentionnons qu'en 2007, dans la région de Montréal, Cinéplex possédait 28,1 % des cinémas en activité et 40,6 % des écrans. Dans la région de Québec, l'entreprise possédait 44,4 % des cinémas et 80,0 % des écrans. Dans les autres régions du Québec, la chaîne détenait 10,6 % des cinémas en activité et 20,1 % des salles se trouvaient dans ses établissements. On remarque donc une grande importance de la chaîne dans les grands centres et une plus grande importance des cinémas indépendants dans les régions périphériques du Québec.

En 2007, les cinémas et les ciné-parcs indépendants comptaient 94 établissements, soit 66,7 % de tous les établissements cinématographiques. Toutefois, leur part du nombre d'écrans ne s'élevait qu'à 43,1 % et 33,2 % respectivement du nombre de fauteuils de cinéma, une part un peu moins importante que celle de Cinéplex, qui en possédait 36,1 %.

Les cinémas indépendants sont surtout des établissements dont le nombre d'écrans est restreint et les salles, de petite taille. Ainsi, on y compte en moyenne seulement 154 fauteuils par écran, tandis que les cinémas Cinéplex et Guzzo en ont respectivement 231 et 228. Le réseau Ciné Entreprises compte 208 fauteuils par écran et les cinémas RGFM en comptent 161.

Figure 5.2

Répartition des établissements, des écrans et des fauteuils[1] des cinémas et ciné-parcs selon le réseau, Québec, 2007



1. Les fauteuils ne se rapportent qu'aux cinémas.
2. Comprend les établissements appartenant à Cinéplex et Fortune.
3. Comprend un établissement appartenant à la chaîne AMC.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 5.2

Répartition des établissements[1], des écrans et des fauteuils selon le réseau de cinémas, pour certaines régions administratives, Québec, 2007

	Cinéplex[2]		Ciné Entreprises		Cinéma Guzzo		RGFM		Indépendants[3]		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Le Québec												
Cinémas												
Établissements	22	17,5	6	4,8	12	9,5	4	3,2	82	65,1	126	100,0
Écrans	243	30,3	41	5,1	151	18,8	31	3,9	336	41,9	802	100,0
Fauteuils	56 137	36,1	8 507	5,5	34 398	22,1	4 997	3,2	51 649	33,2	155 688	100,0
Ratio écrans / établissement	11		7		13		8		4		6	
Montréal												
Cinémas												
Établissements	9	28,1	–	–	6	18,8	–	–	17	53,1	32	100,0
Écrans	97	40,6	–	–	67	28,0	–	–	75	31,4	239	100,0
Fauteuils	24 822	49,0	–	–	14 872	29,4	–	–	10 915	21,6	50 609	100,0
Ratio écrans / établissement	11		–		11		–		4		7	
Capitale-Nationale												
Cinémas												
Établissements	4	44,4	–	–	–	–	–	–	5	55,6	9	100,0
Écrans	44	80,0	–	–	–	–	–	–	11	20,0	55	100,0
Fauteuils	11 293	86,4	–	–	–	–	–	–	1 785	13,6	13 078	100,0
Ratio écrans / établissement	11		–		–		–		2		6	
Autres régions												
Cinémas												
Établissements	9	10,6	6	7,1	6	7,1	4	4,7	60	70,6	85	100,0
Écrans	102	20,1	41	8,1	84	16,5	31	6,1	250	49,2	508	100,0
Fauteuils	20 022	21,8	8 507	9,2	19 526	21,2	4 997	5,4	38 949	42,3	92 001	100,0
Ratio écrans / établissement	11		7		14		8		4		6	

1. Établissements ayant un permis valide au 31 décembre 2007.
2. Comprend les établissements appartenant à Cinéplex et Fortune.
3. Comprend un établissement appartenant à la chaîne AMC.

Source : Régie du cinéma.

De plus, la répartition du nombre d'écrans par établissement révèle 2 classes d'établissements selon les réseaux. Les cinémas Cinéplex et Guzzo présentent un portrait similaire, ayant respectivement 11 et 13 écrans par cinéma, tandis que les cinémas indépendants ont en moyenne 4 écrans. Les cinémas RGFM et Ciné Entreprises présentent une structure semblable, soit respectivement 8 et 7 écrans par cinéma.

Tableau 5.3

Répartition des établissements selon le nombre d'écrans[1] en activité, Québec, au 31 janvier 2008

Nombre d'écrans	Cinémas	Ciné-parcs	Cinémas et ciné-parcs	
	n		n	%
1	23	4	27	20,3
2	11	8	19	14,3
3	13	1	14	10,5
4	8	–	8	6,0
5	6	1	7	5,3
6	8	–	8	6,0
7	7	–	7	5,3
8	11	–	11	8,3
9	4	–	4	3,0
10	5	–	5	3,8
11	1	–	1	0,8
12	3	–	3	2,3
13	1	–	1	0,8
14	5	–	5	3,8
16	7	–	7	5,3
17	2	–	2	1,5
18	3	–	3	2,3
22	1	–	1	0,8
Total	**119**	**14**	**133**	**100,0**

1. Le nombre d'écrans en activité peut être moindre que le nombre de permis en vigueur et, par conséquent, le nombre d'établissements aussi.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Pour l'année 2007, Cinéplex compte 18 écrans de moins qu'en 2006, soit un total de 245, et les cinémas indépendants en comptent 19 de moins, soit 358 écrans. Pour ce qui est des cinémas Guzzo, RGFM, Ciné Entreprise, on dénombre la même quantité d'écrans qu'en 2006, soit respectivement 151, 36 et 41 écrans.

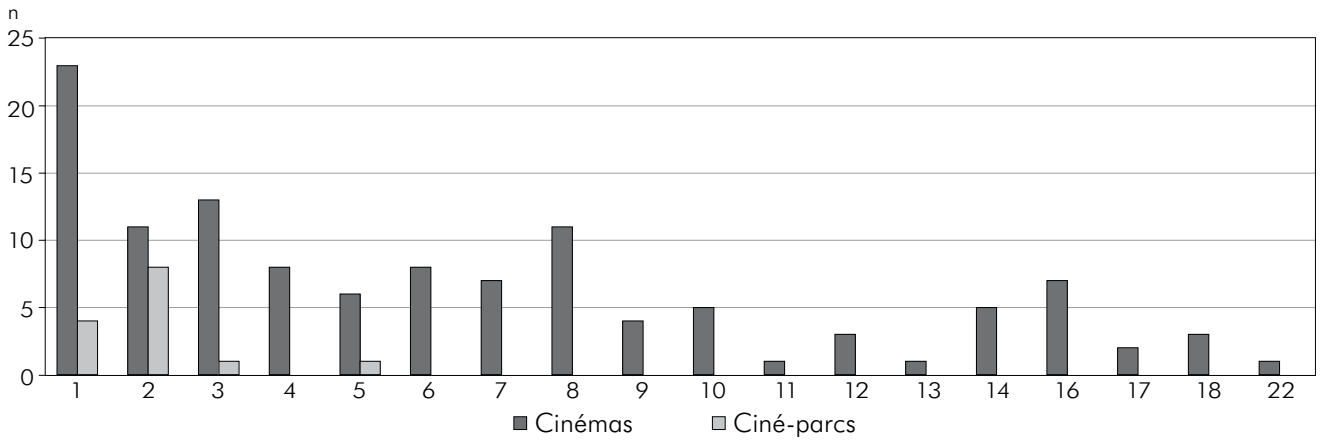
COMPLEXES MULTISALLES

Considérant le nombre total d'établissements en activité au 31 janvier 2008, on dénombre 4 cinémas de moins qu'au 31 janvier 2007, soit un total de 119 (tableau 5.3). En effet, le nombre de cinémas comptant moins de 8 écrans est passé de 78 à 76 et les cinémas de 8 écrans et plus sont passé de 45 à 43. Quant aux ciné-parcs, on en dénombre 14 en janvier 2008, soit 1 de moins que l'année précédente à pareille date.

Considérant l'ensemble des cinémas en activité, ceux comportant 8 écrans et plus représentent 36,1 % des cinémas, mais représentent une proportion de 68,4 % des écrans, une proportion semblable à celle affichée en 2007 (68,9 %). Quant aux cinémas de moins de 8 écrans, ils représentent

Figure 5.3

Cinémas et ciné-parcs selon le nombre d'écrans en activité, Québec, 31 janvier 2008



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

63,9 % des cinémas, mais 31,6 % des écrans. On remarque ainsi que la plupart des écrans sont concentrés dans les plus gros complexes cinématographiques. De plus, on remarque que les cinémas ayant 16 écrans et plus représentent 10,9 % des cinémas en activité, mais comportent 28,9 % des écrans. Les cinémas de 3 écrans et moins représentent 39,5 % des cinémas en activité, mais comptent 10,9 % des écrans.

LES CINÉMAS ET LES CINÉ-PARCS

Comparativement au nombre de permis, dont les données sont compilées au 31 décembre de chaque année, le nombre moyen d'établissements en activité (moyenne des 12 mois de l'année) révèle un portrait plus juste du développement réel de l'infrastructure cinématographique. Ainsi, on remarque une diminution du nombre moyen de cinémas et de ciné-parcs, qui passe de 127 établissements en 2006 à 125 en 2007. Cela s'explique par la diminution du nombre de cinémas (de 115 à 114) et par la baisse du nombre de ciné-parcs (de 12 à 11). Quant au nombre moyen d'écrans dans les cinémas et les ciné-parcs, il a connu une baisse de 2,5 %, soit 20 écrans, passant de 808 en 2006 à 788 en 2007. Encore une fois, l'explication vient d'une diminution du nombre d'écrans dans les cinémas (783 à 766) et dans les ciné-parcs, qui est passé de 25 à 22, pour la même période.

Concernant les cinémas, on observe que le taux de croissance annuel moyen (TCAM) du nombre d'écrans pour la période 2003-2007 est de 0,8 %. Rappelons qu'en 2006, on observait une importante augmentation (4,5 %) du nombre moyen d'écrans, ce qui représentait une brusque

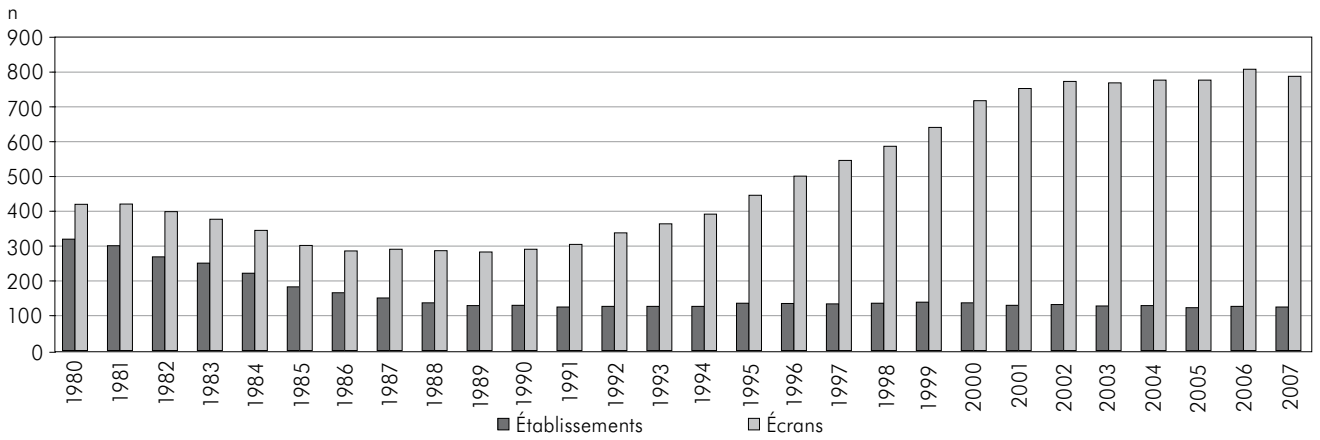
Tableau 5.4
Nombre annuel moyen[1] d'établissements, d'écrans et de fauteuils, Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Cinémas et ciné-parcs					
Établissements	128	129	123	127	125
Écrans	769	777	777	808	788
Écrans par établissement	6,0	6,0	6,3	6,4	6,3
Cinémas					
Établissements	115	115	110	115	114
Écrans	742	746	749	783	766
Écrans par établissement	6,5	6,5	6,8	6,8	6,7
Fauteuils (k)	151,5	151,2	150,8	158,2	152,2
Fauteuils par écran	204	203	201	202	199
Ciné-parcs					
Établissements	13	14	13	12	11
Écrans	27	31	28	25	22
Écrans par établissement	2,1	2,2	2,2	2,1	2,0

1. Moyenne des données compilées mensuellement au cours de l'année.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.4
Nombre annuel moyen d'établissements et d'écrans en activité, Québec, 1980-2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

variation, dans le contexte de stabilité de l'infrastructure, qui avait cours depuis le début des années 2000. En effet, on peut distinguer 4 périodes bien distinctes quant à la croissance du nombre d'écrans au Québec. Tout d'abord, on a observé une première période caractérisée par un déclin prononcé de 1980 à 1986 (TCAM de – 6,2 %). Ensuite, on a observé une seconde période relativement stable qui s'étend de 1986 à 1990 (TCAM de 0,4 %), qui est elle-même suivie d'une longue période de forte croissance débutant en 1990 et se terminant en 2002 (TCAM de 8,5 %).

LE NOMBRE MOYEN D'ÉCRANS PAR CINÉMA ET LE NOMBRE DE FAUTEUILS PAR SALLE

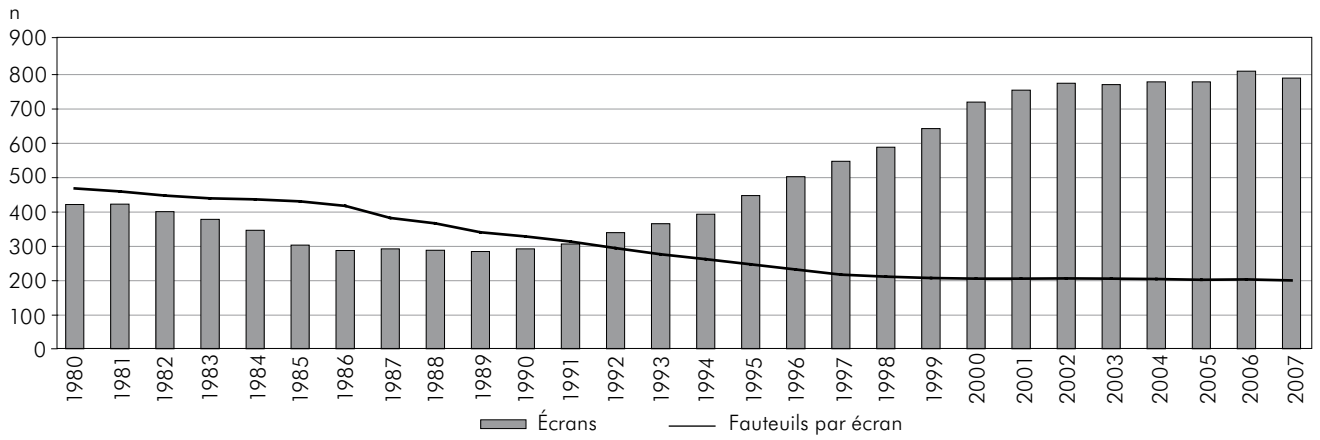
Pour l'année 2007, qui a connu une diminution du nombre de cinémas, on remarque également une baisse de 2,3 % du nombre d'écrans dans les cinémas. Le nombre moyen d'écrans par cinéma a légèrement diminué de

Tableau 5.5
Nombre total de salles de cinéma et de fauteuils, Québec, 1985-2007

	Salles de cinéma	Fauteuils	Fauteuils par salle
	n	k	n
1985	248	106,5	429
1986	229	95,3	416
1987	243	92,6	381
1988	246	89,9	365
1989	247	83,8	339
1990	250	81,8	327
1991	267	83,4	312
1992	301	88,1	293
1993	323	88,9	275
1994	349	91,1	261
1995	403	99,3	246
1996	463	107,1	231
1997	509	109,9	216
1998	547	115,0	210
1999	602	124,0	206
2000	683	139,3	204
2001	722	146,9	204
2002	743	152,3	205
2003	742	151,5	204
2004	746	151,2	203
2005	749	150,8	201
2006	783	158,2	202
2007	766	152,2	199

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.5
Nombre annuel moyen d'écrans de cinéma et de fauteuils par écran, Québec, 1980-2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

2006 à 2007, passant de 6,8 à 6,7 écrans en 2007. Comparativement à 2003, où l'on comptait 6,5 écrans en moyenne par cinéma, il s'agit d'une hausse de 4,1 %. Le taux de croissance annuel moyen du nombre d'écrans par cinéma pendant la période 2003-2007 est de 1,0 % et pour les ciné-parcs, ce même taux est de – 0,9 %. Le nombre moyen d'écrans par ciné-parc est resté stable en 2007, passant de 2,1 en 2006 à 2,0.

Bien que la tendance ait été lourde relativement à la réduction de la taille des salles de cinéma durant les années 1980 et 1990, le nombre de fauteuils par écran est maintenant stabilisé. En effet, de 1980 à 1998, le nombre de fauteuils par écran diminuait en moyenne de 4,3 % annuellement. Pendant la période 1998-2007, il a fléchi d'à peine 0,6 % annuellement. En 2007, le nombre de fauteuils par écran était de 199, comparativement à 202 en 2006.

LE TAUX D'OCCUPATION SELON LE NOMBRE D'ÉCRANS

Alors qu'en 2006 les cinémas ont connu une baisse de leur taux d'occupation (1,4 point), en 2007 on observe une hausse de 0,4 point de pourcentage de ce taux, qui s'établit ainsi à 12,2 %. Toutefois, les cinémas comptant un seul écran ont vu leur taux d'occupation diminuer de 0,8 point (de 9,3 % à 8,7 %), tandis que celui des cinémas ayant de 4 à 6 écrans est resté stable à 11,2 %. Si le nombre d'écrans influence en partie le taux d'occupation des cinémas, les cinémas ayant un plus grand nombre d'écrans présentent effectivement un taux supérieur à celui des petits cinémas depuis le début de cette série statistique (2001).

Les cinémas affichant le plus haut taux d'occupation sont ceux qui comptent plus de 10 écrans, présentant un taux d'occupation de 12,5 %. Exception à la règle, sur la période 2003-2007, les cinémas comptant 2 ou 3 écrans ont affiché un taux d'occupation moyen de 13,5 %, tandis que celui de l'ensemble des cinémas est de 13,2 % pour la même période. Ces cinémas, qui ont toujours eu un taux d'occupation supérieur aux autres de 2001 à 2005, ont connu une baisse notable de ce taux en 2006, soit 4,4 points de pourcentage, affichant un taux de 10,5 %. Ils ont connu un regain en 2007, affichant un taux d'occupation de 11,2 %. Il s'agit toutefois de la deuxième année consécutive où ce taux est inférieur à celui de l'ensemble des cinémas.

Au cours de la période 2003-2007, ce sont les cinémas n'ayant qu'un seul écran qui ont connu la plus faible baisse de leur taux d'occupation, ne perdant que 2,5 points de pourcentage, tandis que le taux d'occupation des cinémas comprenant de 2 à 3 écrans a diminué de 4,5 points, la plus grande part de cette baisse s'étant réalisée en 2006. En moyenne, de 2003 à 2007, les taux d'occupation des cinémas de 7 à 9 écrans et celui des cinémas de 10 écrans et plus ont été respectivement de 13,1 % et 13,5 %.

Ma tante Aline,
Gabriel Pelletier,
Photo: Bertrand Calmeau

Tableau 5.6
Taux d'occupation des cinémas selon le nombre d'écrans, Québec, 2003-2007

Nombre d'écrans	2003	2004	2005	2006	2007
			%		
1 seul écran	11,0	9,9	9,9	9,3	8,5
2-3 écrans	15,7	15,4	14,9	10,5	11,2
4-6 écrans	12,0	11,4	11,3	11,2	11,2
7-9 écrans	14,5	13,6	13,4	11,9	12,2
10 écrans et plus	15,5	14,6	13,5	12,0	12,5
Tous les cinémas	14,8	14,0	13,3	11,8	12,2

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES ÉTABLISSEMENTS ET LES ÉCRANS EN RÉGION

En 2007, certaines régions du Québec ont connu des modifications quant au nombre moyen de cinémas ou d'écrans en activité. Notamment, la région de Montréal compte 22 établissements en 2007, soit 1 de moins qu'en 2006, et 8 écrans de moins, soit un total de 205. La Capitale-Nationale compte 1 établissement de moins, mais 20 écrans en moins, soit un total de 57, ce qui représente une diminution de 26,0 % du nombre d'écrans dans la région. De plus, La Mauricie a perdu 1 établissement et 2 écrans, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-îles-de-la-Madeleine comptent 1 établissement et 1 écran de plus alors que le Nord-du-Québec et Chaudière-Appalaches comptent 1 établissement et 1 écran de moins.

L'évolution, selon les régions, du nombre d'écrans en activité par 100 000 habitants, de 2001 à 2007, montre que le développement des infrastructures a davantage fluctué dans certaines régions périphériques que dans les grands centres. Le développement a connu un ralentissement en 2006, dû aux populations. Ainsi, sur la période de 2003 à 2007, les régions ayant connu des variations plus importantes du nombre d'écrans sont notamment le Nord-du-Québec, qui affiche 2,6 écrans de moins par 100 000 habitants, Laval, qui affichait en 2003 le plus grand nombre d'écrans par 100 000 habitants poursuit sa descente (3,2 écrans de moins), les Laurentides (2,3 écrans de plus) et le Centre du Québec (4,6 salles de plus). Pour sa part, la Capitale-Nationale compte 3,1 écrans de moins. Finalement, c'est la région des Laurentides qui compte le plus grand nombre d'écrans par 100 000 habitants, soit 12,5, et c'est le Nord-du-Québec qui en a le

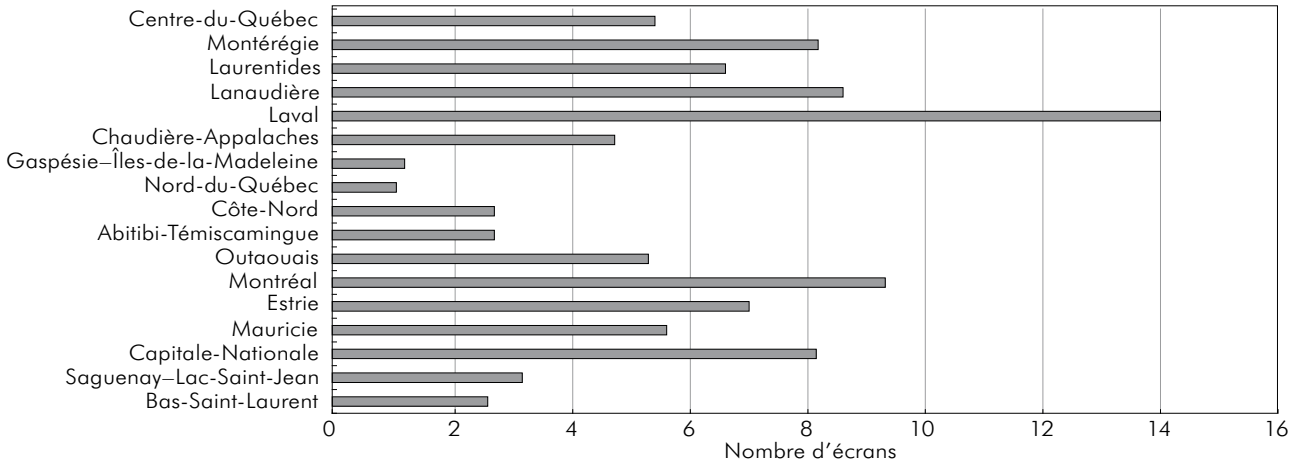
Tableau 5.7
Nombre d'établissements et d'écrans, par région administrative, Québec, 2003-2007

Région administrative	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	8	9	8	8	9
Écrans	20	22	23	22	23
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	7	7	7	7	7
Écrans	22	22	22	22	22
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	8	8	8	8	7
Écrans	76	77	77	77	57
Mauricie					
Établissements en activité	6	6	6	6	5
Écrans	30	30	30	30	28
Estrie					
Établissements en activité	5	5	5	5	5
Écrans	26	30	31	32	35
Montréal					
Établissements en activité	24	24	23	23	22
Écrans	209	209	205	213	205
Outaouais					
Établissements en activité	6	6	6	7	7
Écrans	33	33	33	35	37
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	7	6	6	6	6
Écrans	15	16	16	16	16
Côte-Nord					
Établissements en activité	3	3	3	3	3
Écrans	8	8	8	8	8
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	2	2	2	2	1
Écrans	2	2	2	2	1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	6	7	5	6	7
Écrans	7	8	5	7	8
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	8	8	8	8	7
Écrans	34	34	34	34	33
Laval					
Établissements en activité	5	4	3	3	3
Écrans	51	45	42	42	42
Lanaudière					
Établissements en activité	5	5	5	5	5
Écrans	42	43	43	43	43
Laurentides					
Établissements en activité	9	9	10	10	10
Écrans	50	51	57	66	66
Montérégie					
Établissements en activité	18	19	18	17	17
Écrans	131	129	130	133	139
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	3	4	4	5	5
Écrans	16	21	22	27	27

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

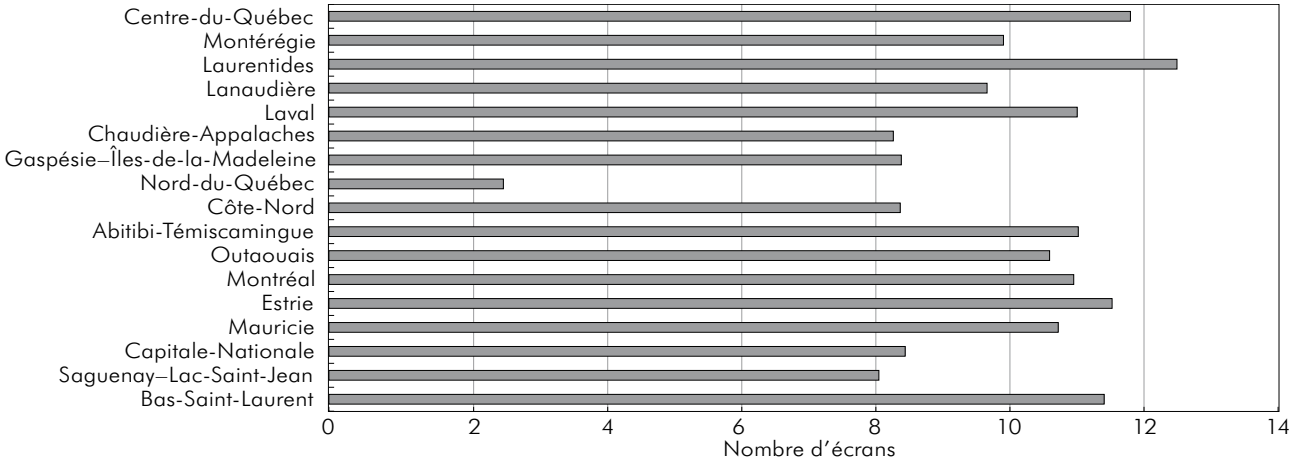
moins, soit 2,4 écrans. Pour ce qui est des cinémas, c'est la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui a la plus grande proportion de cinémas par 100 000 habitants, soit 7,3 (8,4 écrans) et Laval, la plus faible proportion, soit 0,8 cinéma (11 écrans).

Figure 5.6
Nombre moyen d'écrans en activité par établissement, par région administrative, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 5.7
Nombre moyen d'écrans de cinémas et de ciné-parcs en activité par 100 000 habitants selon la région administrative, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 5.8

Nombre d'établissements et d'écrans par 100 000 habitants selon la région administrative, Québec, 2003-2007

Région administrative	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Bas-Saint-Laurent					
Établissements en activité	4,0	4,5	4,0	4,0	4,5
Écrans	9,9	10,9	11,4	10,9	11,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Établissements en activité	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6
Écrans	7,9	7,9	8,0	8,0	8,0
Capitale-Nationale					
Établissements en activité	1,2	1,2	1,2	1,2	1,0
Écrans	11,5	11,6	11,5	11,5	8,4
Mauricie					
Établissements en activité	2,3	2,3	2,3	2,3	1,9
Écrans	11,6	11,6	11,5	11,5	10,7
Estrie					
Établissements en activité	1,7	1,7	1,7	1,7	1,6
Écrans	8,8	10,1	10,3	10,6	11,5
Montréal					
Établissements en activité	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
Écrans	11,2	11,1	10,9	11,4	11,0
Outaouais					
Établissements en activité	1,8	1,8	1,8	2,0	2,0
Écrans	9,9	9,7	9,7	10,1	10,6
Abitibi-Témiscamingue					
Établissements en activité	4,8	4,1	4,1	4,1	4,1
Écrans	10,3	11,0	11,0	11,0	11,0
Côte-Nord					
Établissements en activité	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
Écrans	8,2	8,3	8,3	8,3	8,4
Nord-du-Québec					
Établissements en activité	5,0	5,0	5,0	4,9	2,4
Écrans	5,0	5,0	5,0	4,9	2,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Établissements en activité	6,2	7,2	5,2	6,3	7,3
Écrans	7,2	8,3	5,2	7,3	8,4
Chaudière-Appalaches					
Établissements en activité	2,0	2,0	2,0	2,0	1,8
Écrans	8,7	8,6	8,6	8,5	8,3
Laval					
Établissements en activité	1,4	1,1	0,8	0,8	0,8
Écrans	14,2	12,3	11,3	11,1	11,0
Lanaudière					
Établissements en activité	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
Écrans	10,4	10,4	10,1	9,9	9,7
Laurentides					
Établissements en activité	1,8	1,8	2,0	1,9	1,9
Écrans	10,2	10,2	11,2	12,7	12,5
Montérégie					
Établissements en activité	1,3	1,4	1,3	1,2	1,2
Écrans	9,8	9,5	9,5	9,6	9,9
Centre-du-Québec					
Établissements en activité	1,3	1,8	1,8	2,2	2,2
Écrans	7,1	9,3	9,7	11,8	11,8
Le Québec					
Établissements en activité	1,7	1,7	1,7	1,7	1,6
Écrans	10,3	10,3	10,3	10,6	10,3

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

CHAPITRE 6

LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Benoit Allaire

Québec sur ordonnance, Paul Arcand

Les résultats d'exploitation cinématographique de 2007 sont en baisse par rapport à ceux de 2006 et poursuivent ainsi le fléchissement observé après l'année exceptionnelle que représente 2002, qui affichait une assistance de 29,2 millions. Cette diminution est cependant moins importante que celle de 2006 par rapport à 2005. En effet, l'assistance diminue de 2,3 % en 2007 et se situe à 24,3 millions d'entrées, tandis que la baisse a été de 5,6 % l'année précédente. Les recettes ont évidemment diminué, mais à un rythme moins important, soit une baisse de 0,8 %, ou 1,3 M$, et atteignant 163,9 M$. Le prix moyen du billet a augmenté de 6,65 $ à 6,75 $ (sans les taxes).

Malgré le recul du développement de l'infrastructure en 2007, le constat des dernières années quant à la saturation de l'industrie reste encore valable, puisque la contraction des résultats, observée depuis 2003, s'est poursuivie. Autrement dit, l'offre en 2007 a tenté de s'ajuster à la baisse de la demande en 2006, mais celle-ci a continué de diminuer l'année suivante. Un excellent indicateur de l'offre cinématographique est le nombre de fauteuils disponibles, c'est-à-dire le nombre de fauteuils mis à la disposition des spectateurs à chaque projection. Par exemple, 2 projections dans une salle de 500 fauteuils représentent 1 000 fauteuils disponibles.

En suivant l'évolution de cet indicateur de l'offre cinématographique sur une longue période, on constate que le nombre de fauteuils disponibles était de 94,6 millions en 1985 et de 194,4 millions en 2007 (voir le tableau 6.1), ce qui représente un taux de croissance annuelle moyen de 3,4 %. Ce taux de croissance est supérieur à celui de l'assistance, qui est de 2,9 % durant la même période et, en conséquence, le taux d'occupation (l'assistance en fonction du nombre de fauteuils disponibles) affiche une diminution annuelle moyenne de 0,4 %.

Le taux d'occupation des cinémas en 2007, soit 12,2 %, vient redresser légèrement le creux historique de 11,8 % observé en 2006. Cela n'est toutefois pas suffisant pour faire remonter l'indice des fauteuils disponibles au-dessus de celui de l'assistance (voir la figure 6.1). Cette diminution moyenne du taux d'occupation, relative à l'ensemble de la période, masque cependant un changement important survenu à la fin des années 1990. En effet, de 1985 à 1999, le taux d'occupation a connu une croissance annuelle moyenne de 2,1 %, tandis que de 1999 à 2007, ce taux a baissé de 4,6 % par année en moyenne.

En somme, l'évolution de l'exploitation cinématographique au Québec depuis 1985 se caractérise par une première période de relative stabilité jusqu'en 1992, alors que l'offre (les fauteuils disponibles) commence à tirer la demande (l'assistance) vers le haut. C'est à ce moment qu'apparaissent les multiplex comprenant un plus grand nombre d'écrans et un nombre de sièges réduit et qui multiplient les projections. En fait, de 1990 à 2002, le taux de croissance annuelle moyen du nombre de d'écrans a été de 8,5 %, tandis que celui du nombre de cinémas a été 0,1 % et celui du nombre de fauteuils par écran, de – 3,8 %. (Voir le tableau 5.5 du chapitre 5 concernant l'évolution de l'infrastructure cinématographique.)

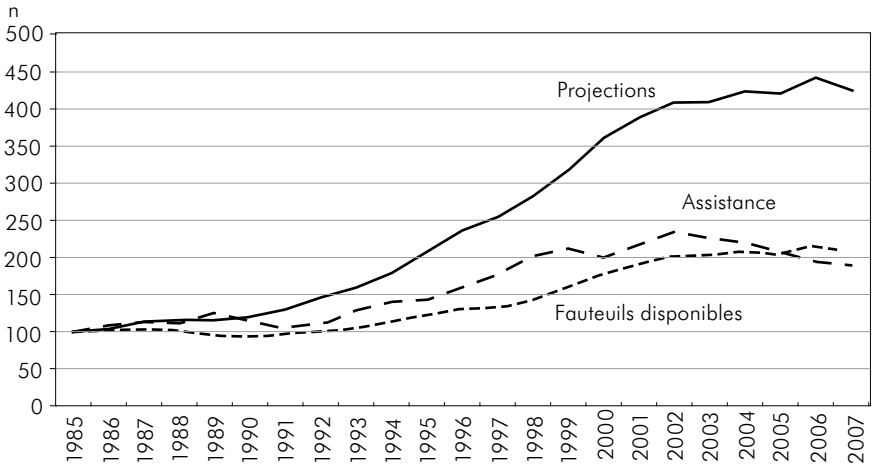
Cette situation, où l'on assiste à une croissance notable de la demande, prévaut jusqu'à la fin des années 1990. À partir de 2000, la croissance continue de l'offre, bien qu'elle soit un peu moins forte, est accompagnée par une demande enthousiaste en 2001 et en 2002, mais qui est à la baisse depuis.

Tableau 6.1
Évolution de l'assistance, du nombre de projections, du prix d'entrée moyen et du nombre de fauteuils disponibles, salles de cinéma, Québec, 1985-2007

Année	Assistance	Projections	Prix d'entrée moyen	Fauteuils disponibles	Taux d'occupation
	k	n	$	k	%
1985	12 510,7	225 121	4,22	94 638,1	13,2
1986	13 557,5	232 644	4,04	96 792,3	14,0
1987	14 119,9	254 745	4,27	97 534,1	14,5
1988	14 186,3	260 447	4,74	96 348,4	14,7
1989	15 490,7	262 320	5,05	89 374,2	17,3
1990	14 779,4	268 932	5,31	88 094,2	16,8
1991	13 179,8	292 128	5,28	91 235,3	14,4
1992	13 990,7	328 537	5,08	95 613,0	14,6
1993	16 101,8	357 931	5,16	98 949,8	16,3
1994	17 379,4	401 992	5,15	106 615,4	16,3
1995	17 979,2	465 931	4,92	115 924,3	15,5
1996	19 927,9	529 811	4,87	123 277,4	16,2
1997	22 176,8	572 517	5,08	125 031,3	17,7
1998	25 271,0	635 343	5,13	134 280,5	18,8
1999	26 397,8	718 500	5,34	149 933,7	17,6
2000	25 084,4	811 942	5,70	168 280,4	14,9
2001	27 077,5	874 444	5,97	180 804.4	15,0
2002	29 235,9	919 446	6,12	191 449,4	15,3
2003	28 344,0	921 211	6,16	191 559,6	14,8
2004	27 621,6	956 379	6,30	196 921,2	14,0
2005	25 691,5	947 077	6,65	193 386,1	13,3
2006	24 263,4	996 889	6,65	204 770,7	11,8
2007	23 659,4	957 663	6,75	194 352,7	12,2

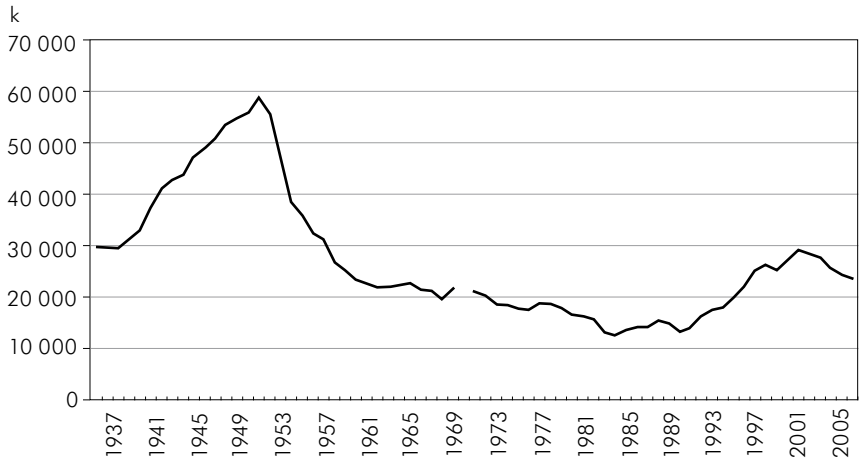
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.1
Évolution de l'assistance, du nombre de projections et du nombre de fauteuils disponibles dans les salles de cinéma, Québec, 1985-2007 (1985=100)



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

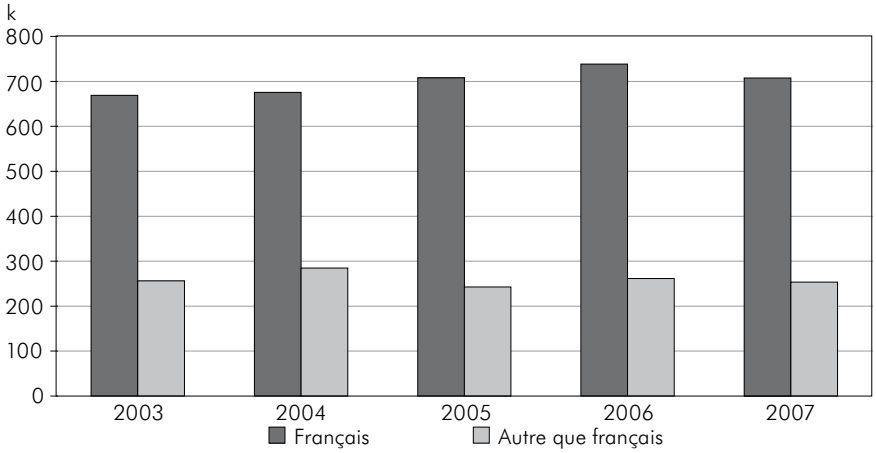
Figure 6.2
Assistance au cinéma[1], Québec, 1937-2007



1. Il n'y a pas eu d'enquête en 1971.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, de 1975 à 2007.
Statistique Canada (63-207), de 1937 à 1974.

Figure 6.3
Projections selon la langue, Québec, 2003-2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES PROJECTIONS CINÉMATOGRAPHIQUES

En 2007, les films à l'affiche dans les ciné-parcs et les cinémas du Québec sont projetés sur les écrans 960 944 fois, ce qui représente, par rapport à 2006, une diminution du nombre de projections cinématographiques de 3,9 % (voir le tableau 6.2). Il s'agit de la seconde fois que le nombre de projection diminue, la première baisse s'étant produite en 2005. Rappelons qu'en 2006, le nombre de projections avait augmenté de 5,2 % par rapport à 2005. En fait, si la seconde moitié des années 1990 (1995 à 2000) affichait un taux de croissance annuelle moyen très élevé, soit 11,6 %, l'augmentation annuelle moyenne s'est contractée à 2,4 % de 2000 à 2007.

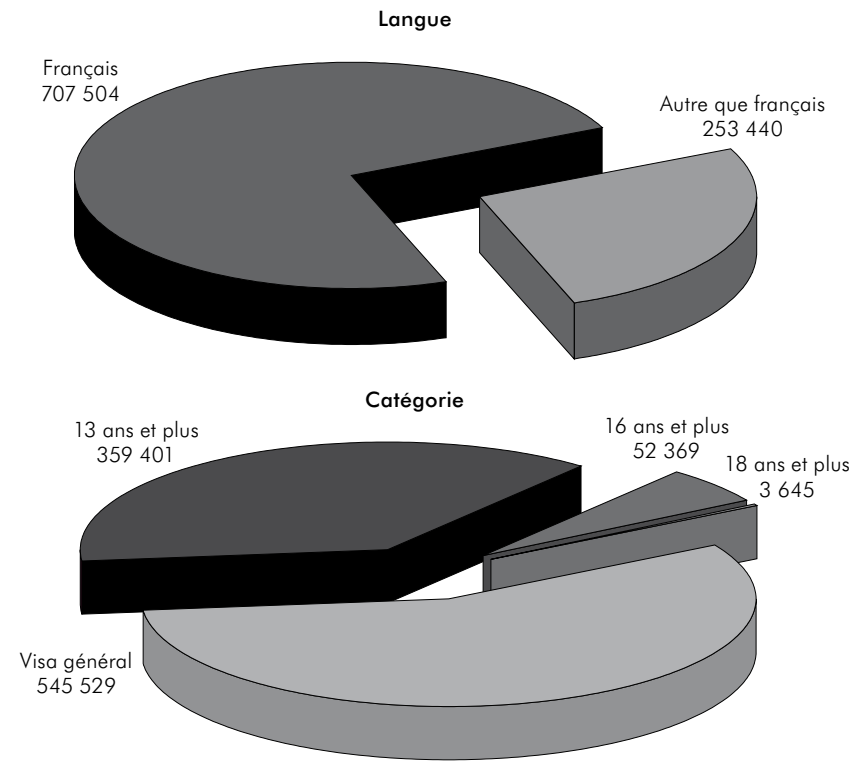
La baisse, en 2007, de 39 099 projections par rapport à 2006 pourrait s'expliquer en partie par la variation du nombre d'écrans en activité, puisque celui-ci a aussi diminué en 2007, passant de 808 à 788. Ainsi, la baisse du nombre moyen de projections par écran – de 1 238 en 2006 à 1 220 en 2007 – témoigne d'une utilisation un peu moins intensive des infrastructures en place.

C'est dans un contexte de baisse généralisée du nombre de projections que les projections en français ont diminué de 4,2 %, tandis que les projections dans une autre langue ont fléchi de 3,9 %. Le faible écart entre les deux catégories de projections signifie que la proportion des projections cinématographiques en langue française au Québec est restée stable en affichant un taux de 73,6 %, soit une baisse minime de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente (voir le tableau 6.2).

Rappelons que depuis 1985, le nombre de projections en langue française a crû de 8,2 % par année en moyenne, tandis que la croissance annuelle moyenne de l'ensemble des projections a été de 6,7 %. Ce rythme de croissance supérieur a permis à la proportion de projections en langue française de passer de 53,5 % en 1985 à 73,6 % en 2007.

La répartition du nombre de projections selon la catégorie de classement montre que les films classés « visa général », aussi appelés « pour tous », continuent d'occuper la plus grande part des écrans des ciné-parcs et des cinémas du Québec, mais cette domination tend à s'atténuer depuis quelques années. La catégorie des films « visa général » enregistre une diminution pour une troisième année consécutive, affichant 545 529 projections, et 56,8 % de l'ensemble des projections (voir le tableau 6.2). Rappelons que de 2004 à 2005, la part des films classés « visa général » avait chuté de 69,7 % à 58,3 %.

Figure 6.4
Projections selon la langue et le classement, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.2
Projections selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2003-2007

	2003		2004		2005		2006		2007	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Projections	**925 072**		**960 372**		**950 629**		**1 000 043**		**960 944**	
Français	668 937	72,3	675 633	70,4	707 985	74,5	738 504	73,8	707 504	73,6
Cinémas	665 309	99,5	671 867	99,4	704 536	99,5	735 442	99,6	704 316	99,5
Ciné-parcs	3 628	0,5	3 766	0,6	3 449	0,5	3 062	0,4	3 188	0,5
Autre que français	256 135	27,7	284 739	29,6	242 644	25,5	261 539	26,2	253 440	26,4
Cinémas	255 902	99,9	284 512	99,9	242 541	100,0	261 447	100,0	253 347	100,0
Ciné-parcs	233	0,1	227	0,1	103	—	92	—	93	—
Visa général	579 221	62,6	669 804	69,7	554 509	58,3	580 566	58,1	545 529	56,8
Cinémas	577 822	99,8	667 521	99,7	553 320	99,8	579 155	99,8	543 892	99,7
Ciné-parcs	1 399	0,2	2 283	0,3	1 189	0,2	1 411	0,2	1 637	0,3
13 ans et plus	319 266	34,5	263 407	27,4	364 631	38,4	368 552	36,9	359 401	37,4
Cinémas	316 807	99,2	261 718	99,4	362 298	99,4	366 885	99,5	357 864	99,6
Ciné-parcs	2 459	0,8	1 689	0,6	2 333	0,6	1 667	0,5	1 537	0,4
16 ans et plus	24 712	2,7	25 314	2,6	28 669	3,0	41 910	4,2	52 369	5,4
Cinémas	24 709	100,0	25 293	99,9	28 639	99,9	41 834	99,8	52 262	99,8
Ciné-parcs	3	—	21	0,1	30	0,1	76	0,2	107	0,2
18 ans et plus[1]	1 873	0,2	1 847	0,2	2 820	0,3	9 015	0,9	3 645	0,4

1. Catégorie de classement réservée aux cinémas.

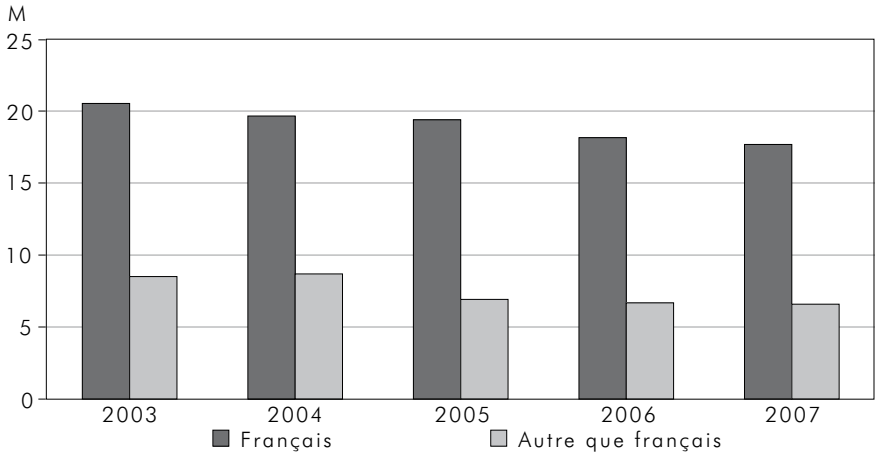
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Cette baisse brutale s'explique presque entièrement par l'augmentation de la part des films classés « 13 ans et plus », qui passe de 27,4 % à 38,4 %.

La part des films qui s'adressent aux personnes de « 13 ans et plus » connaît une légère hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, tandis que la projection des films classés « 16 ans et plus » gagne 1,3 point de pourcentage et que les projections des films pour adultes, « 18 ans et plus », présentent une diminution de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2006.

La répartition des projections selon le classement montre que la place que gagnait chaque année l'ensemble des films « visa général » et « 13 ans et plus » reste toujours très importante, soit 94,2 % en 2007, mais qu'elle cesse de croître et connaît même une légère diminution depuis 2004, où elle a atteint le sommet de 97,2 %.

Figure 6.5
Assistance selon la langue de projection des films, Québec, 2003-2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

L'ASSISTANCE

En 2007, on compile 24,3 millions d'entrées dans les ciné-parcs et les cinémas du Québec, ce qui représente une baisse de l'assistance de 2,3 % par rapport aux 24,8 millions d'entrées de l'année 2006 (voir le tableau 6.3). Si l'on se reporte aux 29,9 millions d'entrées de 2002, une année record, on enregistre donc une baisse de l'assistance pour une cinquième année consécutive. La tendance à la baisse se poursuit, mais avec moins de sévérité qu'en 2006, quand l'assistance avait baissé de 5,6 %. Il faut se rappeler que l'année 2002, celle du film Un homme et son péché, est exceptionnelle. En effet, pour connaître une assistance comparable, il faut remonter plus de 45 ans en arrière, à la fin des années 1950, années de l'implantation massive de la télévision. On constate que l'assistance de 2007 représente une baisse de 18,9 % comparativement à 2002, soit une décroissance annuelle moyenne de 4,1 %.

En 2007, l'assistance aux projections en langue française a baissé légèrement par rapport à 2006, en passant de 18,2 millions à 17,7 millions d'entrées. Il s'agit d'une diminution de 2,6 %. Rappelons que la part des projections en français a aussi quelque peu reculé en perdant 0,2 point de pourcentage et atteint, en 2007, 72,8 % de l'assistance totale. À l'inverse, l'assistance aux projections de films dans les autres langues augmente légèrement, passant de 26,9 % à 27,2 % de l'assistance totale.

Au cours des 5 dernières années, soit de 2003 à 2007, le taux de croissance annuelle moyen de l'assistance aux projections en français est négatif, soit – 3,7 %. Dans un contexte de baisse générale de la fréquentation des cinémas, il s'agit d'une bonne performance, puisque que le taux est de – 4,4 % concernant l'ensemble des projections et de – 6,2 % concernant les projections dans une autre langue que le français. Il faut se rappeler que la part de l'assistance aux projections en français était de 63,6 % en 1996. Cette dernière a crû à un rythme annuel moyen de 1,9 point de pourcentage jusqu'en 2002, une année record d'assistance au cinéma au Québec. Depuis 2002, la part de l'assistance aux projections en français est demeurée relativement stable en 2003 et 2004, mais a continué de progresser en 2005 et 2006, affichant des proportions respectives de 73,7 % et 73,1 % de l'assistance.

Au contraire des cinémas qui affichent, en 2007, une baisse de l'assistance de 2,5 %, les ciné-parcs voient augmenter le nombre d'entrées dans une proportion de 7,5 % par rapport à 2006. Leurs 612,6 milliers d'entrées correspondent à 41,7 milliers d'entrées de plus qu'en 2006 et à 25,8 milliers de moins que la moyenne annuelle depuis 2003 (638,4 milliers). Malgré ce redressement par rapport à l'année précédente et à l'exception de celle-ci, il s'agit de la plus faible assistance observée depuis au moins 1996. L'assistance dans les ciné-parcs passe de 2,3 % de l'assistance globale en 2006 à 2,5 % en 2006. Cette reprise notable dans les ciné-parcs en 2007 est toutefois insuffisante pour entraîner un taux de croissance positif. En effet, si pour l'ensemble de la période 1996-2007, le taux de croissance annuelle moyen est de – 3,9 %, on observe des périodes bien distinctes au cours de cette décennie. Tout d'abord une forte tendance baissière entre 1996 et 2000, où le taux de croissance descend à – 9,2 %, une seconde période qui s'étend de 2000 à 2004, où le taux devient même positif à 2,5 % et, finalement, 3 dernières années difficiles (2004 à 2007) qui font redescendre la croissance dans les valeurs négatives, soit un taux de – 4,9 %.

Totalisant 14,3 millions d'entrées, l'assistance aux films classés « visa général » connaît en 2007 une hausse de 1,5 % par rapport à 2006. La part de l'assistance de cette catégorie de films par rapport à l'assistance globale augmente légèrement, présentant une hausse de 2,2 points de pourcentage.

L'assistance aux films classés « 13 ans et plus » diminue, quant à elle, de 1,0 million d'entrées, soit de 10,5 % par rapport aux 9,8 millions d'entrées de 2006. De 39,4 % en 2006, la part des entrées de cette catégorie de films dans l'assistance globale régresse notablement à 36,1 % en 2007. L'ensemble de l'assistance à ces deux catégories de films — « visa général » et « 13 ans et plus » — varie beaucoup d'année en année. Pendant la période 2003-2007, on remarque, par exemple, une importante décroissance de 25,7 % en 2005 et une forte croissance de 12,9 % en 2004 dans la catégorie des films « visa général ». Quant aux films classés « 13 ans et plus », on note une diminution importante de 29,3 % en 2004 et une hausse spectaculaire de 42,8 % en 2005. En fin de compte, cette ample variation est principalement le fait d'une assistance qui alterne, selon l'offre, entre ces deux catégories de films, qui retiennent ensemble, depuis 2003, de 95,0 % à 97,4 % de l'assistance globale.

Tableau 6.3
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2003-2007

	2003		2004		2005		2006		2007	
	k	%	k	%	k	%	k	%	k	%
Assistance	**29 021,3**		**28 333,2**		**26 311,9**		**24 833,3**		**24 272,0**	
Français	20 519,2	70,7	19 647,7	69,3	19 385,6	73,7	18 150,2	73,1	17 680,7	72,8
Cinémas	19 877,3	96,9	18 962,8	96,5	18 775,7	96,9	17 589,1	96,9	17 077,0	96,6
Ciné-parcs	641,9	3,1	684,9	3,5	609,9	3,1	561,1	3,1	603,7	3,4
Autre que français	8 502,1	29,3	8 685,5	30,7	6 926,3	26,3	6 683,1	26,9	6 591,3	27,2
Cinémas	8 466,7	99,6	8 658,8	99,7	6 915,8	99,8	6 674,3	99,9	6 582,4	99,9
Ciné-parcs	35,4	0,4	26,7	0,3	10,5	0,2	8,8	0,1	8,9	0,1
Visa général	17 851,8	61,5	20 147,2	71,1	14 963,2	56,9	14 075,4	56,7	14 286,4	58,9
Cinémas	17 649,7	98,9	19 691,1	97,7	14 774,1	98,7	13 836,2	98,3	14 031,4	98,2
Ciné-parcs	202,1	1,1	456,1	2,3	189,1	1,3	239,2	1,7	255,0	1,8
13 ans et plus	10 422,3	35,9	7 366,1	26,0	10 521,4	40,0	9 788,9	39,4	8 764,9	36,1
Cinémas	9 947,2	95,4	7 114,5	96,6	10 090,8	95,9	9 462,6	96,7	8 418,0	96,0
Ciné-parcs	475,1	4,6	251,6	3,4	430,6	4,1	326,3	3,3	346,9	4,0
16 ans et plus	685,8	2,4	761,1	2,7	752,9	2,9	758,9	3,1	1 143,8	4,7
Cinémas	685,7	100,0	757,2	99,5	752,2	99,9	754,5	99,4	1 133,1	99,1
Ciné-parcs	0,1	—	4,0	0,5	0,7	0,1	4,4	0,6	10,7	0,9
18 ans et plus[1]	61,4	0,2	58,7	0,2	74,4	0,3	210,2	0,8	76,9	0,3

1. Catégorie de classement réservée aux cinémas.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2007, l'assistance aux films classés « 16 ans et plus » augmente dans une proportion de 50,7 % par rapport à 2006, soit 384,9 milliers d'entrées de plus, tandis que l'auditoire des films classés « 18 ans et plus » passe de 210,2 milliers à 76,9 milliers d'entrées. Rappelons qu'en 2004, l'assistance aux films réservés aux adultes avait connu son niveau le plus bas, soit 58 milliers d'entrées. Ces deux catégories de films comptent pour 3,5 % de l'assistance globale annuelle moyenne de 2003 à 2007.

En 2007, le nombre d'entrées aux ciné-parcs et dans les cinémas par rapport à la population québécoise est demeuré stable à 3,2 entrées par habitant après 4 années de baisses consécutives. Après l'augmentation constante du nombre d'entrées par habitant, de 1991 (1,9 entrée) au taux record de 2002 (4,0 entrées), une légère baisse en 2003 ramène ce taux à 3,9 entrées et à 3,8 entrées en 2004, tandis que l'année 2005 affiche un taux d'assistance de 3,5 entrées par habitant et l'année 2006, de 3,2 entrées par habitant.

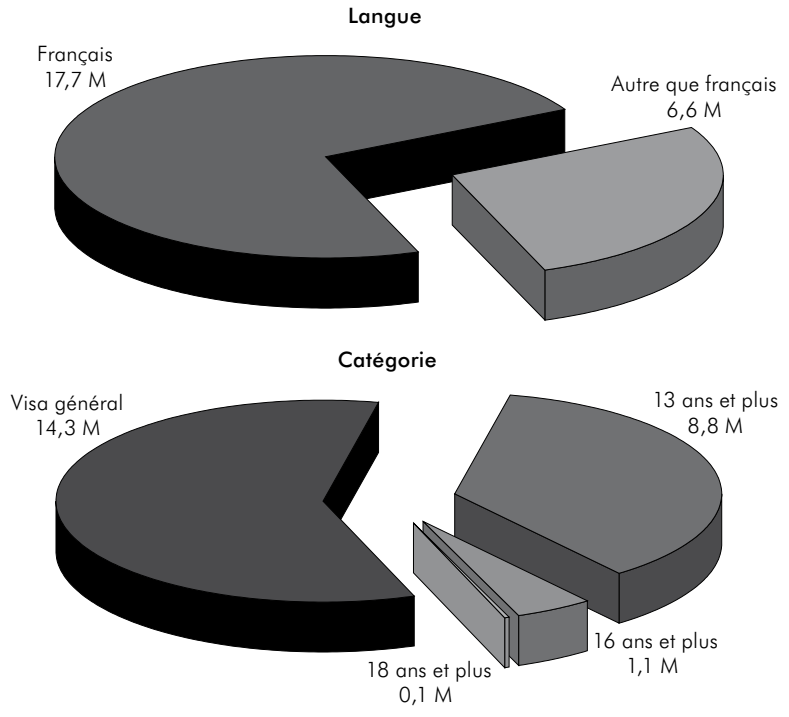
LES RECETTES AU GUICHET

Tout comme l'assistance, les recettes diminuent pour une cinquième année consécutive et passent de 165,1 M$ en 2006 à 163,8 M$ en 2007 (tableau 6.4). Cette baisse de 0,8 % est plus faible que celle de l'assistance (– 2,3 %). Cet écart s'explique par la hausse du prix moyen de l'entrée (sans les taxes), qui passe de 6,65 $ à 6,75 $. Pendant la période 2003-2007, la décroissance continue de l'assistance (– 4,4 % en moyenne) et le faible rythme de l'augmentation du prix moyen de l'entrée (2,3 % par année en moyenne) entraîne une diminution annuelle moyenne des recettes de 2,2 %. Durant cette période, la moyenne des recettes s'établit à 172,4 M$. Les recettes de 2007 sont donc de 5,2 % inférieures à la moyenne des 5 dernières années.

Les recettes au guichet découlant des projections de films en langue française diminuent de 0,1 % en 2007 par rapport à 2006, ce qui représente, comme c'est le cas de l'assistance à ces films, une cinquième baisse en autant d'années. La proportion des recettes des films projetés en français par rapport aux recettes totales augmente de 0,5 point de pourcentage, soit de 69,7 % en 2006 à 70,2 % en 2007. Les recettes relatives aux films projetés dans une autre langue que le français diminuent, quant à elles, de 2,2 % en 2007 par rapport à l'année précédente. Au cours des 5 dernières années, le taux de croissance annuel moyen des recettes au guichet des films en français a été de – 1,6 %, tandis que les films dans les autres langues ont connu un taux de croissance négatif, soit – 3,6 %.

Pendant cette même période, les projections en français, qui attirent en moyenne 71,8 % de l'assistance globale, génèrent en moyenne 69,1 % des recettes totales, tandis que les projections dans une autre langue que le français – qui retiennent 28,2 % de l'assistance – génèrent 30,9 % des recettes. L'écart, selon la langue de projection, entre la proportion de l'assistance et celle des recettes s'explique par le fait que le prix moyen d'accès aux films en français est moins élevé, d'une part, et qu'il augmente moins rapidement, d'autre part, que le prix moyen des projections dans les autres langues. En 2003, le prix moyen d'un billet pour une projection en français était de 5,97 $, soit 0,68 $ de moins que le prix moyen d'un billet pour une projection dans une autre

Figure 6.6
Assistance selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

langue. Depuis, l'écart s'est agrandi et en 2007, il en coûtait en moyenne 6,50 $ pour assister à un film en français et 7,41 $ pour visionner un film dans une autre langue, soit 0,91 $ de moins.

Au contraire des cinémas, les recettes des ciné-parcs ont notablement augmenté, passant de 3,8 M$ en 2006 à 4,1 M$ en 2007, soit une hausse de 6,0 %. La part des recettes des ciné-parcs par rapport à l'ensemble passe de 2,3 % en 2006 à 2,5 % en 2007, ce qui est toutefois encore loin de la part record de 4,4 % en 1997.

Tout comme l'assistance, évidemment, les recettes des films classés « visa général » ont augmenté en 2007 et se sont établies à 93,5 M$, soit une hausse de 3,1 % par rapport aux recettes de 2006. Par ailleurs, ces films procurent 57,1 % des recettes totales en 2007, haussant de 2,1 points de pourcentage la part de cette catégorie. La ventilation des recettes au guichet en fonction de la catégorie de films permet également de constater que les recettes des projections des films classés « 13 ans et plus » ont notablement diminué. En effet, les recettes passent de 67,5 M$ en 2006 à 61,8 M$, soit une baisse de 8,5 %. La part de ces projections diminue tout autant, passant de 40,9 % en 2006 à 37,7 % en 2007.

Malgré les importantes variations annuelles des recettes engendrées par les catégories « visa général » et « 13 ans et plus », il reste que, conformément à l'assistance qu'elles attirent ensemble, elles génèrent la plus grande part des recettes. En 2007, ces deux catégories de films, qui attirent 95,0 % de l'auditoire, totalisent 155,3 M$ au guichet, soit 94,8 % de l'ensemble des recettes. De 2003 à 2007, les films classés « 13 ans et plus » enregistrent une variation annuelle moyenne des recettes négative, à savoir – 1,8 %. Concernant la même période, les films classés « visa général » connaissent aussi un taux de croissance annuel moyen négatif, soit – 3,4 %. Les films classés « visa général » et « 13 ans et plus » génèrent, en moyenne, respectivement 59,6 % et 36,7 % des 172,4 M$ de recettes annuelles moyennes pendant cette période.

Les recettes des films classés « 16 ans et plus » augmentent, quant à elles, de 2,6 M$ en 2007, ce qui constitue une hausse de 49,5 % par rapport à 2006. Pour ce qui est des films classés « 18 ans et plus », les recettes baissent de 62,3 % et s'établissent à 568,8 milliers de dollars.

Par rapport à la population du Québec, les recettes diminuent encore en 2007. De 21,58 $ par habitant en 2006, elles passent à 21,28 $ en 2007, c'est-à-dire qu'elles connaissent une réduction de 1,4 %. Ainsi, après des recettes estimées à 24,65 $ par personne en 2002, un sommet, la période 2003-2007 montre un taux de croissance annuelle moyen de – 3,3 %, ce qui est bien différent du taux de 9,5 % de la période 1995-2002.

Tableau 6.4
Recettes selon la langue et la catégorie de classement des films, Québec, 2003-2007

	2003		2004		2005		2006		2007	
	k$	%	k$	%	k$	%	k$	%	k$	%
Recettes	**179 177,5**		**178 680,3**		**175 052,5**		**165 118,3**		**163 867,6**	
Français	122 587,7	68,4	119 272,7	66,8	123 181,3	70,4	115 154,0	69,7	115 003,5	70,2
Cinémas	118 246,1	96,5	114 719,4	96,2	119 091,2	96,7	111 390,5	96,7	111 008,4	96,5
Ciné-parcs	4 341,6	3,5	4 553,3	3,8	4 090,1	3,3	3 763,5	3,3	3 995,2	3,5
Autre que français	56 589,9	31,6	59 407,5	33,2	51 871,2	29,6	49 964,3	30,3	48 864,1	29,8
Cinémas	56 339,5	99,6	59 213,5	99,7	51 791,7	99,8	49 894,2	99,9	48 794,8	99,9
Ciné-parcs	250,3	0,4	194,0	0,3	79,5	0,2	70,1	0,1	69,3	0,1
Visa général	107 574,7	60,0	124 873,0	69,9	97 401,6	55,6	90 710,5	54,9	93 508,9	57,1
Cinémas	106 255,5	98,8	121 892,9	97,6	96 159,2	98,7	89 117,1	98,2	91 856,1	98,2
Ciné-parcs	1 319,2	1,2	2 980,1	2,4	1 242,4	1,3	1 593,4	1,8	1 652,8	1,8
13 ans et plus	66 517,7	37,1	48 466,2	27,1	71 738,6	41,0	67 540,7	40,9	61 775,2	37,7
Cinémas	63 245,6	95,1	46 723,1	96,4	68 817,2	95,9	65 332,4	96,7	59 443,4	96,2
Ciné-parcs	3 272,1	4,9	1 743,1	3,6	2 921,5	4,1	2 208,3	3,3	2 331,8	3,8
16 ans et plus	4 683,4	2,6	4 951,9	2,8	5 397,9	3,1	5 359,7	3,2	8 014,7	4,9
Cinémas	4 682,8	100,0	4 927,9	99,5	5 392,1	99,9	5 327,8	99,4	7 934,8	99,0
Ciné-parcs	0,6	—	24,1	0,5	5,7	0,1	31,9	0,6	79,9	1,0
18 ans et plus[1]	401,7	0,2	389,1	0,2	514,4	0,3	1 507,3	0,9	568,8	0,3

1. Catégorie de films réservée aux cinémas.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

De 165 $ en 2006, les recettes par projection grimpent à 171 $ en 2007, soit une augmentation de 3,3 %. Cette remontée est toutefois insuffisante à combler la forte baisse de 2006 à ce chapitre, alors que les recettes par projections ont chuté de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Le taux de croissance annuel moyen des recettes par projection de 2003 à 2007 présente une valeur négative, soit – 3,1 %. Cette décroissance est plus forte que celle qui a marqué la période de 1975 à 2007 (– 0,9 % annuellement) ou celle de 1975 à 2002 (– 0,5 %).

Par ailleurs, ce même taux relatif au nombre de projections par écran indique un certain ralentissement de la décroissance de cet indicateur. En effet, durant la période 2003-2007, le nombre de projections par écran a crû en moyenne de 0,3 % annuellement, tandis que la période 1974-2007 affiche un taux de croissance annuel moyen de 2,3 %.

Tableau 6.5

Assistance, recettes et projections, selon le pays d'origine des films[1], Québec, 2003-2007

Pays	Assistance		Recettes		Projections	
	n	%	$	%	n	%
2003	**28 928 857**	**100,0**	**178 553 033**	**100,0**	**924 048**	**100,0**
États-Unis	22 523 907	77,9	139 548 592	78,2	726 373	78,6
France	1 143 929	4,0	6 856 807	3,8	47 654	5,2
Québec	3 752 912	13,0	22 823 400	12,8	97 779	10,6
Canada[2]	150 768	0,5	891 990	0,5	6 429	0,7
Autres pays	1 357 341	4,7	8 432 244	4,7	45 813	5,0
2004	**28 171 552**	**100,0**	**177 591 594**	**100,0**	**959 184**	**100,0**
États-Unis	20 397 458	72,4	129 152 059	72,7	697 900	72,8
France	1 083 230	3,8	6 625 204	3,7	42 734	4,5
Québec	3 890 518	13,8	23 361 110	13,2	117 596	12,3
Canada[2]	294 303	1,0	1 890 623	1,1	14 457	1,5
Autres pays	2 506 043	8,9	16 562 598	9,3	86 497	9,0
2005	**26 197 162**	**100,0**	**174 277 253**	**100,0**	**949 555**	**100,0**
États-Unis	17 969 830	68,6	120 849 077	69,3	666 642	70,2
France	1 100 916	4,2	7 127 104	4,1	52 519	5,5
Québec	4 960 041	18,9	31 573 025	18,1	149 798	15,8
Canada[2]	342 804	1,3	2 280 132	1,3	15 535	1,6
Autres pays	1 823 571	7,0	12 447 915	7,1	65 061	6,9
2006	**24 741 250**	**100,0**	**164 511 654**	**100,0**	**999 160**	**100,0**
États-Unis	18 985 774	76,7	126 983 630	77,2	763 884	76,5
France	957 581	3,9	6 005 869	3,7	50 145	5,0
Québec	2 893 923	11,7	18 805 840	11,4	99 524	10,0
Canada[2]	178 932	0,7	1 208 984	0,7	9 064	0,9
Autres pays	1 725 040	7,0	11 507 331	7,0	76 543	7,7
2007	**24 141 031**	**100,0**	**163 019 953**	**100,0**	**960 281**	**100,0**
États-Unis	18 312 626	75,9	124 407 253	76,3	718 410	74,8
France	1 363 097	5,6	8 766 569	5,4	60 175	6,3
Québec	2 550 598	10,6	16 644 638	10,2	96 513	10,1
Canada[2]	161 438	0,7	1 078 724	0,7	8 287	0,9
Autres pays	1 753 272	7,3	12 122 769	7,4	76 896	8,0

1. Relativement aux programmes simples et à ceux de plus d'un film ayant le même pays d'origine
2. À l'exception du Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec

LES RÉSULTATS SELON LE PAYS D'ORIGINE[1]

Après l'année lumineuse que constitue 2005 dans l'histoire du cinéma québécois, 2007 poursuit le recul amorcé en 2006 quant à la performance des films québécois au guichet. Voyons donc comment se répartissent les résultats d'exploitation selon le pays d'origine des films.

Les films états-uniens, qui continuent de dominer l'offre, connaissent une légère baisse de leur part en affichant 74,8 % des projections totales, c'est-à-dire une proportion inférieure de 1,6 point de pourcentage à celle de 2006 (voir le tableau 6.5). Cette part moindre des projections totales, qui était de 79,5 % en 2001, indique tout de même un arrêt certain du mouvement à la baisse qui, de 2001 à 2005, a réduit de 9,3 points de pourcentage la part des projections des films de nos voisins du Sud.

Pendant que les cinémas et les ciné-parcs enregistrent, en 2007, 38 879 projections de moins que l'année précédente – rappelons qu'il s'agit d'une baisse de 3,9 % –, ils offrent 45 474 projections de moins qu'en 2006 en ce qui a trait aux films en provenance des États-Unis. Cela équivaut à une diminution de 6,0 %. Le nombre de projections de films provenant de la France a grimpé de 20,0 % en 2007 (10 030 projections de plus) et représente 6,3 % de toutes les projections. Cette part était de 5,0 % en 2006.

1. Les résultats par pays d'origine excluent les données relatives aux programmes doubles présentant des films d'origines différentes.

De 99 524 projections en 2006, les films québécois passent à 93 513, soit une baisse de 3,0 %. Par rapport à 2006, l'offre relative aux films produits au Québec est toutefois restée stable en 2007, puisque sa part des projections a crû seulement de 0,1 point de pourcentage, passant de 10,0 % à 10,1 %. La part des productions cinématographiques du Canada, à l'exception du Québec, est également demeurée stable, soit 0,9 % des projections en 2006 et en 2007. De son côté, la part des projections de films provenant d'autres pays s'est encore améliorée, passant de 7,7 % en 2006 à 8,0 % en 2007.

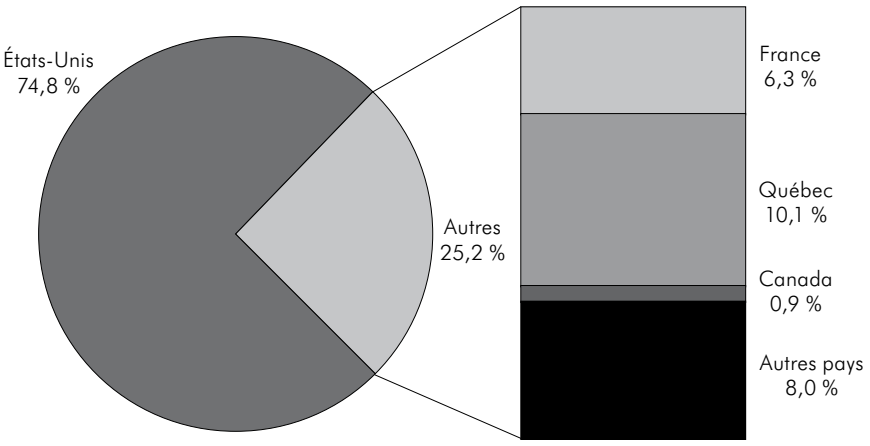
En ce qui a trait à la demande cinématographique, c'est-à-dire l'assistance, et aux recettes qui en découlent, on observe les mêmes tendances que celles de l'offre. En 2007, la part des films états-uniens dans l'assistance globale passe de 76,7 % à 75,9 %, soit une diminution de 1,8 point de pourcentage (673 148 entrées) et d'un recul de la part des recettes de 1,0 point de pourcentage (2,6 M$).

Après avoir connu une baisse de 143 335 entrées et un recul de 1,1 M $ en 2006, comparativement à 2005, les films français ont mis fin à cette glissade en 2007. En effet, l'assistance et les recettes ont grimpé respectivement de 42,3 % et de 46,0 %.

Quant aux productions québécoises, elles présentent une baisse des recettes de 11,5 % par rapport à 2006. L'assistance aux films québécois a diminué quant à elle de 11,9 % au cours de la même période. De leur côté, les productions du Canada poursuivent la descente amorcée en 2006, quand elles ont vu leur assistance décroître de 47,8 %, en présentant une baisse de 9,8 % de l'assistance et une diminution des recettes de 10,8 %. Leur part de l'assistance s'établit à 0,7 % en 2007, tout comme en 2006. Par ailleurs, la part des films provenant des autres pays s'est accrue de 0,3 point de pourcentage en atteignant 7,3 % de l'assistance globale. Rappelons que tant le nombre de projections que l'assistance et les recettes ont reculé en 2007, affichant des diminutions respectives de 3,9 %, 2,3 % et 0,9 %.

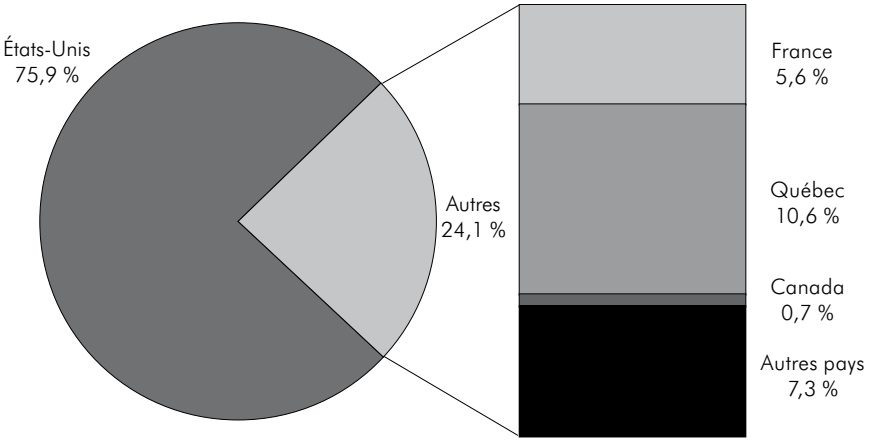
La tendance selon laquelle, depuis 1997, l'assistance par projection est toujours plus élevée pour les films québécois – sauf en 2000 – se maintient toujours en 2007. Tandis que l'on compte en moyenne 25,1 entrées par projection concernant l'ensemble des films, l'assistance à chaque projection d'une production du Québec a été en effet de 26,4 entrées, soit un peu moins qu'en 2006 (29,1 entrées par

Figure 6.7
Répartition des projections selon le pays producteur, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.8
Répartition de l'assistance selon le pays producteur, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

projection). Le nombre d'entrées a été de 25,5 à une projection états-unienne, en hausse de 0,6 entrée; de 22,7 à un film français, une augmentation de 3,6 entrées; et de 19,5 à une production canadienne, une baisse de 0,2 entrée. Concernant les films des autres pays, on comptait 22,8 entrées par projection, soit une hausse de 0,3 entrée par rapport à 2006.

LES DONNÉES RÉGIONALES

Afin de respecter les règles en matière de protection des renseignements confidentiels, soulignons d'abord que les données régionales ne tiennent compte que des salles de cinéma. En effet, le nombre restreint de ciné-parcs dans chaque région ne permet pas de divulguer de résultats pour ce type d'établissements.

Les régions de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale continuent d'attirer la plus forte assistance, soit respectivement 30,2 % 15,5 % et 12,5 % de toute l'assistance. Conformément à la tendance observée depuis 2000, la répartition de l'assistance selon les régions connaît peu de changements en 2006.

Ainsi, la part de la région de Montréal, qui avait diminué à chaque année depuis 2000, connaît une hausse de 0,7 point de pourcentage en 2006. La Montérégie n'enregistre aucun changement à ce chapitre, tandis que la région de la Capitale nationale poursuit sa descente, accusant une perte de 0,3 point de pourcentage. À l'inverse, les régions de Laurentides et Centre-du-Québec ont augmenté leur part de 0,3 point de pourcentage. Les régions de Lanaudière et du Saguenay–Lac-Saint-Jean ont respectivement perdu 0,2 et 0,1 point de pourcentage.

Tableau 6.6

Assistance, recettes et projections dans les cinémas, par région administrative, Québec, 2007

Région administrative	Assistance		Recettes		Projections	
	k	%	k$	%	n	%
Bas-Saint-Laurent	316,7	1,3	1 658,5	1,0	16 694	1,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	581,5	2,5	3 582,4	2,2	21 107	2,2
Capitale-Nationale	2 661,8	11,3	17 354,8	10,9	77 938	8,1
Mauricie	671,5	2,8	4 085,3	2,6	31 466	3,3
Estrie	808,7	3,4	5 037,1	3,2	42 445	4,4
Montréal	7 637,7	32,3	55 872,8	35,0	284 881	29,7
Outaouais	1 016,4	4,3	6 868,8	4,3	48 410	5,1
Abitibi-Témiscamingue	256,2	1,1	1 401,2	0,9	15 102	1,6
Côte-Nord	x	x	x	x	x	x
Nord-du-Québec	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	58,6	0,2	327,9	0,2	2 823	0,3
Chaudière-Appalaches	597,0	2,5	3 580,2	2,2	33 841	3,5
Laval	x	x	x	x	x	x
Lanaudière	1 257,2	5,3	8 597,2	5,4	48 192	5,0
Laurentides	1 480,7	6,3	9 138,7	5,7	68 206	7,1
Montérégie	3 879,6	16,4	26 076,7	16,3	171 485	17,9
Centre-du-Québec	566,1	2,4	3 734,0	2,3	27 512	2,9
Total	**23 659,4**	**100,0**	**159 803,2**	**100,0**	**957 663**	**100,0**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En considérant le nombre d'entrées par habitant selon les régions, on peut mieux saisir l'effet de la proximité et du développement des infrastructures cinématographiques sur l'assistance. Tandis que, pour l'ensemble de la population québécoise, on compte 3,2 entrées par personne dans les salles de cinéma en 2006, on en dénombre 4,5 dans la Capitale-Nationale et 4,1 à Montréal, mais 0,6 dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et 1,5 au Bas-Saint-Laurent.

En 2006, la région de Montréal et la Montérégie ont bénéficié respectivement de 29,7 % et 16,7 % de l'ensemble des projections. À elles seules, ces deux régions cumulent près de la moitié des projections, soit 46,4 %. Il s'agit d'une proportion inchangée par rapport à 2005. C'est toutefois la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui connaît la plus forte croissance du nombre de projections en 2006, soit 62,0 %. Viennent ensuite le Centre-du-Québec et les Laurentides, qui affichent une croissance de 23,8 % et 18,8 % respectivement en ce qui a trait aux projections. À l'inverse, c'est la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean qui affiche la plus faible performance en ce qui a trait au nombre de projections : une diminution de 9,5 %. Rappelons que pour l'ensemble du Québec, le nombre de projections dans les cinémas a augmenté de 5,3 % en 2006.

En 2006, la hausse de 5,3 % du nombre de projections et la baisse de 5,3 % du nombre d'entrées entraînent la réduction du nombre moyen d'entrées par projection (de 24,2 à 20,7) dans les salles de cinéma du Québec, soit une chute de 14,7 % par rapport à 2005 ou 3,6 entrées de moins en moyenne par projection. Il s'agit de la seconde plus forte baisse annuelle de toute la période 2002-2006. La réduction du nombre d'entrées par projection est observable dans la plupart des régions, à l'exception du Saguenay–Lac-Saint-Jean où l'assistance par projection gagne 0,4 entrée. Les régions qui présentent le plus grand nombre d'entrées par projection sont la Capitale nationale (27,8), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (27,0), Lanaudière (26,5) et Montréal (26,2).

Depuis 2002, le nombre d'entrées par projection dans les salles de cinéma du Québec diminue annuellement de 10,2 % en moyenne. Cette décrue atteint 13,6 % en Abitibi-Témiscamingue et 10,8 % dans les Laurentides. Aucune région n'affiche un taux de croissance annuel positif pour cette période.

Tableau 6.7

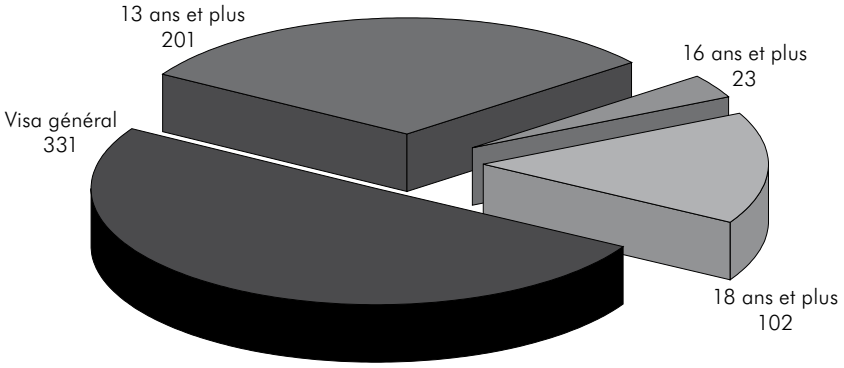
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et ciné-parcs, selon la catégorie, Québec, 2003-2007

Catégorie	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Visa général	341	385	374	342	331
13 ans et plus	203	196	179	186	201
16 ans et plus	27	26	24	26	23
18 ans et plus	106	123	105	95	102
Total	**677**	**730**	**682**	**649**	**657**

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 6.9

Nombre de films présentés dans les cinémas et les ciné-parcs, selon le classement, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LE NOMBRE DE FILMS EN EXPLOITATION

En 2007, 657 films ont été présentés dans les cinémas et les ciné-parcs du Québec, comparativement à 649 en 2006. Après une hausse de 3,5 % en 2005, cette augmentation de 1,2 % rapproche l'offre de films à un niveau semblable à celui de la moyenne des 5 dernières années, qui est de 679 films (voir le tableau 6.8). La période de 2003 à 2007 affiche toutefois un taux de croissance annuel moyen négatif de 0,7 %. L'évolution de la moyenne du nombre de films en exploitation va dans le même sens que celle que l'on observe à partir de 1993. En effet, après la moyenne de 839 films présentés annuellement de 1985 à 1991, et après l'année exceptionnelle de 1992 durant laquelle 1 023 films – nombre record – ont été exploités, on note une diminution importante de la moyenne des films présentés annuellement dans les cinémas et les ciné-parcs de 1993 à 2007. Au cours de cette période, la moyenne est de 638 films, soit une chute de 24,0 %.

Au Québec, l'offre cinématographique est en bonne partie déterminée par les différents types d'établissements. Certains exploitants présentent uniquement des primeurs qui tiennent l'affiche pendant un certain temps, d'autres sont des « cinémas de répertoire » dont la programmation change quotidiennement et d'autres encore se consacrent exclusivement aux films classés « 18 ans et plus ».

Sur les 657 films projetés sur les écrans des cinémas et des ciné-parcs du Québec en 2007, on compte 331 films classés « visa général », 201 films classés « 13 ans et plus », 23 films classés « 16 ans et plus » et 102 films classés « 18 ans et plus ». Le nombre de films classés « visa général » a diminué de 3,2 %, tandis que le nombre films classés « 13 ans et plus » a augmenté de 8,1 %. Au total, le

Tableau 6.8
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2003-2007

Pays	2003		2004		2005		2006		2007	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	377	55,7	409	56,0	353	51,8	343	52,9	364	55,4
France	101	14,9	89	12,2	88	12,9	96	14,8	87	13,2
Grande-Bretagne	37	5,5	37	5,1	35	5,1	42	6,5	30	4,6
Québec	42	6,2	61	8,4	48	7,0	43	6,6	55	8,4
Canada[1]	39	5,8	41	5,6	40	5,9	33	5,1	35	5,3
Autres pays	81	12,0	93	12,7	118	17,3	92	14,2	86	13,1
Total	**677**	**100,0**	**730**	**100,0**	**682**	**100,0**	**649**	**100,0**	**657**	**100,0**

1. À l'exception du Québec

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

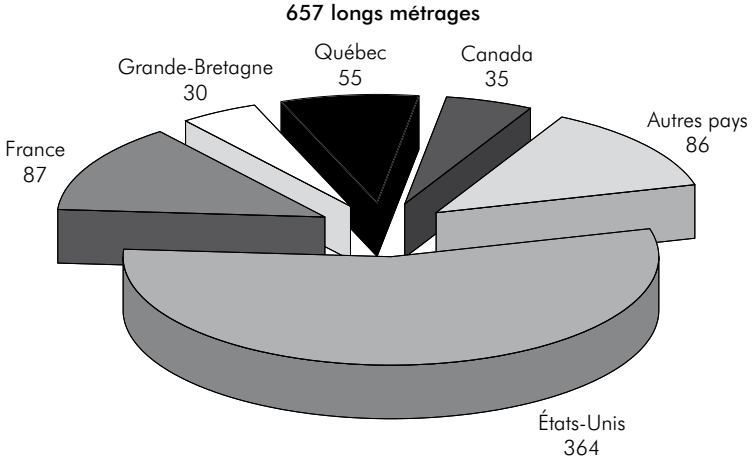
nombre de films de ces deux catégories a progressé de 0,8 %. Le nombre de films classés « 16 ans et plus » a reculé de 11,5 % tandis que celui des films classés « 18 ans et plus » a grimpé de 7,4 %. Cela dit, de 2003 à 2007, aucune catégorie de films n'enregistre un taux de croissance annuel moyen positif. Le nombre de films des catégories « visa général », « 13 ans et plus », « 16 ans et plus » et « 18 ans et plus » présentés sur les écrans du Québec révèle des taux de croissance annuel moyen négatifs de 0,7 %, 0,2 %, 3,9 % et 1,0 %.

Si l'on examine maintenant la provenance des films présentés de 2003 à 2007, on constate d'abord que le cinéma états-unien a gagné 2,6 points de pourcentage par rapport à 2006 (tableau 6.8). Il s'agit de la seconde hausse de la part des films des États-Unis depuis 2001. L'année 2007 a été encourageante à ce chapitre pour le cinéma québécois, qui compte 12 films de plus qu'en 2006, ce qui porte sa part du nombre de films en exploitation à 8,4 %. Il s'agit d'une augmentation de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

LES FILMS À SUCCÈS

Le classement des films est effectué à partir de l'assistance aux projections en salle durant une période de 3 ans, laquelle s'étend du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007. Le film *Bon Cop Bad Cop* occupe le premier rang, affichant 1,3 million d'entrées, suivi de *Harry Potter et la coupe de feu* (1,1 million) et de *Da Vinci Code* (1,018 million). C'est la première fois qu'un film québécois atteint le premier rang au palmarès. Au 4e rang, on trouve *Pirates des Caraïbes : Le coffre du mort*, qui a attiré 1,017 million de spectateurs, tandis qu'aux 5e et 6e rangs figurent *Harry Potter et l'Ordre du Phénix* (993,0 milliers) et *Spider-Man 3* (853,2 milliers). Parmi les 50 films à succès de cette période se trouvent 10 autres films réalisés au Québec, dont *C.R.A.Z.Y* (8e), *Aurore* (12e), *Les Boys 4* (16e), *Maurice Richard* (17e), *Les trois p'tits cochons* (18e), *Horloge biologique* (20e) et *Nitro* (31e). Pendant cette période, 34 films québécois comptent plus de 50 000 entrées au guichet. Ces films ont obtenu en moyenne 204 892 entrées.

Figure 6.10
Nombre de films présentés dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon le pays d'origine des films, Québec, 2007



Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.9

Films à succès[1], en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007

Rang	Titre du film	Pays	Projections	Assistance	Recettes
			n		$
1	**Bon Cop Bad Cop**	**Québec**	**29 505**	**1 320 394**	**8 973 867**
2	Harry Potter et la coupe de feu	États-Unis	17 363	1 131 259	7 389 390
3	Da Vinci Code	États-Unis	22 436	1 018 660	7 153 710
4	Pirates des Caraïbes: Le coffre du mort	États-Unis	21 924	1 017 653	6 791 787
5	Harry Potter et l'Ordre du Phénix	États-Unis	19 759	992 998	6 569 610
6	Spider-Man 3	États-Unis	20 855	853 212	5 942 014
7	Star Wars épisode III - La revanche des Sith	États-Unis	15 922	850 738	6 236 521
8	**C.R.A.Z.Y.**	**Québec**	**21 018**	**785 634**	**5 213 096**
9	L'ère de glace: La fonte	États-Unis	18 696	765 104	4 719 145
10	Shrek le troisième	États-Unis	22 705	762 380	4 891 866
11	Les Simpson : Le film	États-Unis	15 769	735 408	4 828 909
12	**Aurore**	**Québec**	**16 269**	**706 811**	**4 439 950**
13	Casino Royale	États-Unis	17 116	669 736	4 780 646
14	Pirates des Caraïbes: Jusqu'au bout du monde	États-Unis	15 026	650 736	4 481 279
15	King Kong	Nouvelle-Zélande	11 993	641 972	4 263 544
16	**Les Boys 4**	**Québec**	**16 046**	**626 489**	**3 923 690**
17	**Maurice Richard**	**Québec**	**18 378**	**589 795**	**3 805 889**
18	**Les 3 p'tits cochons**	**Québec**	**16 698**	**577 762**	**3 956 606**
19	Transformers : Le film	États-Unis	13 430	545 432	3 693 239
20	**Horloge Biologique**	**Québec**	**16 019**	**543 361**	**3 592 100**
21	La guerre des mondes	États-Unis	12 972	538 552	3 750 572
22	Clic	États-Unis	15 114	507 145	3 227 849
23	Madagascar	États-Unis	15 357	503 776	3 120 698
24	Mission: Impossible III	États-Unis	14 424	473 924	3 342 541
25	Les chroniques de Narnia: L'armoire magique	États-Unis	14 531	463 801	3 000 869
26	Une nuit au musée	États-Unis	14 243	460 443	2 935 479
27	X-Men : L'engagement ultime	États-Unis	14 046	457 309	3 261 000
28	La vengeance dans la peau	États-Unis	12 350	456 854	3 244 508
29	300	États-Unis	11 805	449 512	3 409 565
30	Hitch	États-Unis	12 772	439 048	2 983 468
31	**Nitro**	**Québec**	**12 174**	**427 935**	**2 840 100**
32	Batman : Le commencement	États-Unis	11 405	422 774	3 008 142
33	**Le survenant**	**Québec**	**11 125**	**415 598**	**2 591 964**
34	Ratatouille	États-Unis	11 490	404 027	2 545 756
35	M. et Mme Smith	États-Unis	10 228	389 292	2 760 257
36	Souvenirs de Borkeback Mountain	États-Unis	10 406	384 437	2 629 353
37	Le retour de Superman	États-Unis	11 506	374 380	2 696 924
38	Les quatres fantastiques	États-Unis	10 224	367 594	2 388 500
39	**Ma fille mon ange**	**Québec**	**10 718**	**365 985**	**2 415 765**
40	Vis libre ou crève	États-Unis	10 500	357 534	2 509 664
41	La fille à un million de dollars	États-Unis	11 773	353 403	2 402 869
42	Huit en-dessous	États-Unis	10 345	352 412	2 107 766
43	Les bagnoles	États-Unis	12 465	342 457	2 026 967
44	Garçons sans honneur	États-Unis	10 333	331 415	2 311 528
45	L'aviateur	États-Unis	7 906	317 763	2 140 919
46	Les petits pieds du bonheur	Australie	12 125	312 910	1 936 700
47	**Le secret de ma mère**	**Québec**	**11 826**	**302 254**	**1 862 294**
48	La poursuite du bonheur	États-Unis	10 996	299 223	2 063 215
49	Nos voisins les hommes	États-Unis	12 474	298 325	1 814 600
50	L'autre belle-famille	États-Unis	8 555	295 246	1 975 605

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.10

Films à succès[1], en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2007

Rang	Titre du film	Projections	Assistance	Recettes
		n		$
1	Bon Cop Bad Cop	29 505	1 320 394	8 973 867
2	C.R.A.Z.Y.	21 018	785 634	5 213 096
3	Aurore	16 269	706 811	4 439 950
4	Les Boys 4	16 046	626 489	3 923 690
5	Maurice Richard	18 378	589 795	3 805 889
6	Les 3 p'tits cochons	16 698	577 762	3 956 606
7	Horloge biologique	16 019	543 361	3 592 100
8	Nitro	12 174	427 935	2 840 100
9	Le survenant	11 125	415 598	2 591 964
10	Ma fille mon ange	10 718	365 985	2 415 765
11	Le secret de ma mère	11 826	302 254	1 862 294
12	À vos marques... Party!	9 911	286 402	1 773 951
13	Ma vie en cinémascope	8 921	258 707	1 549 333
14	Maman Last Call	9 886	255 289	1 599 801
15	Les voleurs d'enfance	7 594	246 438	1 569 360
16	Idole instantanée	8 296	208 749	1 290 078
17	Roméo et Juliette	8 656	188 689	1 186 492
18	L'audition	7 621	184 250	1 175 145
19	Un dimanche à Kigali	5 929	145 558	921 132
20	Ma tante Aline	5 380	136 957	808 925
21	L'âge des ténèbres	5 403	127 445	885 347
22	Soie	5 449	122 052	783 002
23	La vie avec mon père	4 385	98 279	616 939
24	Nos voisins Dhantsu	5 062	98 058	631 643
25	La vie secrète des gens heureux	5 235	95 227	608 075
26	Guide de la petite vengeance	5 122	83 408	521 521
27	Congorama	3 874	76 278	485 213
28	Daniel et les Superdogs	3 062	75 286	399 742
29	La neuvaine	2 264	68 390	415 385
30	C'est pas moi c'est l'autre	3 299	67 747	407 074
31	La rage de l'ange	3 025	63 226	388 182
32	Bluff	3 643	62 492	401 176
33	Familia	2 937	62 006	387 866
34	Histoire de famille (parties 1 et 2)	2 382	59 434	357 486
35	Le dernier continent	947	46 702	321 275
36	Mémoires affectives	1 866	46 691	294 676
37	Contre toute espérance	2 015	44 960	281 126
38	Cheech	3 163	43 598	283 171
39	Délivrez-moi	2 521	42 663	268 522
40	Duo	3 463	40 098	229 387
41	Nouvelle-France	1 547	38 980	221 325
42	Saint-Martyrs-des-Damnés	1 897	36 699	250 286
43	Que Dieu bénisse l'Amérique	1 663	32 825	204 093
44	Comment survivre à ma mère	3 072	32 101	197 179
45	La brunante	1 619	22 950	142 105
46	Sans elle	1 584	22 878	138 535
47	Continental, un film sans fusil	1 030	18 746	117 249
48	Québec sur ordonnance	2 390	16 903	104 511
49	Kamataki	579	15 355	113 022
50	Le ring	697	10 074	68 654

1. Films présentés en programme simple.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.11

Films à succès[1], en ordre décroissant de l'assistance, toutes origines confondues, Québec, du 1er janvier 1985 au 31 décembre 2007

Rang	Titre du film	Année[2]	Pays	Projections	Assistance	Recettes
				n		$
1	Titanic	1997	États-Unis	28 671	3 286 209	17 146 097
2	Harry Potter à l'école des sorciers	2001	États-Unis	27 205	1 619 496	9 294 863
3	Le seigneur des anneaux: La communauté de l'anneau	2001	États-Unis	18 292	1 528 814	9 547 443
4	Spider-Man	2002	États-Unis	25 651	1 506 653	9 392 205
5	Le seigneur des anneaux: Le retour du roi	2003	États-Unis	20 518	1 407 929	8 887 986
6	Star Wars épisode 1: La menace fantôme	1999	États-Unis	29 003	1 382 054	7 985 647
7	Le seigneur des anneaux: Les deux tours	2002	États-Unis	16 585	1 355 269	8 426 880
8	**Un homme et son péché**	**2002**	**Québec**	**22 528**	**1 341 602**	**8 121 715**
9	Harry Potter et la chambre des secrets	2002	États-Unis	19 811	1 339 287	7 724 294
10	**Bon Cop Bad Cop**	**2006**	**Québec**	**29 505**	**1 320 394**	**8 973 867**
11	Le parc Jurassique	1993	États-Unis	16 093	1 198 556	6 118 239
12	Spider-Man 2	2004	États-Unis	22 098	1 198 313	7 538 317
13	**La grande séduction**	**2003**	**Québec**	**25 292**	**1 197 843**	**7 265 449**
14	Harry Potter et la coupe de feu	2005	États-Unis	17 363	1 131 259	7 389 390
15	**Les Boys**	**1997**	**Québec**	**16 809**	**1 125 182**	**6 101 639**
16	Shrek 2	2004	États-Unis	26 258	1 120 825	6 702 478
17	**Les Boys 2**	**1998**	**Québec**	**15 144**	**1 039 578**	**5 425 318**
18	Da Vinci Code	2006	États-Unis	22 436	1 018 660	7 153 710
19	Pirates des Caraïbes: Le coffre du mort	2006	États-Unis	21 924	1 017 653	6 791 787
20	Harry Potter et l'Ordre du Phénix	2007	États-Unis	19 759	992 998	6 569 610
21	Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban	2004	États-Unis	21 595	981 515	6 053 475
22	Le sixième sens	1999	États-Unis	16 276	935 373	5 277 129
23	**Les invasions barbares**	**2003**	**Québec**	**24 343**	**913 982**	**5 657 002**
24	**Les Boys 3**	**2001**	**Québec**	**17 154**	**910 743**	**5 432 499**
25	Le roi lion	1994	États-Unis	16 490	860 143	3 844 990
26	Seul au monde	2000	États-Unis	16 443	859 435	5 319 439
27	Spider-Man 3	2007	États-Unis	20 855	853 212	5 942 014
28	Star Wars épisode III : La revanche des Sith	2005	États-Unis	15 922	850 738	6 236 521
29	Armageddon	1998	États-Unis	14 717	827 413	4 323 141
30	Retour vers le futur II	1989	États-Unis	6 728	818 495	4 038 933
31	Independence Day	1996	États-Unis	12 422	804 619	4 112 217
32	Les Pierrafeu	1994	États-Unis	10 124	802 368	3 994 328
33	Star Wars épisode II : L'attaque des clones	2002	États-Unis	15 671	789 396	5 306 787
34	**C.R.A.Z.Y.**	**2005**	**Québec**	**21 018**	**785 634**	**5 213 096**
35	Les 101 dalmatiens	1996	États-Unis	12 027	783 822	3 432 470
36	Indiana Jones et la dernière croisade	1989	États-Unis	6 189	771 293	4 202 653
37	L'ère de glace: La fonte	2006	États-Unis	18 696	765 104	4 719 145
38	Shrek le troisième	2007	États-Unis	22 705	762 380	4 891 866
39	Mission : impossible 2	2000	États-Unis	15 671	748 123	4 451 827
40	La matrice rechargée	2003	États-Unis	15 425	744 063	5 109 798
41	Gladiateur	2000	États-Unis	16 813	744 058	4 501 488
42	Les Simpson : Le film	2007	États-Unis	15 769	735 408	4 828 909
43	Forrest Gump	1994	États-Unis	14 236	734 248	3 875 647
44	Madame Doubtfire	1993	États-Unis	11 534	730 876	3 911 517
45	Mission : Impossible	1996	États-Unis	11 202	722 356	3 673 671
46	Il faut sauver le soldat Ryan	1998	États-Unis	11 815	719 234	3 904 051
47	Histoire de jouets 2	1999	États-Unis	14 509	717 774	3 454 672
48	**Aurore**	**2005**	**Québec**	**16 269**	**706 811**	**4 439 950**
49	Le monde perdu : Jurrassic Park	1997	États-Unis	12 906	685 531	3 640 831
50	Tornade	1996	États-Unis	11 176	678 722	3 440 756

1. Films présentés en programme simple seulement.
2. Année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 6.12

Films à succès[1], en ordre décroissant de l'assistance, films québécois seulement, Québec, du 1er janvier 1985 au 31 décembre 2007

Rang	Titre du film	Année[2]	Projections	Assistance	Recettes
			n		$
1	Un homme et son péché	2002	22 528	1 341 602	8 121 715
2	Bon Cop Bad Cop	2006	29 505	1 320 394	8 973 867
3	La grande séduction	2003	25 292	1 197 843	7 265 449
4	Les Boys	1997	16 809	1 125 182	6 101 639
5	Les Boys 2	1998	15 144	1 039 578	5 425 318
6	Les invasions barbares	2003	24 343	913 982	5 657 002
7	Les Boys III	2001	17 154	910 743	5 432 499
8	C.R.A.Z.Y.	2005	21 018	785 634	5 213 096
9	Aurore	2005	16 269	706 811	4 439 950
10	Les Boys 4	2005	16 046	626 489	3 923 690
11	Elvis Gratton II, miracle à Memphis	1999	10 657	609 463	3 367 160
12	Le déclin de l'empire américain	1986	6 872	608 126	2 760 246
13	Cruising Bar	1989	7 947	591 620	3 086 162
14	Maurice Richard	2005	18 378	589 795	3 805 889
15	Les 3 p'tits cochons	2007	16 698	577 762	3 956 606
16	Camping sauvage	2004	14 743	574 810	3 540 009
17	Horloge biologique	2005	16 019	543 361	3 592 100
18	Ma vie en cinémascope	2004	13 519	477 695	2 922 351
19	Mambo italiano	2003	15 307	466 914	2 744 088
20	La vie après l'amour	2000	12 798	458 743	2 604 496
21	Dans une galaxie près de chez vous	2004	9 139	454 101	2 598 427
22	Nitro	2007	12 174	427 935	2 840 100
23	C't'à ton tour, Laura Cadieux	1998	8 808	423 655	2 238 344
24	Le survenant	2005	11 125	415 598	2 591 964
25	Jésus de Montréal	1989	5 609	390 594	1 977 960
26	Nez rouge	2003	11 581	389 730	2 315 060
27	Ding et Dong le film	1990	4 304	372 221	2 027 335
28	Ma fille mon ange	2007	10 718	365 985	2 415 765
29	Nuit de noces	2001	10 313	357 453	2 139 008
30	L'odyssée d'Alice Tremblay	2002	11 639	347 666	1 974 876
31	Louis 19, Le roi des ondes	1994	6 330	332 783	1 672 064
32	Le papillon bleu	2004	7 917	327 389	1 809 753
33	Nouvelle-France	2004	8 731	317 558	1 980 510
34	Le secret de ma mère	2006	11 826	302 254	1 862 294
35	Elles étaient cinq	2004	9 990	296 573	1 870 744
36	Elvis Gratton XXX : La vengeance d'Elvis Wong	2004	7 722	292 327	1 767 359
37	À vos marques... Party!	2007	9 911	286 402	1 773 951
38	Sur le seuil	2003	8 585	274 839	1 755 821
39	Laura Cadieux... La suite	1999	9 363	269 083	1 377 286
40	Matusalem	1993	3 757	255 435	1 080 176
41	Maman Last Call	2005	9 886	255 289	1 599 801
42	La mystérieuse mademoiselle C.	2002	6 336	250 974	1 192 789
43	Les voleurs d'enfance	2005	7 594	246 438	1 569 360
44	La Florida	1993	4 770	246 097	1 260 877
45	La grenouille et la baleine	1988	3 325	240 863	944 951
46	Le dernier tunnel	2004	7 676	240 414	1 486 544
47	Monica la Mitraille	2004	7 894	235 187	1 450 375
48	Bach et Bottine	1986	2 792	228 537	832 830
49	Un zoo la nuit	1987	3 851	223 913	1 038 712
50	L'homme idéal	1996	4 321	219 879	1 129 967

1. Films présentés en programme simple seulement.
2. Année de la première projection en salle au Québec.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Nitro,
Alain DesRochers,
Photo: Sébastien Raymond

CHAPITRE 7

LES AUTRES MARCHÉS DU FILM

Benoit Allaire et Annie Cloutier

Still life,
Jeffrey Blatt

Depuis le début des années 1980, l'exploitation des produits cinématographiques s'est profondément modifiée et l'exclusivité des nouvelles productions, accordée auparavant aux salles de cinéma pendant des mois, est maintenant réduite à quelques semaines, parfois moins. La prolifération du magnétoscope au cours des années 1980, la pénétration de la câblodistribution et de ses canaux spécialisés, la télévision à la carte ou la vidéo sur demande et les technologies, telles que le DVD (*digital versatile disk*) et la diffusion par satellite de plus en plus populaire, ont contribué à leur façon au développement de ce qu'on appelle aujourd'hui le « cinéma maison ». De plus, les améliorations techniques apportées au téléviseur lui-même (son et image numériques, haute définition) en font une fenêtre grâce à laquelle on peut joindre le consommateur de films en utilisant différents canaux de transmission.

Malheureusement, ces canaux de transmission se sont multipliés plus rapidement que les statistiques qui s'y rapportent. Dans le présent chapitre, nous présentons les seules données dont nous disposons sur les clubs vidéos et la commercialisation des films sur support vidéo.

LE MARCHÉ DE LA VIDÉO

Encore aujourd'hui, les seules données fiables concernant l'offre dans ce secteur d'activité proviennent de la Régie du cinéma, qui a notamment pour mandat de délivrer les permis nécessaires aux établissements de commerce de détail de matériel vidéo.

LE COMMERCE DE DÉTAIL

Au Québec en 2007, on dénombrait 5 032 établissements de commerce de détail de matériel vidéo, ce qui correspond à une baisse de 1,9 % par rapport à 2006. Une proportion de 18,9 % de ces établissements a pour activité principale le commerce de matériel vidéo, soit 952 établissements, en baisse de 5,2 % par rapport à 2006. Concernant les 4 080 autres établissements qui représentent une part de 81,1 %, ce commerce est une activité secondaire et ceux-ci ont diminué de 1,0 % par rapport à 2006. De 2003 à 2007, le taux de croissance annuel moyen du nombre de clubs vidéo est passé de 0,2 % à 0,7 % pour les commerces ayant pour activité secondaire la vente de matériel vidéo. L'année 2007 reprend la tendance à la baisse amorcée en 1998. En fait, sur cette période, seules les années 2004 et 2006 ont affiché une hausse quant au nombre total d'établissements.

Depuis 1992, première année pour laquelle nous disposons de données quant au nombre d'établissements de location de matériel vidéo, tous les types d'établissements ont connu une période de croissance suivie d'une lente décroissance. En ce qui concerne les clubs vidéo, leur nombre a crû de 1,3 % annuellement en moyenne de 1992 à 1996, tandis que de 1996 à 2005, celui-ci a diminué en moyenne de 3,0 % chaque année. Quant aux autres établissements de location de matériel vidéo, leur nombre a augmenté de 10,5 % par année en moyenne, de 1992 à 1997, pour ensuite baisser de 1,9 % annuellement de 1997 à 2005.

En 2006, on confirmait la reprise amorcée en 2005 quant au nombre de clubs vidéo, mais la baisse de 2007 vient inverser la récente tendance à la hausse de cette industrie. Rappelons que l'absence de données fiables sur la location de matériel vidéo empêchait d'interpréter correctement la hausse de 2005-2006. Il pouvait s'agir autant d'une reprise du marché de la location de films que d'une fragmentation de l'industrie.

Tableau 7.1
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le caractère de l'activité, Québec, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Commerces	4 915	5 125	5 031	5 130	5 032
Activité principale	946	905	962	1 004	952
Activité secondaire	3 969	4 220	4 069	4 126	4 080

Source : Régie du cinéma.

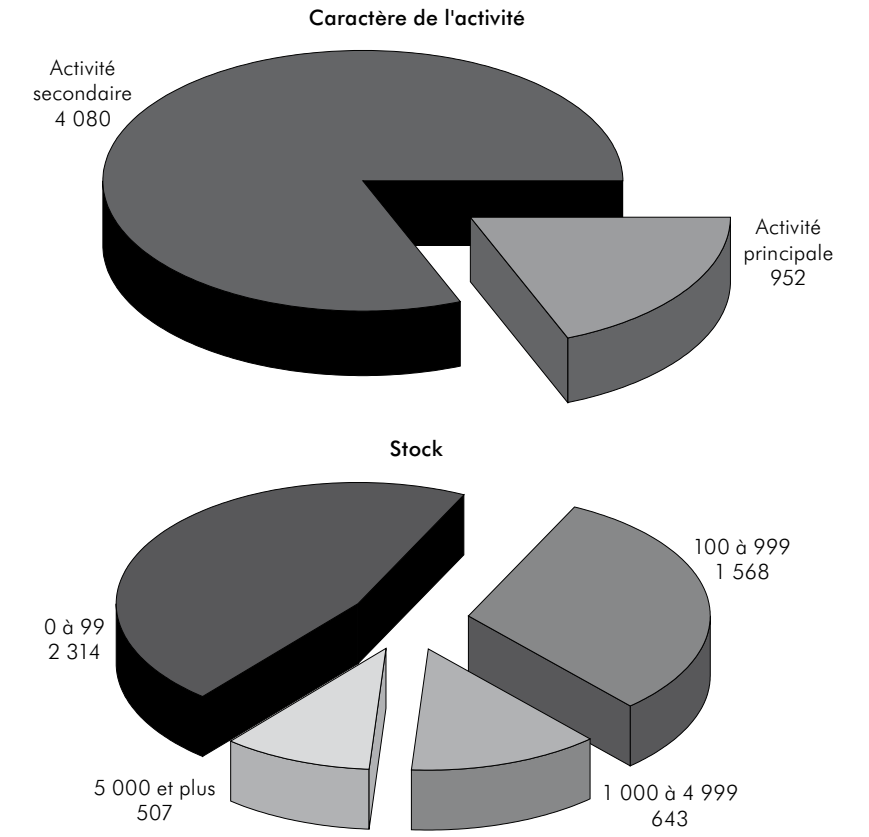
Tableau 7.2
Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2003-2007

Nombre de cassettes et de DVD	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
0-99	2 097	2 471	2 508	2 740	2 314
100-999	1 662	1 562	1 470	1 373	1 568
1 000-4 999	679	627	596	563	643
5 000 et plus	477	465	457	454	507
Total	**4 195**	**5 125**	**5 031**	**5 130**	**5 032**

Source : Régie du cinéma.

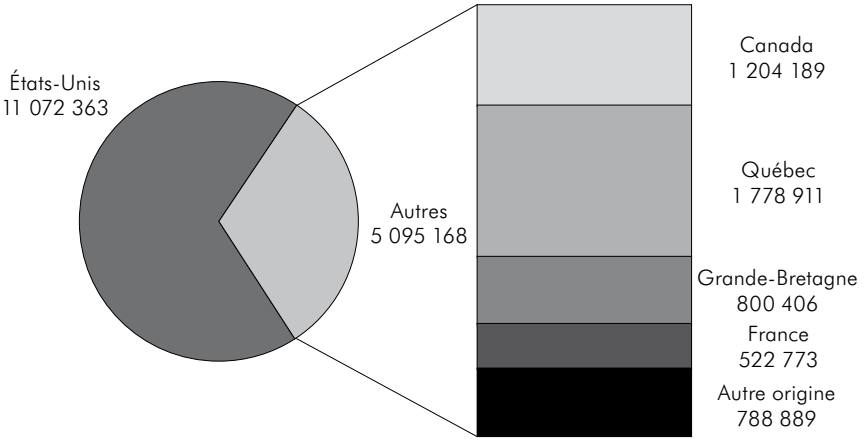
La brunante, Fernand Dansereau

Figure 7.1
Commerces de détail de matériel vidéo selon le caractère de l'activité et le stock de vidéocassettes et de DVD, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

Figure 7.2
Nombre d'attestations délivrées pour les films commercialisés sur support vidéo selon le pays d'origine, Québec, 2007



Source : Régie du cinéma.

D'après les données fournies par la Régie du cinéma pour l'année 2007, 77,1 % des commerces de matériel vidéo avaient un stock de moins de 1 000 cassettes et DVD. Cela correspond à une diminution de 5,6 %, soit 231 établissements en moins par rapport à 2006. Dans cette catégorie (moins de 1 000) ceux qui détiennent moins de 100 cassettes et DVD sont au nombre de 2 314, représentant 46,0 % des établissements. Par ailleurs, on enregistre en 2007, la première baisse quant au nombre de commerces de cette catégorie depuis 2003. Quant aux autres (54,0 %), soit ceux qui tiennent entre 100 et 999 cassettes et DVD, on dénombre 1 568 commerces, soit 14,2 % de plus qu'en 2006. Concernant les établissements ayant un stock de plus de 1 000 cassettes et DVD, on en compte 133 de plus en 2007, soit une augmentation de 13,1 % par rapport à 2006, passant de 1 017 à 1 150 établissements. Finalement, concernant les établissements possédant un stock important (5 000 cassettes et DVD et plus), on en compte 507, ce qui représente une hausse de 11,7 % par rapport à 2006. C'est d'ailleurs le nombre le plus élevé d'établissements observé pour cette catégorie depuis 1999.

Sur une plus longue période, on observe une variation différente relativement aux clubs vidéo dont le stock est de plus de 1 000 cassettes et DVD et des établissements détenant moins de 1 000 cassettes et DVD. En effet, de 1992 à 1997, on observe dans les établissements importants (plus de 1 000 cassettes et DVD), une croissance annuelle moyenne de 8,2 % suivie d'une décroissance de 3,1 % annuelle sur la période de 1997 à 2007. Par contre, on constate des fluctuations importantes dans la distribution des petits établissements, soit ceux dont le stock est inférieur à

1 000 cassettes et DVD. En effet, le nombre d'établissements tenant un stock peu important (moins de 100 cassettes et DVD) représentait, en 1992, 31,3 % de tous les établissements dans le commerce de détail de matériel vidéo. En 2006, on observait la plus haute proportion pour cette catégorie, soit 53,4 % et en 2007, une proportion de 46,0 %, en baisse de 7,4 points de pourcentages. Ainsi, de 1992 à 2007, on observe un taux de croissance annuel moyen de 4,0 % concernant les établissements détenant un stock peu important.

Après une période de forte croissance (de 1992 à 1996) plus importante que celle des clubs vidéo, ces deux catégories d'établissements ont plus ou moins plafonné (de 1996 à 2000). Par la suite, les établissements ayant un stock de 100 à 999 cassettes et DVD ont connu un déclin important, tandis que les petits établissements montraient une légère baisse suivie d'une forte remontée (de 2004 à 2006). En fait, cette catégorie est la seule à montrer une augmentation du nombre d'établissements par rapport aux années 1996, 1997 et 1998, où le nombre total d'établissements de location de matériel vidéo atteint des records, soit respectivement 5 886, 5 982 et 5 842 commerces. Par contre, de 2006 à 2007, on observe une diminution de 15,5 % des petits commerces. Il s'agit de la première baisse depuis 2003, mais cette catégorie d'établissement demeure toutefois la seule à avoir connu une variation annuelle positive au cours de la période 1997-2007.

Tableau 7.3

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, par région administrative, Québec, 2007

Région administrative	Total	Type de service		Caractère de l'activité	
		Vente et location	Vente exclusivement	Principale	Secondaire
			n		
Bas-Saint-Laurent	215	149	66	17	198
Saguenay–Lac-Saint-Jean	214	125	89	24	190
Capitale-Nationale	485	255	230	87	398
Mauricie	214	124	90	39	175
Estrie	237	146	91	41	196
Montréal	919	428	491	255	664
Outaouais	236	142	94	35	201
Abitibi-Témiscamingue	160	109	51	16	144
Côte-Nord	86	59	27	9	77
Nord-du-Québec	43	38	5	4	39
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	114	78	36	6	108
Chaudière-Appalaches	356	239	117	37	319
Laval	163	65	98	35	128
Lanaudière	271	153	118	64	207
Laurentides	302	162	140	74	228
Montérégie	813	437	376	188	625
Centre-du-Québec	198	130	68	21	177
Non classés	6	3	3	–	6
Le Québec	**5 032**	**2842**	**2 190**	**952**	**4 080**

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.4

Nombre de commerces de détail de matériel vidéo, selon le stock de vidéocassettes et de DVD, par région administrative, Québec, 2007

Région administrative	De 0 à 99	De 100 à 999	De 1 000 à 4 999	5 000 et plus	Total
			n		
Bas-Saint-Laurent	98	88	14	15	215
Saguenay–Lac-Saint-Jean	88	84	30	12	214
Capitale-Nationale	213	158	67	47	485
Mauricie	64	94	30	26	214
Estrie	117	71	23	26	237
Montréal	564	135	98	122	919
Outaouais	97	93	25	21	236
Abitibi-Témiscamingue	57	80	10	13	160
Côte-Nord	29	38	12	7	86
Nord-du-Québec	34	3	5	1	43
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	45	53	16	–	114
Chaudière-Appalaches	141	143	51	21	356
Laval	106	20	17	20	163
Lanaudière	111	87	44	29	271
Laurentides	156	77	31	38	302
Montérégie	319	259	137	98	813
Centre-du-Québec	74	80	33	11	198
Non classés	1	5	–	–	6
Le Québec	**2 314**	**1 568**	**643**	**507**	**5 032**

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.5
Commercialisation des films et des programmes télévisés sur support vidéo[1], Québec, 2005 à 2007 et avril 1989 à décembre 2007

	2005	2006	2007	Avril 1989 à décembre 2007
		n		
Distributeurs	159	155	161	725
Films	27 908	28 113	25 779	230 326
Certificats de dépôt délivrés	59 211	64 083	63 214	582 082
Attestations émises[2]	**31 942 947**	**33 475 710**	**29 833 846**	**267 371 891**
Relatives à des certificats délivrés en 2007				
Cassettes	...	...	769 361	
DVD	...	...	13 933 889	
Coffrets	...	...	1 464 281	
Relatives à des certificats délivrés avant 2007				
Cassettes	...	...	1 183 058	
DVD	...	...	11 921 046	
Coffrets	...	...	562 211	

1. Un certificat de dépôt est délivré au titulaire d'un permis de distributeur sur dépôt de l'entente l'autorisant à faire la distribution d'un film sur support vidéo ou support similaire au Québec. Un certificat est délivré au distributeur pour chaque titre de film. Une attestation de ce certificat est délivrée pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné au commerce de détail.
2. Incluant les coffrets. Les attestations délivrées au cours d'une année peuvent se rapporter à des certificats de dépôt délivrés au cours de la même année ou au cours des années précédentes.

Source : Régie du cinéma.

LA COMMERCIALISATION DES FILMS SUR SUPPORT VIDÉO

En plus de ses activités relatives au classement des films, la Régie du cinéma a pour mandat de voir à l'application des règlements afférents à la Loi sur le cinéma au regard de la mise en marché du matériel vidéo. Cette réglementation prévoit, entre autres choses, que les titulaires d'un permis de distributeur doivent obtenir de la Régie un certificat de dépôt pour chaque titre de film et une attestation de ce certificat pour chaque exemplaire du matériel vidéo destiné à être vendu, prêté, loué ou échangé.

Précisons que les distributeurs de vidéocassettes et de DVD n'ont pas l'exclusivité d'un film, si bien que plusieurs peuvent obtenir simultanément un certificat de dépôt pour un même film. Ainsi, le nombre de certificats de dépôt délivrés au cours d'une même année est supérieur au nombre de films en question.

Au courant de l'année 2007, on comptait 6 commerçants de plus sur le marché de la commercialisation des films sur support vidéo que l'année précédente, soit un total de 161 (tableau 7.5). Aussi, le nombre de films distribués est passé de 28 113 en 2006 à 25 779 en 2007, soit une baisse de 8,3 %. Pour ce qui est du nombre de certificats de dépôt délivrés par la Régie, il est passé de 64 083 à 63 214, soit une diminution de 1,4 % par rapport à 2006. Finalement, le nombre d'attestations délivrées par la Régie a diminué de 10,9 % de 2006 à 2007, passant de 33,5 millions à 29,8 millions d'attestations.

L'ORIGINE DES FILMS COMMERCIALISÉS SUR SUPPORT VIDÉO

Encore une fois, en 2007, selon l'indication des données, on constate que la majorité des films commercialisés sur support vidéo proviennent des États-Unis. En effet, on en dénombre 16 321, soit 63,3 % des films commercialisés. D'ailleurs, cette proportion est la plus élevée pour la période de 2003 à 2007 et en hausse de 8,6 points de pourcentage par rapport à 2006. De plus, 68,5 % des attestations délivrées pour des films dont le certificat de dépôt a été délivré en 2007 l'ont été pour des productions états-uniennes, une proportion plus élevée qu'en 2006 (67,1 %), bien que le nombre total d'attestations délivrées soit moins élevé. Ainsi, 16,2 millions d'attestations ont été délivrées en 2007, soit 3,8 % de moins qu'en 2006. Donc, les films états-uniens représentaient, en 2007, 63,3 % des films commercialisés, mais 68,5 % des copies mises en circulation. Tout comme dans les salles de cinéma, les productions états-uniennes accaparent une grande partie du marché de la vidéo, ce qui n'est pas du tout étonnant si l'on considère que le cinéma et la vidéo ne sont en fait que des modes de diffusion différents de produits cinématographiques qui sont les mêmes dans une large proportion.

On observe, depuis 2005, un recul de la domination des États-Unis quant aux attestations délivrées, puisque c'est la troisième année consécutive qu'ils reçoivent une part des attestations sous la barre des 70 %.

Pour ce qui est des productions québécoises, elles représentaient, en 2007, 2,0 % des films commercialisés, soit 0,2 % de moins qu'en 2006, et affichaient une part de 1,4 % des certificats de dépôt, soit 0,2 % de plus qu'en 2006. Cependant, les films

québécois représentaient 11,0 % des attestations délivrées en 2007, donc 0,5 point de pourcentage de moins de moins qu'en 2006. Cette disproportion entre les parts québécoises du nombre de films et du nombre d'attestations se reflète sur le nombre d'attestations par film selon l'origine des films. Ainsi, les films québécois comptent la plus grande proportion d'attestations par film comparativement aux productions des autres pays. En effet, en 2007, on comptait une moyenne de 627 attestations par film pour l'ensemble des films, tandis que cette moyenne était de 3 448 pour les productions québécoises. En comparaison, on en comptait 678 en moyenne par film états-uniens et 620 en moyenne par film français. Soulignons par ailleurs que l'on comptait, en 2006, 1 479 attestations par film français, donc une baisse notable de 58,1 % pour 2007 quant aux attestations par film d'origine française.

Tableau 7.6

Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo, à l'exception des coffrets, selon l'année de production, Québec, 2007

Année de production	Films		Certificats		Attestations[1]	
	n	%	n	%	n	%
1902-1950	1 203	4,7	4 300	6,8	45 090	0,3
1951-1960	470	1,8	1 357	2,1	46 709	0,3
1961-1970	704	2,7	2 129	3,4	109 903	0,7
1971-1980	850	3,3	2 500	4,0	375 660	2,3
1981-1985	581	2,3	1 617	2,6	75 742	0,5
1986	147	0,6	507	0,8	22 814	0,1
1987	126	0,5	390	0,6	29 817	0,2
1988	146	0,6	473	0,7	19 589	0,1
1989	168	0,7	519	0,8	14 213	0,1
1990	205	0,8	646	1,0	26 526	0,2
1991	208	0,8	634	1,0	41 752	0,3
1992	228	0,9	878	1,4	34 626	0,2
1993	251	1,0	983	1,6	25 250	0,2
1994	295	1,1	1 078	1,7	33 784	0,2
1995	363	1,4	1 223	1,9	38 301	0,2
1996	264	1,4	1 317	2,1	22 052	0,1
1997	302	1,2	1 156	1,8	37 126	0,2
1998	349	1,4	1 166	1,8	71 581	0,4
1999	332	1,3	1 133	1,8	77 643	0,5
2000	406	1,6	1 205	1,9	46 311	0,3
2001	508	2,0	1 401	2,2	44 310	0,3
2002	640	2,5	1 663	2,6	91 428	0,6
2003	938	3,6	2 224	3,5	111 061	0,7
2004	1 232	4,8	2 808	4,4	227 581	1,4
2005	2 117	8,2	4 543	7,2	587 088	3,6
2006	5 309	20,6	10 867	17,2	4 638 751	28,7
2007	7 301	28,3	14 421	22,8	9 271 763	57,3
Données manquantes	36	0,1	76	0,1	1 060	0,01
Total	**25 779**	**100,0**	**63 214**	**100,0**	**16 167 531**	**100,0**

1. Attestations relatives à des certificats délivrés en 2007.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.7
Nombre de films et de programmes télévisés commercialisés sur support vidéo à l'exception des coffrets, selon le pays d'origine et la langue, Québec, 2007

Pays d'origine	Films		Certificats		Attestations[1]			
					Langue française		Autres langues	
	n	%	n	%	n	%	n	%
États-Unis	16 321	63,3	40 629	64,3	3 104 634	47,7	7 967 729	82,4
Canada	1 072	4,2	2 841	4,5	859 114	13,2	345 075	3,6
Québec	516	2,0	879	1,4	1 662 699	25,6	116 212	1,2
Grande-Bretagne	1 163	4,5	4 287	6,8	191 222	2,9	609 184	6,3
France	843	3,3	1 984	3,1	444 468	6,8	78 305	0,8
Autre origine	5 864	22,7	12 594	19,9	239 805	3,7	549 084	5,7
Total	**25 779**	**100,0**	**63 214**	**100,0**	**6 501 942**	**100,0**	**9 665 589**	**100,0**

1. Attestations relatives à des certificats délivrés en 2007.

Source : Régie du cinéma.

Tableau 7.8
Nombre de coffrets de films et de téléséries commercialisés sur support vidéo, selon l'année de production du coffret, Québec, 2004-2007

Année de production	Coffrets		Distributeurs	Films	Attestations	
	n	%	n	n	n	%
2004	1 102	17,5	50	3 309	101 436	5,0
2005	1 568	25,0	60	4 968	141 696	7,0
2006	1 902	30,3	69	6 723	319 079	15,7
2007	1 710	27,2	65	6 283	1 464 281	72,26
Total	**6 282**	**100,0**	**244**	**21 283**	**2 026 492**	**100,0**

Source : Régie du cinéma.

La Capture,
Carole Laure

CHAPITRE 8

LES DÉPENSES DES MÉNAGES

Benoit Allaire et Annie Cloutier

Surviving my mother,
Émile Gaudreault
Photo : Philippe Bossé, Jan Thijs, Izabel Zimmer

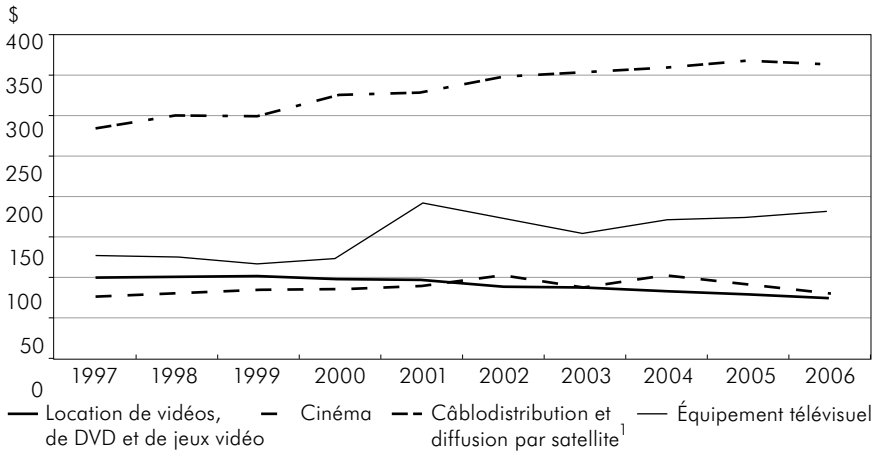
Nous analysons dans le présent chapitre l'évolution des dépenses moyennes des ménages, de 1997 à 2006, consacrées à certains produits audiovisuels : la location de vidéos, les sorties au cinéma et l'abonnement à la câblodistribution ou à la diffusion par satellite. Ces dépenses, réunies sous le vocable de dépenses de services audiovisuels, sont mises en relation avec l'ensemble des dépenses de loisirs de même qu'avec les dépenses de loisirs culturels. Ces dépenses sont ensuite analysées selon le revenu et le statut familial des ménages en 2006.

L'objectif de cette analyse est de décrire l'évolution et la place de la consommation des services audiovisuels, des films et des émissions de télévision dans l'ensemble des dépenses de loisirs et, de façon plus spécifique, parmi les dépenses de loisirs culturels. C'est pourquoi nous avons mis de côté les dépenses consacrées à l'achat d'équipement télévisuel, tels que les téléviseurs, les systèmes de cinéma maison, les antennes paraboliques et autres pièces d'équipement, sauf pour certaines comparaisons.

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES

En dollars constants de 2002, les dépenses annuelles moyennes des ménages québécois consacrées à l'ensemble des loisirs ont augmenté de 15,7 % au cours de la période 1997-2006, une hausse supérieure aux dépenses consacrées aux services audiovisuels, qui sont passées de 461 $ à 517 $ au cours de la même période, soit une augmentation de 12,0 %. Toutefois, la comparaison de l'évolution des dépenses de services audiovisuels avec celle des dépenses de loisirs culturels est encore plus frappante puisque de 1997 à 2006, ces dépenses n'ont varié que de 5,2 %, passant de 1 180 $ à 1 242 $. Il serait cependant plus approprié d'examiner l'évolution de la part de ces dépenses dans le budget des ménages.

Figure 8.1
Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et l'achat d'équipement télévisuel, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006



1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.1
Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
					$					
Dépenses totales	47 246	47 728	50 149	50 601	49 749	51 262	52 439	51 536	51 044	51 246
Consommation courante	33 348	33 338	35 004	35 064	35 091	36 860	36 940	36 635	36 550	37 423
Dépenses en loisirs	2 518	2 582	2 630	2 667	2 821	2 855	2 813	2 855	2 959	2 913
Dépenses en loisirs culturels	1 180	1 158	1 153	1 170	1 219	1 264	1 213	1 225	1 184	1 242
Dépenses en services audiovisuels	461	484	487	510	515	541	532	545	535	517
Location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo	101	102	102	97	96	89	88	83	79	74
Câblodistribution et télédistribution par satellite[1]	283	301	300	326	328	349	354	360	368	364
Cinéma	77	81	85	87	91	103	90	101	88	78
					n					
Échantillon	2 433	2 081	1 954	1 818	1 966	1 910	3 331	1 847	1 881	..
Nombre de ménages	2 782 881	2 776 813	2 831 627	2 871 247	2 889 449	2 970 300	3 009 367	3 065 519	3 103 650	..

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages* et *CANSIM, Tableau 326-0021 : Indice des prix à la consommation*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.2
Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006

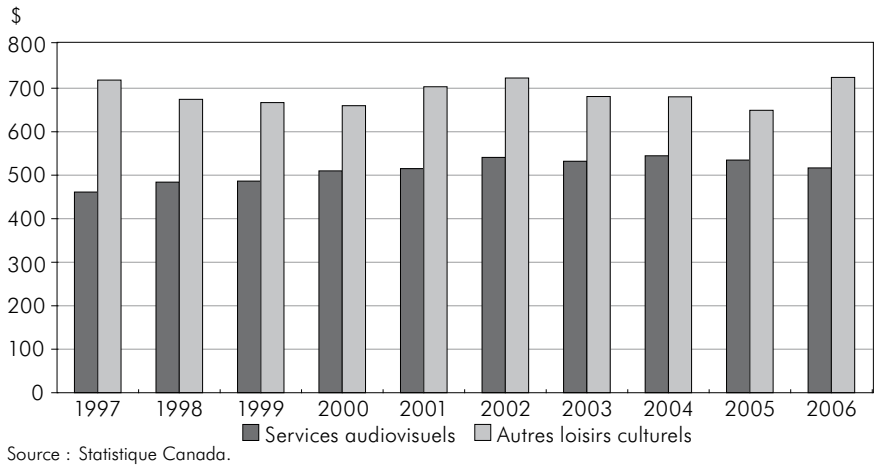
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	%									
Dépenses totales	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Part des dépenses de consommation courante sur les dépenses totales	71	70	70	69	71	72	70	71	72	73
Part des dépenses en loisirs sur les dépenses courantes	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
Part des dépenses en loisirs culturels sur les dépenses en loisirs	47	45	44	44	43	44	43	43	40	43
Part des dépenses en services audiovisuels sur les dépenses en loisirs culturels	39	42	42	44	42	43	44	44	45	42
Part des dépenses en location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo sur les dépenses en services audiovisuels	22	21	21	19	19	16	17	15	15	14
Part des dépenses en câblodistribution et en télédistribution par satellite[1] sur les dépenses en services audiovisuels	61	62	62	64	64	65	67	66	69	70
Part des dépenses en billets de cinéma sur les dépenses en services audiovisuels	17	17	17	17	18	19	17	19	16	15

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages* et *CANSIM, Tableau 326-0021 : Indice des prix à la consommation*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.2
Évolution des dépenses moyennes des ménages pour les services audiovisuels et les autres loisirs culturels, en dollars constants de 2002, Québec, 1997-2006



Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

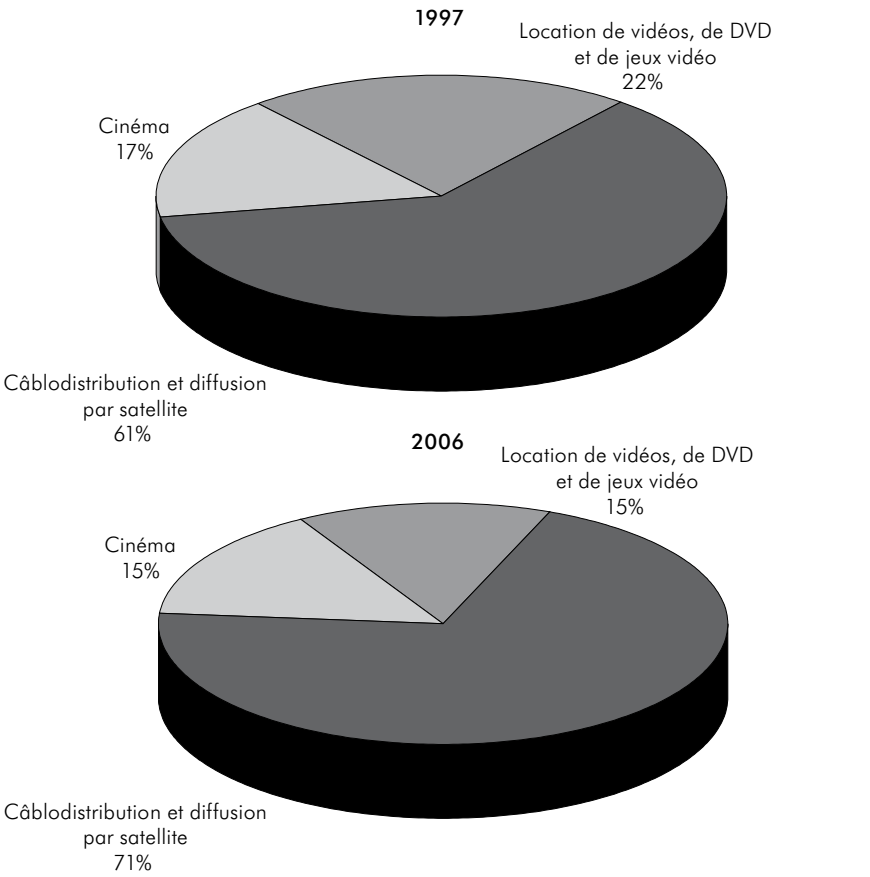
Par rapport aux dépenses de consommation courante, soit l'ensemble des dépenses moins l'impôt, les paiements d'assurance, les cotisations de retraite et les dons de bienfaisance, la part des services audiovisuels est restée stable à environ 1,4 % au cours de la période observée (1997 à 2006). En ce qui concerne les dépenses de services audiovisuels par rapport aux dépenses de loisirs, elles ont reculé de 0,4 point de pourcentage, passant de 18,1 % à 17,7 %. De plus, toujours concernant la même période, la part des services audiovisuels dans les dépenses de loisirs culturels a augmenté de 2,5 points de pourcentage, passant de 39,1 % en 1997 à 41,6 % en 2006. Précisons toutefois que la croissance des dépenses de loisirs culturels autres que les dépenses de services audiovisuels provient surtout de l'achat de matériel télévisuel (téléviseurs, magnétoscopes, lecteurs DVD et autre matériel télévisuel), puisque ce poste budgétaire a connu une ascension de 43,3 % de 1997 à 2006. De plus, la part des dépenses des ménages dévolue à ce poste, parmi les dépenses de loisirs culturels, est donc passée de 10,7 % à 14,6 %.

La hausse de la valeur de la consommation de services audiovisuels provient surtout de l'importante augmentation des dépenses de câblodistribution et de diffusion par satellite. Ces dépenses ont effectivement augmenté de 28,4 % au cours de la période 1997-2006, passant de 283 $ à 364 $. D'ailleurs, cette hausse se répercute dans la répartition des dépenses des ménages consacrées aux services audiovisuels et ainsi, la part accaparée par les services audiovisuels grimpe de 9 points de pourcentage (de 61 % à 70 %).

Cela s'accompagne d'une diminution des dépenses de location de vidéos et d'une croissance presque nulle des dépenses consacrées aux billets de cinéma. Les dépenses annuelles moyennes des ménages de location de vidéocassettes, de DVD ou de jeux vidéo sont passées de 101 $ à 74 $, soit une chute de 26,3 %. Contrairement aux autres dépenses de services audiovisuels, celles consacrées aux billets de cinéma fluctuent considérablement. En effet, après avoir atteint 103 $ en 2002 et 101 $ en 2004, elles ont reculé à leur niveau de 1997 en atteignant à peine 78 $ en 2006, soit une faible augmentation de 1,8 %.

En résumé, l'évolution des dépenses moyennes des ménages consacrées aux services audiovisuels au cours de la période 1997-2006 se caractérise par une lente érosion de la valeur de la consommation de la location de produits vidéo et d'une bonne progression des dépenses de billets de cinéma de 1997 à 2002, suivie d'une rapide diminution depuis 2004. Ce bilan mitigé de la consommation de produits audiovisuels est en partie compensé par l'augmentation soutenue des dépenses de câblodistribution et de

Figure 8.3
Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité, Québec, 1997 et 2006



Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.3
Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, selon le revenu du ménage, Québec, 2006

Activité culturelle	Unité	Moins de 20 000 $	De 20 000 $ à 39 999 $	De 40 000 $ à 59 999 $	60 000 $ et plus	Ensemble des ménages
Dépenses totales	$	18 966	33 055	49 790	90 023	55 705
Consommation courante	$	17 942	28 578	39 044	59 547	40 679
Dépenses en loisirs	$	1 249	1 731	2 720	5 201	3 166
Dépenses en loisirs culturels	$	593	1 033	1 267	1 934	1 350
Dépenses en services audiovisuels	$	334	467	551	730	562
Location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo	$	32	67	82	111	81
Câblodistribution et télédistribution par satellite[1]	$	274	343	400	482	396
Cinéma	$	28	56	69	137	85
Échantillon	n	..	..	..	..	..
Nombre de ménages	n	..	..	..	..	..

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

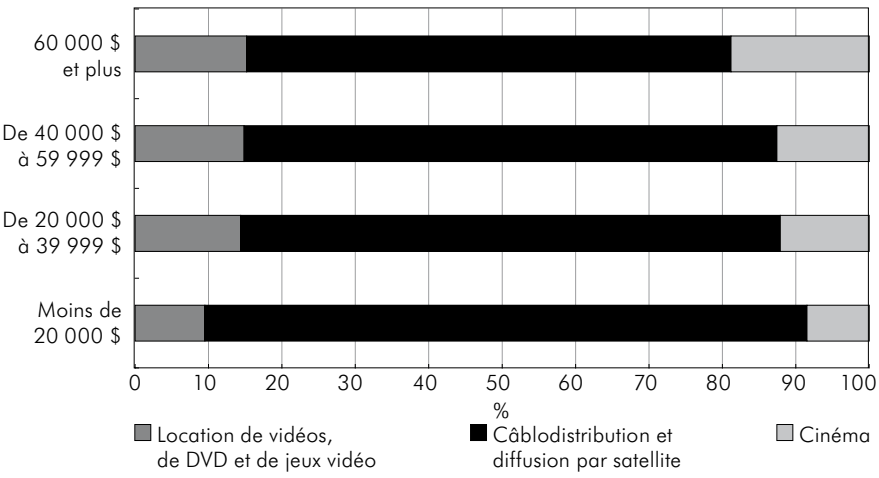
diffusion par satellite. La forte augmentation des dépenses d'équipement télévisuel qui accompagne ces dernières pourrait indiquer qu'il ne s'agit pas d'un signe de désintérêt des ménages québécois envers les services audiovisuels, mais plutôt d'une transformation des moyens d'accès à ces produits.

LES DÉPENSES SELON LE REVENU DES MÉNAGES

Dans cette analyse des dépenses des ménages consacrées aux services audiovisuels, nous utiliserons plutôt les dollars courants, puisqu'il ne s'agit pas tant de comprendre l'évolution des dépenses que de comparer les parts dévolues à certaines catégories de dépenses selon des classes de ménages.

Figure 8.4

Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le revenu du ménage, Québec, 2006



Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Ainsi, en 2006, les dépenses moyennes de l'ensemble des ménages consacrées aux loisirs se sont élevées à 3 166 $. En ce qui concerne les ménages ayant un revenu supérieur (60 000 $ et plus), dont les dépenses courantes sont plus de 3 fois plus élevées que celles des ménages ayant un revenu inférieur (20 000 $ et moins), soit respectivement 59 547 $ et 17 942 $, il faut s'attendre à ce que la part du budget consacrée aux dépenses de loisirs de cette catégorie de ménage soit plus importante que la part consacrée par les ménages ayant un revenu inférieur. Effectivement, 9 % des dépenses courantes des ménages ayant un revenu élevé ont été consacrées aux loisirs, ce qui représente en moyenne 5 201 $ annuellement. Quant aux ménages ayant un faible revenu, ils ont consacré environ 4 fois moins de ressources aux loisirs, soit des dépenses s'élevant à 1 249 $ en moyenne annuellement, ce qui représente 7 % de leur consommation courante.

Pour ce qui est de la part des dépenses de loisirs culturels sur l'ensemble des dépenses de loisirs, la situation s'inverse. Effectivement, les ménages ayant un faible revenu y consacrent 47 % de leurs dépenses de loisirs, une part beaucoup plus importante que celle consacrée par les ménages ayant un revenu élevé, dont cette part s'élève à 37 %. On observe une situation semblable concernant les dépenses de services audiovisuels. Ces dernières accaparent une part de 56 % des dépenses de loisirs culturels dans les ménages ayant un revenu inférieur et 38 % dans les ménages ayant un revenu supérieur.

Les dépenses de câblodistribution et de diffusion par satellite représentent la part la plus importante des dépenses de services audiovisuels, et ce, peu importe le niveau de revenu. Dans l'ensemble des ménages, cette part est de 70 %, tandis qu'elle est de 66 % dans les ménages ayant un revenu élevé et de 82 % dans les ménages ayant un faible revenu.

Ainsi, dû à la grande proportion du budget des services audiovisuels occupée par la câblodistribution et la diffusion par satellite, peu de ressources restent à consacrer aux dépenses de billets de cinéma et de locations de vidéocassettes ou de DVD. Ces dépenses représentent respectivement 8 % et 10 % des dépenses de services audiovisuels par les ménages ayant un faible revenu et 19 % et 15 % par les ménages ayant un revenu élevé. On remarque d'ailleurs que les dépenses relatives à ces postes budgétaires sont environ 4 fois plus élevées dans les ménages ayant un revenu élevé que dans les ménages ayant un faible revenu.

En résumé, si les ménages ayant un revenu élevé consacrent une part plus importante de leur budget aux loisirs que les ménages ayant un faible revenu, ces derniers en réservent une part prépondérante aux loisirs culturels. Les dépenses de services audiovisuels, surtout celles consacrées à la câblodistribution et à la diffusion par satellite, représentent la plus grande part en ce qui concerne ces ménages. De façon générale, plus les revenus des ménages sont élevés, plus les dépenses de services audiovisuels sont diversifiées.

Tableau 8.4
Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, selon le revenu du ménage, Québec, 2006

	Moins de 20 000 $	De 20 000 $ à 39 999 $	De 40 000 $ à 59 999 $	60 000 $ et plus	Ensemble des ménages
			%		
Dépenses totales	100	100	100	100	100
Part de la consommation courante sur les dépenses totales	95	86	78	66	73
Part des dépenses en loisirs sur les dépenses courantes	7	6	7	9	8
Part des dépenses en loisirs culturels sur les dépenses en loisirs	47	60	47	37	43
Part des dépenses en services audiovisuels sur les dépenses en loisirs culturels	56	45	43	38	42
Part des dépenses en location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo sur les dépenses en services audiovisuels	10	14	15	15	14
Part des dépenses en câblodistribution et télédistribution par satellite[1] sur les dépenses en services audiovisuels	82	74	73	66	70
Part des dépenses en billets de cinéma sur les dépenses en services audiovisuels	8	12	13	19	15

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages.*

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

LES DÉPENSES SELON LE STATUT FAMILIAL

Dans cette analyse, les ménages sont classés selon 5 statuts : les personnes seules, les couples sans enfant, les couples avec enfant(s), les familles monoparentales et les autres ménages. Notre but ici n'est pas de décrire la consommation caractéristique de ces types de ménages, mais plutôt de montrer l'importance relative consacrée aux dépenses de services audiovisuels selon le statut familial.

Bien qu'il existe une relation entre le statut familial et le revenu – les dépenses totales des couples avec enfant(s) étant nettement supérieures à celles des autres types de ménages – le statut familial a une influence moins importante que le revenu sur les dépenses de loisirs, de loisirs culturels ou de services audiovisuels.

Rappelons qu'en 2006, 8 % des dépenses courantes de l'ensemble des ménages québécois étaient consacrées aux loisirs. Cette même part est équivalente concernant les couples avec enfant(s) et descend à 7 % concernant les personnes seules. Toutefois, c'est ce type de ménage qui consacre la plus grande part de ses dépenses de loisirs aux loisirs culturels, soit 59 %, et à l'inverse, les couples avec enfant(s) y consacrent la plus faible part, soit 38 % de leurs dépenses de loisirs.

Pour ce qui est des services audiovisuels, ce sont les familles monoparentales qui y consacrent la part la plus importante de leur budget de loisirs, soit 49 %. Cette même proportion est de 43 % dans le cas des personnes seules, de 41 % dans le cas des couples sans enfant et de 40 %, tant dans le cas des couples avec enfant(s) que dans celui des autres ménages. La répartition des dépenses selon les types de services audiovisuels montre aussi des différences intéressantes.

Concernant tous les types de ménages, la part des dépenses de services audiovisuels consacrée à la câblodistribution et à la diffusion par satellite est la plus importante. Ce sont toutefois les personnes seules et les couples sans enfant qui y consacrent la plus grande part, soit respectivement 74 % et 78 %. Les couples avec enfant(s) et les familles monoparentales y consacrent respectivement 66 % et 62 %, une part légèrement inférieure à celle de l'ensemble des ménages (70 %). Finalement, les autres ménages consacrent 63 % de leurs dépenses de services audiovisuels à la câblodistribution et à la diffusion par satellite. Cependant, ce sont les familles monoparentales qui montrent la consommation audiovisuelle la plus diversifiée en consacrant 21 % de cette catégorie de dépenses à la location de vidéocassettes, de DVD et de jeux vidéo et 17 % aux billets de cinéma.

Tableau 8.5
Dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités culturelles, selon le statut familial du répondant, Québec, 2006

	Unité	Personne seule	Couple sans enfant	Couple avec enfants	Famille monoparentale	Autre ménage	Ensemble des ménages
Dépenses totales	$	32 221	55 749	83 426	45 980	71 129	55 705
Consommation courante	$	24 523	40 377	58 289	38 169	53 043	40 679
Dépenses en loisirs	$	1 629	3 331	4 856	2 805	3 832	3 166
Dépenses en loisirs culturels	$	961	1 326	1 828	1 246	1 580	1 350
Dépenses en services audiovisuels	$	414	544	735	610	628	562
Location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo	$	50	46	137	128	103	81
Câblodistribution et télédistribution par satellite[1]	$	307	424	486	379	398	396
Cinéma	$	57	74	113	103	128	85
Échantillon	n	..	..	..	..	..	..
Nombre de ménages	n	..	..	..	..	..	..

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 8.6
Part des dépenses moyennes des ménages au titre de certaines activités, selon le statut familial du répondant, Québec, 2006

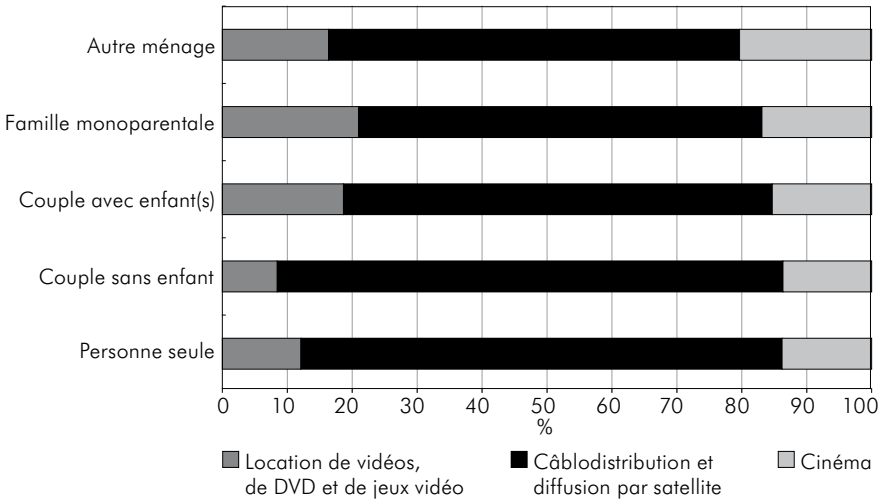
	Personne seule	Couple sans enfant	Couple avec enfants	Famille monoparentale	Autre ménage	Ensemble des ménages
			%			
Dépenses totales	100	100	100	100	100	100
Part de la consommation courante sur les dépenses totales	76	72	70	83	75	73
Part des dépenses en loisirs sur les dépenses courantes	7	8	8	7	7	8
Part des dépenses en loisirs culturels sur les dépenses en loisirs	59	40	38	44	41	43
Part des dépenses en services audiovisuels sur les dépenses en loisirs culturels	43	41	40	49	40	42
Part des dépenses en location de vidéos, de DVD et de jeux vidéo sur les dépenses en services audiovisuels	12	8	19	21	16	14
Part des dépenses en câblodistribution et télédistribution par satellite[1] sur les dépenses en services audiovisuels	74	78	66	62	63	70
Part des dépenses en billets de cinéma sur les dépenses en services audiovisuels	14	14	15	17	20	15

1. À l'exception des dépenses d'abonnement à Internet.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages*.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 8.5
Répartition des dépenses en services audiovisuels selon l'activité et le statut familial, Québec, 2006



Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sociales, démographiques et de santé. Observatoire de la culture et des communications du Québec.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Le présent chapitre traite des dépenses consacrées aux services audiovisuels et à leur part dans l'ensemble des dépenses des ménages québécois selon certains découpages. Les données utilisées aux fins de cette analyse proviennent de l'*Enquête auprès des ménages* réalisée tous les ans par Statistique Canada depuis 1997.

Un *ménage* désigne une personne ou un groupe de personnes occupant un logement privé. La dépense moyenne relative à un poste est calculée pour l'ensemble des ménages, y compris ceux qui n'ont pas effectué une telle dépense.

Les dépenses moyennes sont exprimées en dollars constants de 2002, ce qui permet d'annuler les effets de l'inflation. Chaque poste de dépenses est ajusté selon l'indice général des prix à la consommation (IPC) propre au Québec. Cette méthode respecte mieux l'évolution des parts de chaque poste de dépenses dans le budget des ménages, tout en tenant compte de l'évolution des prix. Les lecteurs intéressés aux questions méthodologiques pourront consulter les documents suivants :

SNYDER, Bradley, 2005. *Indexation en dollars constants des données sur les dépenses tirées de l'Enquête sur les dépenses des ménages*, produit no 62F0026MIF2005005 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ontario, 36 p., http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=62F0026MIF2005005 (site consulté le 26 août 2008).

YUSU, Guo et Don LITTLE, 2006. *Le marché de consommation des services de divertissement à l'extérieur du foyer*, produit no 63F0002XIF–050 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Ontario, 18 p., http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub_f.cgi?catno=63F0002XIF2006050 (site consulté le 26 août 2008).

Par ailleurs, à la suite du recensement de 2001 et de la pondération des ménages qui en découle, Statistique Canada a révisé plusieurs données concernant les dépenses des ménages en 2002, 2003 et 2004. Il est donc possible que certaines données publiées ici diffèrent de données diffusées antérieurement.

CHAPITRE 9

LE PATRIMOINE CINÉMATOGRAPHIQUE

Conservation et diffusion

« Le présent sans passé n'a pas d'avenir »

L'équipe de la Cinémathèque

Opening Speech : Mc Laren,
L'intégral Norman McLaren.
Norman McLaren, 1961.
Collection Cinémathèque québécoise.

Extraits du rapport annuel 2006-2007 de la Cinémathèque québécoise.

LES FAITS SAILLANTS

Dans le domaine de la conservation, qui est au cœur de la mission de la Cinémathèque québécoise, nous avons consolidé nos pratiques liées au dépôt légal du film. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi 69, le 31 janvier 2006, nous avons recueilli et traité 228 œuvres uniques et productions à épisodes multiples (1 258 éléments au total) en vue d'une conservation à long terme. Ce mandat s'est inscrit harmonieusement dans les activités de la Cinémathèque grâce à l'expertise et à l'enthousiasme de notre personnel dans la réalisation du projet. Les exigences du dépôt légal nous ont également amenés à concevoir un plan de prévention et d'intervention en cas de sinistre, un outil indispensable pour qui a la responsabilité de protéger des collections d'envergure.

La programmation des films et des expositions demeure un fleuron de la Cinémathèque québécoise. Nous sommes les seuls à proposer, tout au long de l'année, de multiples voies de découverte et d'approfondissement de la cinématographie mondiale de tous les temps. Des programmes originaux, réalisés par l'équipe des programmateurs et le coordonnateur des expositions aussi bien que par l'entremise de partenariats, sont présentés ici. Hou-Hsiao-hsien, Peter Whitehead, Nanni Moretti, Norman McLaren, Walt Disney et les cinéastes des Sommets de l'animation, pour ne nommer que ceux-là, trouvent à la Cinémathèque une terre d'accueil fertile et un auditoire réceptif. En ce qui a trait aux partenariats importants que nous avons soutenus cette année, soulignons la réalisation conjointe de l'exposition L'Aventure cinéma (v.o. québécoise) avec le Musée de la civilisation de Québec. Ce fut l'occasion de mettre en valeur notre expertise singulière et de témoigner de notre volonté de collaborer avec le milieu muséal québécois.

CONSERVATION

« Il n'y a pas de présent. Tout ce qui est présent, c'est la mémoire », disait le cinéaste Manoël de Oliveira. »

Cette observation d'un grand maître du cinéma trace une piste de réflexion sur l'art cinématographique, qui est intrinsèquement lié à la mémoire et au rêve. Autant dans sa création que dans sa perception, le cinéma explore l'inconscient, c'est-à-dire ce visage de la mémoire qui a donné naissance à tant d'histoires et de récits.

Le travail d'archivage et de sauvegarde auquel se voue la Cinémathèque ainsi que les projections de films de toutes les époques et de tous les pays qu'elle propose, année après année, veulent justement rendre compte de la vivacité de cette grande et jeune aventure qu'est le cinéma. Notre société peut bénéficier maintenant d'un corpus unique d'images en mouvement dans l'histoire de l'humanité et qui l'aide sans doute à mieux prendre conscience de sa propre histoire comme jamais elle n'a pu le faire auparavant.

C'est avec cette conscience que les conservateurs, les archivistes, les techniciens et les catalogueurs pensent leur travail et souhaitent qu'il soit perçu.

COLLECTIONS DE FILMS, DE VIDÉOS ET D'ARCHIVES TÉLÉVISUELLES

Outre les œuvres assujetties à la Loi sur le dépôt légal, la Cinémathèque québécoise a enrichi ses collections des éléments suivants :

copies de projection :	177 longs métrages; 1 344 courts métrages;
éléments de tirage :	22 longs métrages; 27 courts métrages;
vidéogrammes :	182 bandes maîtresses; 388 copies de visionnage.

Nous avons fait tirer 4 nouvelles copies 16 mm et 35 mm de courts et longs métrages et reproduit 37 courts et longs métrages sur supports vidéo analogique et numérique. Parmi ces titres, soulignons *Reason over Passion* et *The Far Shore* de Joyce Wieland, *Le Gars des vues* de Jean Pierre Lefebvre, *L'Homme et la Technique* de Jan Svankmajer, *Celui qui voit les heures* de Pierre Goupil et *Bingo* de Jean-Claude Lord.

Les deux films de Joyce Wieland ont pu être numérisés – dont l'un sous-titré en français – grâce à l'aide du Trust pour la préservation de l'audiovisuel canadien. Ces nouveaux tirages, qui constituent une étape dans notre projet de numérisation de l'œuvre de Wieland, ont été mis au programme de la salle Claude-Jutra.

Grâce à l'aimable autorisation de Filmoption International et à l'aide technique de Vision Globale, le film *Les Bons Débarras* de Francis Mankiewicz, une œuvre qui figure dans plusieurs palmarès des meilleurs films canadiens, a fait l'objet d'une numérisation, sous la supervision de Michel Brault, et des copies DVD ont été offertes aux convives de la soirée-bénéfice de la Fondation de la Cinémathèque québécoise, qui se tenait en novembre dernier.

Par ailleurs, la Fédération des associations étudiantes du Campus de l'Université de Montréal nous a cédé les droits et tout le matériel des films *Seul ou avec d'autres* de Denys Arcand, Denis Héroux et Stéphane Venne et *Jusqu'au cou* de Denis Héroux.

Les principales autres acquisitions de films et de vidéos proviennent de quelques donations importantes, dont celles de la Bibliothèque publique de Pointe-Claire, de la Casa Obscura (Jacques Leduc), de Cinémaginaire, de Courrier publication (1997) ltée, de Melenny Distribution, de l'Office national du film, des Productions Optima, de Sens Productions, de l'Université du Québec à Chicoutimi, de Fernand Bélanger, de Denis Côté, d'André Rostworowski et de Gilbert Taggart. Et parmi les dépôts majeurs soulignons, entre autres, ceux d'Ad Hoc Films, de Christal Films, de la Coop vidéo de Montréal, des Films du Tricycle, de Funfilm Distribution, du laboratoire Technicolor, des Productions Vox, de K. Films Amérique, de Tetras Québec, de René Bail, de Jean-Louis Frund, de Diane Lapointe, de Marc Trudeau et de Claire Valade.

Soulignons également l'acquisition de huit films de Péter Forgacs, documentariste hongrois auquel nous avons consacré une rétrospective, et le don par l'ONF de huit copies neuves 35 mm de films d'animation récents.

Conservation et catalogage

Durant l'année, 8 714 fiches informatiques – il s'agit d'entrées pour chacun des éléments d'un film, à ne pas confondre avec des titres d'œuvres – ont été créées dans le module « Films » de notre base de données CINÉ-TV par différentes personnes travaillant au service de la conservation des films (conservateurs, archivistes, techniciens et stagiaires). Ces enregistrements se répartissent essentiellement comme suit : 1 628 dans la catégorie « Film », 6 997 dans la catégorie « TV » et 63 dans la catégorie « Vidéo ». L'importance de la catégorie « TV » s'explique par des projets spéciaux qui nous ont permis de cataloguer le fonds TVA, acquis il y a quelques années.

De plus, 2 241 éléments ont été traités, c'est-à-dire inspectés par nos techniciens à la conservation, numérotés, étiquetés et préparés en vue de leur conservation à long terme. Ce nombre comprend 2 008 éléments reçus durant l'année, dont 1 258 éléments de conservation du dépôt légal, et des copies déjà cataloguées auparavant qui ont bénéficié d'un complément de traitement pour les besoins de nos projections publiques, privées ou de circulation externe, ou pour d'autres raisons. Ajoutons aussi à ces statistiques que 160 copies ont été inspectées par nos projectionnistes afin de préciser certaines données techniques.

Tableau 9.1
Progression[1] des collections de films et bandes vidéo de la Cinémathèque québécoise, 2002-2003 à 2006-2007

	Copies de projection			Éléments de tirage			Total
	Longs métrages	Courts métrages	Bandes vidéo	Bandes maîtresses	Longs métrages	Courts métrages	
	n						
2002-2003	235	1 489	168	421	67	18	2 398
2003-2004	277	249	149	59	20	21	775
2004-2005	706	931	2 636	381	56	37	4 747
2005-2006	705	1 355	2 535	3 073	116	331	8 115
2006-2007	177	1 344	388	182	22	27	2 140
Total[2]—1963-2007	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**..**	**63 063**

1. Les données sont approximatives.
2. Le total ventilé par type de production n'est pas disponible.

Source : Cinémathèque québécoise.

COLLECTIONS AFFÉRENTES AU FILM

Les collections afférentes au film se sont enrichies cette année des éléments suivants : 50 affiches, 90 appareils, 13 boîtes de documents d'archives, 15 boîtes de photographies de plateau et de tournage, 1 boîte de diapositives, 11 boîtes de scénarios, 18 disques et 50 objets divers, dont de grands panneaux publicitaires de films québécois et des trophées.

Des donations importantes

Pascal Gélinas a donné plusieurs appareils, dont une caméra Ciné-Kodak de 1929 avec laquelle son père, Gratien Gélinas, a tourné ses films de famille, et une table de montage Moviola dont la tête a été modifiée en 16 mm pour permettre le montage de son premier film *Montréal Blues*. À la suite du décès de Jean Valade, sa fille Claire nous a cédé des documents des années soixante, annotés par son père. Nous avons reçu une cinquantaine de scénarios d'émissions de télévision, dont ceux de *La Boîte à surprise*, de *Marie quat'poches* et de *Pain du jour*, qui ont été réalisés par Jean Valade. Henri Béhar, critique de cinéma, nous a donné un carton d'invitation à un déjeuner de presse en l'honneur d'Orson Welles, document dédicacé et signé par le célèbre cinéaste. Plusieurs scriptes, dont Thérèse Bérubé, Marie La Haye et Francesca Waltzing, nous ont donné des dizaines de scénarios et documents de travail annotés.

Catalogage, documentation et recherche

Nous avons créé 2 325 nouvelles entrées : 516 affiches et affichettes, 212 disques 33 tours, bandes et cassettes, 189 dossiers d'archives, 421 photographies, photogrammes, négatifs et planches-contacts, 24 objets, 56 appareils (caméra, magnétophone, perche et lentille) et 869 scénarios. Notons que la collection de photographies des films récents s'enrichit maintenant d'images numériques, souvent exportées à partir des sites Internet des principales maisons de distribution. Ces images sont gravées sur disques et cataloguées. Pour l'ensemble de ces collections, nous avons saisi quelque 2 500 données filmographiques dans le module Répertoire de notre base de données CINÉ-TV, qui permet de relier les copies de films et les collections afférentes au film.

Michel Brault est venu consulter à plusieurs reprises nos archives pour la production du coffret DVD d'une partie de son œuvre.

SERVICES TECHNIQUES ET CENTRE DE CONSERVATION

Les travaux d'aménagement de notre dépôt secondaire, loué en 2005 à Mirabel, se sont poursuivis tout au long de l'année par la mise en place d'équipements, dont des étagères adaptées aux différents éléments des collections qui y sont entreposés de façon temporaire en attente de traitement.

Nos nouvelles responsabilités concernant le dépôt légal des films et des émissions de télévision ont incité nos techniciens à perfectionner leur savoir-faire, surtout dans le domaine numérique. Un processus de travail adapté a été réalisé afin de composer avec un dépôt continu d'éléments beaucoup plus important que par les

Tableau 9.2
Progression des collections afférentes au film de la Cinémathèque québécoise 2002-2003 à 2006-2007

	Affiches	Photographies	Appareils	Scénarios	Monographies et documents
			n		
2002-2003	330	2 000	25	700	453
2003-2004	535	3 000	50	1 145	283
2004-2005	350	2 200	20	660	262
2005-2006	660	2 723	183	1 584	450
2006-2007	50	7 500	90	660	318
Total—1963-2007	**30 360**	**611 223**	**2 451**	**19 291**	**42 155**

1. Les données sont approximatives et peuvent avoir été révisées pour les années antérieures à 2002-2003.

Source : Cinémathèque québécoise

années passées. Afin de conformer nos équipements aux normes techniques de l'industrie, nous avons acquis notamment un magnétoscope DVC-PRO de 50 mégaoctets de Panasonic. Nous sommes cependant conscients que le développement rapide de la haute définition numérique nous imposera, dans un proche avenir, d'autres investissements majeurs.

Une mise à jour des équipements de projection de la salle Fernand-Seguin a été réalisée cette année. Grâce à une aide de la Fondation Imperial Tobacco, nous avons acheté un nouveau projecteur vidéo de marque Panasonic PT-D5500 (DLP.XGA, 5000 lumens) et, à la suite d'une commandite de M. Noël Anfousse (Lesna inc.), un nouvel écran de 14 pi 6 po X 7 pi 6 po a été installé, ce qui permet de projeter une image de format 4 : 3 sur une surface de 10 pi X 7 pi 6 po ou de format 16 : 9 sur une surface de 10 pi X 6 pi.

CINÉMA QUÉBÉCOIS ET CANADIEN

La programmation des films québécois et canadiens répond aux objectifs suivants : proposer une encyclopédie permanente du cinéma national, mettre en valeur le travail des cinéastes et des vidéastes indépendants, alimenter la relation dynamique qui lie la Cinémathèque à son milieu de création et souligner le travail des réalisateurs, des artistes et des techniciens de notre cinéma.

Outre la présence régulière de ce cinéma à notre programme, l'année 2006-2007 a été l'occasion de souligner certaines réalisations particulières.

René Malo, distributeur et producteur

11 Films, dont 4 québécois et 7 étrangers, pour souligner la carrière cinématographique de René Malo, distributeur depuis les années 1970 et producteur de quelque 25 longs métrages québécois, ainsi que son apport au milieu du cinéma.

Claude Demers, portrait d'un cinéaste

6 Œuvres de documentaire et de fiction présentées à l'occasion de la sortie de *Barbiers – Une histoire d'hommes* (en présence du réalisateur).

Les choix de Bernard Gosselin

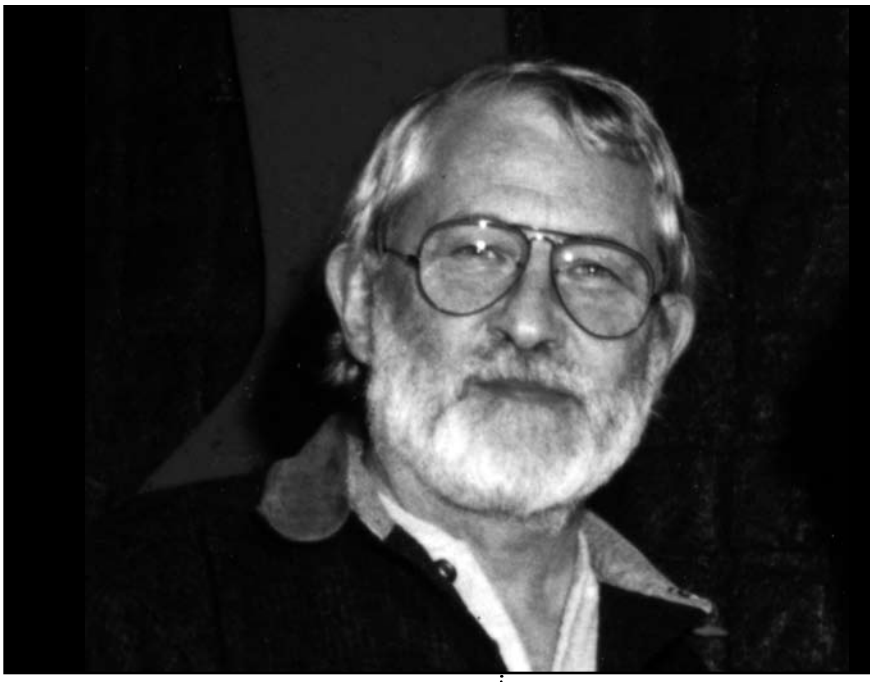
Carte blanche à cet important documentariste décédé peu avant la tenue du programme. Ses choix lui permettent de mettre en valeur son travail ainsi que celui de collaborateurs qui l'ont marqué (Pierre Perrault, Michel Brault et Gilles Groulx). Pierre Falardeau a contribué à l'écriture des textes du programme.

Catherine Martin, l'esprit des images

Pour souligner la présentation, à l'automne, de 2 nouveaux longs métrages de la cinéaste, projection de 5 films qui les ont précédés (en présence de la réalisatrice).

Jeannine Gagné, réalisatrice et productrice

10 Séances dédiées à une cinéaste active depuis plus de 30 ans. Un texte lui est consacré dans la revue et son travail a fait l'objet d'un babillard



Bernard Gosselin,
Photo : Ron Diamond

électronique accessible sur le site Web de la Cinémathèque (en présence de la réalisatrice).

Rick Raxlen, entre expérimentations et nouvelles images

La diversité du travail d'un artistede Vancouver qui a travaillé longtemps à Montréal (en présence du réalisateur).

30 ans. Yes sir! Madame…

À l'occasion du 30e anniversaire de la Coop Vidéo de Montréal, nous avons demandé à 9 de ses membres de choisir un film étranger qui les a marqués et qui a influencé leur travail (en présence des cinéastes).

Trois prix Femina

La lauréate du prix Femina 2006 étant la Canadienne Nancy Huston, un programme de films portant sur les œuvres ou inspirés des récits des trois Canadiennes qui ont obtenu ce prix : Gabrielle Roy, Anne Hébert et Nancy Huston.

Nouveaux tirages

Pour célébrer son 40e anniversaire en 2003, la Cinémathèque a obtenu du ministère de la Culture et des Communications une aide financière pour procéder à de nouveaux tirages de copies de projection à partir d'éléments de tirage de nos collections. Ce projet s'est terminé en 2006-2007 et les nouveaux tirages ont été projetés au cours de l'année.

PARTENARIATS INTERCULTURELS

Nos axes de programmation, telle une sorte de brassage international, se veulent « un lieu de mémoire » de tous les cinémas de tous les continents. Les cycles et les rétrospectives présentés cette année ont connu de nombreux moments exceptionnels grâce à la collaboration essentielle que nous apportent régulièrement les consulats, les délégations, les instituts culturels mais aussi, pour une deuxième année, la Régie du cinéma. Parmi notre programmation internationale, retenons les cycles suivants, réalisés en partenariat avec des institutions d'ici.

L'Inde vue par les cinéastes occidentaux

Lors d'un événement préparé par l'Université Concordia et intitulé *Phantom and Fact: India in Western Film and Video*, la Cinémathèque a présenté les documentaires de Louis Malle tournés en Inde en 1968. De ses 6 mois de périple en ce pays, il tire d'abord un long métrage, *Calcutta*, puis une série, *L'Inde fantôme*, constituée de 7 films de 52 minutes. Une conférence a été donnée par Mme Vijaya Mulay qui, à l'époque, a aidé Louis Malle dans la réalisation de son projet.

Emilio « el Indio » Fernandez

Présenté lors du festival Présence autochtone, en collaboration avec le festival et avec l'aide du Consulat général du Mexique, ce cycle d'une douzaine de films réalisés par le légendaire cinéaste mexicain convenait bien à la thématique du festival, car la majorité de ses films mettaient en scène des indigènes à la recherche de leur identité, de leur culture et de leur fierté. Les copies étaient principalement sous-titrées en français.

Duras Song

Une rétrospective soulignant les dix ans de la mort de Marguerite Duras présentée lors du Festival international de la littérature en collaboration avec le Consulat général de France.

Carte blanche à l'Inis

À l'occasion du 10e anniversaire de l'Institut national de l'image et du son, la Cinémathèque a invité quatre diplômés à programmer et à présenter chacun un film de leur choix, tiré de notre collection.

Carlos Saura, première période

Regard sur le travail du cinéaste espagnol qui a dû se battre et ruser avec les autorités pour continuer à filmer. Employant l'allégorie et la symbolique, il a réalisé durant cette période trouble une dizaine de titres exceptionnels qu'il faut voir ou revoir. Cette rétrospective a été présentée en partenariat avec le Festival du nouveau cinéma, grâce à l'aide du Consulat général d'Espagne.

L'odyssée du cinéma kurde

Sans pays, sans État, dispersés aux quatre coins du monde, les Kurdes s'expriment enfin par le 7e art. En collaboration avec l'Institut kurde

Tableau 9.3
Bilan de la fréquentation aux projections publiques et festivals à la Cinémathèque québécoise 2006-2007

		Séances	Spectateurs	Moyenne par séance
			n	
Projections dans les salles Claude-Jutra et Fernand Séguin		**510**	**22 901**	**45**
Avril 2006	Reel Dance on the Road, René Malo, Jean-Louis Trintignant, Le Savoir par la bande	56	2 180	39
Mai 2006	Cahier du cinéma, Trésors de la collection télévision, Films tchèques récents L'Inde filmée, etc.	56	3 282	59
Juin 2006	Rencontres intl' Cinéma et Sport de Montréal, Feu sur la télé!, Emilio Fernandez, etc.	50	1 846	37
Juillet 2006	Ciné-Jazz	18	584	32
Septembre 2006	Duras Song, Carte blanche à l'Inis, Catherine Martin, etc.	41	2424	59
Octobre 2006	Teletek, Nœman McLaren L'Intégrale, Chantal Akerman, Carlos Saura, etc.	74	2932	40
Novembre 2006	L'Odyssée du cinéma kurde, Jeannine Gagné, etc.	39	1480	38
Décembre 2006	Hou Hsiao-Hsien, Les 5e Sommets du cinéma d'animation, Décembre en musique, Féeries noires	49	2118	43
Janvier 2007	Rick Raxlen, Carte blanche à Kevin Tierney, Peter Whitehead, 30 ans, Yes Sir! Madame, etc.	41	1642	40
Février 2007	Hommage à V Tape, Gus Van Sant, À l'Ouest des rails, etc.	30	1467	49
Mars 2007	Nanni Moretti, L'autarcique, À la mémoire de Robert Altman, programme de la relâche, etc.	56	2946	53
Festivals		**234**	**14 625**	**63**
Août 2006	Festival des films du monde	57	3 408	60
Novembre 2006	Rencontres internationales du documentaire	79	4 950	63
Février 2007	Rendez-vous du cinéma québécois	55	3 703	67
Mars 2007	Festival international du film sur l'art	43	2 564	60
Total		**744**	**37 526**	**50**

Source : Cinémathèque québécoise.

de Montréal, nous avons présenté une sélection de films réalisés par des cinéastes kurdes de Turquie, d'Iran, d'Irak et de Syrie, dont Güney, Ghobadi et Saleem, sans oublier ceux de la diaspora d'Europe.

Nanni Moretti, l'autarcique

Metteur en scène exigeant, Moretti a construit une œuvre à saveur autobiographique, soucieux de poser des questions éthiques et morales sur un ton tragico-comique, ne faisant ainsi que mieux révéler les angoisses existentielles de notre monde. La rétrospective coïncide avec la sortie en salle de *Caïman*, son plus récent film, que la Cinémathèque a présenté en première, en présence de Jean A. Gili, spécialiste du cinéma italien et avec la collaboration de l'Institut culturel italien.

The Maltese Falcon, Carte blanche Kevin Tierney
John Huston, 1941.

Carte blanche à Kevin Tierney

Une sélection de films proposés par le producteur et président sortant de la Cinémathèque, qui a attiré l'attention des cinéphiles par les titres proposés mais aussi par le retour au concept de « programme double », très répandu dans les cinémas des années 1950 et 1960.

Histoire du cinéma

Pour la deuxième année, nous avons composé notre séance hebdomadaire sur l'histoire du cinéma, en collaboration avec l'Université de Montréal. Cette série de classiques du cinéma, présentée le dimanche soir à 17 h, a été mise au programme des cours du premier cycle.

Journée mondiale du patrimoine audiovisuel

Afin de souligner la proclamation du 27 octobre « Journée mondiale du patrimoine audiovisuel » par l'UNESCO, nous avons présenté le film *La Nouvelle Babylone (Novyj Vavilon)* de Grigori Kozintsev et Leonid Trauberg, une copie rare de notre collection, avec sous-titres français, et accompagnée au piano par Gabriel Thibaudeau. Nous célébrions par la même occasion le 10e anniversaire du Trust pour la préservation de l'audiovisuel canadien en projetant *The Rowdyman* de Peter Carter, un film qui s'est vu attribuer le titre d' « œuvre magistrale » par le Trust en 2005.

CINÉMA D'ANIMATION

Nos politiques de programmation de l'animation s'articulent autour des axes suivants : présenter de façon attrayante des œuvres du patrimoine mondial tirées de notre collection et de celles d'autres cinémathèques; sensibiliser le public à la création contemporaine de l'animation grâce à des rétrospectives complètes consacrées à des auteurs et des rencontres (classes de maître, présentations, etc.) avec les cinéastes; favoriser une approche généraliste permettant d'illustrer les diverses tendances (stylistiques, techniques, etc.) de l'animation.

Les Sommets du cinéma d'animation

La 5e édition de cette manifestation consacrée aux meilleurs films d'animation internationaux de l'année s'est déroulée à la Cinémathèque québécoise et à Québec, au Musée de la Civilisation, en collaboration avec le diffuseur de films et vidéos Antitube. Cette programmation, conçue par la Cinémathèque québécoise, a été reçue avec enthousiasme par les médias et par le public.

Rick Raxlen

Ce cinéaste indépendant, qui s'est établi à Victoria (Colombie-Britannique) après avoir passé plusieurs années à Montréal, nous a visités en janvier pour inaugurer une rétrospective de son travail

expérimental. Les conservateurs du cinéma québécois et canadien et du cinéma d'animation ont uni leurs efforts pour préparer cette programmation. À ces séances s'est ajouté un survol de l'animation de la côte ouest canadienne, comprenant les œuvres de Gilbert Taggart, de Gayle Noonan et d'Al Sens et de quelques artistes médiatiques indépendants établis à Victoria. Cet événement a eu lieu en présence de Rick Raxlen.

Chris Hinton

Une rétrospective consacrée à Chris Hinton a permis d'apprécier le talent de ce cinéaste d'animation. Organisée en collaboration avec l'ONF, cette soirée happening s'est tenue en présence de nombreux invités. La saxophoniste basse Lori Freedman a accompagné en direct le film *cNote*.

Norman McLaren, l'intégrale

La rétrospective intégrale a été présentée en première mondiale à la Cinémathèque québécoise avant de s'envoler pour Paris, Londres, Bruxelles, Berlin, etc. Cet extraordinaire corpus d'œuvres restaurées a pu être présenté grâce à un partenariat avec l'ONF et le Festival du nouveau cinéma.

Quand l'animation rencontre le vivant

Les développements technologiques du cinéma d'animation et les mutations de l'image ont été mis en lumière à l'occasion de la programmation « Quand l'animation rencontre le vivant » proposée par le spécialiste Marcel Jean. La rétrospective s'est accompagnée du lancement d'un ouvrage, *Quand le cinéma d'animation rencontre le vivant*, publié aux éditions Les 400 coups.

L'animation indépendante canadienne

Nous avons proposé une sélection de films d'animation indépendants lors de notre programme annuel « Panorama de l'animation indépendante canadienne récente ».

TÉLÉVISION ET VIDÉO

Dans la perspective d'une mise en valeur du patrimoine télévisuel d'ici et d'ailleurs, la salle Fernand-Seguin propose au public des programmations susceptibles de faire redécouvrir des émissions de haut calibre du point de vue de leur valeur archivistique ou de leur pertinence esthétique et culturelle. Par ailleurs, nos choix veulent aussi rendre compte de débats sociaux ou de faits de société dont la télévision témoigne par sa production documentaire. Enfin, nous avons le souci de ménager un espace qui révèle la vitalité de la création vidéo.

Face à soi: Représentations de soi dans l'art vidéo

Une sélection d'œuvres vidéo qui mettent en scène et questionnent nos rapports à l'image de soi. Conçu avec L'Espace Vidéographe et en collaboration avec le Consulat général de France, ce programme a été créé par la commissaire française Mathilde Roman, qui a donné deux conférences à cette occasion.

Reel Dance on the Road 2006

À l'occasion de la journée internationale de la danse, et en collaboration avec le Moving Pictures Festival de Toronto et le Regroupement québécois de la danse, une semaine consacrée à la danse offrait au public des projections, des captations en direct et une conférence. La sélection intitulée *Reel Dance on the Road*, était concoctée par Kathleen Smith, du Moving Pictures Festival.

Les trésors de la collection télévision

Ce cycle a permis de revoir des productions télévisuelles qui se démarquent soit par l'audace de leur proposition formelle, soit par l'originalité de leur propos ou par leur valeur patrimoniale.

Rencontres internationales Cinéma et Sport

Nous avons inauguré l'an dernier ce cycle grâce auquel le public peut avoir accès, pendant l'effervescence de la Coupe du monde de football, à des documentaires sur des personnalités du soccer ou sur des matchs célèbres. Ce programme a été réalisé en collaboration avec La Lucarne et le Gœthe Institut.

Ciné-Jazz

Ce volet cinématographique du Festival international de jazz de Montréal était consacré au cinéaste Frank Cassenti, à qui l'on doit des douzaines de portraits de musiciens.

Teledomenica

Pour souligner la création du Fonds Alfredo-Gagliardi, du nom du fondateur de la chaîne de télévision italienne de Montréal Teledomenica, une soirée était consacrée à la projection d'un documentaire de Paul Tana sur cette donation et d'extraits d'émissions célèbres auprès de la communauté italienne de Montréal.

Péter Forgacs

En collaboration avec la Chaire René-Malo de l'UQAM et les Rencontres Internationales du Documentaire de Montréal, la Cinémathèque présentait, en présence du réalisateur, une première rétrospective canadienne du cinéaste hongrois Péter Forgacs. Ce cinéaste élabore, depuis plus de 20 ans, une œuvre faite d'archives privées et qui propose une relecture de l'Histoire officielle. Cette rétrospective a permis l'acquisition de 8 œuvres de Forgacs.

L'entre-deux : intermédialité et intersubjectivité

Ce cycle, proposé par le Centre de recherche sur l'intermédialité (CRI) de l'Université de Montréal, a été présenté à l'automne 2006. Les films ont en commun de mettre en jeu des gestes, des paroles et des mouvements qui viennent interroger les conditions de rencontre entre soi et l'autre. Ces projections se déroulaient en parallèle à un séminaire dirigé par Bob W. White et Anne Lardeux, qui ont également fait la sélection des films.

Hommage à V Tape

Afin de souligner la contribution de ce centre de distribution internationale d'arts médiatiques, nous avons programmé une sélection d'œuvres vidéo réalisées par les membres fondateurs (John Greyson, Colin Campbell, Kim Tomczak et Lisa Steele) de même qu'une soirée consacrée aux œuvres récentes d'artistes émergents.

La nuit de la philosophie

En collaboration avec l'organisation étudiante responsable de « La nuit de la Philosophie » à l'Université du Québec à Montréal, nous avons programmé un cycle de films portant sur de grands philosophes du XX^{e} siècle de même qu'un programme de courts métrages philosophiques réalisés par des étudiants; deux soirées étaient suivies de débats avec le philosophe George Leroux et la réalisatrice du film *Raymond Klimbansky : de la philosophie à la vie*.

Vidéastes recherchés

Une soirée de projection des œuvres gagnantes du concours *Vidéaste recherché.e* 2006 à l'occasion du lancement de l'édition 2007 du concours. Cet événement a été organisé en collaboration avec La Bande Vidéo de Québec.

EXPOSITIONS

Les expositions de longue durée *Formes en mouvement* et *N'ajustez pas votre appareil!* présentées à l'étage s'inscrivent dans une perspective de mise en valeur et d'interprétation des collections afférentes au cinéma d'animation et à la télévision. Les expositions présentées dans le foyer Luce-Guilbeault sont régulièrement liées au programme des projections publiques. Consacrée aux expositions temporaires, la salle Norman-McLaren permet le déploiement d'expressions artistiques dans le domaine des images en mouvement et se révèle de plus en plus le lieu d'accueil par excellence d'installations multimédias dont les projets sont souvent élaborés en partenariat.

Deux expositions de longue durée sont maintenant présentées au premier étage de la Cinémathèque. Réalisée en collaboration avec l'Office national du film, *Formes en mouvement, regards sur l'animation* a été rouverte au grand public en juin 2005. *N'ajustez pas votre appareil!* est une exposition majeure, inaugurée en janvier 2006, dont le parcours permet de découvrir 35 téléviseurs, fabriqués entre 1928 et 1983, donnés récemment à la Cinémathèque par le producteur canadien Moses Znaimer. Cette exposition, réalisée en collaboration avec le MZTV Museum and Archive de Toronto, actualise de manière tangible le mandat télévisuel de la Cinémathèque.

Salle Norman-McLaren

15 septembre au 29 octobre

Une voix dans le désert, une installation vidéo de Chantal Akerman à partir du film *De l'autre côté*, présentée en collaboration avec la Galerie Marian Goodman de Paris, grâce au soutien de la Direction des affaires internationales et des relations intergouvernementales du ministère de la Culture et des Communications du Québec, dans le contexte de la coopération culturelle Québec Wallonie Bruxelles

8 mars au 29 avril

Capsules-mémoire, une installation collective créée à l'initiative de Main Film et qui donne accès à 28 capsules tournées sur pellicule Kodachrome Super 8 par 30 artistes différents

Sur les cimaises du foyer Luce-Guilbeault

8 mars au 14 mai

Au temps de la censure…, une exposition d'affiches de films et de documents d'archives évoquant quelques cas répertoriés de censure au Québec, présentée avec la collaboration de la Régie du cinéma

28 septembre au 26 novembre

D'Est, photographies extraites du documentaire de Chantal Akerman tourné en 1993 et présentées en collaboration avec la Galerie Marian Goodman de Paris, grâce au soutien de la Direction des affaires internationales et des relations intergouvernementales du ministère de la Culture et des Communications du Québec, dans le contexte de la coopération culturelle Québec Wallonie Bruxelles

1er décembre au 11 février 2007

Objets cinéma, photographies de tournage de Dominique Lafond dont le regard s'est posé sur une multitude d'objets, d'accessoires et d'outils essentiels à la réalisation d'un film; une exposition présentée par l'INIS (Institut national de l'image et du son) à l'occasion du lancement de la publication *Générique – les métiers derrière la création d'un film*

16 février au 29 avril

Les Refusées, 30 affiches du cinéma québécois que vous avez failli ne jamais voir. Cette exposition vient souligner le travail créatif de 7 graphistes par la mise en valeur de projets d'affiches refusées pour une vingtaine de films québécois récents : une coproduction du Centre de design de l'UQAM, de la Cinémathèque québécoise et des Rendez-vous du cinéma québécois.

Les invités, les cinéastes et les spécialistes québécois et canadiens qui ont rencontré le public lors des projections à la Cinémathèque

Bernard Émond, Louis Bélanger, Robert Favreau, Kevin Tierney, Jeannine Gagné, Claude Demers, Rick Raxlen, Mark Blandford, Paul Tana, Catherine Martin, René Bail, Ann Arson, Alain Chartrand, Anaïs Barbeau-Lavalette, Philippe Gagnon, Patricio Henriquez, Jacob Tierney, Guylaine Dionne, Julie Perron, Robert Daudelin, André Habib, Mi-jeong Lee, Karine Boulanger, Nicolas Renaud, Didier Gonzalez, Dimitar Altankov, Patrick Bernier, Carole Gagliardi, Bernard Grimaldi, Anne Lardeux, Frédéric Ouellet, Lorraine Dufour et Richard Brouillette.

PRÉSENCE EXTÉRIEURE ET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

François Auger

Il a donné une conférence au Cégep de Granby sur la Cinémathèque québécoise et les aspects tout à fait particuliers de la conservation de la pellicule. Il a aussi été invité à fournir un rapport sur les conditions techniques des projections au Cinéma 4 de Rimouski.

Stéphanie Côté

Technicienne au catalogage des collections de films, elle a été déléguée à la conférence annuelle de l'Association of Moving Image Archivists (AMIA) qui s'est tenue du 10 au 14 octobre 2006 à Anchorage en Alaska.

Marco de Blois

Conservateur du cinéma d'animation, il a participé aux festivals d'Annecy (France), de Zagreb (Croatie) et d'Ottawa où il a sélectionné les meilleurs films d'animation de l'année pour l'événement annuel Les Sommets du cinéma d'animation. À Annecy, il a assisté au lancement de *Quand le cinéma d'animation rencontre le vivant*, une édition des 400 coups, et a pris part à une table ronde sur la problématique soulevée par l'ouvrage. Il a présenté Les Sommets du cinéma d'animation à Québec lors de leur présentation au Musée de la Civilisation, grâce à la collaboration du diffuseur Antitube. À Québec, il a aussi accompagné le cinéaste d'animation britannique Phil Mulloy et présenté son travail à l'occasion de la rétrospective organisée conjointement par Antitube et la Cinémathèque. Enfin, il a présenté deux œuvres de notre collection au Centre culturel de l'Université de Sherbrooke relativement à la série Regards sur un cinéma différent. Il a fait une programmation de films d'animation pour le Cinétudiant du Théâtre Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse

Pierre Jutras

Directeur de la programmation et de la conservation, il s'est rendu à la Cinemateca Portuguesa pour y présenter une rétrospective Pierre Perrault. Il a aussi participé aux travaux du Conseil national du cinéma et de la production télévisuelle (CNCT) à titre de représentant au poste « Conservation du patrimoine cinématographique ». Cette instance consultative, instituée par la SODEC, a justement préparé un plan d'action pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine cinématographique québécois.

Yolande Racine

Membre du comité exécutif de la Fédération internationale du film (FIAF), elle a donné une conférence sur le dépôt légal du film au Québec lors du International Symposium and Short Term Training for Film Preservation and Restoration, qui s'est tenu en novembre 2007, à Taipei. Elle a aussi participé à la réunion du Council of North American Film Archive (CNAFA) à Mexico et siège

Tableau 9.4
Bilan des fréquentations des autres activités de la Cinémathèque québécoise 2006-2007

	Visites
	n
Expositions	**42 517**
Salle Norman-McLaren Affichistes tchèques : 5 238, Censure : 3 728, Akerman : 1 364, Lodz : 3 602, Capsules-mémoire : 457	14 389
Salle Raoul-Barré Formes en mouvement, regards sur le cinéma d'animation (cumulatif depuis 1999 : 22 436)	6 885
Foyer Luce-Guilbeault (données estimatives) Planète Football : 4 042, Akerman : 1 947, Objets cinéma : 2 486 Les Refusés : 7 671	16 146
Parcours à l'étage et Foyer Paul-Blouin N'ajustez pas votre appareil! (cumulatif depuis 2006 : 7 409)	5 097
Médiathèque Guy-L.-Coté	4 441
Événement spécial	937
Journée des musées montréalais (mai 2006)	937
Visites commentées, activités éducatives et projet La Cinémathèque à l'école	210
Activités au Café-Bar (données estimatives)	6 530
« Amène ta cassette », projections, Juste pour rire, lancements, etc.	6 530
Activités privées (visionnements, locations, réceptions)	4 857
Total des visites intra-muros	59 492
Fréquentation extra-muros	630
Les 5e Sommets du cinéma d'animation au Musée de la civilisation de Québec en collaboration avec Antitube	630

Source : Cinémathèque québécoise.

au comité de direction du Trust pour la préservation de l'audiovisuel canadien, du Mel Oppenheim School of Cinema de l'Université Concordia et du Centre d'exposition de l'Université de Montréal. Elle représente la Cinémathèque à l'Association des musées canadiens où elle a fait une présentation lors du dernier congrès, à Ottawa, à la Société des musées québécois et à la Société des directeurs des musées montréalais. À l'invitation de la ministre de la Culture et des Communications du Québec, elle a assisté au Festival de Cannes. Elle a également siégé au comité de la Brigade volante du Conseil des arts du Canada.

Pierre Véronneau

Trésorier de Domitor, l'association internationale sur le cinéma des premiers temps, il participe au programme de mentorat mis sur pied par la Société des musées québécois.

La Cinémathèque québécoise

Elle a été le partenaire principal, avec l'Office national du film du Canada, de l'imposante exposition *L'Aventure cinéma (v.o. québécoise)*, organisée par le Musée de la civilisation de Québec. *L'Aventure cinéma (v.o. québécoise)* a ouvert en avril 2006 et a été prolongée jusqu'au 24 février 2008 du fait de son énorme succès, le plus important depuis que le musée réalise des sondages sur la satisfaction des visiteurs. Suivant un double parcours, l'un thématique, proposant des centaines d'extraits de films sur 12 grands écrans, l'autre chronologique, mariant extraits de films sur 16 moniteurs, artefacts, photos, affiches et textes, l'exposition explore 110 ans d'évolution du cinéma en insistant sur les lignes de force qui s'en dégagent, mais aussi en focalisant sur les traits identitaires qui unissent les Québécois à leur cinéma. Nos collections « Film » et « Afférentes au film » ainsi que notre documentation ont été abondamment mises à contribution. Pierre Véronneau était le conservateur de l'exposition pour la Cinémathèque et Alain Gauthier coordonnait l'accès aux collections afférentes au film et aux documentaires. Cette exposition démontre la capacité de partenariat et de rayonnement de la Cinémathèque et ses possibilités de collaboration avec le milieu muséal québécois.

La Cinémathèque a collaboré au volet *Cinéma québécois* de l'événement *Québec: Old Word Charm, New World Excitement* qui s'est tenu en février 2007 à Washington, au Smithsonian, à l'initiative de la Délégation générale du Québec à New York.

Par ailleurs la Cinémathèque a accueilli les festivals suivants : les Rendez-vous du cinéma québécois, le Festival international du film sur l'art, le Festival intercollégial de cinéma, les Rencontres internationales du documentaire de Montréal et les Rencontres internationales Cinéma et Sport de Montréal. Elle a aussi programmé des films en collaboration avec le Festival international de la littérature, le Festival Présence autochtone, le Festival international du Jazz de Montréal et le Festival du nouveau cinéma.

Cette tradition d'ouverture et d'appui au milieu du cinéma existe depuis les années 1970. Elle permet à ces événements de bénéficier d'un lieu de qualité ainsi que des services, de l'expertise, des contacts et parfois des collections de la Cinémathèque. En contrepartie de ce soutien, nos activités acquièrent une plus-value, car elles profitent du rayonnement national et international de ces festivals, qui s'adressent à des cinéastes et à des clientèles spécifiques.

CINÉMATHÈQUE *EXTRA-MUROS*

La présente section fait mention des films de notre collection ayant été prêtés à différentes institutions locales, nationales et internationales.

QUÉBEC

Montréal: Festival du nouveau cinéma : 1 film;
Les Rendez-vous du cinéma québécois : 4 films;
Office national du film du Canada : 1 film québécois;
Hommage à Costa-Gavras (Cinéma Impérial) : 2 films;
Cinéma du Parc : 1 film québécois;
Gœthe-Institut Montréal : 1 film muet;
Festival des films du monde : 2 films;
Les Rencontres internationales du documentaire : 8 films;
Musée d'art contemporain de Montréal : 3 films d'animation.

Québec: Antitube : 11 films québécois;
Musée de la civilisation : 1 film;
Musée national des beaux-arts du Québec : 5 films.

Kamouraska: Musée régional de Kamouraska : 1 film québécois.

Ormstown: Journées culturelles de Ormstown : 1 film québécois.

Rimouski: Paralœil : 1 film québécois.

Saint-Armand: Festival des films... du monde de Saint-Armand : 1 film québécois.

Sainte-Thérèse: Théâtre Lionel-Groulx : 5 films d'animation.

Sherbrooke: Série Regards (Centre culturel de l'Université de Sherbrooke) : 2 films d'animation.

CANADA

Edmonton: Metro Cinema Society : 1 film québécois.

Ottawa: Festival international d'animation d'Ottawa : 2 films d'animation.

Toronto: Cinematheque Ontario : 1 film;
Toronto International Film Festival : 1 film canadien.

Vancouver: National Film Board of Canada – Pacific & Yukon Studio : 1 film canadien;
Moving Pictures: Canadian Films On Tour : 1 film québécois.

ALLEMAGNE

Berlin: Doku.Arts – Internationales Festival für Filme zur Kunst : 1 film canadien.

Sarrebruck: Moving Kino achteinhalb : 1 film québécois.

DANEMARK

Copenhague: Danish Film Institute : 1 film canadien.

ÉCOSSE

Glasgow: Gilmorehill G12 : 1 film québécois.

ESPAGNE

San Sebastián: Sebastian Horror and Fantasy Film Festival : 2 films canadiens.

ÉTATS-UNIS

Berkeley, CA: Pacific Film Archive : 8 films.

Cambridge, MA: Harvard Film Archive : 3 films québécois.

FRANCE

Annecy: international du film d'animation : 7 films d'animation.

Compiègne: Festival du film de Compiègne : 1 film québécois.

Lille: Festival international du film indépendant de Lille : 1 film québécois.

Paris: Cinémathèque française : 6 films;
Cinéma du Québec à Paris : 8 films québécois.

Perpignan: Institut Jean Vigo : 1 film québécois.

Pralognan La Vanoise: Festival « Les Déferlantes Francophones hivernales » : 1 film québécois.

ITALIE

Bologne: Cineteca del comune di Bologna : 2 films québécois.

PORTUGAL

Lisbonne: Cinemateca portuguesa – Museu do Cinema : 23 films.

SUÈDE

Göteborg: Göteborg International Film Festival : 1 film canadien.

Stockholm: Hommage à Claude Jutra :
4 films québécois.

TAÏWAN

Taipei: Taipei Film Festival : 1 film canadien.

À cette liste, il faut ajouter les 32 éléments de la collection qui ont servi à des reproductions complètes ou partielles de films, principalement pour des maisons de production ou des événements spéciaux.

Soulignons également que 56 films ont été visionnés par des groupes scolaires ou par des chercheurs.

LE DÉPÔT LÉGAL : UNE DEUXIÈME ANNÉE D'EXISTENCE

Mireille Laforce, Bibliothèque et Archives nationales du Québec

L'année 2007 a constitué la deuxième année d'existence du dépôt légal des films et des émissions de télévision. Les chiffres présentés concernant chacune des années doivent donc être comparés avec prudence, puisque 2006 a été une année d'instauration. Cependant, les données permettent tout de même de constater certaines variantes intéressantes. Soulignons par ailleurs que ces chiffres sont établis en fonction des titres pour lesquels un certificat de conformité (confirmation du dépôt légal) a été délivré au cours de l'année concernée.

En ce qui a trait au nombre de titres reçus, les augmentations les plus significatives concernent les œuvres uniques dans le domaine des œuvres de variétés (passant de 6 à 37 titres) et des documentaires (de 24 à 88 titres), qui ont d'ailleurs majoritairement connu une diffusion télévisuelle. Pour ce qui est des productions à épisodes multiples, l'augmentation la plus notable a trait au nombre de productions de type « magazine hebdomadaire » (de 15 à 64 titres).

En ce qui concerne le nombre d'éléments physiques reçus en 2007, il a été en moyenne de 1,6 par titre concernant les œuvres uniques et de 9,6 par titre concernant les productions à épisodes multiples; 40 % de ces éléments étaient des Betacam numériques, 38 %, des DVCPro et 22 %, des Betacam SP. La proportion de DVCPro est celle qui a augmenté de la façon la plus significative, puisqu'elle n'était que de 17 % en 2006. Cela s'explique par le dépôt plus considérable d'émissions diffusées par des télédiffuseurs exigeant ce format. Les premiers éléments haute définition (HD) ont été déposés en 2007. Il sera intéressant d'en observer la progression en 2008 compte tenu de la tendance vers la diffusion en haute définition chez les télédiffuseurs, sans compter l'éventuel déclin des formats analogiques (Betacam SP) ou numériques de moins haut calibre (DVCPro).

Tableau 9.5
Nombre de films reçus au dépôt légal, Québec, 2006-2007

	Titres reçus		Éléments physiques	
	2006	2007	2006	2007
	n			
Œuvres uniques	**56**	**161**	**120**	**259**
Fiction	23	34	86	103
Documentaire	24	88	25	109
Variétés	6	37	7	45
Autre catégorie	3	2	2	2
Productions à épisodes multiples ou séries	**73**	**154**	**587**	**1 475**
Fiction hebdomadaire	26	30	239	431
Fiction quotidienne	3	5	41	115
Documentaire	19	34	151	308
Magazine hebdomadaire	15	64	82	464
Magazine quotidien	3	2	38	36
Émission de variétés hebdomadaire	5	12	24	77
Émission de variétés quotidienne	1	–	8	–
Émission à contenu éducatif	–	1	–	4
Autre production	1	6	4	40

Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Les œuvres déposées en 2007 sont majoritairement de langue française, à l'exception de 54 documents de langue anglaise et de 37 titres entièrement ou partiellement d'une autre langue. On dénombre 115 courts métrages, 129 moyens métrages et 71 longs métrages. La proportion de moyens métrages est majoritaire parmi les œuvres uniques reçues alors que le court métrage domine en ce qui concerne les productions comportant plusieurs épisodes.

Rappelons que le dépôt légal consiste en l'obligation, pour un producteur québécois, de déposer gratuitement un exemplaire neuf de l'œuvre qu'il produit. Cette obligation est inscrite dans la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (L.R.Q., c. B-1.2) et régie par le Règlement sur le dépôt légal des films, qui lui est associé. Sont principalement soumis au dépôt légal les films ayant obtenu le soutien de la SODEC et du CALQ. Le film déposé sur support photochimique doit être une copie tirée dans des conditions optimales d'étalonnage. Lorsque le film est plutôt diffusé à partir d'un autre support, ce dernier doit être celui qui en assure la qualité maximale de diffusion parmi ceux que le producteur a retenus pour diffuser l'œuvre. Le Règlement définit les paramètres d'échantillonnage spécifiques des émissions de télévision. Bien que Bibliothèque et Archives nationales du Québec soit l'organisme responsable du dépôt légal, il a confié à la Cinémathèque québécoise le mandat de conserver les films déposés. C'est donc la Cinémathèque qui, dans les faits, reçoit, traite et conserve les documents déposés.

Tableau 9.6
Nombre d'éléments physiques reçus au dépôt légal selon le format, Québec 2006-2007

	Éléments physiques	
	2006	2007
	n	
Betacam numérique	291	695
Betacam SP	208	382
35 mm	80	117
16 mm	–	–
Mini DV	–	4
DVCPro[1]	118	486
HD	–	30
Autre format	3[r]	20
Total	**700[r]**	**1 734**

1. Dans l'édition 2007 de Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, les format DVCPro et HD étaient inclus dans la catégorie « Autre ».

Source : Cinémathèque québécoise.

Tableau 9.7
Nombre de films reçus au dépôt légal selon le métrage, Québec 2007

	Courts métrages	Moyens métrages	Longs métrages	Total
		n		
Œuvres uniques	11	83	67	161
Productions à épisodes multiples ou séries	104	46	4	154
Total	**115**	**129**	**71**	**315**

Source : Cinémathèque québécoise.

CHAPITRE 10

LE CINÉMA DANS LE MONDE

Marielle Audet

Ce qu'il faut pour vivre, Benoît Pilon

Le présent chapitre fournit des chiffres clés sur la production et l'exploitation cinématographiques de quelques pays, permettant ainsi de mettre en perspective les résultats obtenus au Québec.

QUÉBEC

Le Québec a produit 29 longs métrages destinés aux salles de cinéma en 2007, ce qui équivaut à la production de 2004 et de 2005. Le parc de salles s'est enrichi de 31 nouveaux écrans en 2006. Ce gain a aussitôt été suivi par une perte de 20 écrans en 2007, portant le total à 788. L'assistance n'a cessé de diminuer depuis cinq ans. Elle était constituée de 29,0 M de spectateurs en 2003 et de 24,1 M de spectateurs en 2007, soit une chute de 16,9 %. Par rapport à 2006, où il y a eu 24,7 M de spectateurs, la baisse se chiffre à 2,4 %. L'indice de fréquentation a ainsi glissé de 3,9 à 3,1 depuis 2003. La diminution du nombre d'écrans en 2007 a entraîné une légère augmentation (0,1 %) du nombre d'entrées annuelles par écran. Ce dernier s'est élevé à 30 636 en 2007, comparativement à 30 620 en 2006. Les recettes ont suivi, affichant une baisse de 0,9 % et passant de 164,5 M$ en 2006 à 163,0 M$ en 2007. Les films québécois ont vu leur part de marché diminuer de 10,5 % depuis 2006, atteignant 10,2 % en 2007. Quatre films québécois se sont classés parmi les 20 meilleurs succès de l'année : *Les 3 p'tits cochons, Nitro, Ma fille, mon ange* et *À vos marques, party!* Les films états-uniens ont amassé un pourcentage des recettes moins élevé en 2007 (76,3 %) qu'ils ne l'avaient réalisé en 2006 (77,2 %); leur part de marché s'est effritée de 1,2 %.

CANADA

À compter de 2005, la production canadienne a connu deux années de croissance consécutives, soit de 32,8 % et de 12,9 %. Ainsi, de 2005 à 2007, les longs métrages destinés aux cinémas totalisaient 64, 85 et 96 productions respectivement. Le parc de salles a été bonifié par l'ajout de 5 écrans en 2006, soit un total de 2 831 écrans. Les salles équipées d'un projecteur numérique étaient au nombre de 8 en 2005 et de 14 en 2007. L'assistance est passée de 101,0 M spectateurs en 2005 à 102,9 M spectateurs en 2006, soit une augmentation de 1,9 %. Par ailleurs, l'indice de fréquentation a grimpé d'un dixième de point, atteignant 3,2. Le nombre d'entrées annuelles par écran a cru de 1,9 %, passant de 35 749 en 2005 à 36 357 en 2006. Les recettes en 2007 totalisaient 858 M$, ce qui représente une augmentation de 31,1 % par rapport à 2006 (832,0 M$). Toutefois, la portion des recettes réalisées par le cinéma national en 2007 a chuté d'un point de pourcentage par rapport à 2006, soit 3,2 %. Le cinéma états-unien a vu sa part de marché croître de 0,6 % concernant la même période, passant de 88,3 % à 88,9 %.

Tableau 10.1
Production de longs métrages destinés au cinéma[1], 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Québec	27	29[r]	29[r]	35	29
Canada[2]	70	24	64	85[r]	96
Australie	19[r]	22[r]	27[r]	32[r]	27
Belgique	14	21[r]	23[r]	30[r]	37
Danemark	29	22	22	28[r]	25
États-Unis	593	611	699	485[r]	453
France	212	203	240	203	228
Pays-Bas	33	28	39[r]	28[r]	30
Royaume-Uni	171[r]	135[r]	160[r]	135[r]	117
Suède	27	36	45[r]	44[r]	28

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.
2. Données de Statistique Canada y compris le Québec pour les années 2002-2003 à 2004-2005.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.2
Nombre d'écrans de cinéma et de ciné-parc[1], 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Québec	769	777	777	808	788
Canada[2]	2 979	2 980	2 826[r]	2 831[r]	..
Australie	1 907	1 909	1 943	1 964	1 941
Belgique	503	..	503[r]	507[r]	..
Danemark	379	380	386	385	394
États-Unis	35 786	35 993	38 143	38 415[r]	38 794
France[3]	5 299	5 347	5 366	5 364[r]	5 398
Pays-Bas	596	602	616	625	..
Royaume-Uni	3 402	3 342	3 357	3 569[r]	3 596
Suède	1 170	1 178	..	1 093[r]	..

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.
2. Y compris le Québec.
3. Il s'agit d'écrans de salles actives et non de salles autorisées.

Source : Recherche – SODEC.

AUSTRALIE

L'Australie a produit 27 longs métrages destinés aux salles de cinéma en 2007; en 2006, 32 films étaient destinés à ce marché. Le nombre de films distribués en primeur a glissé de 333 en 2006 à 317 en 2007, soit une baisse de 4,8 %. Après avoir atteint 1 964 écrans en 2006, le parc de salles a vu le nombre de ses écrans se restreindre à 1 941 en 2007, soit 2 écrans de moins qu'en 2005. L'Australie a plus que triplé le nombre de ses écrans numériques depuis 2005. En 2007, elle en possédait 21, comparativement à 9 en 2005. Après avoir connu une baisse de 10,2 % en 2005, le nombre de spectateurs a crû les deux années suivantes. En 2006, l'assistance s'est chiffrée à 83,6 M spectateurs et, en 2007, elle en comptait 84,7 M, soit une progression de 1,3 %. Par contre, l'accroissement de la population étant plus important que celui de l'assistance, l'indice de fréquentation a décru de 0,1 %. La réduction du nombre d'écrans a fait augmenter le nombre d'entrées annuelles par écran. En 2007, il était de 43 637 entrées, comparativement à 42 566 en 2006, soit une progression de 2,5 %. Les recettes ont connu une hausse de 3,3 %, atteignant 858 M$ AUD. La part de marché du cinéma national accuse une perte, passant de 4,6 % en 2006 à 4,0 % en 2007. Seule *Happy Feet*, une coproduction

Tableau 10.3
Nombre d'écrans numériques de cinéma et de ciné-parc, 2005-2007

	2005	2006	2007
		n	
Québec	..	..	..
Canada[1]	8	12	14
Australie	9	8	21
Belgique	28	35	51
Danemark	5	5	6
États-Unis	324	2 003	4 632
France[2]	25	36	69
Pays-Bas	29	36	34
Royaume-Uni	75	161	272
Suède	5	5	5

1. Y compris le Québec.
2. Il s'agit d'écrans de salles actives et non de salles autorisées.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.4
Assistance dans les salles de cinéma et les ciné-parcs[1], 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			n		
Québec	29,0	28,2	26,2	24,7	24,1
Canada[2]	125,4	119,6	101,0[r]	102,9[r]	..
Australie	90,0	91,5	82,2	83,6	84,7
Belgique	22,7	23,0	22,1	23,9[r]	22,3
Danemark	12,3	12,8	12,2	12,6	12,1
États-Unis	1 521,0[r]	1 484,0[r]	1 376,0[r]	1 395,0[r]	1 400,0
France	173,5	195,4	174,2	188,6	177,5
Pays-Bas	24,9	23,0	20,7	22,5	22,1
Royaume-Uni	167,3	171,3	164,7	156,6	162,4
Suède	18,2	16,6	14,6	15,3	14,9

1. Plusieurs données ont été révisées au cours de la dernière année.
2. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Australie-États-Unis s'est classée dans le « TOP 20 » australien. La part de marché des films états-uniens a aussi reculé, récoltant 85,9 % des recettes en 2006 et 78,0 % en 2007.

BELGIQUE

La production de longs métrages belges destinés au cinéma a progressé au cours des deux dernières années. En 2005, elle atteignait 23 films, en 2006, 30 films et en 2007, 37 films, soit des augmentations respectives de 30,4 % et de 23,3 %. En 2006, le parc de salles a été pourvu de 4 nouveaux écrans, portant le total à 507 écrans. Le nombre de salles réservées au cinéma numérique est passé de 28 en 2005 à 51 en 2007, soit une progression de 82,1 %. L'assistance a été en perte de vitesse en 2007, comptant 22,3 M spectateurs. En 2006, la Belgique affichait une assistance totale de 23,9 M spectateurs, soit un recul de 6,7 %. L'indice de fréquentation, après avoir atteint 2,3 en 2006, est retourné au même point qu'en 2005, soit une moyenne de 2,1. Le nombre d'entrées annuelles par écran se situait à 47 140 entrées en 2006. La part des recettes réalisées par les films belges a atteint 7,5 % en 2007, ce qui représente une amélioration comparativement à 2006 où cette part atteignait 6,0 %. D'ailleurs, elle ne cesse d'augmenter depuis 2002.

DANEMARK

Au Danemark, le volume de production des longs métrages destinés aux salles de cinéma a été moins important en 2007 qu'en 2006. Un total de 25 films ont été produits, soit 3 de moins que l'année précédente. Le nombre de films distribués en primeur dans les salles de cinéma s'est élevé à 235 films en 2007, soit 2 titres de plus qu'en 2006. En 2007, 394 écrans étaient disponibles pour les projections, ce qui représente une augmentation de 2,3 % par rapport à 2006 où le nombre d'écrans totalisait 385. Les salles dotées d'équipement numérique étaient au nombre de 6 en 2007. L'assistance a subi un recul, passant de 12,6 M spectateurs en 2006 à 12,1 M spectateurs en 2007. L'indice de fréquentation a aussi diminué. Alors qu'il atteignait 2,3 en 2006, il était de 2,1 en 2007. Le nombre d'entrées annuelles par écran a baissé de 6,2 %, affichant un résultat de 30 711 en 2007, comparativement à 32 727 en 2006. Les recettes ont effectué un recul moins important (2,4 %), passant de 113,5 M€ en 2006 à 110,5 M€ en 2007. La part des recettes des films danois a atteint 26 %, soit 1 % de plus qu'en 2006. Trois productions danoises se sont classées parmi les 10 meilleurs succès en 2007. La part de marché des films en provenance des États-Unis est demeurée au même niveau qu'en 2006, soit 58 %.

ÉTATS-UNIS

Les États-Unis ont produit 453 longs métrages destinés aux cinémas en 2007, comparativement à 485 en 2006, ce qui représente une diminution de 6,6 %. Les distributeurs ont proposé en primeur 9 films de moins qu'en 2006, soit une offre de 590 productions. Le nombre d'écrans a augmenté de 1,0 % en 2007, soit un total de 38 794 écrans. Le nombre de salles numériques est passé de 324 en 2005 à 4 632 en 2007. Selon le Screen Digest, les États-Unis possédaient 72 % des écrans numériques mondiaux en 2007. L'assistance a augmenté de peu (0,4 %), atteignant un total de 1 400,0 M spectateurs en 2007; l'indice de fréquentation est demeuré à 4,8 en 2007. Le nombre d'entrées annuelles par écran a connu une légère diminution (0,6 %), passant de 36 314 en 2006 à 36 088 en 2007. Les recettes ont augmenté de 5,4 % en 2007, atteignant 929,0 M$ US. La part de marché des films états-uniens aux États-Unis a atteint 90,0 %, soit une baisse de 0,7 point de pourcentage.

FRANCE

La France a produit 228 longs métrages destinés aux salles de cinéma en 2007, soit 12,3 % de plus qu'en 2006 où 203 films avaient été produits. Le parc de salles s'est enrichi de 34 écrans en 2007, atteignant un total de 5 398. Les salles numériques sont passées de 25 à 69 écrans de 2005 à 2007, soit un accroissement de 176 %. L'assistance accuse un recul de 5,9 %, soit 188,6 M spectateurs en 2006 et 177,5 M spectateurs en 2007. L'indice de fréquentation a glissé de 2,9 en 2006 à 2,8 en 2007. Le nombre d'entrées annuelles par écran a aussi diminué (6,5 %), passant de 35 160 en 2006 à 32 886 en 2007. Les recettes sont aussi à la baisse (5,7 %), atteignant 1 056,5 M€ en 2007. Après une année exceptionnelle, la part de marché du cinéma national a diminué, passant de 44,7 % en 2006 à 37,0 % en 2007. Les films états-uniens, par contre, ont augmenté leur part de marché, soit 49,9 % en 2007 comparativement à 44,2 % en 2006.

PAYS-BAS

Les Pays-Bas ont produit 28 longs métrages destinés aux salles de cinéma en 2006 et 30 en 2007. En 2006, les distributeurs offraient 278 primeurs, comparativement à 324 l'année précédente, soit 14,2 % de films en moins. Le parc de salles a été augmenté de 9 écrans en 2006, atteignant un total de 625. Le nombre d'écrans numériques, qui s'élevait à 29 en 2005, a crû de 17,2 % en 2 ans, atteignant 34 écrans en 2007. L'assistance a diminué de 1,8 % en 2007; elle était constituée de 22,1 M spectateurs en 2007. La part des recettes réalisées par les films hollandais a totalisé 14,4 %, ce qui représente une hausse de 29,7 % par rapport à 2006 où elle atteignait 11,1 %.

Tableau 10.5
Indice de fréquentation des salles de cinéma, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			%		
Québec	3,9	3,7	3,4	3,2	3,1
Canada[1]	4,0	3,8	3,1[r]	3,2[r]	..
Australie	4,5	4,5	4,0	4,1	4,0
Belgique	2,2	2,2	2,1[r]	2,3[r]	2,1
Danemark	2,3	2,4	2,3	2,3	2,2
États-Unis	5,4	5,2	4,7	4,8	4,8
France	3,0	3,2	2,8	2,9	2,8
Pays-Bas	1,5	1,4	1,3	1,4	..
Royaume-Uni	2,8	2,8	2,7	2,6	2,7
Suède	2,0	1,8	1,6	1,6[r]	1,6

1. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

Tableau 10.6
Part des recettes des films nationaux dans leur propre marché, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007
			%		
Québec	12,8	13,1	18,1	11,4	10,2
Canada[1]	3,5	..	..	4,2	3,2
Australie	3,5	1,3	2,8	4,6	4,0
Belgique	2,4	5,1	5,7	6,0	7,5
Danemark	26,0	24,0	32,0	25,0	26,0
États-Unis	96,7	..	..	90,7	90,0
France	34,7	39,0	36,6	44,7	37,0
Pays-Bas	13,3	9,2	12,3	11,1	14,4
Royaume-Uni	10,2	23,4	33,0	19,0	28,0
Suède	19,9	23,3	22,6	20,0	21,6

1. Y compris le Québec.

Source : Recherche – SODEC.

ROYAUME-UNI

Au Royaume-Uni, le volume de production des longs métrages destinés aux cinémas a été moins important en 2007 que par les années précédentes, soit 117 films produits. En 2006, ce volume s'élevait à 135 films. Le nombre d'écrans est passé de 3 569 en 2006 à 3 596 en 2007, soit un accroissement de 0,8 %. Le nombre d'écrans numériques a fait un bond de 262,7 % depuis 2005, atteignant un total de 272 écrans en 2007. Après une baisse en 2006, l'assistance a repris de la vigueur grâce à une hausse de 3,7 %, atteignant un total de 162,4 M spectateurs. L'indice de fréquentation est passé de 2,6 en 2006 à 2,7 en 2007. L'augmentation du nombre d'écrans, conjuguée à l'augmentation de l'assistance, a fait croître le nombre d'entrées annuelles par écran, lequel est passé de 43 878 en 2006 à 45 161 en 2007, soit une hausse de 2,9 %. On a assisté à une remontée des recettes de 7,7 %, celles-ci passant de 762,1 M€ en 2006 à 821,0 M£ en 2007. Les films nationaux avaient récolté une faible part du marché en 2006, soit un résultat de 19,0 %. En 2007, cette part a grimpé à 28,0 %. Les films états-uniens ont aussi vu leur part de marché croître, passant de 63,1 % en 2006 à 77,0 % en 2007.

SUÈDE

La production de longs métrages destinés au cinéma a diminué de 16 films en 2007. En effet, en 2006, 44 longs métrages étaient produits, comparativement à 28 en 2007. En 2006, le parc de salles suédois comptait 1 093 écrans. Depuis 2005, les écrans numériques sont maintenus au nombre de 5. La Suède a vu l'assistance diminuer en 2007, passant de 15,3 M spectateurs en 2006 à 14,9 M en 2007. L'indice de fréquentation est demeuré à 1,6 depuis 2005. Le nombre d'entrées annuelles par écran a atteint un total de 13 998 en 2006. La part des recettes des films nationaux a crû de 8,0 % en 2007, atteignant 21,6 %.

Tableau 10.7
Panorama statistique de l'industrie cinématographique, 2007

	Unité	Québec	Canada[1]	Australie	Belgique	Danemark	États-Unis	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Suède
Production											
Longs métrages (cinéma)[2]	n	29	96	27	37	25	453	228	30	117	28
Exploitation											
Films distribués (primeurs)	n	..	..	317	..	235	590	..	..	..	..
Écrans	n	788	..	1 941	..	394	38 794	5 398	..	3 596	..
Écrans numériques	n	..	14	21	51	6	4 632	69	34	272	5
Assistance	M	24,1	..	84,7	22,3	12,1	1 400,0	177,5	22,1	162,4	14,9
Population totale	M	7,7	32,6	21,0	10,6	5,5	303,4	63,4	..	60,9	9,1
Fréquentation	indice	3,1	..	4,0	2,1	2,2	4,8	2,8	..	2,7	1,6
Entrées annuelles par écran	n	30 636	..	43 637	..	30 711	36 088	32 886	..	45 161	..
Recettes (unités locales)	M	163,0	858,0	895,4	..	110,5	9 629,0	1 056,5	..	821,0	..
Part des recettes des films nationaux	%	10,2	3,2	4,0	7,5	26,0	90,0	37,0	14,4	28,0	21,6
Part des recettes des films états-uniens	%	76,3	88,9	78,0	..	58,0	90,0	49,9	..	..	..

1. Données de Statistique Canada, y compris le Québec.
2. Films de 60 minutes et plus (y compris les coproductions).

Sources : Recherche – SODEC.
Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Sources officielles des pays concernés.

FAIBLES BAISSES DE L'ASSISTANCE DANS PLUSIEURS PAYS

Concernant la moitié de notre échantillon, soit le Québec, le Canada, la Belgique, la France et les Pays-Bas, 2007 aura été une excellente année en ce qui a trait à la production de longs métrages destinés aux cinémas.

Une multiplication des écrans a été observée dans quatre pays, soit le Danemark, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Les salles de cinéma numérique sont en phase de développement un peu partout dans le monde, et les États-Unis possèdent presque les trois quarts de tous les écrans numériques au monde.

Seuls l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni ont connu une hausse de l'assistance dans leurs pays respectifs, les autres ayant enregistré de faibles baisses par rapport à 2006. Toutefois, de ces trois pays, seul le Royaume-Uni a vu la part de marché de son cinéma national augmenter. À l'instar du Royaume-Uni, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède ont vu s'accroître la part des recettes réalisées par leurs films nationaux.

Emotional Arithmetic,
Paolo Barzman

CHAPITRE 11

LE CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR LE DOUBLAGE DE FILMS

Marielle Audet

24 mesures,
Jalil Lespert

Le crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films a été annoncé dans un bulletin d'information du ministère des Finances en 1997. Il vise exclusivement les activités de doublage réalisées au Québec, qu'elles soient destinées au marché des salles, de la télévision ou de la vente au détail. Le crédit d'impôt représente 29,1667 % des dépenses totales admissibles, ces dernières ne pouvant excéder 40,5 % de la valeur du contrat de doublage. La SODEC, gestionnaire de cette mesure, a rendu ses premières décisions en 1999-2000.

En 2007-2008, la SODEC a certifié le doublage de 307 productions et a amendé un dossier de l'année financière 2006-2007; la valeur estimée des crédits d'impôt est de 2 020 920 $. La valeur totale des contrats de doublage atteint 17 762 397 $, dont 8 582 654 $ constituent des dépenses de main-d'œuvre admissibles. De ce montant, 4 858 698 $ ont été alloués à la rémunération des comédiens (56,6 %) et 3 723 956 $, à la prestation des autres services de doublage.

Le nombre de dossiers déposés est en progression pour une deuxième année consécutive, soit une augmentation de 8,4 % en 2006-2007 et de 7 % en 2007-2008. Toutefois, le nombre de dossiers traités a chuté de 14,5 % cette année. Ce ralentissement des activités est causé par le dépôt d'une cinquantaine de dossiers à la toute fin de l'exercice financier.

Tableau 11.1
Productions[1] cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché et le format, Québec, 2007-2008

Premier marché	Œuvre unique	Minisérie (2 à 6 épisodes)	Série (7 épisodes et plus)	Total
		n		
Cinéma	103	1	–	104
Télévision	64	30	77	171
Vidéoclub	29	3	–	32
Total	**196**	**34**	**77**	**307**

1. Productions ayant bénéficié du Programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
Source : SODEC.

LE FORMAT ET LE PREMIER MARCHÉ AUQUEL LES PRODUCTIONS SONT DESTINÉES

La baisse du nombre de dossiers traités en 2007-2008 s'est répercutée sur les productions destinées aux salles de cinéma (–20,6 %) et sur celles destinées aux vidéoclubs (–49,2 %). Seules les productions destinées à la télévision ont connu une croissance (3,6 %), laquelle est due aux œuvres uniques (30,6 %) et aux séries (13,2 %). Quant aux miniséries, leur nombre a diminué de 39,3 % par rapport à 2006-2007.

LA LANGUE DES PRODUCTIONS DOUBLÉES

La presque totalité des productions destinées au marché des salles de cinéma a été traduite de l'anglais vers le français (103 sur 104); seul un film a été traduit du français vers l'anglais. Les 32 productions destinées aux vidéoclubs ont toutes été traduites de l'anglais vers le français.

Le marché de la télévision donne un portrait moins homogène où 154 productions ont été traduites de l'anglais vers le français et 14, du français vers l'anglais. Cette année, un doublage en français et 2 en anglais ont été effectués à partir d'une production dont la langue originale était le russe.

Où vas-tu Moshé?, Hassan Benjelloun

Tableau 11.2
Productions[1] cinématographiques et télévisuelles doublées selon le premier marché, la langue de la version originale et de doublage, Québec, 2007-2008

Premier marché	Version originale	Version doublée		
		Anglais	Français	Total
		n		
Cinéma	Anglais	–	103	103
	Français	1	–	1
Télévision	Anglais	–	154	154
	Français	14	–	14
	Russe	2	1	3
Vidéoclub	Anglais	–	32	32
Total		**17**	**290**	**307**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
Source : SODEC.

LES CATÉGORIES DE PRODUCTION

Le marché des salles de cinéma est composé de 1 documentaire comportant 2 épisodes et de 103 œuvres de fiction. Le coût moyen des contrats en cinéma est demeuré sensiblement le même que l'année précédente, soit 64 567 $ en 2007-2008 contre 64 455 $ en 2006-2007. Les fictions représentent 42,7 % des doublages destinés à la télévision, soit 73 productions dont le coût moyen des contrats s'élève à 73 722 $. Le coût moyen concernant cette catégorie de production était plus élevé l'an dernier, atteignant 88 356 $, mais en ramenant le coût moyen par épisode, il est plus élevé en 2007-2008, soit 9 311 $ (578 épisodes), qu'en 2006-2007, soit 8 754 $ (646 épisodes). La catégorie « Documentaire, jeunesse et variétés », qui compte 98 productions, obtient un coût de contrat moyen de 47 345 $; par épisode, le coût moyen est de 5 484 $. Quant aux productions destinées aux vidéoclubs, le coût moyen des contrats est passé de 36 161 $ en 2006-2007 à 32 062 $ en 2007-2008.

Tableau 11.3
Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché et la catégorie des productions[1] cinématographiques et télévisuelles, Québec, 2007-2008

Premier marché et catégorie de production	Productions doublées	Coût moyen des contrats	Total des dépenses de main d'œuvre admissibles	Crédit d'impôt	Total des épisodes
	n		$		n
Cinéma[2]	**104**	**64 567**	**2 866 098**	**740 070**	**2**
Télévision	**171**	**58 605**	**5 205 924**	**1 164 492**	**1 424**
Documentaire, jeunesse et variétés[3]	98	47 345	2 474 183	545 780	846
Fiction	73	73 722	2 731 741	618 712	578
Vidéoclub	**32**	**32 062**	**510 632**	**116 358**	**6**
Total	**307**	**57 858**	**8 582 654**	**2 020 920**	**1 432**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Comprend 1 documentaire.
3. Comprend 1 émission de variétés et 1 émission jeunesse.
4. Comprend 7 documentaires.
Source : SODEC.

LES DÉPENSES DE DOUBLAGE

La valeur des contrats de doublage concernant les films destinés aux salles de cinéma atteint 6 714 949 $ (104 productions). De ce montant, 2 866 098 $ étaient des dépenses admissibles (42,7 %) et le plafond s'est chiffré 2 719 554 $. La rémunération des comédiens a atteint 1 566 955 $ (54,7 %) et la prestation des autres services, 1 299 143 $ (45,3 %). Le crédit d'impôt pressenti est de 740 070 $.

Le marché de la télévision, qui compte 171 certifications délivrées, a obtenu 10 021 457 $ en contrats de doublage. Les dépenses admissibles ont atteint 5 205 904 $, dont 3 028 293 $ (58,2 %) sont revenus aux comédiens et 2 177 631 $ (41,8 %), aux autres prestataires de services. Le plafond des dépenses admissibles s'est chiffré à 4 058 690 $ et le crédit d'impôt pressenti, à 1 164 492 $.

Les 32 productions ayant pour premier marché les vidéoclubs ont généré des contrats de doublage d'une valeur de 1 025 991 $. Les dépenses admissibles ont atteint 510 632 $ (49,8% des contrats), la prestation des comédiens, 263 450 $ (51,6 % des dépenses admissibles) et la prestation des autres services, 247 182 $ (48,4 % des dépenses admissibles). Le plafond des dépenses admissibles s'est élevé à 415 526 $ et le crédit d'impôt pressenti, à 116 358 $.

Tableau 11.4

Productions[1] cinématographiques et télévisuelles doublées selon la valeur des contrats, les dépenses admissibles, le crédit d'impôt et le premier marché, Québec, 2007-2008

	Cinéma		Télévision		Vidéoclub		Total	
	$	%	$	%	$	%	$	%
Valeur totale des contrats de doublage	**6 714 949**		**10 021 457**		**1 025 991**		**17 762 397**	
Total des dépenses admissibles	2 866 098	42,7	5 205 924	51,9	510 632	49,8	8 582 654	48,3
Prestations des comédiens	1 566 955	54,7	3 028 293	58,2	263 450	51,6	4 858 698	56,6
Adaptation	471 723	16,5	1 018 246	19,6	101 580	19,9	1 591 549	18,5
Détection	211 355	7,4	359 473	6,9	44 956	8,8	615 784	7,2
Calligraphie, grille, dactylo, production de titres et transfert optique	162 323	5,7	119 733	2,3	20 813	4,1	302 869	3,5
Direction de plateau	453 742	15,8	680 179	13,1	79 833	15,6	1 213 754	14,1
Plafond des dépenses admissibles	2 719 554	40,5	4 058 690	40,5	415 526	40,5	7 193 770	40,5
Montant du crédit d'impôt autorisé	740 070	27,2	1 164 492	28,7	116 358	28,0	2 020 920	28,1
Nombre total de projets	**104**		**171**		**32**		**307**	

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

Source : SODEC.

En cinéma, 49,0 % des films doublés ont généré des contrats dont la valeur variait de 60 000 $ à 99 999 $, soit un coût moyen de 78 405 $. Les comédiens ont obtenu une rémunération totalisant 876 925 $ grâce à cette catégorie de contrats et les prestataires des autres services, 702 907 $. Les doublages de films ayant coûté 59 999 $ et moins constituent 47,1 % de l'ensemble de ce marché; ces 49 productions ont permis l'obtention de contrats dont le coût moyen est de 46 470 $. La rémunération des comédiens s'est élevée à 587 551 $ et les autres dépenses ont atteint 513 517 $.

Les œuvres uniques destinées à la télévision se situent à 67,2 % (43 téléfilms) dans la fourchette des contrats dont la valeur est de moins de 30 000 $. Le coût moyen de ces contrats est de 12 639 $. Les dépenses admissibles s'élèvent à 310 585 $, dont 173 400 $ sont allés à la rémunération des comédiens et 137 185 $, aux autres prestataires de services.

Sur les 30 miniséries certifiées, 25 ont été doublées grâce à des budgets de moins de 30 000 $, générant 165 662 $ en rémunération pour les comédiens et 100 072 $ pour les autres prestataires de services.

Les séries télévisuelles de 7 épisodes et plus ont, dans une proportion de 49,4 %, des contrats dont la valeur se situe dans la fourchette des 100 000 $ et plus, tandis que leur valeur moyenne atteint 151 296 $. Les comédiens ont obtenu 1 715 711 $ sur les 3 004 739 $ de dépenses admissibles pour le doublage de 717 épisodes. Les productions dont la valeur des contrats de doublage est de 59 999 $ et moins constituent 35,1 % des séries télévisées. Ces contrats, dont la valeur moyenne s'élève à 43 986 $, ont généré des revenus de 389 024 $ pour les comédiens et 230 513 $ pour les autres prestataires de services, et ce, pour le doublage de 399 épisodes.

Ce sont les contrats de doublage dont la valeur est de 30 000 $ et plus qui constituent la majorité des productions destinées au marché des vidéoclubs. D'une valeur moyenne de 40 735 $, ces contrats ont rapporté 234 988 $ en cachets aux comédiens et 223 028 $ aux autres prestataires de services.

RÉPARTITION SELON L'ANNÉE DU DOUBLAGE

La majorité des demandes de certification en 2007-2008, soit 265 dossiers sur 307, concernait des productions doublées en 2007. On observe une diminution de l'écart entre la date de dépôt des dossiers et l'année de doublage des œuvres. En effet, toute demande de certification relative à une production dont la copie maîtresse doublée a été complétée après le 20 octobre 2000 doit être déposée selon le délai de prescription, ce qui n'est pas le cas pour les productions dont le contrat de doublage a été conclu après le 18 décembre 1997 et dont la copie maîtresse doublée a été complétée avant le 20 octobre 2000.

Tableau 11.5

Ventilation des dépenses de doublage selon le premier marché des productions[1] cinématographiques et télévisuelles et la catégorie de contrat, Québec, 2007-2008

Premier marché et catégories de contrats	Productions doublées		Coût moyen des contrats	Prestation des comédiens	Autres dépenses	Total dépenses admissibles	Crédit d'impôt	Total des épisodes
	n	%			$			n
Cinéma	**104**		**64 567**	**1 566 955**	**1 299 143**	**2 866 098**	**740 070**	**2**
59 999 $ et moins	49	47,1	46 470	587 551	513 517	1 101 068	262 748	…
60 000 $ à 99 999 $	51	49,0	78 405	876 925	702 907	1 579 832	431 745	…
100 000 $ et plus	4	3,8	109 812	102 479	82 719	185 198	45 577	2
Télévision – œuvre unique	**64**		**22 661**	**381 531**	**329 769**	**711 300**	**164 687**	**…**
29 999 $ et moins	43	67,2	12 639	173 400	137 185	310 585	63 876	…
30 000 $ à 59 999 $	18	28,1	36 539	169 453	149 568	319 021	76 983	…
60 000 $ et plus	3	4,7	83 038	38 678	43 016	81 694	23 828	…
Télévision – minisérie (2 à 6 épisodes)	**30**		**22 852**	**213 892**	**128 183**	**342 075**	**76 456**	**118**
29 999 $ et moins	25	83,3	20 182	165 662	100 072	265 734	57 408	92
30 000 $ à 99 999 $	5	16,7	36 202	48 230	28 111	76 341	19 048	26
Télévision – série (7 épisodes et plus)	**77**		**102 410**	**2 432 870**	**1 719 679**	**4 152 549**	**923 349**	**1 306**
59 999 $ et moins	27	35,1	43 986	389 024	230 513	619 537	137 004	399
60 000 $ à 99 999 $	12	15,6	79 062	328 135	200 138	528 273	112 071	190
100 000 $ et plus	38	49,4	151 296	1 715 711	1 289 028	3 004 739	674 274	717
Vidéoclub	**32**		**32 062**	**263 450**	**247 182**	**510 632**	**116 358**	**6**
29 999 $ et moins	9	28,1	9 899	28 462	24 154	52 616	10 152	6
30 000 $ et plus	23	71,9	40 735	234 988	223 028	458 016	106 206	…
Total	**307**		**57 858**	**4 858 698**	**3 723 956**	**8 582 654**	**2 020 920**	**1 432**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.

Source : SODEC.

Tableau 11.6

Répartition des productions[1] cinématographiques et télévisuelles doublées selon l'année de doublage et l'année financière de la certification, Québec, de 1998 à 2008[2]

Année financière	Année de doublage											
	1988	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008[2]	Total
	n											
1999-2000	27	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	33
2000-2001	67	83	53	–	–	–	–	–	–	–	–	203
2001-2002	22	38	129	57	1	–	–	–	–	–	–	247
2002-2003	10	19	15	134	141	–	–	–	–	–	–	319
2003-2004	–	15	16	16	112	73	–	–	–	–	–	232
2004-2005	–	–	4	1	43	197	144	–	–	–	–	389
2005-2006	1	4	1	–	–	4[r]	135[r]	239[r]	11	–	–	395
2006-2007	1	1	–	–	–	2[r]	13[r]	57[r]	280	16	–	370
2007-2008	1	1	–	–	–	–	–	–	35	265	5	307
Total	**129**	**167**	**218**	**208**	**297**	**276**	**292**	**296**	**326**	**281**	**5**	**2 495[3]**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
3. Comprend 7 productions en format géant.

Source : SODEC.

Tableau 11.7

Évolution du nombre de productions doublées selon le premier marché des productions[1] cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998-2007[2]

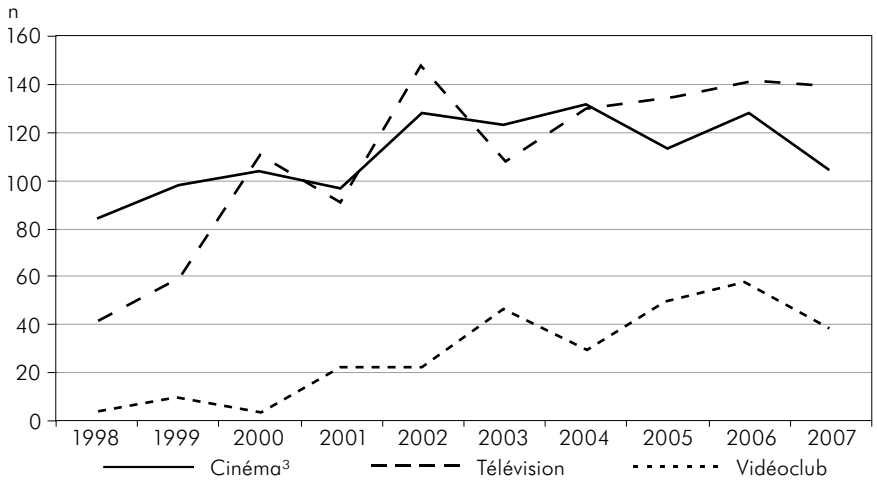
Année de doublage	Cinéma[3]	Télévision	Vidéoclub	Total
	n		$	
1998	84[r]	41	4	**129**[r]
1999	98[r]	59	10	**167**[r]
2000	104	111	3	**218**
2001	96	90	22	**208**
2002	128	147	22	**297**
2003	123	107	46	**276**
2004	132	130	30	**292**
2005	113	134	49	**296**
2006	128[r]	141[r]	57[r]	**326**[r]
2007	104[r]	139[r]	38[r]	**281**[r]
Total	**1 110**	**1 099**	**281**	**2 490**
		%		
TCAM[4]	**3,1**	**12,1**	**33,8**	**9,0**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
3. Comprend 7 productions en format géant.
4. Tendance annuelle selon la courbe de tendance exponentielle.

Source : SODEC.

Figure 11.1

Évolution du nombre de productions[1] doublées selon le premier marché des productions cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998 à 2007[2]



1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
3. Comprend 7 productions format géant.

Source : SODEC.

Les dossiers traités en 2007-2008 ont permis de constater que les activités de doublage ont connu une croissance de 10,1 % en 2006, soit 326 productions doublées. Il faudra attendre la fin de la prochaine année financière pour avoir une idée plus juste du volume des activités en 2007, car nous ne disposons que de données partielles.

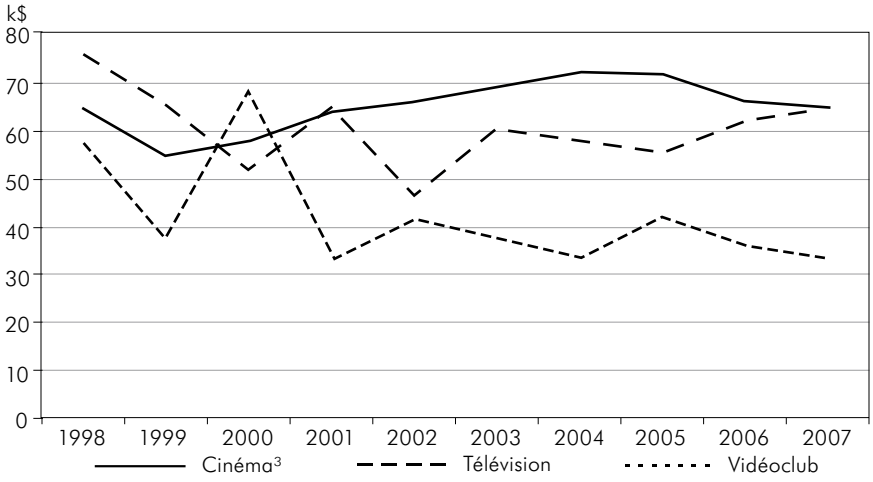
Le doublage des productions dont le premier marché est le vidéoclub (DVD) est en forte croissance depuis 1998, montrant une tendance annuelle moyenne de 33,8 % (selon la courbe de tendance exponentielle), suivi du marché de la télévision, lequel affiche 12,1 %. Le marché des salles de cinéma obtient un taux de croissance annuel moyen de 3,1 %. Tous marchés confondus, le

Tableau 11.8
Évolution de la valeur moyenne des contrats de doublage selon le premier marché des productions[1] cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998-2007[2]

Année de doublage	Cinéma[3]	Télévision	Vidéoclub	Total
		$		
1998	64 586	75 972	57 481	67 985
1999	54 866	64 842	36 798	57 308
2000	57 618	51 691	68 634	54 752
2001	64 261	64 626	32 736	61 084
2002	66 238	46 552	41 477	54 660
2003	69 101	59 948	37 131	60 224
2004	72 095	57 623	33 411	61 678
2005	71 892	55 155	41 845	59 341
2006	66 232	62 074	35 857	59 123
2007	64 653	64 789	32 760	60 407
Total	**65 570**	**58 592**	**37 317**	**59 302**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
3. Comprend 7 productions en format géant.
Source : SODEC.

Figure 11.2
Évolution de la valeur moyenne des contrats de doublage selon le premier marché des productions[1] cinématographiques et télévisuelles et l'année de doublage, Québec, 1998 à 2007[2]



1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
3. Comprend 7 productions format géant.
Source : SODEC.

taux de croissance annuel moyen des productions doublées s'élève à 9 %. La valeur moyenne des contrats de doublage des films destinés aux salles de cinéma a été en progression constante de 1999 à 2004 (54 866 $ à 72 095 $). À partir de 2005, la valeur moyenne des contrats a diminué. Le marché de la télévision montre des valeurs moyennes de contrats qui varient périodiquement. En 2006, on observe une augmentation (de 55 155 $ à 62 074 $) qui s'est poursuivie en 2007. Quant à la valeur moyenne des contrats relatifs aux productions destinées au marché du vidéoclub, elle varie généralement de 32 000 $ à 42 000 $.

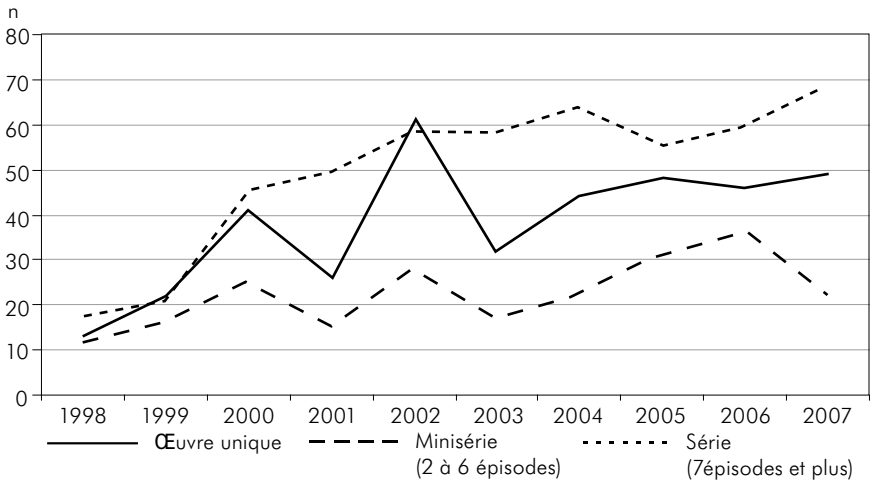
Le doublage de séries télévisées et celui des œuvres uniques destinées à la télévision ont connu des taux de croissance annuels assez similaires (13,9 % et 12,1 %). Le doublage des miniséries obtient un taux de croissance annuel moyen plus bas que celui des autres formats de production, soit 8,6 %.

Tableau 11.9
Évolution du nombre de productions[1] télévisuelles doublées selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007[2]

Année de doublage	Œuvre unique	Minisérie (2 à 6 épisodes)	Série (7 épisodes et plus)	Total
		n		
1998	13	11	17	41
1999	22	16	21	59
2000	41	25	45	111
2001	26	15	49	90
2002	61	28	58	147
2003	32	17	58	107
2004	44	22	64	130
2005	48	31	55	134
2006	46	36	59	141
2007	49	22	68	139
Total	**382**	**223**	**494**	**1 099**
		%		
TCAM[3]	**12,1**	**8,6**	**13,9**	**12,1**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
3. Tendance annuelle selon la courbe de tendance exponentielle.
Source : SODEC.

Figure 11.3
Évolution du nombre de productions[1] télévisuelles doublées selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007[2]



1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
Source : SODEC.

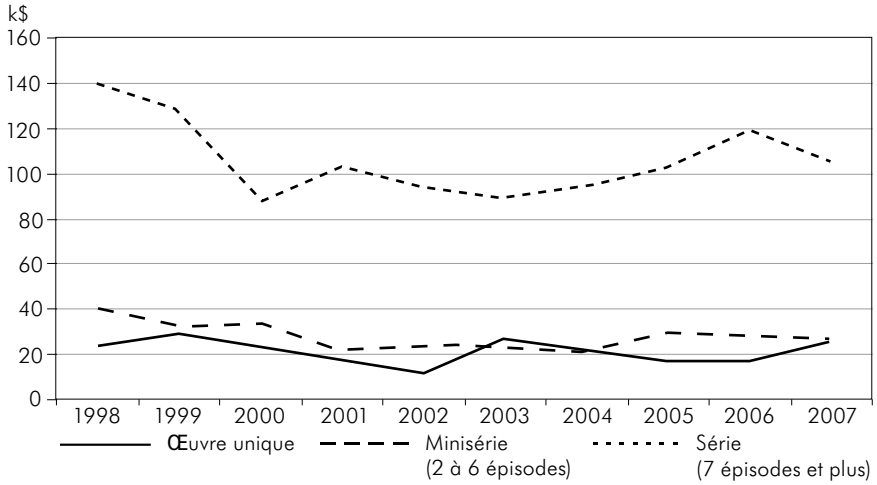
La valeur moyenne des contrats des œuvres uniques a passablement fluctué depuis 1998. Elle a connu deux sommets, soit un en 1999 (29 309 $) et l'autre en 2003 (26 828 $). L'année 2007 s'annonce bien, considérant des données partielles, soit une valeur moyenne de 25 611 $. Les valeurs moyennes des contrats des miniséries sont très fluctuantes; elles varient de 20 000 $ à 40 000 $. Après avoir connu des fluctuations importantes durant les premières années, la valeur moyenne des contrats des séries télévisées a constamment augmenté depuis 2003. L'année 2007 accuse une baisse, mais les résultats sont susceptibles de changer au cours de la prochaine année financière. Globalement, la valeur moyenne des contrats de doublage des productions télévisuelles affiche, en 2006 et en 2007, ses meilleurs résultats depuis 2001, soit 62 074 $ et 64 789 $ respectivement.

Tableau 11.10
Valeur moyenne des contrats de doublage des productions[1] télévisuelles selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007[2]

Année de doublage	Œuvre unique	Minisérie (2 à 6 épisodes)	Série (7 épisodes et plus)	Total
		n		
1998	23 684	40 241	139 076	75 972
1999	29 309	31 925	127 149	64 842
2000	23 774	32 742	87 654	51 691
2001	17 570	21 328	102 849	64 626
2002	12 050	23 538	93 949	46 552
2003	26 828	22 737	89 128	59 948
2004	22 276	21 079	94 486	57 623
2005	17 041	29 906	102 648	55 155
2006	16 863	27 199	118 604	62 074
2007	25 611	25 024	105 885	64 789
Total	**20 436**	**27 166**	**102 282**	**58 592**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
Source : SODEC.

Figure 11.4
Valeur moyenne des contrats de doublage des productions[1] télévisuelles selon le format et l'année de doublage, Québec, 1998-2007[2]



1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films.
2. Données disponibles au 31 mars 2008.
Source : SODEC.

DEPUIS 1998

Depuis la mise en application de la mesure fiscale, il y a dix ans, la SODEC a certifié 2 495 productions doublées dont la valeur totale des contrats s'élève à 147 827 390 $. Les dépenses de main-d'œuvre admissibles ont atteint 69 116 475 $, dont 38 120 167 $ ont servi à la rémunération des comédiens et 30 994 723 $, au paiement des autres services; le montant de crédit d'impôt autorisé s'est chiffré à 17 613 358 $. Les marchés des salles de cinéma et de la télévision ont généré à eux seuls 92,9 % des activités de doublage. Depuis 1998, 96,6 % des productions certifiées ont été doublées de l'anglais vers le français.

Voleurs de chevaux,
Micha Wald

CHAPITRE 12

LE CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR SERVICES DE PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE OU TÉLÉVISUELLE

Marielle Audet

La lâcheté,
Marc Bisaillon
Photo : Sébastien Ventura

Le crédit d'impôt remboursable pour services de production est une mesure fiscale destinée à favoriser le Québec comme plateau de tournage et comme lieu de réalisation de services techniques tels la postproduction et les effets spéciaux.

Afin de bénéficier du crédit d'impôt, une société doit avoir un établissement au Québec et exploiter principalement une entreprise de production ou une entreprise de services de production cinématographique ou télévisuelle. Une société non admissible qui est titulaire des droits cinématographiques ou télévisuels (production non québécoise) doit déposer une demande conjointe avec une société admissible qui détient un contrat de services de production.

Les dépenses de main-d'œuvre admissibles sont versées à des résidents du Québec pour des services rendus en sol québécois. Outre le taux de base, une bonification est accordée pour les dépenses de main-d'œuvre admissibles reliées aux activités de tournage devant écran chromatique ainsi qu'aux effets visuels et à l'animation informatiques. Différents taux s'appliquent sur la dépense de main-d'œuvre admissible engagée, selon les périodes suivantes :

À compter du :	Taux de base	Taux de la bonification
	%	
12 février 1998 au 30 décembre 2004	11	20
31 décembre 2004 au 20 décembre 2007	20	20
21 décembre 2007	25	20

Il n'y a pas de plafond au montant de crédit d'impôt qu'il est possible d'obtenir. Les catégories de productions admissibles sont des œuvres uniques ou des séries, qu'elles soient de fiction ou documentaires, ainsi que des séries magazine et des émissions de variétés. Des critères spécifiques s'appliquent à certaines catégories et des durées et des coûts minimaux sont aussi exigés.

L'annonce de cette mesure a été faite dans le Discours sur le budget de 1998-1999 et elle a été suivie de plusieurs modifications. La SODEC administre cette mesure fiscale conjointement avec le ministère du Revenu; elle a rendu ses premières décisions en 1999-2000.

Durant l'année financière qui vient de s'écouler, 32 décisions préalables favorables ont été rendues concernant des productions dont la part québécoise du devis s'est élevée à 118,5 M$. Les dépenses de main-d'œuvre admissibles ont atteint 57,6 M$, dont 41,9 % concernaient celles relatives aux effets spéciaux. Le crédit d'impôt pressenti s'est chiffré à 16,5 M$.

Comparativement à l'année précédente, la valeur de la part québécoise des devis et de la main-d'œuvre admissible est beaucoup moins importante. La moyenne de la part québécoise des devis s'élève à 3,7 M $ en 2007-2008, comparativement à 4,6 M$ en 2006-2007. Il s'agit du plus bas niveau atteint depuis l'instauration de la mesure fiscale. La

Tableau 12.1

Productions[1] cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année d'émission des visas, Québec, de 1999-2000 à 2007-2008[2]

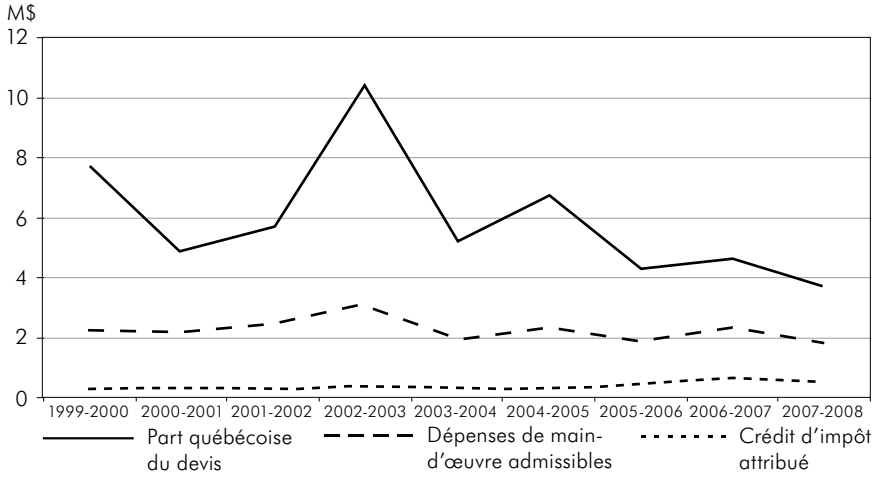
Année	Projets	Part québécoise du devis	Dépenses de main-d'oeuvre admissibles	Crédit d'impôt attribué
	n		$	
1999-2000	5	38 555 259	11 107 073	1 221 778
2000-2001	14	67 470 534	30 440 936	3 919 350
2001-2002	11	62 982 333	26 514 335	2 944 060
2002-2003	39	405 401 736 r	119 877 198	14 023 116
2003-2004	41 r	211 100 590 r	79 292 767	11 029 834 r
2004-2005	39 r	261 296 819 r	89 702 217 r	10 807 601 r
2005-2006	23 r	98 545 971 r	42 861 087 r	8 754 868 r
2006-2007	28 r	128 740 665 r	63 781 643 r	16 929 231 r
2007-2008	32	118 506 248	57 609 852	16 549 385
Total	**232**	**1 392 600 155**	**521 187 108**	**86 179 223**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle.
2. Inclut les projets amendés.

Source : SODEC.

Figure 12.1

Moyenne de la part québécoise des devis, des dépenses de main-d'œuvre et du crédit d'impôt[1] attribué selon l'année d'émission des visas, Québec, 1999-2000 à 2007-2008[2]



1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle.
2. Inclut les projets amendés.

Source : SODEC.

Tableau 12.2
Productions[1] cinématographiques et télévisuelles selon l'année d'émission des visas et l'année de tournage, Québec, de 1999-2000 à 2007-2008[2]

Année d'émission	Projets	Année de tournage										
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
		n										
1999-2000	5	3	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–
2000-2001	14	3	10	1	–	–	–	–	–	–	–	–
2001-2002	11	2	1	5	3	–	–	–	–	–	–	–
2002-2003	39	3	2	14	15	5	–	–	–	–	–	–
2003-2004	41[r]	1	–	3	7[r]	19	11	–	–	–	–	–
2004-2005	39[r]	2	4	–	–	5[r]	16	11	1	–	–	–
2005-2006	23[r]	–	–	–	–	–	3[r]	11	6	3	–	–
2006-2007	28[r]	–	–	–	–	–	1	3[r]	11[r]	9	4	–
2007-2008	32	–	–	1	–	–	1	3	5	3	14	5
Total	**232**	**14**	**19**	**24**	**25**	**29**	**32**	**28**	**23**	**15**	**18**	**5**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle.
2. Inclut les projets amendés.
Source : SODEC.

moyenne des dépenses admissibles s'est chiffrée à 1,8 M$ cette année, comparativement à 2,3 M$ l'année précédente; cette moyenne fluctue beaucoup moins que celle de la part québécoise des devis. La moyenne du crédit d'impôt attribué tend à remonter en 2006-2007, mais il faut considérer le fait qu'il y a eu une augmentation du taux de base.

RÉPARTITION SELON L'ANNÉE DE TOURNAGE

Une répartition des projets selon l'année de tournage permet d'obtenir un portrait chronologique de la valeur des services de production ou de postproduction générés par les productions étrangères. Les demandes de crédit d'impôt pour services de

Tableau 12.3
Productions[1] cinématographiques et télévisuelles et montant du crédit d'impôt attribué selon l'année de tournage, Québec, de 1998 à 2008[2]

Année	Projets	Part québécoise du devis	Dépenses de main-d'oeuvre admissible	Crédit d'impôt attribué
	n		$	
1998	14	89 600 701	31 084 130	3 419 257
1999	19	92 420 734	36 095 313	4 541 329
2000	24[r]	191 933 793[r]	56 875 239[r]	6 724 433[r]
2001	25[r]	185 920 490	61 026 062	7 188 645[r]
2002	29[r]	206 414 363[r]	69 008 686[r]	8 690 015[r]
2003	32[r]	260 875 745[r]	100 075 537[r]	12 467 233[r]
2004	28[r]	96 108 110[r]	39 334 932[r]	7 698 216[r]
2005	23[r]	94 603 270[r]	53 583 978[r]	13 298 688[r]
2006	15[r]	113 688 212[r]	39 654 791[r]	12 024 188[r]
2007	18[r]	55 726 721[r]	30 275 002[r]	8 480 320[r]
2008	5	5 308 016	4 173 438	1 646 899
Total	**232**	**1 392 600 155**	**521 187 108**	**86 179 223**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle.
2. Inclut les projets amendés.
Source : SODEC.

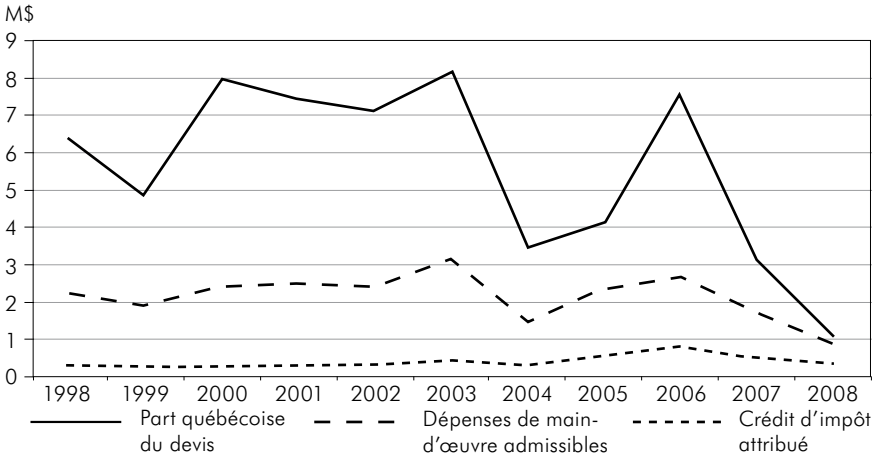
production sont généralement déposées après les tournages, lesquels se déroulent le plus souvent durant la saison estivale, et plus tardivement dans le cas des services de postproduction. Donc, les résultats d'une année civile peuvent être rétroactivement modifiés et les plus récents demeurer fragmentaires.

Les 32 productions ayant reçu une attestation en 2007-2008 ont été terminées entre 2000 et 2008, dont 14 d'entre elles en 2007.

Les 15 productions tournées en 2006 ont engendré des dépenses de main-d'œuvre admissibles équivalentes aux 28 productions tournées en 2004, soit respectivement 39,7 M$ et 39,3 M$. La part québécoise des devis s'est élevée à 113,7 M$ en 2006 et à

Figure 12.2

Moyenne de la part québécoise des devis, des dépenses de main-d'œuvre et du crédit d'impôt[1] attribué selon l'année de tournage, Québec, 1998 à 2008[2]



1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle.
2. Inclut les projets amendés.

Source : SODEC.

Tableau 12.4

Productions[1] cinématographiques et télévisuelles visées, par année de tournage selon le pays d'origine, Québec, de 1998 à 2008[2]

Pays	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total	
						n						n	%
Allemagne	1	–	1	5[r]	3	2	4	–	2[r]	–	–	18	7,8
Australie	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	0,4
Canada	5	6	7[r]	3	6[r]	4	7[r]	5[r]	1	3[r]	2	49	21,1
Chine	–	–	–	–	–	–	–	1[r]	–	–	–	1	0,4
Corée	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1	0,4
Danemark	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	0,4
États-Unis	8	9	13[r]	16	17	25[r]	14[r]	15[r]	9[r]	13[r]	1	140	60,3
France	–	2	1	–	1	–	2[r]	2	2[r]	1[r]	1	12	5,2
Hongrie	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	0,4
Luxembourg	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	1	0,4
Pays-Bas	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	1	0,4
Royaume-Uni	–	–	–	–	1	–	1	–	1	1[r]	–	4	1,7
Royaume-Uni et Danemark	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1	0,4
Russie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1	1	0,4
Total	**14**	**19**	**24[r]**	**25[r]**	**29[r]**	**32[r]**	**28[r]**	**23[r]**	**15[r]**	**18[r]**	**5**	**232**	**100,0**

1. Productions ayant bénéficié du programme de crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle.
2. Inclut les projets amendés.

Source : SODEC.

96,1 M$ en 2004, et le crédit d'impôt attribué a atteint 12,0 M$ en 2006 et 7,7 M$ en 2004. L'année 2003 demeure inégalée, affichant une part québécoise des devis de 260,9 M$, 100,1 M$ en dépenses admissibles et 12,5 M$ en crédits d'impôt.

Le graphique ci-dessous illustre la moyenne de la part québécoise des devis, des dépenses de main-d'œuvre et du crédit d'impôt attribué, selon l'année de tournage depuis 1998. Il montre que les années 2000, 2003 et 2006 ont constitué des sommets en ce qui concerne la partie québécoise des devis de production (moyennes respectives de 8,0 M$, 8,2 M$ et 7,6 M$). Deux années se démarquent lorsque l'on observe la courbe des dépenses de main-d'œuvre admissibles, soit 2003 et 2006, dont les moyennes respectives sont de 3,1 M$ et 2,6 M$. La courbe de la moyenne des crédits d'impôt pressentis ne présente qu'un seul sommet, soit en 2006 à 0,8 M$.

LA PROVENANCE DES FILMS

Depuis 1998, 60,3 % des productions ayant reçu une attestation relative au crédit remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle provenaient des États-Unis. Le Canada suit, affichant 21,1 % des productions, l'Allemagne, 7,8 %, la France, 5,2 % et le Royaume-Uni, 1,7 %. Ces cinq pays comptent à eux seuls 96,1 % des productions attestées.

DEPUIS 1999-2000

Depuis l'entrée en vigueur du crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle, 232 productions étrangères ayant une part québécoise du devis atteignant 1 392,6 M$ et 521,2 M$ de dépenses de main-d'œuvre admissibles, dont 81,7 M$ pour les effets spéciaux, ont obtenu 86,2 M$ en crédits d'impôt. En moyenne, par production, cela représente une part québécoise des devis de 6,0 M$, des dépenses de main-d'œuvre admissibles de 2,2 M$ et un crédit d'impôt s'élevant à 371 462 $.

Les 3 p'tits cochons,
Patrick Huard

L'Annexe statistique

un complément à la publication

Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, édition 2008

Pour compléter la publication intitulée *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante,* l'Institut de la statistique du Québec offre *L'Annexe statistique* qui contient la totalité des données disponibles sur l'évolution récente de ce secteur d'activité culturelle.

L'information y est présentée dans l'ordre du cycle de vie d'un film, c'est-à-dire de la création jusqu'à l'étape de la conservation. On y trouve donc aussi des données sur la distribution, l'exploitation en salles et même certaines données sur les clubs vidéo.

Institut de la statistique Québec

L'Annexe statistique

Bon de commande

À remplir en lettres moulées S.V.P.

Nom : _____

Fonction/direction/service : _____

_____

Organisme/entreprise : _____

_____

Adresse : _____

_____

Municipalité : _____

Province : _____

Code postal : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

L'Annexe statistique, 2008		Quantité	Total
	18,95 $		$
	+ TPS (6 %) 142 890 300		$
	+ TVQ (7,5 %) 1022232424		$
	Total		$

Toute commande est payable par chèque ou mandat-poste à l'ordre de l'Institut à l'adresse suivante :

Institut de la statistique du Québec
Centre d'information et de documentation
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Réalisé par l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de plusieurs organismes intéressés à l'activité cinématographique, ce document réunit les informations et les analyses nécessaires pour en saisir toute l'ampleur.

Ainsi, on y trouve la liste des longs métrages réalisés, la valeur de la production québécoise, le nombre de films examinés et classés, de même que le nombre des titulaires d'un permis spécial de distributeur.

On y apprend également que, compte tenu de la population et du degré de développement, l'activité relative à l'industrie du film au Québec soutient avantageusement la comparaison avec les résultats obtenus ailleurs.

Cette publication fait non seulement le tour complet de l'industrie du film mais elle permet aussi, grâce à la pertinence des sujets choisis, de bien saisir toute la réalité de cette partie importante de la vie socioculturelle québécoise.

CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE

Institut de la statistique
Québec

Avec la participation de :
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- Régie du cinéma
- Société de développement des entreprises culturelles

ISBN : 978-2-551-23712-8

9 782551 237128

18,95 $

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Imprimé au Québec, Canada